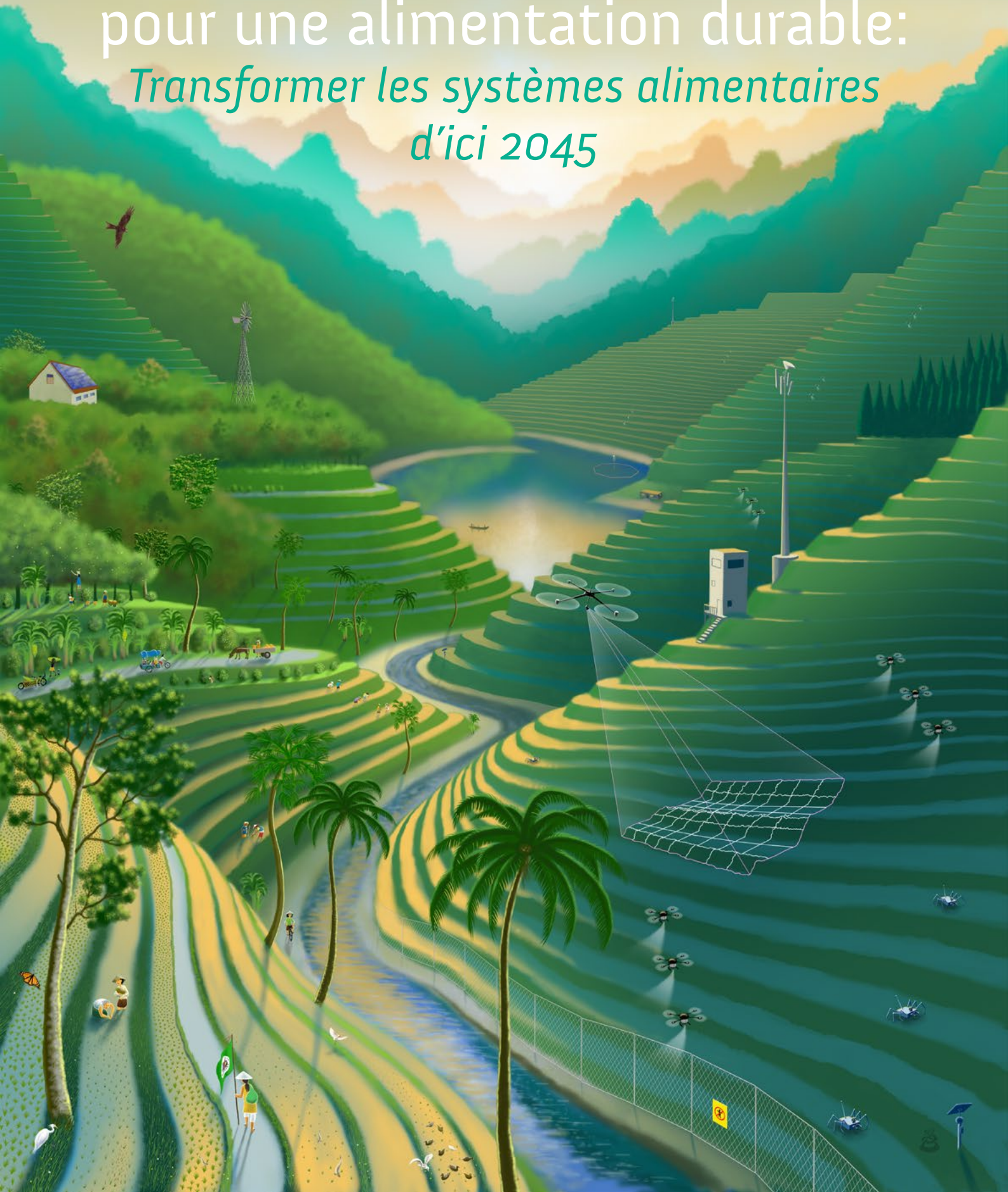


Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable: *Transformer les systèmes alimentaires d'ici 2045*



Auteurs principaux: Pat Mooney, Nick Jacobs, Veronica Villa, Jim Thomas, Marie-Hélène Bacon, Louise Vandelac et Christina Schiavoni.

Groupe consultatif: Molly Anderson, Bina Agarwal, Million Belay, Jahi Chappell, Jennifer Clapp, Fabrice DeClerck, Matthew Dillon, Maria Alejandra Escalante, Ana Felicien, Emile Frison, Steve Gliessman, Mamadou Goïta, Shalmali Guttal, Hans Herren, Henk Hobbelink, Lim Li Ching, Sue Longley, Raj Patel, Darrin Qualman, Laura Trujillo-Ortega et Zoe VanGelder.

Ce texte a été approuvé par le panel IPES-Food et par le groupe ETC en mars 2021.

Citation: IPES-Food & ETC Group, 2021. Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable: Transformer les systèmes alimentaires d'ici 2045.

Remerciements

Les auteurs principaux ont pu mener à bien la préparation et la rédaction de ce rapport grâce à leur participation à un comité de gestion, sous la direction de Nick Jacobs (directeur de IPES-Food) et de Pat Mooney (chef de projet, membre du panel IPES-Food et cofondateur de du groupe ETC). L'équipe en charge des travaux de recherche et d'édition a bénéficié du précieux concours d'Anna Paskal dans les dernières étapes. Tout au long du projet, le comité de gestion a été guidé par les contributions d'un groupe consultatif de 21 membres issus de diverses régions du monde et de la société civile (notamment des peuples autochtones, des organisations paysannes, des travailleurs du secteur alimentaire et des jeunes militants pour le climat), ainsi que d'institutions multilatérales, de nombreuses disciplines scientifiques et du monde des affaires. Bien que ces experts aient largement contribué à orienter l'analyse, leur participation au groupe consultatif n'implique pas une validation totale du rapport ou des idées spécifiques qu'il contient. Le comité de gestion tient à remercier les membres du groupe consultatif pour leur dévouement et leur inestimable expertise. Le comité remercie également l'ensemble du panel IPES-Food, qui a joué un rôle clé dans l'élaboration et le développement de ce projet, ainsi que toute l'équipe du groupe ETC pour ses nombreuses contributions en matière de recherche et de révision, en particulier Neth Daño et Zahra Moloo. La conception et la production du rapport ont été dirigées par Chantal Clément, Ronnie Hall, Jim Thomas et Mathieu Carey. Les illustrations ont été fournies par Isabelle Morgan, et la couverture réalisée par Stig (Shtig.net). Hearts & Minds s'est chargée de la conception graphique. Le comité est reconnaissant à tous ces contributeurs pour leur vision et leur engagement. La traduction a été assurée par Henalex. Le projet a également pu voir le jour grâce au soutien que Melodie Tamer, Kiran Bains, Joana Chelo et Samara Brock ont apporté en matière de recherche et de tâches administratives. Le comité de gestion souhaite souligner la contribution majeure de Sarah Hobson et Henk Hobbelink à la conceptualisation et au soutien de ce projet. Le comité de gestion tient à remercier le "11th Hour Project" pour son généreux soutien financier et sa confiance indéfectible dans le projet, sans quoi tout cela n'aurait pas été possible. Enfin, les auteurs expriment leur gratitude envers leur principale source d'inspiration: les nombreuses organisations et personnes qui constituent les mouvements alimentaires dynamiques et courageux du monde entier.

Résumé

En 2021, ceux qui œuvrent à la mise en place de systèmes alimentaires justes, équitables et respectueux des limites planétaires ont du pain sur la planche. Les changements climatiques, la perte de biodiversité et le déclin rapide de la fertilité des sols constituent des facteurs qui nuisent gravement à la santé des populations et de la planète, disloquent les sociétés, et menacent les systèmes alimentaires dans le monde entier. Cinq ans après nous être engagés à éliminer la faim dans le monde d'ici 2030, nous avons perdu beaucoup de terrain. En 2019, près de 690 millions de personnes souffraient de la faim et plus de 2 milliards d'individus n'avaient pas un accès régulier à une alimentation saine, nutritive et suffisante. Ces chiffres se sont alourdis avec la COVID-19. En effet, la crise sanitaire a ajouté environ 130 millions de personnes au nombre d'affamés sur la planète, poussé des millions d'individus au bord de la famine et mis en danger un tiers des moyens de subsistance alimentaires et agricoles.

Dans le même temps, le centre du pouvoir dans les systèmes alimentaires, et l'économie mondiale au sens large, se déplace extrêmement rapidement. En 2008, les entreprises les plus puissantes du monde foraient des puits de pétrole et échangeaient des actions. Douze ans plus tard, les cinq plus grandes entreprises du numérique vendent des données et leur valeur en bourse dépasse le PIB de continents entiers. Les nouveaux géants du bio-numérique sont maintenant prêts à passer à la prochaine étape: déverser des mégadonnées et de l'ADN numérique dans les pharmacies, les marchés alimentaires et les systèmes financiers du monde entier. La « gouvernance multipartite » est partout, car les entreprises, sentant les points de basculement sociaux et environnementaux à venir, cherchent à attirer les gouvernements, les scientifiques et une poignée d'organisations de la société civile dans un nouveau multilatéralisme artificiel.

Dans ce contexte, nous examinons à quoi pourraient ressembler les systèmes alimentaires d'ici 2045 si l'on maintenait le '*statu quo* agro-industriel'. Nous imaginons également ce qui pourrait se passer si, au contraire, le flambeau était repris par la société civile et les mouvements sociaux: organisations de base populaire, ONG internationales, coopératives, syndicats, groupes d'agriculteurs et de pêcheurs. Nous réfléchissons à ce qu'un mouvement visionnaire pour une alimentation durable (un "Long Food Movement") pourrait accomplir si ses adhérents arrivaient à penser à très long terme, à collaborer au-delà des secteurs, des échelles et des différences stratégiques, à travailler avec les gouvernements et leur mettre la pression à agir, et à transformer les flux financiers, les structures de gouvernance et les systèmes alimentaires à partir de la base.

Horizon 2045: le maintien du statu quo agro-industriel (Scénario 1)

Tout d'abord, nous imaginons un système alimentaire «inchangé» et son évolution possible au cours des 25 années à venir, alors que les entreprises et les gouvernements réagissent à la dégradation de l'environnement, à la dislocation sociale, aux reconfigurations géopolitiques et à un large éventail de possibilités technologiques. Les relations de pouvoir restent sensiblement les mêmes dans ce scénario. La société civile, poursuivant elle aussi ses activités comme à l'accoutumée, est en mesure de contester la feuille de route et d'empêcher les pires excès, mais pas de changer fondamentalement de cap.

Au cours des années 2020, les progrès de la numérisation, de l'automatisation, de la biologie synthétique et des technologies moléculaires promettent de rendre les systèmes alimentaires sans risques (et sans présence humaine). De nouveaux acteurs affirment que produire des protéines en laboratoire, laisser l'intelligence artificielle gérer nos fermes, influencer subrepticement le comportement des consommateurs, inventer de nouveaux aliments ultra-transformés, ou soutenir la géo-ingénierie constituent des moyens pour parvenir à la résilience (tout en étant très rentables). Les années à venir verront les systèmes alimentaires ravagés par les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et les pandémies. Ces «solutions miracles» finissent ainsi par séduire les décideurs politiques en détresse. Les clés du système alimentaire sont remises aux méga-entreprises du bio-numérique, aux plateformes de données et aux sociétés financières privées qui, grâce à la multiplication des opérations de fusion d'entreprises, deviennent les géants de l'agroalimentaire de demain.

Des algorithmes sont utilisés pour déterminer les conditions de croissance de chaque mètre carré fertile sur terre, les cultures et le bétail sont adaptés (et modifiés) pour répondre à ces conditions, et les écosystèmes sont conçus à partir de données pour un rendement optimal. Des tracteurs et des drones robotisés pour la pulvérisation et la surveillance (un sorte d'«internet des objets de l'agriculture») sont déployés aussi vite que les infrastructures physiques et numériques le permettent (Tendance n° 1).

Livrer la sécurité alimentaire à la merci des réseaux numériques et des éventuels problèmes de données est une perspective qui inquiète les gouvernements et les mouvements alimentaires. Le sort des agriculteurs inquiète tout autant. Ils sont contraints de quitter leurs terres pour les «villes intelligentes» et les villages 2.0, ou réduits à de simples cultivateurs pour la vente en ligne. Mais cet avenir «adapté aux changements climatiques» et «sans risque» attire de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, qui décident de mettre terres, ressources et données entre les mains de ceux qui fournissent les technologies et proposent d'acheter leurs récoltes à l'avance. Ainsi, les puissants gouvernements et leurs entreprises porte-drapeau sont en mesure d'utiliser les réseaux logistiques pour contrôler les ressources et les approvisionnements alimentaires à travers de vastes couloirs économiques.

Contrairement aux précédents accords de libre-échange (ALE) qui ont ouvert de nouveaux marchés, les ALE des années 2020 et 2030 servent principalement à sécuriser l'accès aux ressources, à protéger les droits d'exploitation des données par les entreprises, et à geler les réglementations défavorables. Étant donné que la nourriture est considérée comme un atout stratégique, une nouvelle vague d'accaparement des terres, des océans et des ressources se profile, et les goulets d'étranglement du commerce international deviennent de plus en plus militarisés (Tendance n° 2).

En aval, du côté des consommateurs, les données recueillies à partir des activités en ligne sont combinées avec les métadonnées générées par l'utilisation de portefeuilles numériques, de services d'alimentation automatisés et d'autres activités quotidiennes. La mise en relation de ces sources de données ouvre de nouvelles possibilités pour suivre, cibler avec précision, et modifier subrepticement les habitudes alimentaires des consommateurs tout en refaçonant les modes d'alimentation. L'industrie agro-alimentaire investit de plus en plus de ressources dans de nouvelles versions du consumérisme durable et éthique. Les citoyens, quant à eux, sont livrés à eux-mêmes au milieu de chaînes d'approvisionnement de plus en plus opaques et d'un flot incessant d'informations (Tendance n° 3).

Horizon 2045: la société civile reprend le flambeau (Scénario 2)

La dégradation de l'environnement, les menaces à la sécurité alimentaire et la promotion de nouvelles technologies axées sur les données font partie de tout scénario réaliste pour les 25 prochaines années. Mais les trajectoires de l'agro-industrie décrites ci-dessus ne sont pas inéluctables. En réalité, les divisions vont s'accroître aussi bien entre entreprises qu'entre les travailleurs, les sociétés et les consommateurs, car les écosystèmes refusent d'être domptés, les individus refusent d'être poussés à quoi que ce soit, les technologies peuvent mal fonctionner, et des points de basculement environnementaux et sociaux se profilent à l'horizon. Beaucoup dépendra de la mesure dans laquelle les entreprises les plus puissantes, sous prétexte d'agir dans le cadre d'un processus multipartite, parviennent à prendre le contrôle de la gouvernance des systèmes alimentaires.

Dans ce second scénario, la société civile reprend le flambeau en développant des collaborations plus profondes, plus larges et plus efficaces que jamais. Ce mouvement visionnaire est en fait en cours de réalisation depuis longtemps. Des luttes autochtones contre la colonisation aux protestations anti-mondialisation qui ont donné naissance au concept de souveraineté alimentaire, il est clair que la société civile, dans sa diversité de formes et d'échelles d'action, peut constituer un puissant facteur de changement.

Si l'on se penche sur ces expériences, il est possible d'identifier quatre ingrédients de base dont les mouvements alimentaires auront besoin pour faire avancer la transformation au cours du prochain quart de siècle: 1) collaborer à de multiples niveaux; 2) élargir les alliances et restructurer les relations; 3) mettre en relation engagement à long terme et «analyse prospective» à grande échelle; 4) être prêt au changement et aux perturbations.

Ces ingrédients sont abondants dans les mouvements alimentaires actuels, même s'ils devront être déployés plus systématiquement que jamais auparavant. La société civile devra notamment être mieux préparée aux nombreuses crises du prochain quart de siècle, ces «cygnes gris», événements dont les mouvements alimentaires ne peuvent pas prévoir la date ni les détails, mais auxquels ils peuvent se préparer. Ce scénario est représenté par quatre voies interdépendantes, jalonnées de réformes et de transformations des systèmes alimentaires:

VOIE 1. Ancrer les systèmes alimentaires dans la diversité, l'agroécologie et les droits de l'homme

Au cours des années 2020, les systèmes alimentaires basés sur la diversité font preuve de résistance face aux chocs. Les marchés territoriaux continuent de s'étendre, et les régimes alimentaires se rapprochent de choix éthiques et sains. Fort d'un consensus clair autour de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie, le Mouvement pour une alimentation durable réussit à défendre les droits des marginalisés et à amplifier leurs voix grâce à des processus inclusifs, à la promotion de systèmes diversifiés et agroécologiques, à l'essor de marchés alternatifs, et à des changements de régime alimentaire.

Opportunité n° 1.

Renforcer la résilience par la diversité et l'agroécologie. Au cours des années 2020, une importance croissante est accordée aux sols sains, aux diverses variétés de cultures et races de bétail, ainsi qu'aux écosystèmes aquatiques et agricoles dynamiques. Les impacts des différents systèmes de production deviennent plus faciles à mesurer. En 2030, les systèmes agroécologiques sont opérationnels et surpassent l'agriculture industrielle à de multiples échelles. Les peuples autochtones et les paysans continuent de préserver les paysages naturels, de cultiver les espèces négligées et sous-utilisées, ainsi que les espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées. Le tout grâce à l'expansion des banques de semences communautaires et des collections vivantes, aux échanges entre pêcheurs et agriculteurs des écosystèmes voisins, et aux formations en agroécologie sur le terrain. Les aliments traditionnels, y compris les cultures mineures à haute tolérance au climat/maladies et à haute valeur nutritionnelle, sont remis au goût du jour grâce aux efforts combinés des mouvements sociaux, des chefs cuisiniers, des responsables des marchés publics et des décideurs politiques.

Mais les stratégies des paysans pour protéger la diversité sont constamment mises à l'épreuve, menaçant leur capacité à assurer la sécurité alimentaire jusqu'en 2045. Les bases du soutien politique à l'agroécologie sont également consolidées. S'appuyant sur le Traité sur les semences de la FAO, la société civile parvient à négocier un protocole sur la diversité génétique, tout en instaurant des garanties pour la recherche axée sur les besoins des paysans, et l'échange de semences et de races (y compris entre les pays).

Opportunité n° 2.

Défendre les droits de l'homme, les droits de la nature, et renégocier le contrat entre l'État et la société. Les crises incessantes et la précarité croissante du prochain quart de siècle rendent les droits de l'homme plus importants que jamais. Ils constituent la boussole guidant les mouvements alimentaires. De nouveaux modes de protection sociale prolifèrent au cours des années 2020. En effet, la société civile se bat pour que les droits soient à la fois complets et dissociés de la surveillance des mégadonnées. Les «travailleurs essentiels» bénéficient désormais d'une meilleure reconnaissance dans les systèmes alimentaires, et les droits du travail sont garantis par une série de lois nationales et de règlements internationaux renforcés. Mais cela ne suffit pas: dans les années 2030, les mouvements alimentaires appellent l'État à défendre un accès de base aux droits et aux ressources pour tous (terre, semences, eau, culture), et une production dirigée par les populations, compte tenu de l'expansion des complexes agro-industriels et de l'automatisation de masse. Étant donné que les droits sont au centre des préoccupations, les gouvernements sont contraints de lier la prochaine série d'objectifs de développement (« Programme 2045») à un nouveau règlement financier entre les pays du Nord et du Sud. Parallèlement, les mouvements alimentaires explorent toute une série de voies juridiques: ils intensifient leur soutien aux défenseurs des droits civils, et lancent de puissantes campagnes transversales pour établir des droits pour les rivières, les bassins versants, les écosystèmes et la planète, tout en veillant à ce que ces droits ne soient pas utilisés pour chasser les communautés de leurs terres. Dans les années 2040, la famine, la faim, la malnutrition, la mauvaise santé et la dégradation de l'environnement constituent des infractions pénales qui peuvent être portées devant le Conseil des droits de l'homme (ou une Cour pénale internationale restructurée).

Opportunité n° 3.

Accélérer le passage à des chaînes d'approvisionnement territoriales et à un consumérisme éthique. Les marchés territoriaux sont déjà la norme pour de nombreux petits producteurs et consommateurs des pays du Sud, et continuent de se développer dans le sillage de la COVID-19. Au cours des années 2020 et 2030, les municipalités et les régions décident de mettre l'accent sur la résilience et d'accroître leur soutien. Ainsi, des initiatives de circuit d'approvisionnement court voient le jour. La production alimentaire communautaire et domestique se développe, et les coopératives de producteurs et de consommateurs sont en plein essor.

Ces tendances convergent avec un formidable engouement pour l'achat éthique, biologique et «local», et un passage soutenu à des régimes alimentaires végétariens et flexitariens. Ces régimes sont adoptés par pas moins de 80 % des personnes appartenant à des groupes de population (plus riches) qui consommaient auparavant beaucoup de viande. En 2045, environ 25 % de la consommation de petit bétail, de fruits et de légumes dans le monde sont assurés par les fermes urbaines et les ménages et 25 % supplémentaires sont fournis par des systèmes d'approvisionnement alimentaire locaux (“foodsheds”). Selon les producteurs, la moitié de l'offre de l'industrie alimentaire est issue du commerce équitable.

Les agriculteurs et les mouvements sociaux font cause commune dans leur opposition aux nouvelles imitations de viande et de produits laitiers industriels, et parviennent à empêcher le déploiement massif de ces produits sur les marchés mondiaux. En 2045, grâce à des outils de données publiques sophistiqués, ainsi qu'à des applications de vérification des faits, de comptabilité analytique réelle et de transparence, les consommateurs sont en mesure de distinguer rapidement les entreprises aux pratiques inchangées (“A-corps”), les sociétés qui s'engagent durablement dans la responsabilité sociétale des entreprises (“B-corps”), et les entreprises coopératives durables (“C-corps”). À

VOIE 2: Transformer les structures de gouvernance

Au fil des années, le Mouvement pour une alimentation durable lutte contre la mainmise des entreprises sur le système multilatéral et impose une reconfiguration fondamentale de sa propre gouvernance. Face à des crises semi-permanentes, la société civile plaide avec succès en faveur de dispositions d'urgence en matière de sécurité alimentaire qui remplacent les règles commerciales et les contrats d'accaparement de terres, et de mesures sévères contre la concentration de l'agro-industrie et le solutionnisme technologique. Ces mesures sont renforcées par la multiplication de conseils de politique alimentaire, d'assemblées délibérantes, et d'autres mécanismes visant à renforcer la participation des mouvements sociaux, des peuples autochtones et des ONG à la gouvernance des systèmes alimentaires.

Opportunité n° 4.

Revoir, réformer et reconfigurer les agences des Nations unies chargées des questions relatives à l'alimentation. En dépit de toutes les lacunes des institutions multilatérales, les mouvements alimentaires sont unis dans leur volonté d'empêcher la mainmise des entreprises sur les Nations unies et leurs organismes ayant leur siège à Rome (RBA). Cette volonté s'exprime tout d'abord par les mobilisations en marge du sommet controversé des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021. Profitant de l'inévitable vide au lendemain du sommet, la société civile s'efforce de réunifier le travail fragmenté des RBA, tout en renforçant les processus régionaux.

Avant les années 2030, la société civile a déjà plaidé en faveur de réformes par le biais d'examens indépendants des RBA qui révèlent des problèmes d'inefficacité et des déséquilibres. Elle a également obtenu le soutien de gouvernements bienveillants et de secrétariats des Nations unies, et mis à profit ses capacités croissantes de planification prospective pour influencer l'élection des directeurs de ces organismes. Les réformes qui s'ensuivent permettent de réunir les trois organismes existants sous l'égide d'un Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) rajeuni et très inclusif (qui devient de facto l'organe directeur), et de réaligner le CGIAR avec les autres organismes (ce qui en fait le quatrième RBA). Plus important encore, l'élaboration des politiques est décentralisée et démocratisée grâce à de nouveaux forums régionaux du CSA qui facilitent des dialogues «menant à Rome».

Des groupes de travail interinstitutionnels et non hiérarchiques sont relancés et les assemblées délibérantes sont généralisées. Ces réformes contribuent à faire passer les délibérations d'ordre mondial (par exemple, sur l'agroécologie, les marchés territoriaux et les terres) dans la sphère nationale, à établir des dialogues tant au niveau mondial que national autour des réalités locales et des enseignements tirés, et à combler le fossé entre les organisations de la société civile (OSC) travaillant aux niveaux local et mondial.

Opportunité n° 5.

Lutter contre l'impunité des entreprises et le solutionnisme technologique. Les années et les décennies à venir verront les mouvements alimentaires faire pression pour que des législations nationales et un traité de l'ONU permettent de surveiller, de réglementer, ou de rappeler les technologies dangereuses ou défailtantes, notamment les systèmes de mégadonnées au cœur des stratégies agroalimentaires. L'impunité des entreprises fait désormais l'objet d'attaques sur d'autres fronts: la pression s'accroît en vue d'obtenir un traité pour contrer le pouvoir des entreprises; les initiatives en matière de politique antitrust et politique de la concurrence se multiplient; les protections des investisseurs sont retirées des accords commerciaux et des recours collectifs sont engagés contre des entreprises agroalimentaires dans plusieurs pays. Pour accélérer les progrès, les mouvements alimentaires s'associent à certains gouvernements et à des secrétariats onusiens sensibles à leur cause. Les discussions internationales ouvrent bientôt la voie à des accords antitrust et des conventions fiscales qui ne s'appliquent plus seulement aux géants du numérique, mais s'étendent à tous les secteurs. Dans les années 2030, les négociations aboutissent à une série de traités/protocoles visant à limiter l'impunité des entreprises. Bien que ces accords ne soient ratifiés que par quelques dizaines de pays et que les procès puissent être réglés à l'amiable, leur effet combiné (et leur influence sur le marché) suffit à modifier les pratiques des entreprises mondiales.

Opportunité n° 6.

Adopter un accord international sur les urgences alimentaires.

Les urgences alimentaires deviennent plus fréquentes dans les années 2020, ce qui pousse les gouvernements à prendre la prévention des catastrophes au sérieux. De plus, les groupes de travail de la société civile ressortent les cadres existants pour élaborer de nouveaux plans dans lesquels la sécurité alimentaire prime sur les accords commerciaux, les contrats fonciers scandaleux et d'autres considérations commerciales ou politiques. Dans les années 2030, des lois types sont appliquées par de nombreux gouvernements, et lorsqu'une crise alimentaire prolongée frappe, il existe une forte dynamique pour accélérer les négociations internationales. Les souvenirs de la lutte pour l'accès aux vaccins contre la COVID-19 et les obstacles créés par les règles de propriété intellectuelle favorisent le processus visant à obtenir du soutien. Étant donné que l'OMC est divisée et que les principaux pays commerçants se recentrent sur l'autosuffisance stratégique, le traité est adopté, et plusieurs pays et régions choisissent d'y joindre des protocoles qui éliminent les obstacles restants. L'industrie agroalimentaire tente de remettre en cause les accords, mais au cours des années 2030, les OSC convainquent les gouvernements que la durée de la crise est indéterminée et que les dispositifs d'urgence doivent rester en place.

Opportunité n° 7.

Mettre en œuvre des politiques alimentaires, des conseils de politique alimentaire et de nouvelles formes de participation citoyenne. Les mouvements alimentaires s'investissent au niveau international. Ce faisant, ils renforcent et diffusent les politiques alimentaires démocratiques, les assemblées délibérantes et les modèles de gouvernance multisectorielle. Ces pratiques sont tout d'abord adoptées dans les villes et les municipalités, puis suscitent un véritable engouement à l'échelle nationale au début des années 2020. Les mouvements alimentaires engrangent de nombreuses victoires au cours de cette décennie grâce à l'expérience des autorités municipales et des groupes de la société civile, aux réseaux bien établis d'acteurs pionniers, et à la visibilité croissante des villes et des régions dans les négociations internationales sur le climat. Dans les années 2030, les nouveaux processus de délibération du CSA (voir Opportunité n°4) sont liés à d'autres espaces de gouvernance mondiale, permettant ainsi l'élaboration de directives internationales inspirées des expériences locales afin de développer des processus et des organes de gouvernance alimentaire inclusifs.

VOIE 3. Réorienter les flux financiers

La combinaison des urgences climatiques, des épidémies liées à l'alimentation, des risques et des défaillances technologiques suscite des appels sans précédent à la réorientation des flux financiers existants. Le Mouvement pour une alimentation durable se concentre sur trois domaines: i) les objectifs simples (c'est-à-dire, les cibles les plus facilement atteignables) comme les lignes budgétaires administratives et pour la recherche; ii) l'objectif plus délicat des principales subventions aux produits de base; iii) les « externalités » et revenus non taxés des entreprises.

Opportunité n° 8.

Réorienter les lignes budgétaires de R&D et du domaine technique vers des systèmes alimentaires durables.

Dans les années à venir, la société civile cible les sources de financement qui peuvent être potentiellement réaffectées sans débat politique majeur. Elle commence avec la FAO et le FIDA, où l'on estime qu'un tiers des dépenses peut être réorienté au sein des départements ou des lignes budgétaires par des chefs d'agence et des fonctionnaires favorables à ces mesures. Enhardi par son prix Nobel, le PAM accepte également d'intensifier son approvisionnement local durable (visant un objectif de 90 % d'ici 2030 au plus tard) sans trop de réticence. Parallèlement, la société civile cible les flux d'aide douteux qui subventionnent les missions commerciales, facilitent les investissements étrangers dans le secteur des industries extractives, ou font progresser les objectifs géopolitiques des donateurs (c'est-à-dire les formes résiduelles « d'aide liée »). Des sommes encore plus importantes sont récupérées à mesure que les mouvements alimentaires intensifient la pression sur les donateurs bilatéraux afin de réorienter les projets de recherche dans les pays du Sud vers l'agroécologie, réaligner la mission des centres de recherche mondiaux (le « CGIAR »), et réformer leurs propres programmes de recherche agricole.

Opportunité n° 9.

Revoir les principales subventions aux produits de base.

La société civile se fixe pour objectif de réaffecter autant que possible à la production alimentaire durable les 720 milliards de dollars annuels de subventions alloués aux producteurs de l'industrie agroalimentaire. À l'instar des collaborations intersectorielles qui ont tenu tête à l'OMC il y a quelques années, le prochain quart de siècle verra les mouvements pour l'alimentation, le commerce et le climat s'unir aux groupes d'agriculteurs, de pêcheurs et de travailleurs de l'alimentation. Ils demandent une révision des subventions, des prix équitables et des salaires décents. En raison de l'approche de points de basculement environnementaux, d'une augmentation de l'obésité et d'une meilleure visibilité de l'exploitation des travailleurs dans les plantations, les bateaux de pêche et les fermes industrielles, ces efforts portent leurs fruits d'ici la fin des années 2020.

Les subventions pour le carburant des chalutiers sont les premières visées. Les secteurs du cacao, du sucre, de l'huile de palme et l'élevage intensif sont les prochains à voir leur financement réduit. Des opportunités de réforme se présentent également au niveau mondial, car la flambée des prix des denrées alimentaires et la volatilité des échanges commerciaux deviennent un phénomène régulier. Tirant sur les mêmes ficelles qu'en 2009 pour relancer le CSA, les OSC sont prêtes à mettre à profit la prochaine crise mondiale des prix alimentaires pour recapitaliser le Fonds commun des Nations unies pour les produits de base et le recentrer sur le soutien à la diversification. Dans les années 2030, une poignée de donateurs bilatéraux et de fonds mondiaux détournent leurs investissements des approches de la « nouvelle révolution verte » au profit de l'agroécologie.

Opportunité n° 10.

Taxer la malbouffe et mettre fin à l'évasion fiscale des entreprises.

Les arguments en faveur de la taxation de l'industrie agroalimentaire, de ses offres les plus préjudiciables pour la santé et de ses impacts les plus polluants se renforceront au cours du prochain quart de siècle. Dans les années 2020, les mouvements alimentaires, encouragés par des mesures efficaces adoptées contre la malbouffe au Mexique et au Chili, déploient des stratégies de campagne préalablement élaborées et enchaînent les victoires dans toutes les régions du monde. Ce faisant, ils dégagent de nouvelles recettes fiscales, portent un coup dur aux bénéfices de l'agro-industrie (et donc à sa capacité à fixer les priorités), et réalisent des économies considérables dans le domaine de la santé. Dans les années 2030, de nouveaux liens sont établis avec les mouvements faisant la promotion de la fiscalité environnementale. Quant aux consommateurs, ils peuvent désormais voir les « coûts réels » de l'agriculture industrielle sur leurs applications. Les taxes qui s'ensuivent – sur le CO₂, les toxines, les emballages plastiques et les déchets alimentaires – sont parfois négligeables. Mais, comme pour les subventions, les premiers à prendre l'initiative d'imposer des changements similaires à leurs partenaires commerciaux déclenchent une cascade de réformes et une nouvelle norme mondiale.

Encouragés par ces réussites, le Mouvement pour une alimentation durable et ses alliés dans d'autres secteurs décident de porter leur attention sur l'évasion fiscale des entreprises. Ils font alors face à de nouvelles formes de mauvaises pratiques de la part des géants du secteur bio-numérique qui dominent désormais le secteur agroalimentaire. En outre, ils constatent que de nombreux gouvernements sont arrivés à un point tel qu'ils sont prêts à prendre des mesures pour lutter contre ce problème.

VOIE 4. Repenser les modalités de collaboration de la société civile

Afin de faire progresser les Voies 1 à 3, la société civile doit plus que jamais miser sur la collaboration. Cela signifie qu'il faut gérer habilement les rivalités de longue date, les priorités divergentes et la concurrence pour le financement. Pourtant, de nombreuses collaborations fructueuses montrent déjà la voie, et les crises sociales et environnementales qui s'aggravent ouvrent de nouvelles possibilités.

Opportunité n° 11.

Faire de la collaboration intersectorielle la norme.

Les mouvements alimentaires travaillent d'arrache-pied pour surmonter les divers obstacles à la collaboration et pour faire de la stratégie intersectorielle la norme. Même si l'avenir de la gouvernance mondiale est en jeu et que les risques d'une prise de contrôle par les entreprises demeurent, le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021 accélère la convergence des intérêts des organisations de la société civile. Les systèmes alimentaires se numérisent, les activistes de l'alimentation durable apprennent rapidement des luttes des militants de la justice numérique, et vice versa. Ils accentuent également leur collaboration avec les mouvements pour la justice climatique et environnementale. Dans les années 2030, le sentiment d'un objectif commun encourage les OSC, les fondations et les réseaux à synchroniser leurs calendriers (des réunions annuelles de conseils d'administration aux calendriers des conférences) afin de faciliter les dialogues intersectoriels, la planification stratégique et les possibilités de cofinancement. Des tensions persistent autour des mesures de survie d'urgence (face à la multiplication des crises) et de l'élaboration de stratégies à plus long terme. En 2045, des progrès significatifs sont réalisés, mais la recherche d'une collaboration plus étroite est toujours en cours et fait l'objet de négociations constantes.

Opportunité n° 12.

Développer de nouveaux outils pour bloquer les chaînes de produits de base des entreprises et saper les négociations à huis clos.

À partir du début des années 2020, les mouvements alimentaires se développent et partagent les informations liées à leurs activités de surveillance des entreprises. Ils travaillent d'abord avec des alliés proches, puis s'adressent à des OSC progressistes dans pratiquement tous les secteurs. Lorsque l'expansion de l'élevage entraîne la déforestation et l'appropriation des terres, les communautés autochtones, par exemple, entrent en contact avec les travailleurs du secteur agricole et de l'alimentation ayant déjà fait part de leurs inquiétudes au sujet des mêmes entreprises.

Tous décident alors de travailler avec les organisations locales de consommateurs et de santé pour « bloquer les chaînes » et préserver les moyens de subsistance. Dans les années 2030, les mouvements alimentaires font également appel aux outils numériques dans le cadre de leur recherche d'une collaboration renforcée. Une plateforme « Agripedia » contribue à faciliter les flux d'informations sur les produits, les entreprises ou les engagements. Des algorithmes d'analyse de documents et des applications de communication permettent aux organisateurs de la société civile de décoder les textes de négociation et d'identifier qui dirige et domine les discussions. Par ailleurs, des outils sont développés pour connecter les communautés et les organisations concernées aux salles de conférence et aux textes de négociation, allant des mairies jusqu'aux assemblées des Nations unies.

Opportunité n° 13.

Créer de nouveaux partenariats pour financer la transformation du système alimentaire sur 25 ans.

Le déploiement rapide de l'IA par les entreprises agroalimentaires, l'apparition de systèmes alimentaires basés sur des données et le dépassement des limites planétaires semblent indiquer que les gains réalisés par les mouvements alimentaires sont insuffisants et trop tardifs. Tout en résistant au piège des philanthro-capitalistes d'un côté et des klepto-philanthropes de l'autre, les mouvements alimentaires mettent les donateurs bilatéraux et les fondations progressistes au défi d'envisager de nouvelles formes de collaboration et de responsabilité. En conséquence, dans les années 2030, les bailleurs de fonds alliés passent de subventions de projets à court terme à des cycles de financement de cinq ans, doublent leur financement au moins tous les dix ans et s'ouvrent aux initiatives expérimentales, spéculatives, intersectionnelles et de renforcement de la préparation. Plus important encore, ils sont prêts à mettre la main à la poche et à faire usage de leur influence pour catalyser des changements financiers et politiques plus importants.

Conclusions

Il est clair que si l'agro-industrie reste aux commandes il sera impossible de ramener la planète et ses systèmes alimentaires dans un espace de fonctionnement sécurisé. En effet, elle continuera à générer de profondes inégalités, à exercer une pression sur les moyens d'existence, à aggraver l'insécurité alimentaire et à nuire à l'environnement. À l'inverse, les quatre voies interdépendantes que la société civile pourrait emprunter pour transformer les systèmes alimentaires permettraient de réaffecter 4 000 milliards de dollars de la chaîne industrielle à des initiatives visant à soutenir la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, réduire de 75 % les émissions de GES provenant des systèmes alimentaires, et garantir des avantages inestimables pour la vie et les moyens d'existence de milliards d'individus au cours des 25 prochaines années.

Néanmoins, un «Mouvement visionnaire pour une alimentation durable» comporte un certain nombre de risques, de défis et d'inconnues pour les groupes de la société civile. Tout d'abord, les possibilités énoncées sont incertaines et les coûts de transaction non quantifiables (par exemple, la perte de temps et de ressources pour les campagnes quotidiennes). Deuxièmement, la combinaison d'un lobbying acharné et de processus gouvernementaux et intergouvernementaux opaques signifie que les victoires obtenues risquent d'être seulement temporaires. Troisièmement, toute stratégie, y compris celles décrites dans ce document, peut potentiellement être récupérée par d'autres acteurs. Enfin, même si ces stratégies permettent de garantir de meilleurs résultats que l'agro-industrie, elles pourraient ne pas suffire à ramener l'humanité dans un espace de fonctionnement sécurisé. Dans ce contexte, on pourrait s'attendre à ce que les OSC décident de transférer les ressources vers des luttes de première ligne pour la survie et la réponse aux crises.

Mais les arguments en faveur de ce Mouvement restent convaincants. Ce mouvement ne nécessite pas l'adoption de stratégies de défense à court terme contre l'accaparement des terres qu'il faudrait ensuite sacrifier au profit de campagnes en faveur d'un nouveau traité international. Au lieu de cela, le mouvement pousse les groupes de la société civile à fixer de multiples objectifs et actions sur une feuille de route pour 25 ans, et à garder cette vue d'ensemble à l'esprit, que ce soit en plein cœur de campagnes de grande envergure, face à un effondrement environnemental et social potentiellement rapide, ou face à l'imposant programme du secteur privé. En ces temps de menaces et de points de basculement sans précédent, ne pas prendre de risques, c'est s'assurer de l'échec.

La société civile peut et doit se transformer. L'histoire montre que lorsque les individus sont contraints par la nécessité ou animés par l'occasion à saisir, ils peuvent s'adapter presque du jour au lendemain. Les guerres, les embargos, les coups d'État et les catastrophes naturelles peuvent transformer les modes de production et de consommation, et donner naissance à de nouveaux réseaux de communication et de coopération. Les vastes changements que la société a connus en s'adaptant à la COVID-19, changements qui auraient pu sembler exagérément optimistes il y a seulement un an, montrent que, demain, tout est possible.

Préface:

En 2021, les systèmes alimentaires sont sur le point de basculer, mais la société civile détient le point d'équilibre

Selon ce rapport, les mouvements alimentaires se trouvent à un tournant décisif. L'histoire nous réserve sporadiquement des moments de transformation. Les pandémies combinées aux changements climatiques dans l'Empire ottoman, au temps des dynasties Han et Tang, et au Moyen Âge en Europe ont soudainement provoqué des bouleversements sociaux massifs. Au cours des premières décennies du XX^e siècle, un coin privilégié de la planète a provoqué une guerre mondiale, une pandémie et une dépression mondiale. Les répercussions ont été si importantes que les monopoles d'entreprise ont été démantelés, des systèmes de protection sociale ont été adoptés, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres (du moins le long des rives de l'Atlantique Nord) s'est sensiblement réduit pendant quelques décennies, et des dizaines de pays ont obtenu l'indépendance (du moins sur papier) de leurs oppresseurs coloniaux.

Il se peut que nous soyons à nouveau à un tel point de basculement aujourd'hui: il trouve son origine dans la crise financière et alimentaire de 2008, puis s'accélère avec la pandémie de COVID-19, sur fond d'urgences environnementales incessantes et de niveaux d'inégalité historiques. L'interdépendance de la santé de la planète et de la nôtre apparaît de plus en plus évidente. Le chaos climatique, l'effondrement de la biodiversité et les stratégies ruineuses d'enrichissement économique ont engendré une pandémie qui met à rude épreuve nos systèmes de santé et d'alimentation, grossit les rangs des affamés, et détruit des vies et des moyens de subsistance. Les plastiques et la pollution sont présents dans l'océan, dans les poissons et, étonnamment, dans nos cellules. En 2020, les météorologues ont épuisé toutes les lettres de l'alphabet pour nommer les ouragans de l'Atlantique. Nous risquons le même sort. La génération Z n'a que la moitié du nombre de spermatozoïdes de la génération Y. Une étude réalisée en 2020 a indiqué que si cette tendance se poursuit, le nombre de spermatozoïdes sera nul en 2045. Nous estimons que la moitié de nos limites planétaires sont déjà dépassées. Nous sommes bien partis pour une hausse des températures de 2°C. Nous avons perdu ou sommes en train de perdre la moitié de nos langues et de nos cultures, ainsi que près de la moitié de nos sols et de nos forêts. Les milliardaires, quant à eux, sont bien partis pour doubler leur richesse d'avant la pandémie.

Mais les points de basculement peuvent pencher dans n'importe quelle direction, et de nombreux acteurs se battent pour le contrôle du point d'équilibre. Les entreprises sentent le danger et s'empressent d'établir un nouveau duopole entreprise-État en prétextant agir dans le cadre de la « gouvernance multipartite » et du « capitalisme participatif ». Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021, convoqué avec la ferme intention de restructurer l'environnement réglementaire des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, pourrait être un signe des batailles à venir. En mettant en avant la réussite mitigée des vaccins contre la COVID-19, les entreprises cherchent le feu vert pour déclencher une 4^e révolution industrielle dans nos pharmacies, nos marchés alimentaires et nos systèmes financiers.

Appliquée à l'agroalimentaire, cette révolution concerne surtout les données numériques, l'ADN, l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, les capteurs et l'imagerie hyperspectrale intégrés aux robots, drones et satellites, le tout sauvegardé sur des serveurs en ligne par des joueurs qui « séquentent le génome » des chaînes d'approvisionnement. Comme si « Fortnite » était devenu « Food Fight ». Traduit dans le monde réel, cela pourrait marquer l'abandon massif de 300 millions d'exploitations agricoles, la migration forcée de plus d'un milliard de personnes, et le démantèlement de réseaux alimentaires diversifiés qui font vivre 70 % de la population mondiale. En outre, la sécurité alimentaire de milliards de personnes serait soumise à des technologies non testées, gérées par des entreprises à but lucratif qui ne mettent pas leur vie en jeu.

Mais la société civile évolue elle aussi et se prépare aux batailles à venir. Le mouvement pour le climat qui a fait des compromis à Paris en 2015 n'est pas le mouvement qui déferle des rues et des écoles pour encercler les parlements et les banques aujourd'hui. Les militants de la souveraineté alimentaire qui s'opposent au Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 sont beaucoup plus forts que ne l'étaient leurs prédécesseurs désorganisés du premier sommet, il y a 25 ans. La société civile et les mouvements alimentaires d'aujourd'hui (du niveau local au niveau mondial) sont bien informés. Ils collaborent, sont connectés, ont un esprit critique et sont capables d'utiliser des points d'appui pour faire basculer le monde vers un endroit plus sûr. Ils reconnaissent que le rôle des gouvernements est essentiel et que, dans la mesure du possible, ils doivent travailler ensemble pour mettre en place des systèmes alimentaires durables (et ne pas être entraînés dans un nouveau processus « multipartite » malhonnête).

Les mouvements alimentaires évoluent-ils assez vite ? Nous avons démarré ce projet au milieu de l'année 2019 en supposant que la société civile, bien qu'elle travaille dur et admirablement, s'organise surtout de manière défensive et ne se projette que deux à trois ans dans l'avenir. Nous craignons également que nos lecteurs, bien qu'ils soient d'accord avec l'idée d'anticipation, pensent que planifier 25 ans à l'avance relève du fantasme. Prenez les douze années qui se sont écoulées entre la crise financière et alimentaire de 2008 et les innombrables menaces qui pèsent aujourd'hui. Comparez les piètres promesses prises par les décideurs politiques à Paris aux incendies, typhons et vagues de chaleur que nous avons vus en 2020. Rappelez-vous l'ascension fulgurante de pseudo-dictatures xénophobes et la fragilité soudaine d'États présumés démocratiques. En 2008, les entreprises les plus puissantes du monde foraient des puits de pétrole et échangeaient des actions. Douze ans plus tard, les cinq plus grandes entreprises du numérique vendent des données et, avec quelques gestionnaires d'actifs, possèdent plus de richesses disponibles que des continents entiers. Comment pouvons-nous oser planifier à l'avance ?

Soit nous anticipons, soit nous nous faisons happer par des bouleversements radicaux. Nous comprenons maintenant que les chocs des douze dernières années étaient en fait prévisibles, non pas en termes de date et de détails, mais en termes de paramètres et de probabilité. Les événements immédiats mettent en évidence la nécessité absolue d'initiatives diverses et décentralisées (et donc résilientes), ainsi que la valeur de la coopération entre initiatives, du niveau local au niveau mondial et inversement.

Si c'est le cas, ne sommes-nous pas en train de prêcher les convertis ? Il n'y a pas de convertis. Il y a des spécialistes de l'agroécologie et des défenseurs des droits de la nature. Il y a des partisans d'un consumérisme éthique et des mouvements qui s'attaquent à l'impunité des entreprises. Et tous doivent continuer. Nous proposons seulement que tous ces acteurs participent de temps en temps à la même conférence, qu'ils œuvrent vers un objectif commun et qu'ils s'unissent pour les droits de l'homme.

Au cours des 20 derniers mois de discussions et de recherches, nous avons tout d'abord appris qu'une série de mesures politiques et juridiques pourraient renforcer la souveraineté alimentaire en ce siècle de crises, que de nouvelles possibilités sont à portée de main pour protéger les systèmes paysans, les communautés de petits pêcheurs, les terres des peuples autochtones, et pour réduire le pouvoir des entreprises, que le modèle d'assemblées délibérantes développé si efficacement aux niveaux local et national pourrait être adopté à l'échelle internationale, et enfin, que l'architecture des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture pourrait être restructurée et revitalisée.

Nous en concluons que, d'ici 2045 ou avant, la société civile sera capable de réduire les terribles dommages sanitaires et environnementaux causés par la chaîne alimentaire industrielle, *et* de réorienter les flux de financement improductifs ou contre-productifs vers l'agroécologie et les marchés territoriaux. On estime que l'impact annuel combiné serait d'au moins quatre mille milliards de dollars, et que les émissions de GES de la chaîne alimentaire industrielle seraient réduites de 75 %. Nous avons également appris que des voies peuvent être tracées, mais que les étapes peuvent changer.

Il y a vingt mois, les ODD étaient au cœur de notre planification (d'où les programmes à l'horizon 2030 et 2045), mais nous savons maintenant que les urgences écologiques, les pandémies et les injustices historiques peuvent bouleverser le programme de la communauté internationale et balayer d'autres plans.

Les défis à relever sont immenses, et nous sommes plus préoccupés aujourd'hui qu'au début. La maison est en effet en feu et les fondations s'effritent. Ce rapport aura échoué s'il ne nous rend pas tous mal à l'aise, insatisfaits et désireux de prendre de plus grands risques. Mais nous sommes aussi encouragés. Ces 20 mois ont permis de mettre au jour des histoires oubliées: des échecs non étudiés et des victoires non célébrées qui, au bout du compte, montrent que la société civile est capable de nous amener vers des systèmes alimentaires durables et équitables. La condition *sine qua non* est que les mouvements alimentaires doivent tirer ces enseignements et repenser fondamentalement la portée, les échelles et la structure de leur travail. En d'autres termes, ce ne sera possible qu'en devenant, maintenant plus que jamais, un mouvement *visionnaire* pour une alimentation durable.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pat Mooney', with a long horizontal stroke extending to the right.

Pat Mooney
Chef de projet, IPES-Food (membre du panel),
ETC Group (co-fondateur)

Table des matières

Résumé	4
Préface: En 2021, les systèmes alimentaires sont sur le point de basculer, mais la société civile détient le point d'équilibre	16
SECTION 1. Une nouvelle a-normalité: pandémies, limites planétaires et systèmes alimentaires face à des menaces sans précédent	23
SECTION 2. La société civile en tant qu'acteur du changement des systèmes alimentaires: les quatre ingrédients de base d'un « Mouvement pour une alimentation durable»	36
Ingrédient n°1. Collaborer à différentes échelles	41
Ingrédient n° 2. Élargir les alliances et restructurer les relations	45
Ingrédient n° 3. Relier l'engagement à long terme à un « balayage d'horizon» à grande échelle	48
Ingrédient n° 4. Être prêt pour les changements et les perturbations	52
SECTION 3. Horizon 2045: le maintien du statu quo agro-industriel ? (Scénario 1)	58
Planter le décor: trajectoires technologiques, consolidation des entreprises et arrivée de nouveaux géants de l'agroalimentaire et du bio-numérique	60
Tendance n°1. Des écosystèmes conçus avec précision et l'internet des objets de l'agriculture	71
Tendance n°2. Couloirs logistiques, conflits liés aux ressources et nouvelle géopolitique des données	76
Tendance n°3. Hyper-nudging (hyper-influence), régimes personnalisés et nouvelles frontières de l'expérience alimentaire	85
Conclusions: failles et contradictions d'un avenir mené par l'agro-industrie	92
SECTION 4. HORIZON 2045: LA SOCIÉTÉ CIVILE REPREND LE FLAMBEAU (SCÉNARIO 2)	95
Voie 1. Ancrer les systèmes alimentaires dans la diversité, l'agroécologie et les droits de l'homme	98

Opportunité n°1. Renforcer la résilience par la diversité et l'agroécologie	99
Opportunité n°2. Défendre les droits humains, les droits de la nature, et renégocier le contrat entre l'État et la société	105
Opportunité n°3. Accélérer le passage à des chaînes d'approvisionnement territoriales et à un consumérisme éthique	109
Voie 2. Transformer les structures de gouvernance	116
Opportunité n°4. Revoir, réformer et reconfigurer les agences des Nations unies chargées des questions relatives à l'alimentation	117
Opportunité n°5. Lutter contre l'impunité des entreprises et le solutionnisme technologique	123
Opportunité n°6. Vers un engagement international sur les urgences alimentaires	127
Opportunité n° 7. Mettre en œuvre des politiques alimentaires, des conseils de politique alimentaire et de nouvelles formes de participation citoyenne	129
Voie 3. Réorienter les flux financiers	134
Opportunité n°8. Réorienter les lignes budgétaires de R&D et du domaine technique vers des systèmes alimentaires durables	136
Opportunité n°9. Revoir les principales subventions aux produits de base	139
Opportunité n°10. Taxer la malbouffe et mettre fin à l'évasion fiscale des entreprises	143
Voie 4. Repenser les modalités de collaboration de la société civile	150
Opportunité n°11. Faire de la collaboration intersectorielle la norme	151
Opportunité n°12. Développer de nouveaux outils pour bloquer les chaînes de produits de base des entreprises et saper les négociations à huis clos	154
Opportunité n°13. Créer de nouveaux partenariats pour financer la transformation du système alimentaire sur 25 ans	156
5. Conclusions: la durabilité alimentaire est-elle à portée de main?	158
Annexe 1. Glossaire des tendances technologiques: les nouveaux termes technologiques que les mouvements alimentaires doivent avoir à l'œil	169
Annexe 2. Les chemins menant la réforme des agences de l'ONU basées à Rome: Du Circo Massimo au Foro Romano ?	175
Annexe 3. Le groupe consultatif du Mouvement pour une alimentation durable	178
Bibliographie	181

Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable: Transformer les systèmes alimentaires d'ici 2045

Ce rapport affirme qu'il est urgent d'avoir un «Mouvement visionnaire pour une alimentation durable». La société civile doit élaborer des stratégies de transformation pluriannuelles qui s'appuient pleinement sur le changement à long terme jusqu'à la conclusion des objectifs de développement durable (ODD) en 2030, et tout au long d'un potentiel troisième cycle d'objectifs de développement (2030-2045?). Pour y parvenir efficacement, la société civile doit penser plus en profondeur (en reliant les luttes à différentes échelles), voir plus grand (en scrutant de vastes horizons et en anticipant les perturbations à venir), et s'étendre (en collaborant avec de nouveaux acteurs). Dans ce rapport, nous explorons les menaces sans précédent qui pèsent sur les systèmes alimentaires (partie 1); les ingrédients de base pour une transformation des systèmes alimentaires préparée par la société civile (partie 2); ce que le prochain quart de siècle nous réserve si l'on maintenait le désastreux statu quo agro-industriel (partie 3); et ce à quoi les systèmes alimentaires pourraient ressembler d'ici 2045 si, au contraire, la société civile parvient à planifier à l'avance et à collaborer plus efficacement que jamais (partie 4).

SECTION 1.

Une nouvelle a-normalité: pandémies, limites planétaires et systèmes alimentaires face à des menaces sans précédent





En 2021, ceux qui œuvrent à la mise en place de systèmes alimentaires justes, équitables et respectueux des limites planétaires ont du pain sur la planche. Les changements climatiques, la perte de biodiversité et le déclin rapide de la fertilité nuisent gravement à la santé des populations et de la planète, disloquent les sociétés, et menacent les systèmes alimentaires dans le monde entier. Cinq ans après nous être engagés à éliminer la faim dans le monde d'ici 2030, nous avons perdu beaucoup de terrain. L'insécurité alimentaire est en hausse. En effet, en 2019, on estimait à 690 millions le nombre de personnes souffrant de la faim et à plus de 2 milliards celui d'individus n'ayant pas un accès régulier à une alimentation saine, nutritive et suffisante (FAO et al. 2020). En 2020, la pandémie de COVID-19 qui a déferlé sur le monde n'a fait qu'alourdir ces chiffres. La crise sanitaire a ajouté environ 130 millions de personnes au nombre d'affamés sur la planète (HLPE, 2020), poussé des millions d'individus au bord de la famine et mis en danger un tiers des moyens de subsistance alimentaires et agricoles (HLPE, 2020). Malgré la situation, les bénéfices de l'agro-industrie ne cessent de grimper.

La pandémie, qui se poursuit au moment de la publication de ce rapport, a mis en lumière l'incapacité de la société à adopter une vision à long terme de l'alimentation. Tout d'abord, elle a mis en évidence les inégalités extrêmes qui sont omniprésentes au-delà des frontières et dans l'ensemble du système alimentaire. Les communautés noires et autochtones, tant dans les pays du Nord que du Sud, sont plus susceptibles d'être victimes de la COVID-19 en raison de marginalisation, d'un accès insuffisant aux soins de santé, de difficultés d'accès à une alimentation saine, et de taux élevés de maladies liées à l'alimentation (Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, 2020). Dans les pays du Nord, de nombreux travailleurs de la chaîne alimentaire ont été jugés suffisamment «essentiels» pour mettre leur vie en danger afin de nous nourrir. Les usines de conditionnement de viande et les communautés de travailleurs agricoles comptent parmi les foyers du virus.

Pourtant, ces mêmes travailleurs sont souvent invisibles aux yeux de la loi ou sont pénalisés en raison de leur statut migratoire¹, et font partie des 4 milliards de personnes dans le monde qui ne bénéficient d'aucune protection sociale (HCDH, 2020).

Les travailleurs des pays du Sud sont confrontés à des menaces particulièrement graves: rien qu'en Inde, on estime que 139 millions de migrants internes ont été déplacés lorsqu'un confinement soudain les a coupés de leurs moyens de subsistance (Bello, 2020b). Les vendeurs de rue et autres travailleurs informels du système alimentaire figuraient parmi les plus durement touchés. En outre, les impacts de la COVID-19 ont été profondément genrés, mettant en évidence la charge disproportionnée, et souvent invisible, supportée par les femmes en matière d'approvisionnement du foyer en nourriture et de soin (Agarwal, 2021). Cette situation s'ajoute aux multiples injustices intersectionnelles auxquelles les femmes sont confrontées, notamment la répartition inégale de la nourriture au sein des ménages.

La pandémie a également mis en évidence l'extrême vulnérabilité du système alimentaire industriel mondialisé. Les fermetures de ports, les interdictions d'exportation et les pertes alimentaires catastrophiques dues à l'impossibilité d'acheminer les denrées alimentaires vers les marchés (à laquelle certains agriculteurs ont trouvé des solutions ingénieuses) ont permis de démontrer que les chaînes d'approvisionnement mondialisées, autrefois considérées comme «efficaces» et «rationnelles», sont loin de l'être. Non seulement le système s'est révélé très sensible aux perturbations, mais il crée également les conditions propices à l'apparition de futures pandémies (par exemple, par la perte d'habitat naturel, les nouvelles technologies génétiques et d'autres risques liés à la biosécurité), et contribue à leur propagation par le biais de ces mêmes chaînes d'approvisionnement (Bello 2020a; IPES-Food, 2020a).

En réponse, certains gouvernements ont privilégié les transferts d'argent et de nourriture aux citoyens à faible revenu en reconnaissance de l'augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. D'autres ont mis en place des programmes de soutien au logement, d'aide à l'emploi ou aux revenus, qui ne sont guère plus que des mesures de

sauvetage des entreprises. Simultanément, les autorités de certaines régions du monde imposent de sévères restrictions aux paysans, aux petits pêcheurs et aux marchés territoriaux qu'ils approvisionnent, tout en accordant des privilèges supplémentaires aux entreprises (Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, 2020).

Nombreux sont ceux qui, en première ligne de la crise, voient désormais une possibilité de «faire un bond en avant» plutôt que de «reconstruire en mieux». Les communautés et les mouvements sociaux du monde entier interviennent pour réduire les écarts et corriger les vulnérabilités laissées par les systèmes traditionnels: des réseaux d'entraide aux systèmes d'approvisionnement alimentaire relocalisés en passant par les programmes de distribution alimentaire d'urgence qui comblent le fossé entre les villes et les campagnes (FIAN, 2020). Certains de ces efforts sont repris par les gouvernements et les autorités locales, comme dans le cas de la Coalition populaire C-19 en Afrique du Sud (Monjane, 2020). Plus important encore, de nouveaux liens se tissent. En effet, des mouvements de masse plus récents et principalement urbains comme Black Lives Matter (BLM), #MeToo, Fridays for Future et Extinction Rebellion croisent des mouvements agraires, environnementaux, syndicaux et féministes de longue date (Tramel, 2020). Au début de l'année 2021, tandis que les manifestations de BLM croisaient les mouvements de justice alimentaire, de droits des populations autochtones et d'agroécologie dans le monde entier, ces nouvelles convergences puissantes forçaient une prise de conscience des héritages de l'esclavage, de la colonisation et du racisme structurel dans les systèmes alimentaires (Belay, 2020). Ils ont également recueilli un soutien mondial pour les manifestations des agriculteurs en Inde, et ont rassemblé les mouvements sociaux à travers le Brésil pour dénoncer l'augmentation de la faim pendant la pandémie et réclamer le droit à l'alimentation².

Ces réponses s'appuient, bien entendu, sur une dynamique existante. Au cours du quart de siècle qui a suivi le Sommet mondial de l'alimentation en 1996, les mouvements alimentaires ont engrangé des progrès considérables. Parmi ces réussites (récapitulées et décortiquées dans la partie 2) nous pouvons citer les campagnes anti-OGM, l'intégration du droit à l'alimentation dans les négociations intergouvernementales, la tendance à la hausse des régimes

biologiques, équitables et végétariens, l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans (UNDROP)³, et le nouveau Comité des Nations unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé.

Dans un monde où le temps et les ressources seraient illimités, il y aurait beaucoup à célébrer. Cependant, comme les mouvements alimentaires le savent trop bien, ce n'est pas le monde dans lequel nous vivons. Aucune projection de tendance, dans quelque secteur que ce soit, ne prévoit que l'humanité sera en sécurité dans 25 ans. La société civile est bien consciente que l'urgence climatique, aggravée par la perte de biodiversité et la dégradation de l'eau et des sols, menace la survie de l'humanité. Au cours du prochain quart de siècle, elle risque de compromettre la sécurité alimentaire de la moitié de la population mondiale, voire plus.

Il y a un peu plus de dix ans, le Stockholm Resilience Centre avait identifié neuf limites planétaires que le monde ne doit pas dépasser (voir encadré 1). En 2015, lors de la conférence de Paris sur le climat, au moins quatre des neuf limites avaient été franchies, et le statut de deux autres était incertain. Selon la littérature scientifique, huit des neuf limites sont devenues beaucoup plus vulnérables au cours de la dernière décennie, et la neuvième (appauvrissement de l'ozone stratosphérique) pourrait même être en danger. La réflexion sur les limites était une priorité dès le début de ce rapport: Le CREPPA, un groupe de recherche de l'Université de Québec à Montréal, a publié un document de référence⁴ sur le cadre des limites planétaires. Il identifie les systèmes alimentaires mondiaux comme l'un des principaux facteurs du franchissement des limites, et décrit comment ils seront à leur tour grandement affectés par ces dépassements, tout comme les sociétés et la vie sur Terre (Bacon & Vandelac, 2020).

Aucune projection de tendance, dans quelque secteur que ce soit, ne prévoit que l'humanité sera en sécurité dans 25 ans

ENCADRÉ 1:

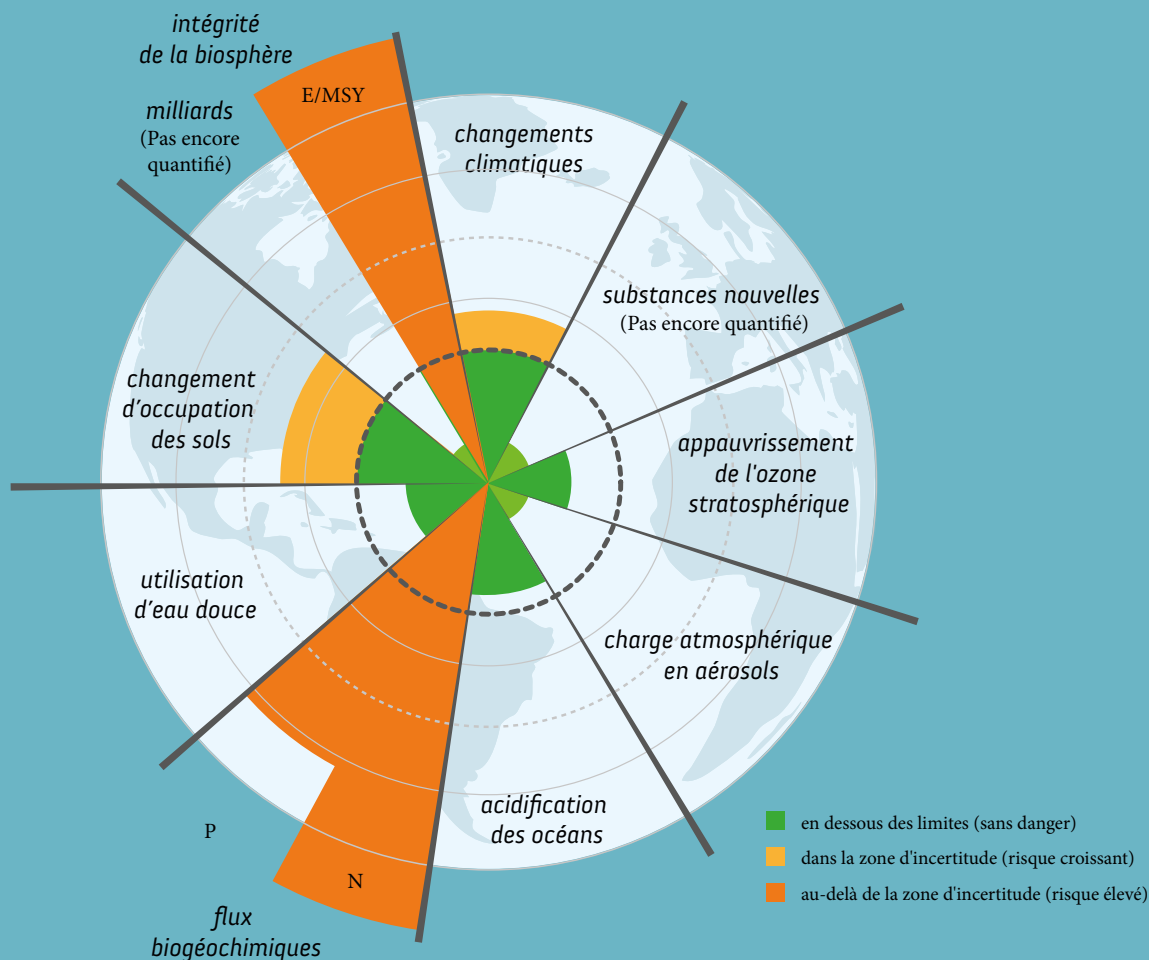
Quelles sont les limites planétaires et de quel côté sommes-nous?



Pour aider les décideurs à trouver un «espace de fonctionnement sécurisé» pour le «développement sociétal mondial», une équipe de scientifiques dirigée par Johan Rockström du Stockholm Resilience Center a élaboré en 2009 le cadre des limites planétaires (Stockholm Resilience Centre, n.d.). Ce cadre vise à guider les décideurs face aux défis mondiaux actuels, en procédant à une analyse scientifique de l'impact des activités humaines sur les systèmes terrestres. Il s'agit notamment d'identifier les niveaux d'impact à partir desquels les systèmes sont déstabilisés et où les limites risquent d'être franchies. Neuf frontières ont été identifiées: (1) les changements climatiques; (2) l'intégrité de la biosphère (diversité génétique et fonctionnelle); (3) l'acidification des océans; (4) l'utilisation d'eau douce; (5) le changement d'occupation des sols (dont la déforestation); (6) les flux biogéochimiques (phosphore, azote); (7) l'appauvrissement de l'ozone stratosphérique; (8) la charge atmosphérique en aérosols; (9) la pollution par substances nouvelles (par exemple, les pesticides, les OGM, les nanomatériaux, les plastiques, etc.) En 2015, quatre des neuf frontières avaient été franchies (changement climatique, intégrité de la biosphère, changement d'occupation des sols et flux biogéochimiques). Les tendances des autres (pour lesquelles des variables de contrôle mondiales ont été définies) sont extrêmement préoccupantes, à l'exception de l'appauvrissement de la couche d'ozone, qui se dirige tant bien que mal vers une amélioration. Les interrelations entre ces limites planétaires laissent présager une cascade de points de basculement dans un avenir très proche, avec des conséquences irréversibles pour les sociétés et la planète (Bacon & Vandelac, 2020).

Selon des estimations prudentes, la chaîne d'approvisionnement alimentaire actuelle émet environ 13,7 milliards de tonnes métriques d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂eq), soit 26 % des émissions anthropiques de GES. 2,8 milliards de tonnes métriques de CO₂eq (5 % supplémentaires) peuvent être imputées aux cultures non alimentaires et à d'autres facteurs de déforestation. GRAIN et de nombreuses organisations de la société civile (OSC) estiment qu'un calcul complet de tous les maillons de la chaîne industrielle pourrait porter la part des systèmes alimentaires dans les émissions mondiales de GES à plus de 50 %. Il est important de souligner que l'écrasante majorité de ces émissions provient des systèmes alimentaires industriels et commerciaux.

Les auteurs du cadre des limites planétaires sont conscients que cette approche ne peut offrir qu'un aperçu imparfait d'un puzzle mondial mouvant, multidimensionnel et complexe. Elle est forcément incomplète, et a ses détracteurs. La «Théorie du Donut» de Kate Raworth tente de joindre cette approche strictement géophysique à une approche plus sociétale dans laquelle les limites sociales (telles que l'alimentation, la santé et l'équité sociale) sont également suivies (Raworth, 2018).



Source: J. Lokrantz/Azote based on Steffen et al. 2015.

À quelques exceptions près, les mouvements alimentaires connaissent les limites les plus proches d'eux, mais n'ont pas encore pris conscience de la vitesse à laquelle elles évoluent, ni de l'interaction entre ces neuf limites.

Il devient toutefois difficile d'ignorer les conséquences dévastatrices des franchissements de limites interconnectées. En 2020, le premier rapport mondial sur les sols a averti qu'un tiers des sols agricoles sont tellement érodés qu'ils risquent d'être stériles: après 12 000 ans d'utilisation des sols, il pourrait ne rester plus que 100 ans de récoltes⁵. Ces mêmes sols, avons-nous appris, sont aussi essentiels à la séquestration du CO₂ que la vie végétale qui les recouvre (Carrington, 2020a). Ainsi, les sols fertiles sont la «peau vivante» de la planète que l'ère industrielle est littéralement en train d'écorcher vive. Une autre étude nous a appris que nos sols sont en train d'être privatisés et homogénéisés de manière effrénée. Dans le monde, seulement 1 % des 300 millions d'exploitations agricoles représente 70 % des terres cultivées, des pâturages et des vergers (Watts, 2020).

1/3 
des sols agricoles
sont tellement érodés
qu'ils risquent d'être
stériles



© Wesley Tingey

En 2020, le monde a également appris l'existence d'un phénomène météorologique baptisé *pyrocumulonimbus*: des tempêtes de feu, jusqu'alors unimaginables, qui ont ravagé le sud de l'Australie, la côte ouest de l'Amérique du Nord, la péninsule ibérique et la toundra arctique. Le défrichage intentionnel a également dévasté les forêts amazoniennes et les sols du Cerrado (pour faire place au bétail et aux cultures de soja d'Amérique latine destinés à l'exportation), le bassin du Congo (pour les exportations de viande et de minéraux), l'Afrique de l'Ouest (pour la production de cacao), et l'Asie du Sud (pour les plantations d'huile de palme). Ces incendies ne détruisent pas seulement les grands poumons de la planète: leur férocité déverse des cendres dans la stratosphère pendant des mois, affectant la météo et détruisant les poumons de ceux qui se trouvent en dessous. Par ailleurs, 80 % des forêts restantes dans le monde sont protégées par 370 millions d'autochtones (Maffi, 1999)⁶, dont les terres souveraines sont menacées par les mineurs, les éleveurs, les propriétaires de plantations et leurs alliés au sein du gouvernement. Les peuples autochtones sont chassés, et avec eux leur connaissance approfondie de l'écologie. Un tiers des terres d'Amérique latine ne compte plus de locuteurs des langues autochtones qui les décrivaient autrefois, et un tiers des langues restantes dans le monde sont parlées par moins de 1000 personnes (Maffi, 1999).

80 % des forêts restantes dans le monde sont protégées par 370 millions d'autochtones, dont les terres souveraines sont menacées

Les scientifiques craignent désormais qu'au lieu d'absorber du dioxyde de carbone, l'Amazonie devienne bientôt un émetteur net (Vaughan, 2019), et que la toundra arctique soit déjà en train d'émettre du dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre. Ils redoutent également que la capacité des océans du monde à absorber du CO₂ s'approche de la saturation, tandis que leur capacité à libérer de l'oxygène diminue (Mooney & Denis, 2019). Depuis le Sommet de la Terre de 1992, le nombre de «zones mortes» dans les océans (zones privées d'oxygène presque entièrement dues au ruissellement des produits agrochimiques) est passé de 45 à plus de 700 (IPBES, 2019). Bien que les données ne soient pas claires, certains chercheurs affirment que les océans sont en passe de contenir, en poids, plus de plastique que de poissons d'ici le milieu du siècle. Cela compromet les moyens de subsistance des 30 millions de petits pêcheurs et travailleurs dans le monde qui fournissent près de la moitié du poisson que nous mangeons (IPBES, 2019), et met en péril un cinquième de nos protéines. En outre, fin 2020, l'ONU a accordé des centaines de licences d'exploitation minière des fonds marins qui, pour la première fois, ont exposé le plancher océanique (et les eaux qui le surplombent) à un niveau de destruction inimaginable. Une autre catastrophe hydrique se profile: si l'exploitation actuelle des nappes phréatiques se poursuit, 5,7 milliards de personnes connaîtront régulièrement des pénuries d'eau d'ici 2050 (Nations unies, 2018)⁷.

Les implications pour la justice mondiale sont profondes. Les mouvements et les scientifiques soulignent que les menaces qui pèsent sur l'approvisionnement alimentaire, comme la COVID-19, toucheront plus durement les personnes et les communautés pauvres. Les petits agriculteurs, les agriculteurs marginaux, les habitants des forêts, les éleveurs, les communautés côtières, les populations autochtones, les femmes et tous ceux dont la vie et les moyens de subsistance dépendent d'écosystèmes vulnérables sont particulièrement menacés. Les peuples autochtones, notamment, sont confrontés à des effets dévastateurs, car les changements climatiques et d'autres facteurs de stress multiples affectent les points névralgiques de la diversité biologique et culturelle, sapant leur capacité à reconstruire la résilience par la diversité.

*le nombre de
«zones mortes»
dans les océans
est passé de
45 à plus de 700*



*5.7
milliards de
personnes
connaîtront
régulièrement
des pénuries
d'eau d'ici 2050*

Les crises de demain seront de plus en plus interconnectées et se renforceront mutuellement. La crise climatique est déjà à l'origine de flux migratoires, de nouvelles disparités économiques et de la propagation de maladies. La vague mondiale d'autoritarisme se nourrit également de ces crises. La pandémie de COVID-19 sert de prétexte pour restreindre davantage les droits des personnes, fermer les espaces démocratiques, réprimer les défenseurs des droits⁸, et utiliser la nourriture comme arme (Nations unies, 2019b).

Le tableau général ne laisse aucun doute quant aux graves menaces qui pèsent sur les systèmes alimentaires. Comme nous le verrons dans les parties suivantes de ce rapport, ni le «statu quo» ni les «actions habituelles de la société civile» ne peuvent empêcher le dépassement de nouvelles limites, ni rétablir celles qui ont déjà été franchies. Tel est le contexte préoccupant dans lequel la société humaine devra tenter de faire face aux changements au cours des prochaines décennies, qu'elle le veuille ou non.



© Patrick Hendry

Un Mouvement pour une alimentation durable: Pourquoi, comment, et quelle sera la suite?

Comme son titre l'indique, ce projet part du principe que la société civile, et plus particulièrement les mouvements alimentaires, est un point central essentiel et un moteur de la transformation du système alimentaire. Le concept de «société civile» est utilisé tout au long de ce rapport pour désigner les réseaux d'acteurs non étatiques organisés de manière formelle ou informelle, dont les mouvements sociaux, les organisations non gouvernementales (également appelées «ONG»), les petits producteurs, les syndicats, les organisations communautaires et les alliés, qui œuvrent à la mise en place de systèmes alimentaires au service du bien public, fondés sur les droits de l'homme et essayant de fonctionner dans le respect des limites planétaires. Nous utilisons également de manière interchangeable le concept de «mouvements alimentaires». Les peuples autochtones qui ont ou sont en train de récupérer leur autonomie gouvernementale possèdent une identité juridique et une voix distincte, même lorsqu'ils choisissent d'aligner leurs revendications sur celles de la société civile. Cependant, il est important de noter que la société civile est un concept plus large que celui qui est utilisé dans ce rapport, car certains groupes travaillent en opposition directe à la transformation des systèmes alimentaires⁹.

Le deuxième principe de base est l'importance d'une approche à long terme du changement des systèmes alimentaires. Le titre du projet «*Long Food Movement*» est un petit clin d'œil, bien que maladroit, au célèbre *Slow Food Movement*, sans aspirations académiques mais avec une certaine connaissance de la société civile. Le terme «long» vise également à transmettre l'importance d'une collaboration stratégique sur un quart de siècle: jeune en termes d'histoire et de mouvement, mais durable dans le sens où, comme nous l'affirmons, la société civile a pris l'habitude de ne planifier que deux ou trois ans à l'avance. Néanmoins, comme l'ont souligné certains de nos critiques, le fait de se projeter dans l'avenir ne constitue qu'un échafaudage bancal si nous ne comprenons pas également d'où nous venons. On peut dire que nos projections en arrière et en avant n'ont pas été assez «longues» pour saisir la nature historique des processus de changement.

La notion de perspective à long terme sur le travail et les stratégies des mouvements alimentaires couve depuis une réunion mondiale des organisations de la société civile, organisée par le Fonds pour l'agroécologie en Ouganda en 2016. L'idée est devenue réalité en mai 2019 lorsqu'elle a été reprise par IPES-Food et le groupe ETC, avec le soutien financier du projet 11th Hour Project. Les deux organisations partenaires se sont tournées vers les scientifiques du CREPPA, un groupe de recherche de l'Université de Québec à Montréal, qui ont accepté d'examiner les fameuses limites planétaires à la lumière des limites sociales sur lesquelles elles se sont penchées. Ensemble, les trois organisations ont formé un comité de gestion.

Dès le départ, il a été convenu que ce rapport devait être une provocation et non une prescription, et qu'il devait être bouclé dans un délai court afin de ne pas prétendre à l'exhaustivité. Plus nos travaux avançaient, plus nous prenions conscience des changements remarquables qui affectent les systèmes alimentaires, et plus le rapport revêtait un caractère d'urgence. La pandémie a sans aucun doute rapproché les urgences en matière de climat et de biodiversité.

C'est pourquoi les réponses de l'agro-industrie aux crises qui s'ajoutent les unes aux autres, notamment à l'approche du prochain Sommet sur les systèmes alimentaires, doivent faire l'objet d'un examen tenant compte de leurs impacts immédiats et à long-terme.

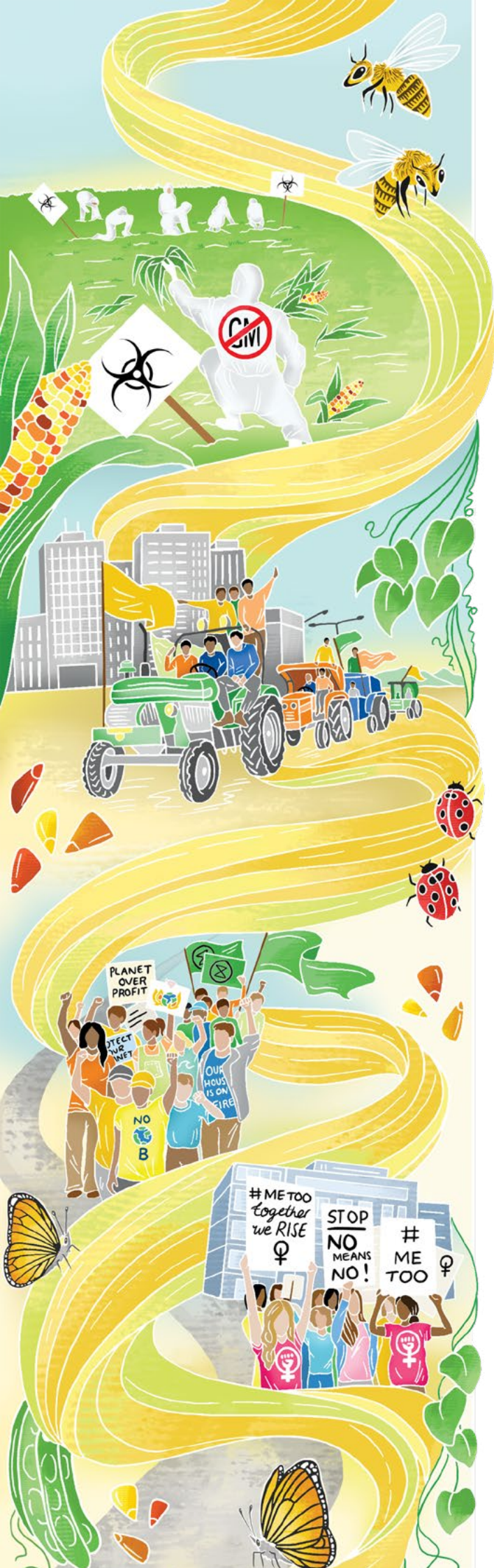
Les perspectives et les orientations stratégiques des groupes très diversifiés de la société civile ont été intégrées à l'analyse par le biais de trois canaux: i) l'examen des sites web et de la littérature des OSC; ii) des entretiens et des discussions avec des groupes de la société civile travaillant dans les espaces de gouvernance mondiale; iii) les idées d'un groupe consultatif couvrant de multiples secteurs, circonscriptions et continents (voir Annexe 3).

Un rapport de cette envergure comporte de nombreuses limites et, bien qu'elles soient abordées tout au long du rapport, certaines méritent d'être soulignées ici:

- Nous avons relevé le défi de présenter un rapport qui soit pertinent à l'échelle mondiale tout en reflétant les différentes conditions et les réalités dans le monde (notamment entre les pays du Sud et du Nord). Bien que la sensibilité à ces questions se soit améliorée dans les éditions successives, cela reste une limite. Une analyse plus détaillée et spécifique aux régions devra être réalisée ultérieurement;

- L'importance de la coordination et de l'organisation à plusieurs niveaux est fortement soulignée tout au long du rapport. Toutefois, il n'a pas été possible d'accorder une attention égale aux niveaux local, national, régional et mondial, et le rapport reste orienté vers l'échelle mondiale;
- Bien que nous ayons cherché à entendre et à examiner les travaux du plus large éventail possible de groupes de la société civile, cette enquête ne pourra jamais être complète. Les limites de recherche et de temps, notamment, n'ont pas permis d'explorer suffisamment les initiatives et les propositions de la société civile au-delà des domaines de l'alimentation et de l'agriculture, même si l'importance des collaborations transversales est soulignée tout au long du document.

Il est de coutume (voire obligatoire) de nos jours que les rapports aspirent à «entamer une discussion». Pourtant, nous sommes conscients que la discussion est déjà bien engagée. Dans les mois à venir, nous espérons partager ce rapport en ligne et en personne avec nos amis et alliés dans le cadre d'une série de forums régionaux et mondiaux. Si ce travail a une quelconque valeur, il pourrait se transformer au cours de l'année à venir ou des deux suivantes: révisé, adapté et rejeté au fur et à mesure que les mouvements alimentaires et des alliés plus importants lui accordent peu d'intérêt, ou au contraire l'examinent en profondeur, en fonction de leur propre contexte. Jetons un œil à la suite!



SECTION 2.

La société civile en tant qu'acteur du changement des systèmes alimentaires: les quatre ingrédients de base d'un «Mouvement pour une alimentation durable»

La société civile est-elle à la hauteur du défi? Nous pensons que le changement mené par la société civile n'est pas seulement notre meilleure chance face à une planète en déclin, mais, plus important encore, que des progrès remarquables sont possibles. L'histoire révèle à la fois les réussites surprenantes et les lacunes persistantes des OSC. Sur la base de ces observations, nous identifions quatre ingrédients de base qui ont contribué aux succès du passé et dont la société civile aura besoin pour être le moteur d'une transformation sans précédent des systèmes alimentaires au cours du prochain quart de siècle: 1) collaborer à plusieurs niveaux; 2) élargir les alliances et restructurer les relations; 3) relier l'engagement à long terme au «balayage d'horizon» à grande échelle; 4) être prêt à faire face aux changements et aux perturbations.



Nous ne savons pas exactement ce qui doit être fait, ni par qui, pour surmonter la combinaison sans précédent de méga-menaces auxquelles l'humanité est confrontée. Nous ne savons pas non plus dans quelle mesure il est possible de faire face aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire en réformant uniquement les systèmes alimentaires, compte tenu de l'interconnexion de nos systèmes terrestres. Mais sans une société civile dynamique (qui exerce une pression constante sur les gouvernements pour qu'ils agissent dans l'intérêt public), et sans un engagement renouvelé en faveur d'une collaboration à long terme entre les mouvements alimentaires, il est difficile d'envisager le changement radical souhaité. De nombreux changements décrits ci-dessous sont entièrement issus de la société civile, même s'ils ont touché d'autres acteurs à tous les niveaux: gouvernements et partis politiques, scientifiques, entreprises, fondations, et un large éventail d'autres communautés et individus. Bien que chaque pièce du puzzle mérite sa propre analyse, nous nous concentrons ici sur le potentiel de transformation menée par la société civile.

Ce mouvement visionnaire est en cours de réalisation depuis longtemps. Et il est important de regarder en arrière et de faire le point sur ce que la société civile a accompli jusqu'à présent. Des luttes autochtones contre la colonisation aux manifestations anti-mondialisation qui ont donné naissance au concept de souveraineté alimentaire, il existe une histoire dynamique de lutte collective, de résistance et de solutions alternatives qui a ouvert la voie à la construction et à l'organisation des mouvements actuels.

Au cours des dernières décennies, les mouvements alimentaires ont remporté une série de **victoires internationales très médiatisées**. La société civile a freiné la propagation des OGM et a mobilisé les gouvernements dans le cadre de la convention des Nations unies sur la biodiversité afin qu'ils adoptent des protocoles visant à réglementer le commerce des OGM et le partage des avantages découlant de la biodiversité. Les mouvements alimentaires ont également réussi à faire adopter l'UNDROP, à imposer des négociations sur l'impunité des entreprises au Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'un débat sur l'agriculture dans les négociations sur le climat, la concentration de l'agro-industrie à la CNUCED, et sur trois moratoires des Nations unies relatifs aux technologies liées à l'agriculture dans la Convention sur la diversité biologique et les protocoles au droit de la mer. Les mouvements paysans et les syndicats, soutenus par d'autres OSC et appuyés par des alliés universitaires, ont mis en échec l'OMC à Seattle, l'ont refait à Cancún, et une fois de plus à Hong Kong.

D'autres victoires tout aussi importantes ont été remportées à l'échelle nationale et locale (et parfois sans visibilité médiatique). Il s'agit notamment des luttes inlassables des mouvements paysans, des syndicats, des organisateurs communautaires, des municipalités, des organisations à but non lucratif et des universitaires qui se sont unis pour: créer des marchés biologiques locaux et des programmes d'alimentation au Brésil, faire adopter l'agroécologie à l'échelle étatique



© Li An Lim

dans le sud de l'Inde, institutionnaliser des politiques alimentaires locales et nationales (et des conseils) au Canada, imposer des taxes sur la malbouffe au Mexique et au Chili, et demander des comptes sur les OGM et l'accaparement des terres par le biais d'assemblées délibérantes et de jurys de citoyens au Sénégal et au Mali. À l'instar des hommes politiques écartés ou des fonctionnaires des Nations unies retraités qui évoquent avec romantisme les guerres que la diplomatie a empêchées, les OSC comptent aussi des victoires passées sous silence, enjolivées par des villages reculés, des bassins versants et des chefs de guerre à peine connus. Il s'agit des expériences vécues et communiquées non pas par des porte-paroles dans les forums de l'ONU, mais par des «militants inconnus» dans des communautés locales, par des dirigeants autochtones et des organisateurs paysans (de l'Amérique centrale à l'Asie du Sud) dont les luttes et les morts ont ébranlé les sociétés et les gouvernements.

Les victoires ont souvent été obtenues contre toute attente. Les États et les entreprises sont restés bouche bée d'apprendre qu'un demi-million de paysans et de manifestants à New Delhi se soient joints à des milliers de paysans défilant à Curitiba, à des milliers de Canadiens manifestant par messages SMS, et à des centaines de parlementaires à Bruxelles pour défendre le moratoire sur les semences Terminator. Il a été tout aussi stupéfiant de constater que les OSC, en collaboration avec des agronomes et des responsables politiques, ont affronté et écrasé l'industrie agroalimentaire et les principaux gouvernements dans un débat pluriannuel sur les technologies agricoles appropriées (IAASTD).

Mais cela n'a jamais été une sinécure et, à l'instar des succès, **beaucoup d'échecs et d'occasions manquées ne sont pas répertoriés.** Au cours de ces mêmes décennies, la malnutrition s'est multipliée, et les paysans ont été chassés de leurs terres à une rapidité jamais vue auparavant. Les pêcheries côtières ont été dévastées, les moyens de subsistance des travailleurs agricoles et alimentaires (y compris les travailleurs migrants) ont stagné ou diminué, et le travail forcé persiste et progresse¹⁰.

La faute ne peut être imputée entièrement à la société civile, mais les OSC ont souvent été **lentes à signaler et à réagir**. La société civile n'a rien fait pour protester contre (et encore moins pour empêcher) le démantèlement du Centre des Nations unies sur les sociétés transnationales, du Centre des Nations unies pour la science et la technologie au service du développement, ou contre le détricotage du travail pionnier de la CNUCED visant à remettre en cause les droits de propriété intellectuelle, les pratiques commerciales restrictives et les cartels de produits de base. Doit-on parler de victoire ou d'échec lorsque les OSC se coordonnent pour lutter contre l'impunité des entreprises au Conseil des droits de l'homme aujourd'hui, alors qu'elles n'ont presque rien fait pour s'opposer à la concentration de l'agro-industrie qu'elles documentent depuis les années 1970? Faut-il se réjouir de la renaissance du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ou se demander pourquoi il a fallu tant de temps pour donner suite à une idée proposée pour la première fois en 1974? Faut-il une pandémie pour que les mouvements alimentaires travaillent réellement avec les mouvements pour la santé, le climat et l'environnement?

Le défi pour la société civile n'est donc pas seulement d'imiter les grandes manifestations de Seattle, les campagnes anti-OGM ou la création du Forum social mondial par les mouvements sociaux¹¹. Si la société civile aspire à tisser une tapisserie de victoires avec les fils de ses réussites, elle devra réévaluer fondamentalement ses plans, ses priorités et ses horizons (et même sa conception de victoire). Ci-dessous, sur la base d'entretiens avec des participants aux mouvements alimentaires, de consultations avec des OSC et d'une analyse documentaire, nous identifions et explorons les **quatre ingrédients de base d'un Mouvement alimentaire durable**. C'est-à-dire les éléments qu'il a fallu à la société civile pour être un artisan efficace du changement dans le passé, et ceux qu'il faudra aux OSC pour faire avancer la transformation inédite des systèmes alimentaires (et élargir la transformation sociétale) qui sera nécessaire au cours du prochain quart de siècle.

Si la société civile aspire à tisser une tapisserie de victoires avec les fils de ses réussites, elle devra réévaluer fondamentalement ses plans, ses priorités et ses horizons

Les quatre ingrédients principaux pour un Mouvement alimentaire durable



INGRÉDIENT N°1. *Collaborer à différentes échelles*

Beaucoup ont reconnu qu'une approche multi-échelle en termes d'organisation était la clé d'un changement efficace de la société civile (Gaventa & Tandon, 2010). Les défis auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires dépassent de plus en plus les frontières nationales, ce qui rend l'engagement mondial à la fois stratégique et nécessaire. La plupart des victoires récentes remportées par les mouvements alimentaires sont le fruit d'un intense «échange vertical», c'est-à-dire de flux d'informations et d'idées allant du niveau local au niveau mondial, et vice-versa.

De nombreuses victoires ont été décrochées au niveau local ou national. La portée mondiale arrive plus tard. Par exemple, des campagnes soutenues de la société civile ont conduit à des mesures sévères contre la malbouffe dans des pays comme le Chili, le Mexique

et le Royaume-Uni. Des municipalités du monde entier ont mis en place des systèmes d'approvisionnement local/durable, et des gouvernements locaux et nationaux (plus récemment le Canada) ont créé des conseils et des politiques alimentaires. Les assemblées délibérantes, l'éradication de cultures génétiquement modifiées et l'opposition au brevetage du vivant ont également germé au niveau local ou national avant d'éclorre dans des campagnes régionales et mondiales (ou de *revenir* au niveau mondial dans le cas des OGM et d'autres menaces signalées pour la première fois par un «balayage d'horizon» au niveau mondial).

Il est souvent possible pour les initiatives locales d'étendre leurs avantages par la diffusion ("scaling out" en anglais). Mais **une certaine forme d'action à plusieurs échelles semble être essentielle** pour «relier efficacement les droits et les revendications, vers le haut et vers le bas, du local vers le mondial» (Gaventa & Tandon, 2010), ou pour surmonter des obstacles localisés (comme un régime répressif) en formant des alliances plus larges, en assurant une visibilité médiatique, et en établissant une légitimité internationale pour amplifier le pouvoir dans son pays. C'est ce que l'on appelle le «modèle du boomerang» (Keck & Sikkink, 1999).

À l'inverse, les **alliances technologiques et commerciales sont généralement passées du niveau mondial au niveau local**. Des accords commerciaux aux mégadonnées en passant par le biopiratage, les communautés se retrouvent à mener des combats d'arrière-garde sur des lignes de front qu'elles n'avaient pas vues. Des échanges verticaux avec des flux bidirectionnels intenses peuvent également contribuer à éviter que les progrès (locaux) ne soient réduits à néant. Par exemple, des groupes de pression commerciaux ont fait annuler des lois locales en les remplaçant par des réglementations nationales ou des règles commerciales internationales, comme l'industrie américaine des boissons gazeuses qui a soutenu des «lois de préemption» (c'est-à-dire de compétence unique d'un État) pour rendre illégales les interdictions locales de vente de boissons gazeuses. Des efforts similaires ont été déployés par l'industrie agrochimique pour lever les interdictions locales de pesticides (Fang, 2020; White, 2019).

Néanmoins, la **collaboration multi-échelle est sujette à des tensions**. La coopération locale-mondiale et mondiale-locale est généralement plus forte au sein des mouvements sociaux et plus faible parmi les ONG. Bien que l'écrasante majorité des acteurs de la société civile soient ancrés dans les communautés et les luttes de première ligne, les ressources et la visibilité tendent à se concentrer autour des acteurs de niveau mondial, ce qui voile parfois la réalité et prive les communautés de leur pouvoir. En outre, les communautés préfèrent généralement que les OSC internationales utilisent leurs maigres ressources pour soutenir les luttes immédiates plutôt que de tirer la sonnette d'alarme sur des menaces apparemment lointaines ou de dépenser leur énergie dans d'obscures négociations de l'ONU.

La politique de représentation devient centrale, surtout lorsqu'un large éventail de groupes de la société civile et de sphères d'action sont impliqués. De nombreux observateurs ont souligné l'importance de mécanismes de médiation efficaces pour relier les échelles et les domaines d'engagement, créer un sentiment de responsabilité et éviter la déconnexion de la base (Gaventa & Tandon, 2010). En fin de compte, les mouvements alimentaires doivent continuer à adopter des actions distinctes et diverses (y compris des stratégies internes et externes), même si elles impliquent des tensions à court terme.

Les mouvements alimentaires se sont montrés capables de naviguer dans ces eaux et de forger une collaboration efficace à plusieurs échelles. Le Comité international de planification (CIP) pour la souveraineté alimentaire et le Mécanisme de la Société Civile (tous deux situés à Rome et axés sur le soutien à la participation des communautés travaillant à différentes échelles) ont travaillé dur pour trouver cet équilibre, et leur exemple, bien que présentant des imperfections, doit être étudié par d'autres organisations et forums.

La politique de représentation devient centrale, surtout lorsqu'un large éventail de groupes de la société civile et de sphères d'action sont impliqués

ENCADRÉ 2

Tous les chemins mènent-ils vraiment à Rome? Collaboration avec les organismes de l'ONU ayant leur siège à Rome



Le rapport coût-bénéfice de la collaboration institutionnelle mondiale n'est pas toujours clair pour les organisations de base populaire, en particulier lorsqu'il s'agit des organismes de l'ONU ayant leur siège à Rome, connus dans la société civile sous l'acronyme «RBA». Il s'agit de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM), du Fonds international de développement agricole (FIDA), et du Comité des Nations unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé. Il y a de quoi être sceptique face à cette soupe de lettres onusienne: manipulation géopolitique du prétendu système «un pays, une voix» de l'ONU, influence omniprésente des institutions de Bretton Woods et des entreprises mondiales, inertie endémique des agences multilatérales au financement opaque et aux quotas d'emploi rigides. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le CSA est menacé par la mainmise des entreprises et la récupération de l'intérieur, ainsi que par un Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires qui a tenté (du moins initialement) de le contourner complètement.

Malgré ces limites, de nombreux acteurs de la société civile, dont des mouvements sociaux mondiaux tels que La Via Campesina, consacrent de précieuses ressources aux combats à l'ONU. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que les RBA disposent de plus de ressources, de flexibilité et d'influence qu'il n'y paraît. En outre, les RBA ne sont pas des monolithes, et leurs secrétariats ne manquent pas de bonne volonté et d'expertise. Pour beaucoup, le système des Nations unies, et le CSA réformé en particulier, ont au moins l'étoffe de ce à quoi pourrait ressembler une gouvernance agroalimentaire équitable¹². Les OSC ont en effet prouvé leur capacité à influencer les débats au sein des RBA, et à changer ces institutions dans le processus. Parmi les exemples notables citons: la création, sous l'impulsion des agriculteurs, de l'Institut international d'agriculture (1908) qui a donné naissance à la FAO (1945); la création du Fonds commun pour les produits de base de la CNUCED (1976) et de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO (1983); l'influence de sommets et de processus historiques, tels que la campagne de la FAO contre la faim (années 1960-1990), la Conférence mondiale de l'alimentation des Nations unies (1974), les Sommets mondiaux de l'alimentation (1996, 2002, 2008) et la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) (2006); la réforme de 2009 du Comité des Nations unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA), dont la mise en place d'un mécanisme de participation autonome et active de la société civile (le mécanisme de la société civile et des peuples autochtones, ou MSC); l'adoption des directives sur les régimes fonciers (Brent et al., 2017; Tramel, 2019). Ces évolutions ne modifient pas seulement les normes de gouvernance, mais influencent également les connaissances et le discours, comme en témoigne la reconnaissance mondiale de l'agroécologie ces dernières années.

INGRÉDIENT N°2.

Élargir les alliances et restructurer les relations

Les «échanges horizontaux» sont essentiels pour compléter les échanges verticaux. **La construction et le maintien d'alliances efficaces est un thème récurrent dans les plus grandes avancées de la société civile.** Les mouvements alimentaires occupent un terrain de lutte en constante évolution, et les OSC peuvent parfois se retrouver à travailler pour un objectif particulier aux côtés d'alliés improbables qui peuvent leur fournir d'importantes sources d'influence (ce que l'on appelle les «alliances objectives») (Fox, 1993; Migdal, Kohli & Shue, 1994). La société civile peut s'appuyer sur ces relations pour saisir des occasions politiques et pour créer de nouvelles ouvertures là où elles n'existent pas (encore). **Des enseignements peuvent être tirés des expériences communautaires** où les OSC ont été capables d'atteindre les groupes de santé, de logement, de sécurité des travailleurs et d'emploi, ainsi que de coordonner (ou, au moins, de négocier) avec les autorités et les entreprises locales. De nombreux mouvements sociaux, qui épuisent leurs ressources au maximum, associent déjà leur programme alimentaire à des travaux sur les accords commerciaux, la santé, le climat ou la biodiversité. Mais plusieurs fractures sont encore visibles (voir encadré 3).

ENCADRÉ 3

Les liens qu'il reste à créer



Au sein des mouvements alimentaires, des faiblesses et des lacunes subsistent en ce qui concerne le travail, la santé, la décolonisation, le commerce, le climat, et l'attention portée à la participation cruciale des femmes, des communautés victimes de discrimination raciale, des communautés LGBTQ+ et des jeunes. Par ailleurs, il existe d'une part une tendance à se concentrer davantage sur les paysans que sur d'autres types de fournisseurs de nourriture (les pêcheurs, les éleveurs) et, d'autre part, une tendance à se concentrer sur les fournisseurs de nourriture en accordant moins d'attention aux autres communautés et travailleurs marginalisés. Alors que la diversité génétique des cultures bénéficie de travaux de collaboration considérables, les domaines de la pêche et de l'élevage peinent à trouver du soutien. Les mouvements alimentaires doivent également faire face à un fossé, dans la compréhension et dans la pratique, entre les mouvements sociaux et les autres organisations de la société civile. Un autre défi consiste à établir des liens plus forts et plus stratégiques entre les mouvements alimentaires et syndicaux autour des dérives de la chaîne alimentaire, des campagnes pour un salaire décent, du contrôle et de la propriété des travailleurs du secteur alimentaire. Le renforcement des liens entre l'alimentation, le climat et la biodiversité est également une priorité.



Bien qu'il se soit considérablement affaibli au cours des dernières décennies, un certain niveau de **soutien et d'adhésion de l'État** est nécessaire pour que la société civile puisse réaliser des changements ambitieux, de la réforme foncière à la protection sociale en passant par le financement public de la recherche et de la formation en agroécologie (Shattuck et al., 2015), et pour demander des comptes aux entreprises via les instruments relatifs aux droits de l'homme, par exemple (Suárez, 2013). De nombreuses (voire la plupart) des victoires des mouvements alimentaires, en particulier les victoires politiques nationales, sont le fruit de collaborations stratégiques avec des municipalités, des gouvernements nationaux ou même des partis politiques (Fox, 1993; Gaventa & McGee, 2010).

De **nouveaux espaces de gouvernance** ont également été créés grâce à une collaboration entre l'État et les OSC. À titre d'exemple, les mouvements sociaux brésiliens ont collaboré efficacement avec les gouvernements des États du pays (et parfois des gouvernements nationaux) pour mettre en place le Forum social mondial, assorti de ses annexes municipales, nationales et continentales (Conway, 2012; Smith, Byrd, Reese & Smythe, 2015). Parfois, les relations avec l'État sont nécessairement conflictuelles (les chefs d'entreprise sont rarement gazés ou abattus par les autorités), et la collaboration positive peut parfois se limiter à des questions spécifiques, comme les dimensions humanitaires de la sécurité alimentaire.

Des alliés importants peuvent également être trouvés dans les institutions internationales. En dépit de la complexité de l'engagement au niveau des Nations Unies (voir encadré 2), les mouvements alimentaires ont travaillé dans des configurations innovantes pour faire avancer leurs programmes dans ces contextes. La société civile a rassemblé les coalitions de gouvernements et de secrétariats des Nations unies qui ont abouti à la création d'une commission de la FAO sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, puis à la rédaction d'un traité sur les semences incluant les droits des agriculteurs. La restructuration du CSA est le fruit d'une collaboration peu orthodoxe menée par des paysans et composée de fonctionnaires des Nations unies, ainsi que de l'ambassadeur des États-Unis. Les mouvements alimentaires se sont également alignés avec d'autres OSC alliées, des universitaires et des gouvernements amis pour imposer les moratoires technologiques susmentionnés, et les négociations sur l'impunité des entreprises et la concentration de l'agro-industrie.

Il y a eu des occasions, toujours controversées, où **la société civile s'est engagée avec l'agro-industrie pour exercer une influence** sur les gouvernements ou les agences des Nations unies. Au début des négociations internationales sur le contrôle des semences, par exemple, les OSC ont dû entretenir un dialogue multipartite pendant plusieurs années pour gagner du temps d'antenne et de la crédibilité pour leurs arguments. Un dialogue similaire autour de la propriété intellectuelle a permis aux OSC d'affirmer leur opposition au brevetage du vivant auprès des décideurs politiques. Les mouvements alimentaires fonctionnent souvent bien avec les petites entreprises locales. Par exemple, une cause commune a été trouvée avec l'industrie des produits naturels (qui conteste l'utilisation de la biologie synthétique dans les produits alimentaires, les arômes et les parfums), les entreprises de semences biologiques (qui s'opposent à des brevets ou à des régimes de brevets spécifiques), et les petites entreprises de la chaîne alimentaire industrielle (qui luttent contre les fusions agro-industrielles). Il y a également une bonne collaboration entre les mouvements alimentaires et les coopératives de producteurs et de consommateurs.

Dans l'ensemble, les mouvements alimentaires enregistrent un bilan mitigé pour **leur gestion des nombreux défis dans la construction d'alliances intersectorielles**. Ceux qui cherchent à aller au-delà de leurs domaines ont parfois été pointés du doigt pour «glissement de mission» par des alliés recevant un soutien des mêmes bailleurs de fonds, et trop souvent ces tensions ne sont pas abordées. La collaboration avec le secteur privé est peut-être la plus complexe, et l'impulsion vient souvent de l'extérieur. Apparemment inconscients des déséquilibres de pouvoir et des risques concomitants, les gouvernements, les bailleurs de fonds et les entreprises (ou les associations commerciales) ont fait pression pour que des tables rondes sur les produits de base et des «dialogues multipartites» réunissent les décideurs politiques, les entreprises et les OSC.

Le fait de voir les OSC s'asseoir à la table des négociations avec les représentants du secteur privé à Rome n'a pas été du goût de tous. Alors que certaines OSC estimaient que la participation de l'agro-industrie détruirait le CSA, d'autres pensaient qu'elles perdraient l'attention des gouvernements si l'agro-industrie n'était pas également à la table. Ces décisions concernant les personnes avec lesquelles s'engager se basent sur des **questions essentielles de représentation, de récupération d'idées et de coûts d'opportunité** (en temps et en ressources humaines). Ceux qui ont vécu les moments forts de collaboration des mouvements alimentaires ont des histoires importantes à raconter sur les tensions, les divisions, les récupérations et les exclusions.

INGRÉDIENT N°3

Relier l'engagement à long terme à un «balayage d'horizon» à grande échelle

L'une des plus grandes forces de la société civile est sa capacité à tenir bon sur le long terme. Les diplomates et les bureaucrates vont et viennent, tout comme leurs gouvernements. Les entreprises agroalimentaires doivent satisfaire leurs besoins à court terme pour fonctionner (un rapport trimestriel à la fois), et achètent ou séparent des filiales, cannibalisent des unités commerciales et se débarrassent des PDG à la demande des actionnaires¹³. L'engagement à long terme, la mémoire institutionnelle et les relations des mouvements alimentaires leur permettent de susciter des changements majeurs

Ceux qui cherchent à aller au-delà de leurs domaines ont parfois été pointés du doigt pour «glissement de mission» par des alliés

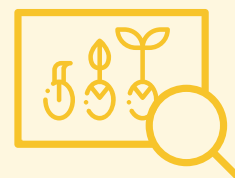
dans un délai inégalé. Cela signifie que la société civile peut survivre non seulement aux derniers impératifs de croissance trimestrielle de l'agro-industrie, mais aussi aux trajectoires technologiques pluriannuelles et aux stratégies de marché qui les sous-tendent (voir partie 3). L'avantage de la société civile réside également dans le fait que le temps à tendance à confirmer ses positions. Par exemple, de nombreux phénomènes actuels relatifs aux changements climatiques, à la perte de biodiversité et aux nouvelles technologies ont été signalés bien à l'avance par la société civile.

Un grand nombre d'acteurs se regroupent autour de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie. Ainsi, une **vision commune** commence à prendre forme parmi les mouvements alimentaires d'aujourd'hui (voir encadré 4). Ce sens collectif de la direction à prendre est essentiel pour tirer pleinement parti de la planification à long terme. Pour poursuivre cet alignement, la société civile devra trouver un équilibre entre excès d'optimisme et prudence excessive, cette dernière pouvant conduire à un manque de vision ou d'ambition.

La société civile devra trouver un équilibre entre excès d'optimisme et prudence excessive, cette dernière pouvant conduire à un manque de vision ou d'ambition

ENCADRÉ 4

Souveraineté alimentaire et agroécologie: vision partagée pour un Mouvement pour une alimentation durable?



Malgré la diversité des priorités et des plans parmi les groupes de la société civile, leurs visions des futurs systèmes alimentaires sont très convergentes. Pour beaucoup, cet avenir est fondé sur la **souveraineté alimentaire**, définie par les mouvements sociaux comme «le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles» (Maitreweb, 2007). Le concept de souveraineté alimentaire a été lancé pour la première fois par le mouvement paysan mondial La Via Campesina en marge du Sommet mondial de l'alimentation en 1996. Dix ans plus tard, le concept s'est étendu bien au-delà de ses origines paysannes, comme en témoignent les mouvements de consommateurs, d'agriculteurs urbains, de travailleurs, de femmes, de peuples autochtones, de pêcheurs, d'éleveurs et d'autres personnes présentes au Forum mondial sur la souveraineté alimentaire organisé à Nyéléni en 2007 au Mali. Un quart de siècle plus tard, la souveraineté alimentaire offre un cadre fédérateur à toute une série de mouvements face à des crises convergentes (Tramel, 2018). À la fois vision et proposition de transformation des systèmes alimentaires, la souveraineté alimentaire s'articule autour des six principes suivants: 1) se concentrer sur

une alimentation de qualité pour les personnes; 2) valoriser les fournisseurs d'aliments; 3) localiser les systèmes alimentaires; 4) placer le contrôle au niveau local; 5) développer les connaissances et les compétences; 6) travailler avec la nature¹⁴.

L'agroécologie est essentiellement synonyme du sixième principe de la souveraineté alimentaire («travailler avec la nature»), car elle suppose l'application de principes écologiques à l'agriculture et aux systèmes alimentaires. Il s'agit donc d'une composante essentielle de la souveraineté alimentaire, mais aussi d'une science en pleine essor, d'une pratique, d'un mouvement à part entière¹⁵, et d'un cadre unificateur pour de larges pans de la société civile mondiale.

D'autres cadres complètent et/ou élargissent la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Le **droit à l'alimentation** recoupe pleinement le premier principe de la souveraineté alimentaire. Il met l'accent sur les personnes les plus vulnérables à la faim en tant que détenteurs de droits, et sur la responsabilité de l'État de garantir l'accès des personnes à une alimentation saine et/ou aux ressources nécessaires pour produire leur propre nourriture. Autre cadre important: la **justice alimentaire** (et la **justice économique** qui lui est associée). Elle est soutenue principalement par des mouvements urbains dans les pays du Nord, et souvent liée à des disparités enracinées dans le racisme structurel et la colonisation.

Divers mouvements de **défense des droits fonciers**, principalement dans les pays du Sud, rejoignent le quatrième principe de la souveraineté alimentaire sur le contrôle local des ressources. Certains trouvent que l'accent mis sur les exploitations familiales est problématique à la lumière des **disparités entre les sexes** au sein des ménages (Agarwal, 2010a, 2014; Agarwal, Anthwal & Mahesh, 2021), et se concentrent sur les modèles coopératifs qui libèrent les femmes de ces contraintes (Agarwal, 2020). Ceux qui travaillent à l'intersection de la **diversité sexuelle/LGBTQ+ et des questions alimentaires** considèrent de la même manière que la modification des normes de genre et des structures patriarcales est un élément clé de la transformation des systèmes alimentaires. Les mouvements liés aux luttes autochtones ont élargi les discussions autour de la terre et des ressources au concept de territoire, et ont introduit des concepts tels que le «buen vivir». Comme le mouvement pour la souveraineté alimentaire, les **mouvements de localisation et de décentralisation** sont axés sur le contrôle des ressources, et appliquent cette logique à l'énergie, aux finances et à d'autres éléments au-delà de l'alimentation.

Ces cadres ne tendent pas à s'exclure mutuellement. Par exemple, de nombreuses OSC s'appuient stratégiquement sur les cadres de la souveraineté alimentaire et des droits humains, notamment dans les espaces de gouvernance mondiale (Claeys, 2015), comme le reflète la partie 4.

Bien que les mouvements alimentaires aient plutôt bien réussi à construire des alliances et à travailler à différentes échelles, le bilan est plus mitigé en termes de planification à long terme et de «balayage d'horizon». Le défi ne consiste pas seulement à fixer des objectifs à long terme: **les mouvements alimentaires ne peuvent planifier efficacement que s'ils prennent en compte le contexte**, c'est-à-dire en regardant l'horizon et en considérant les implications des changements politiques, économiques et environnementaux. À quelques exceptions près, les OSC prennent le monde tel qu'il est puis élaborent des plans pour l'améliorer au cours des deux ou trois années suivantes. Peu d'entre elles tiennent compte du fait que toutes les pièces du puzzle se déplacent simultanément, et que le monde pourrait être très différent au moment où ces projets prendront fin. Cela reflète le fait que **les OSC manquent habituellement de ressources** et sont dépassées par les réalités quotidiennes (Hoey & Sponseller, 2018). Alors que les ONG de développement de l'après-guerre se concentraient sur le forage de puits, la construction d'écoles ou l'adoption d'enfants, les OSC progressistes luttent aujourd'hui contre les dangers immédiats de l'accapement des terres, des pesticides ou de l'ADN numérique.

L'instinct naturel de coopérer et de s'engager dans une planification à long terme est encore mis à mal par la **concurrence pour les ressources** et les **caprices des bailleurs**. De nombreuses OSC estiment que les petites subventions et les courts délais de financement constituent des obstacles au développement de stratégies efficaces à long terme. De manière générale, ces contraintes ont augmenté au cours de la dernière décennie, obligeant les OSC à réagir de manière défensive aux menaces plutôt qu'à saisir de nouvelles occasions. Cela se manifeste différemment chez les OSC axées sur les politiques (contraintes à un mode défensif) et les OSC axées sur les projets (plus souvent à la recherche d'un soutien pour se développer), tandis que les organisations de base populaire manquent tout simplement de financement (avec ou sans conditions).

INGRÉDIENT N°4

Être prêt pour les changements et les perturbations

Faisant référence à la crise financière de 2007-2009, Nassim Taleb a inventé le terme «cygne noir» pour décrire un événement inattendu qui bouleverse les choses, tout en insistant sur le fait que l'effondrement du marché était en fait entièrement prévisible. Le terme est resté, mais la définition de Taleb a été largement oubliée, permettant aux banquiers, aux PDG et aux hommes politiques d'invoquer l'excuse du cygne noir comme échappatoire (parfois pour éviter la prison). Donald Rumsfeld a précédé Taleb lorsqu'il a parlé des «choses que nous ignorions ne pas savoir». Les gouvernements n'étaient tout simplement pas préparés (Ale, Hartford & Slater, 2020).

Mais à côté des cygnes noirs, il y a les **cygnes gris** : les *choses que les mouvements alimentaires ignorent qu'ils savent*, et dont ils peuvent tirer parti. Nous comprenons maintenant que les chocs des douze dernières années n'auraient pas dû être très choquants. La plupart des changements les plus graves, tels que la perte accélérée de la fertilité des sols à l'échelle mondiale et les extinctions massives d'espèces, étaient prévisibles et ont été prédits, pas en termes de date et de détails, mais de paramètres et de probabilité. L'avenir pourrait également être **plus prévisible que nous le pensons**. Les dates et les détails peuvent être incertains, mais les cygnes gris naissent de conditions plausibles. Ils s'accompagnent de risques et de possibilités relativement prévisibles, et qui généralement s'amplifient: les ouragans, les inondations et les sécheresses sont suivis d'épidémies et de famines, les carences alimentaires ont souvent des origines multiples¹⁶, et toute catastrophe «naturelle» de grande ampleur peut raisonnablement être considérée comme le déclencheur d'une catastrophe économique susceptible de provoquer un bouleversement politique.

La différence entre les cygnes noirs et les cygnes gris se résume à deux choses: le fait d'avoir un **système d'alerte précoce** qui permet aux mouvements alimentaires d'anticiper et de reconnaître les bouleversements à venir, et un **système d'écoute précoce**, c'est-à-dire une stratégie de réponse négociée en interne qui permet de faire face la crise immédiate, mais aussi un plan et des personnes pour la restructuration à suivre. Il n'y a aucune raison (ni excuse) pour que

La plupart des changements les plus graves, tels que la perte accélérée de la fertilité des sols à l'échelle mondiale et les extinctions massives d'espèces, étaient prévisibles et ont été prédits... L'avenir pourrait également être plus prévisible que nous le pensons

les mouvements alimentaires et leurs bailleurs de fonds ne soient pas préparés aux cygnes gris dans les années à venir. L'encadré 5 donne quelques exemples de ce à quoi pourraient ressembler ces événements et ces réponses, tandis que de nombreuses possibilités d'actions futures dans la partie 4 sont basées sur l'utilisation des cygnes gris pour faire avancer le programme de la société civile.

ENCADRÉ 5

limiter les dégâts: se préparer aux prochains cygnes gris



Voici quatre exemples de la manière dont la société civile pourrait se préparer à des événements de type «cygnes gris»:

- Reconnaître qu'une autre crise des prix alimentaires est inévitable dans les années à venir (qu'elle soit induite par un événement climatique ou financier). Pour s'y préparer les mouvements alimentaires pourraient: (1) avoir un dossier prêt et bien documenté sur l'efficacité des marchés territoriaux et des pratiques agroécologiques pour répondre aux besoins locaux; (2) avoir un plan réalisable pour renforcer la sécurité alimentaire locale et suspendre toutes les règles commerciales, les contrats d'accaparement des terres et les contraintes réglementaires en faveur des systèmes alimentaires territoriaux;
- Anticiper les maladies des cultures et/ou du bétail dans les chaînes alimentaires industrielles, et les demandes d'abattage d'espèces locales qui en découlent: (1) fournir des preuves documentées des risques de l'uniformité génétique des races industrielles et de la tolérance aux maladies des espèces locales; (2) présenter une stratégie pour apporter une plus grande diversité à la production locale;
- Étant donné qu'une occasion se présentera lorsqu'un grand nombre de gouvernements se trouveront à un point de rupture dans leurs critiques des organismes de l'ONU ayant leur siège à Rome, les mouvements alimentaires pourraient: (1) préparer et tenir à jour un examen indépendant des RBA; (2) lancer une stratégie préétablie pour que le gouvernement accepte de soutenir les recommandations;
- À supposer que des cyberattaques ou autres défaillances des mégadonnées surviennent, les mouvements pourraient: (1) documenter au préalable ces vulnérabilités; (2) mettre en œuvre une stratégie d'information/de transport indépendante reliant les fournisseurs de nourriture aux marchés locaux.



La préparation aux cygnes gris est étroitement liée à la nécessité de reconnaître les **points de basculement sociaux** susceptibles d'engendrer des transformations à grande échelle menées par les citoyens. L'histoire est faite d'événements qui, à tort ou à raison, ont brusquement transformé la politique, la morale ou l'économie. Revenons un siècle en arrière, à l'âge doré («Gilded Age» en anglais). C'est une époque à laquelle l'écart entre les 1 % les plus riches et les autres était aussi important qu'aujourd'hui, et les trusts du grain, du chemin de fer, du pétrole et de l'acier étaient comparables aux plates-formes technologiques d'aujourd'hui. À cette période, une guerre mondiale, une dépression et une pandémie ont forcé les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord à mettre en place des systèmes de protection sociale inédits. Aujourd'hui, un siècle plus tard, une autre pandémie (combinée à une dégradation de l'environnement et suivie d'une crise financière) a créé des conditions similaires.

Comme le montre un nombre croissant de recherches sur le comportement (Centola et al., 2018; Otto et al., 2020; Robson, 2019; Tàbara et al., 2018), une idée adoptée par seulement 25 % de la population est un point de basculement suffisant pour provoquer un changement profond. Ce type de changement peut également être obtenu par une protestation ou une mobilisation de 3-4 % de la

population. Il est donc nécessaire que la société civile soit attentive et contribue à l'accélération de **changements culturels** qui peuvent précéder et déclencher (parfois rapidement) des changements de comportement et de nouvelles réalités politiques, en particulier lorsque les entreprises trouvent de nouveaux moyens de façonner les comportements et les préférences culturelles (voir partie 3).

Bien que les OSC aient une grande expérience de réaction aux catastrophes, la nature et la fréquence de ces perturbations changent. À quelques exceptions notables près, la **société civile a tendance à agir de manière institutionnelle (c'est-à-dire lentement) lorsqu'elle est confrontée à de nouvelles questions**. Comme décrit dans la partie 1, les mouvements alimentaires sont très conscients du chaos climatique et alarmés par la perte de biodiversité, mais ils ont tendance à en savoir peu sur les détails ou les interconnexions. Peu d'entre eux surveillent les développements technologiques ou suivent les tendances des entreprises. Les initiatives progressives risquent donc d'être bien en deçà de ce qui est nécessaire pour faire face à l'ensemble des urgences à venir.

Des niveaux sans précédent de coordination, de stratégie à long terme et d'adaptabilité seront nécessaires pour que les mouvements alimentaires œuvrent simultanément à relever les défis



© Priyaset

La voie à suivre: transformer les ingrédients du changement en une recette pour un Mouvement alimentaire durable

Une collaboration élargie et à plusieurs niveaux, associée à une vision à long terme et à une adaptabilité stratégique n'est pas la norme pour la société civile (en tant qu'organisations individuelles ou collectives). Pourtant, **ces ingrédients sont clairement abondants dans les mouvements alimentaires**, passés et présents. De plus, comme l'ont montré les entretiens avec les OSC, les mouvements alimentaires sont frustrés par les contraintes de temps et de ressources, conscients de l'importance des autres mouvements et désireux de développer de nouveaux modes de collaboration. De nombreux groupes ont identifié, entre autres, le besoin de collaborations transversales couvrant le commerce, la santé, le climat, la biodiversité, la justice raciale, les données, la décolonisation, les droits humains, et bien plus encore.

La nécessité de créer des liens et de repenser les stratégies ne fera que s'accroître dans les années à venir en raison de la dégradation de l'environnement qui s'annonce. La plupart des OSC considèrent que la position de la société civile s'affaiblit dans le contexte politique actuel. Des niveaux sans précédent de coordination, de stratégie à long terme et d'adaptabilité seront nécessaires pour que les mouvements alimentaires œuvrent simultanément à relever les défis ci-dessus *et* à saisir les occasions de planification à plus long terme.

Il incombera également aux gouvernements de réfléchir à la manière de relever des défis sans précédent et de surmonter les limitations structurelles. Les dynamiques État-société seront elles-mêmes de plus en plus fluctuantes. Prenez le Brésil, par exemple, où certaines des réalisations les plus novatrices au monde autour du droit à l'alimentation, accomplies grâce à des collaborations entre la société civile et le Parti des travailleurs (PT) (avec des lignes souvent floues entre eux) (Wolford & French, 2016), sont maintenant démantelées par le gouvernement Bolsonaro (Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, 2020). Des partenaires nouveaux et surprenants peuvent émerger d'un ensemble donné de circonstances.

Toutefois, cela ne signifie pas que les anciens alliés doivent être considérés comme acquis. La société civile doit commencer à considérer toutes les «victoires» et «pertes» comme transitoires. Chaque «victoire» s'accompagne d'une nouvelle phase de lutte qu'il est important d'anticiper et de préparer (Gaventa & McGee, 2010).

Nous restons convaincus que la transformation des systèmes alimentaires par la société civile est possible au cours des 25 prochaines années, et que la **société civile peut devenir plus efficace et plus collaborative que jamais**. Nous espérons qu'en montrant tout ce que les mouvements alimentaires peuvent accomplir au cours des 25 prochaines années, la vision d'une «société civile qui reprend le flambeau» présentée dans la **partie 4** de ce rapport suscitera un véritable enthousiasme à l'idée de travailler ensemble à travers de nouveaux horizons temporels jalonnés de perspectives d'action. Mais d'abord, nous examinons ce qui pourrait se passer si la société civile et l'agro-industrie maintenaient le *statu quo*.



SECTION 3.

Horizon 2045: le maintien du statu quo agro-industriel? (Scénario 1)

Dans cette partie, nous imaginons un système alimentaire «inchangé» et son évolution possible au cours des 25 années à venir, tandis que les entreprises et les gouvernements réagissent à la dégradation de l'environnement, à la dislocation sociale, aux reconfigurations géopolitiques et à un large éventail de possibilités technologiques. Le monde que nous imaginons dans ce scénario est un monde dans lequel les relations de pouvoir restent largement inchangées, même si les exploitations agricoles, les chaînes d'approvisionnement alimentaire et l'industrie alimentaire subissent des perturbations radicales. Les trajectoires dominantes sont dirigées par l'agro-industrie.

La société civile, poursuivant elle aussi ses activités comme à l'accoutumée, est en mesure de contester la feuille de route et d'empêcher les pires excès, mais pas de changer fondamentalement de cap.

Nous nous concentrons en particulier sur les sociétés multinationales dont les activités s'étendent le long de multiples nœuds de la chaîne alimentaire, à travers des secteurs émergents de l'économie et entre diverses régions du monde. Nous notons également que l'industrie agroalimentaire pourrait faire partie des stratégies d'autres acteurs économiques dominants, tels que les géants des données et de la finance. Nous commençons par identifier les mégatendances de développement technologique et de consolidation des entreprises qui sont déjà en cours, avant de distinguer trois autres tendances qui pourraient caractériser les systèmes alimentaires de 2045 si une vision dirigée par l'agro-industrie réussissait à s'imposer:

- Tendance n° 1: Des écosystèmes conçus avec précision et l'internet des objets de l'agriculture
- Tendance n° 2: Couloirs logistiques, conflits liés aux ressources et nouvelle géopolitique des données
- Tendance n° 3: Hyper-nudging (*hyper-influence*), régimes personnalisés et nouvelles frontières de l'expérience alimentaire

Ces conjectures ne sont pas des tentatives pour trouver le meilleur ou le pire scénario, mais plutôt une exploration de la voie sur laquelle nous nous trouvons. Lorsque l'on se projette 25 ans dans l'avenir, il est important de se souvenir que si certaines choses ont changé au cours du dernier quart de siècle, la plupart des choses les plus importantes n'ont pas bougé d'un pouce. Il y a 25 ans, 80 % de l'énergie mondiale provenait des combustibles fossiles, soit autant qu'aujourd'hui (le volume réel de la consommation de pétrole, de charbon et de gaz a augmenté). En 2019, les émissions mondiales étaient 4 % plus élevées qu'au moment de la conférence de Paris en 2015. Les émissions sont plus faibles et le ciel est plus dégagé dans la plupart des pays de l'OCDE, mais cela est principalement dû au fait qu'ils ont délocalisé leur production. Seules 14 des 72 entreprises des secteurs du papier, du ciment, de l'acier et de l'aluminium peuvent présenter des plans de réduction des émissions (ce qui n'est pas synonyme d'actions) conformes à l'objectif de 2 °C fixé par l'accord de Paris.



L'industrie agroalimentaire s'est fixé des objectifs ambitieux et a systématiquement échoué à les atteindre (comme en matière de plastique et de recyclage, de nutrition et de gaspillage alimentaire, de travail des enfants et d'esclavage moderne, de déforestation et de gestion de l'eau). Dès les années 1890, l'entreprise Bayer affirmait déjà qu'elle serait en mesure d'éliminer les engrais artificiels pour les cultures non légumineuses grâce à un nouvel ensemble microbien fixateur d'azote. Et bien que cette affirmation ait été rapidement démentie, la société, en collaboration avec le fabricant de microbes synthétiques Ginkgo Bioworks, a fait exactement la même promesse en 2020. Dans le même temps, le Wall Street Journal a récemment révélé que Coca-Cola n'a pas respecté l'obligation qui lui a été imposée par le tribunal en 1999 : corriger les problèmes liés à la discrimination en matière d'emploi des minorités dans l'ensemble de l'entreprise. Après quelques progrès initiaux, l'entreprise est de retour à la case départ (Linebaugh & Knutson, 2020). Les dialogues multipartites (du cacao à la morue) se sont révélés très improductifs (MSI Integrity, 2020). Il s'agit peut-être même de l'étalon-or de l'écoblanchiment. C'est donc avec une forte dose de scepticisme que nous envisageons les trajectoires futures de l'agro-industrie.

Planter le décor: trajectoires technologiques, consolidation des entreprises et arrivée de nouveaux géants de l'agroalimentaire et du bio-numérique

Au cours des années 2020, les progrès de la numérisation, de l'automatisation, de la biologie synthétique et des technologies moléculaires promettent de rendre les systèmes alimentaires sans risques (et sans présence humaine). De nouveaux acteurs affirment que produire des protéines en laboratoire, laisser l'intelligence artificielle gérer nos fermes, influencer subrepticement le comportement des consommateurs, inventer de nouveaux aliments ultra-transformés, ou soutenir la géo-ingénierie constituent des moyens pour parvenir à la résilience (tout en étant très rentables). Les années à venir verront les systèmes alimentaires ravagés par les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et les pandémies. Ces «solutions miracles» finissent ainsi par séduire les décideurs politiques en détresse.

Les clés du système alimentaire sont remises aux méga-entreprises du bio-numérique, aux plateformes de données et aux sociétés financières privées qui, grâce à la multiplication des opérations de fusion d'entreprises, deviennent les géants de l'agroalimentaire de demain.

Comme indiqué dans la partie 1, la dégradation de l'environnement sera une constante des 25 prochaines années. Dans ce contexte, les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'agroalimentaire pour parvenir à des avancées technologiques «bouleversantes». Les réponses potentielles ne manqueront pas: on peut dire que la puissance du changement technologique n'a jamais été aussi forte qu'à l'heure actuelle. Le Forum économique mondial affirme que la «quatrième révolution industrielle» (4IR), caractérisée par des changements technologiques exponentiels, bouleverse tous les secteurs économiques, y compris l'alimentation et l'agriculture.

ENCADRÉ 6

FEM 2021: Destination fantaisie

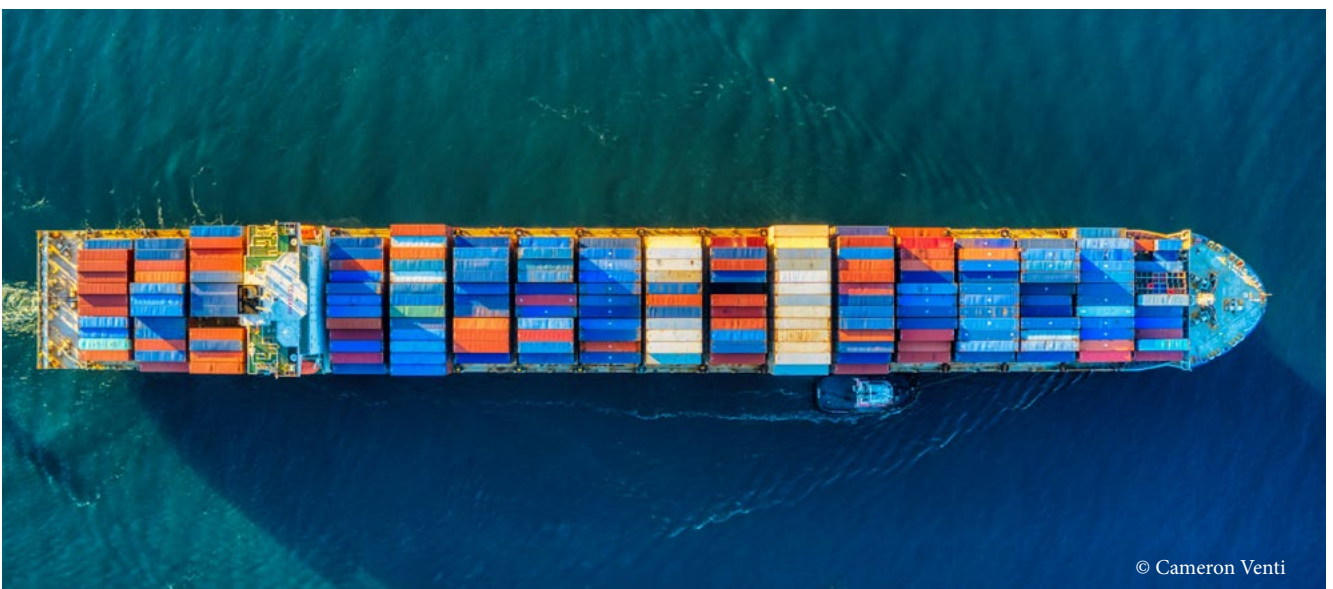


Le chevauchement des frontières physique et sociétale, et l'influence des tendances industrielles et technologiques sur l'une et l'autre, a été mis en évidence en 2021 lorsque la COVID-19 a délogé le Forum économique mondial de sa résidence de 50 ans à Davos (Suisse), et l'a forcé à élire domicile à Singapour. Les participants au FEM qui atterriront à l'aéroport de Changi seront immédiatement immergés dans la quatrième révolution industrielle qui, selon le FEM, peut sauver la planète. Sur le chemin pour récupérer leurs bagages, ils passeront devant la «Forest Valley», un jardin de 900 arbres entourant la plus haute chute d'eau intérieure du monde, et longeront une serre à papillons («Butterfly Garden») (Mooney & Denis, 2019). Au centre-ville, les délégués pourraient résoudre le problème de la sécurité alimentaire en visitant la plus haute ferme hydroponique du monde et remanier la chaîne alimentaire en dégustant des nuggets de poulet fabriqués en laboratoire dans le premier restaurant de viande cultivée de Singapour, et du monde (Carrington, 2020b). S'ils venaient avec leur famille, les enfants pourraient associer glamour et camping en passant la nuit dans la forêt de l'aéroport, et même prendre un vol sur Singapore Airlines juste le temps de prendre un repas en première classe (pas de nuggets de poulet) avant de revenir à Singapour (Moore, 2019). Le thème du FEM 2021 est «La Grande Réinitialisation» («The Great Reset»). Il reflète sa vision post-Covid de la gouvernance mondiale. Le Sommet mondial sur les systèmes alimentaires, que le Forum orchestre jusqu'aux Nations unies, figure en bonne place dans son calendrier. À côté de la forêt de l'aéroport, l'initiative «Mille milliards d'arbres» 2020 du FEM (projet de plantation) risque de ne pas recevoir beaucoup d'attention (Heathcote, 2020). En fait, les Européens frappés

par la «honte de prendre l'avion» et ceux alarmés d'apprendre qu'une zone forestière de la taille de 35 terrains de football est détruite chaque minute (Hook, 2020) pourraient tout aussi bien sauter dans un train pour Klagenfurt (Autriche) où le conservateur du musée Klaus Littmann a planté 300 arbres dans un stade de football et a invité les citoyens à venir lui dire au revoir (Heathcote, 2020).

La nature de ces technologies signifie qu'en réalité, il n'y aura pas de «*statu quo* agro-industriel» au cours du prochain quart de siècle. Certaines de nos hypothèses de base concernant les systèmes alimentaires, à savoir que les aliments sont produits à partir du sol et de la lumière du soleil, que les chaînes d'approvisionnement alimentaire nécessitent des agriculteurs et des entreprises alimentaires, seront bouleversées par ces évolutions. Il existe quatre domaines en particulier qui se chevauchent et dans lesquels des innovations très perturbatrices sont susceptibles de se déployer au cours des 25 prochaines années: la **numérisation**, l'**automatisation**, les **technologies moléculaires** et la **modification de la nature** (ou NATN en abrégé - voir l'encadré 7). La mise en place de solutions «à l'épreuve des changements climatiques» et «basées sur la nature» constitue une grande partie des promesses actuelles de ces domaines aux décideurs politiques. Mais dans un monde post-pandémie, la notion autrefois dystopique d'une chaîne alimentaire entièrement automatisée, sans travailleurs humains, est également présentée comme une solution pour la sécurité alimentaire, l'hygiène et la résistance aux chocs sociaux.

Certaines de nos hypothèses de base concernant les systèmes alimentaires seront bouleversées par ces évolutions



ENCADRÉ 7

NATM: Les quatre domaines d'innovation technologique appelés à transformer les systèmes alimentaires



Numérisation: Les mégadonnées sont de plus en plus considérées comme un produit de valeur à part entière, ce qui entraîne l'ascension rapide des plateformes de données dans l'industrie agroalimentaire et la «datafication» de tous les aspects de l'alimentation, de l'agriculture, de la santé, de l'environnement et des domaines connexes. Les données transforment chaque «maillon» en amont et en aval de la chaîne, orientent les stratégies de sélection et de génie génétique, les systèmes de logistique alimentaire basés sur la transmission de données, la livraison des marchandises (comme l'utilisation des blockchains), et le commerce de détail en ligne (Mooney, 2018). Les nouveaux développements en matière d'informatique quantique et biologique permettront de traiter les données et d'en tirer des enseignements.

Automatisation: Les robots grand public, les imprimantes 3D, les drones de livraison et les voitures autonomes sont peut-être les images emblématiques de ce que l'on appelle la «quatrième révolution industrielle». Cependant, l'automatisation devient déjà une réalité dans le travail à la ferme et dans les secteurs de la restauration. La valeur du secteur mondial de l'automatisation de l'industrie agroalimentaire devrait passer de 9,7 milliards de dollars en 2020 à 14,2 milliards de dollars en 2027 (Global Industry Analysts, 2020). Derrière le boom de l'automatisation, de nouveaux réseaux de données rapides en continu (5G, réseaux de périphérie et autres) sont désormais déployés sur les terres agricoles ou étendus grâce aux transmissions internet par satellites et par antennes. D'ici 2045, grâce à la miniaturisation et à l'intégration de capteurs, ainsi qu'à la reconfiguration des processus vitaux en machines vivantes programmables, l'automatisation deviendra de plus en plus «bio-numérique»¹⁷ (un croisement entre un système biologique et un système informatique).

Technologies moléculaires: Si les technologies moléculaires (chimiques et génétiques) sont le plus souvent associées à la production végétale (comme les pesticides ou les plantes OGM) ou aux aliments synthétiques (comme les arômes artificiels), les développements issus de la biologie synthétique transformeront chaque «maillon» de la chaîne alimentaire. D'ici un quart de siècle, il est possible que la manipulation moléculaire, une forme de nanotechnologie, et le génie génétique soient à l'origine d'un changement révolutionnaire de type plateforme en ligne comme celui que nous observons actuellement avec les applications de données (et créent le même type de monopoles que Facebook et Google). Parmi les nouveaux développements dans ce domaine, citons les pesticides qui agissent sur les gènes des plantes (tels que les pulvérisations d'ARN qui inhibent les gènes des organismes), la biosynthèse d'ingrédients dans des cuves biotechnologiques, l'édition génomique, les organismes issus du forçage génétique, les transformations transitoires, la sélection ciblée par intelligence artificielle et

les stratégies en métagénomique (manipulation de communautés entières de microbes), ainsi que les aliments personnalisés en fonction des microbiomes des individus. En 25 ans, nous pouvons nous attendre à ce que les données elles-mêmes (y compris les données agricoles) soient de plus en plus transportées, stockées et manipulées sur des molécules biologiques grâce au domaine de la communication moléculaire (Farsad, Guo & Eckford, 2013).

Modification de la nature: L'augmentation massive de la modélisation des données (y compris les données environnementales, biologiques et agricoles) ouvre la voie à de nouvelles stratégies d'intervention et de manipulation des processus du système terrestre, comme la reconfiguration des cycles du carbone et de l'azote, des flux de nutriments ou de l'écologie des sols. À grande échelle, les données et les interventions génomiques telles que la modification du génome en agriculture (ressources génomiques microbiennes, forçage génétique et agriculture de précision) équivaut à des technologies d'ingénierie des écosystèmes. Les évolutions parallèles en matière de modification des conditions météorologiques, de géo-ingénierie climatique et de cycle des nutriments artificiels auront également un impact sur les systèmes alimentaires (ETC Group, 2018a).



Attention, tous à vos glossaires techniques! Tout au long de la partie 3, nous faisons référence à un certain nombre de développements technologiques émergents qui sont peut-être encore inconnus à de nombreux lecteurs. De «génétique active» à «intelligence artificielle» en passant par «expression transitoire» et «fermes verticales», nous avons réalisé un glossaire complet de ces termes avec de brèves explications à l'annexe 1.

Ces technologies modifient la physionomie du secteur agroalimentaire en entraînant une **consolidation sans précédent des entreprises**, et cette tendance ne montre aucun signe de ralentissement. Les mariages entre les géants de l'agriculture ont attribué de nouveaux noms aux anciens acteurs. Quatre sociétés seulement dominent aujourd'hui les intérêts consolidés dans les **semences commerciales et les produits agrochimiques**. La fusion de Dow et DuPont en 2016 a donné naissance à Corteva Agriscience en 2019. SinoChem, ChemChina et Adama ont regroupé leurs actifs agricoles en janvier 2020 au sein de l'immense Syngenta Group, implanté en Suisse. Bayer a absorbé les actifs et le passif infâme de Monsanto, après avoir cédé à BASF des intérêts substantiels sur les marchés des semences potagères et des cultures génétiquement modifiées.

Dans le secteur des engrais synthétiques, les dix premières entreprises représentent plus de 50 % des ventes mondiales. Deux entreprises seulement approvisionnent l'ensemble du marché nord-américain de la potasse, et trois producteurs représentent un quart de l'offre mondiale d'engrais phosphatés (Yara, 2018). Les grands acteurs restent à l'affût de nouveaux rapprochements, les entreprises d'engrais spécialisés étant des cibles particulièrement intéressantes. Dans l'industrie de la génétique animale, la concentration du marché est plus élevée autour du secteur de la volaille. Les filières porcine et bovine ne sont pas loin derrière. Trois entreprises contrôlent la quasi-totalité du stock mondial de volailles de reproduction (ETC Group, 2019a). Les six premières entreprises d'équipement agricole représentent 52 % du marché mondial, le marché nord-américain n'étant dominé que par trois géants.

La concentration des entreprises dans les systèmes alimentaires d'aujourd'hui

Semences et produits agrochimiques

 4 entreprises contrôlent plus de 70%.


Génétique animale

Poulets:

 3 entreprises contrôlent presque 100%

Porcs:

 3 entreprises contrôlent près de 50 %

Engrais:

 5 entreprises contrôlent plus de 50%



Matériel agricole: 6 entreprises contrôlent 52%

Et de nouveaux acteurs prennent le contrôle


Sociétés de gestion
 5 d'entre elles détiennent 10 à 30% des parts des principales entreprises agroalimentaires


Entreprises de haute technologie


Entreprises de services de traitement des données


Détaillants du commerce électronique

Mais le plus grand changement est l'arrivée de **nouveaux acteurs**. Le mariage entre le secteur agricole et les plateformes de données sera sans doute l'événement le plus important pour les années à venir. Pour les entreprises agroalimentaires, **les stratégies de données** ne constituent pas seulement un moyen de réaliser de nouveaux gains d'efficacité dans l'alimentation, elles résultent aussi des évolutions vers un «capitalisme de surveillance», où les géants du numérique amassent et exploitent des ensembles de données comme une nouvelle forme de capital (Biddle, 2019). Amazon et Microsoft fournissent la plupart des **infrastructures mondiales d'informatique en nuage** et s'associent à des plateformes d'agriculture numérique dirigées par des entreprises agroalimentaires pour transmettre les exaoctets de données météorologiques, agronomiques et de production vers et depuis les systèmes d'agriculture de précision. Les géants de l'équipement agricole surfent sur la vague de la numérisation et intègrent dans leurs tracteurs et leurs moissonneuses le **matériel et les logiciels nécessaires à l'agriculture dite «de précision» ou «numérique»**.

La numérisation incite également les entreprises agroalimentaires (notamment les grandes entreprises agrochimiques et semencières) à nouer des **partenariats avec des entreprises technologiques spécialisées**, comme les fabricants de drones et de capteurs hyperspectraux. Selon Goldman Sachs, l'agriculture sera le deuxième secteur, après l'armée, à utiliser des drones au cours des cinq prochaines années (Begemann, 2019). Pendant ce temps, les **titans des produits de base** créent des alliances autour du développement des technologies numériques émergentes (en particulier la blockchain et l'IA) pour automatiser le commerce des céréales et des oléagineux, et comme outil général de traçabilité, de transparence et de contrôle des infrastructures (les silos, les ports, les barges, les wagons et les installations de broyage/transformation) (Demaree-Saddler, 2018).

La ruée vers les **nouveaux marchés de la vente en ligne et de la livraison de nourriture**, accélérée par la pandémie de COVID-19, entraîne également l'apparition de nouveaux géants de l'industrie alimentaire. Les entreprises de commerce électronique emmenées par Amazon (qui a acheté Whole Foods en 2017) et l'entreprise chinoise, JD.com, font désormais partie des dix premiers détaillants mondiaux.

De nouveaux mastodontes se forment lorsque les entreprises de logistique alimentaire et les plateformes de données des pays du Nord fusionnent avec **les leaders du commerce électronique sur les marchés émergents**. L'acquisition de l'entreprise indienne, Flipkart, par Walmart en 2018, l'investissement récent de Facebook dans la plateforme indienne Jio (détenue par le plus grand fournisseur de téléphonie mobile, Reliance), et l'acquisition par Alibaba d'une participation substantielle dans les «licornes»¹⁸ indiennes du commerce électronique, à savoir l'épicerie en ligne BigBasket et l'application de livraison de repas Zomato, sont autant d'indications de la manière dont les **géants du numérique (Big Tech) vont se transformer en géants de l'alimentation (Big Food)** dans le sous-continent (Phartiyal, 2018). Alibaba et Tencent ont également racheté de petites plateformes de commerce électronique et investi dans des magasins de proximité afin de recueillir davantage de **données sur les consommateurs** et de proposer des **services sans personnel** en Inde, en Indonésie et dans d'autres économies émergentes. Amazon, Alibaba, Microsoft, Google (par le biais de Alphabet X) et Baidu se lancent également dans la partie production de la chaîne alimentaire, puisque les entreprises agro-industrielles numériques sont très dépendantes de leurs services d'informatique en nuage, d'IA et de traitement des données (voir encadré 8).

La financiarisation croissante du système alimentaire, associée aux nouvelles technologies disponibles, crée également une nouvelle catégorie de géants agroalimentaires (largement invisibles). Aujourd'hui, une poignée de **méga-sociétés d'investissement** disposent de capteurs, de flux de données et d'intérêts financiers à chaque point de passage de la chaîne alimentaire (ETC Group, 2018b; Mooney, 2018). À en juger par les récents développements dans les secteurs des semences et de l'agrochimie, les sociétés de gestion d'actifs sont désormais prêtes à acheter des participations dans toutes les plus grandes entreprises d'un secteur du marché. Certains analystes ont déclaré que cette pratique, connue sous le nom d'**actionnariat horizontal**, était «la plus grande menace anticoncurrentielle de notre époque» (Elhauge, 2019), après qu'elle a contribué à faire grimper les prix des semences aux États-Unis (Torshizi & Clapp, 2020). Les plus grandes sociétés de gestion comme Blackrock, Vanguard, State Street, Capital Group et Fidelity ont désigné des fonds d'investissement dans

La financiarisation croissante du système alimentaire crée une nouvelle catégorie de géants agroalimentaires (en grande partie invisibles)

l'alimentation et l'agriculture, permettant ainsi aux investisseurs de se lancer dans l'agriculture sans posséder de terres. Ces cinq sociétés de gestion possèdent 10 à 30 % des actions des principales entreprises agroalimentaires, et des participations similaires dans le commerce électronique de détail et les services d'informatique en nuage (Clapp, 2019). Les gestionnaires d'actifs alternatifs qui contrôlent les fonds spéculatifs (par exemple, Blackstone) ont investi de manière agressive dans les agro-industries et les terres agricoles dans les pays du Sud, y compris au Brésil, où la firme a été identifiée comme cause directe de la déforestation de l'Amazonie (Grim, 2019). L'arrivée de données agrégées à grande échelle sur les systèmes alimentaires, combinée à l'IA, peut fournir aux fonds spéculatifs de nouvelles informations instantanées pour stimuler la spéculation sur les produits de base. C'est ce que l'on appelle le **trading haute fréquence**. L'essor récent des «**sociétés chèque en blanc**», ou sociétés d'acquisition à vocation spécifique (SAVS), qui sont créées dans le seul but de procéder à des fusions et acquisitions, pourrait être à l'origine de la prochaine génération de regroupements d'entreprises dans le secteur agroalimentaire (Scott, 2020).

Ces tendances seront amplifiées par les «**fintech**», c'est-à-dire les paiements électroniques, les crypto-monnaies et les prêts électroniques qui modifient la nature de l'argent et la façon dont il est géré. Les superordinateurs nécessaires pour alimenter les fintech sont administrés par de grandes entreprises, souvent des sociétés financières, qui ont les moyens de mettre en place des **blockchains** d'un côté et des services bancaires destinés aux consommateurs de l'autre. Pendant ce temps, ces blockchains deviennent un outil permettant aux entreprises d'exploiter des données sur le comportement des consommateurs, et de transformer (en leur faveur) les systèmes de logistique, de manutention et de production qui gèrent les chaînes alimentaires, le tout avec peu de considération pour le travail, l'équité ou les impacts écologiques.

En raison de ces tendances, **les grands noms visibles de l'alimentation en 2045 seront très probablement les entreprises de services de traitement de données d'aujourd'hui**, comme Amazon, Alphabet (Google), Microsoft et Alibaba, ainsi que les opérateurs télécoms qui contrôlent les pipelines de données et les réseaux 5G.

Les grands noms visibles de l'alimentation en 2045 seront très probablement les entreprises de services de traitement de données d'aujourd'hui

Ces services en nuage traitent déjà la plupart des données provenant des capteurs agro-numériques. Ces géants des données, ainsi que d'autres, achètent et complètent le réseau hyper-accélééré de câbles, de fibres, de 5G, de réseaux mobiles, de satellites et de réseaux périphériques (c'est-à-dire l'Internet sous ses formes évolutives). Dans le même temps, les entreprises de télécommunications traditionnelles telles qu'AT&T, Deutsche Telecom et NTT possèdent la dorsale Internet, la fibre et les réseaux 5G qui sont en pleine expansion. Ils sont en concurrence avec des services de streaming tels que Netflix pour dominer les réseaux informatiques en périphérie ("edge computing") qui seront également importants pour les données agricoles en continu. D'autres, dont Elon Musk, déploient des satellites de diffusion de l'Internet afin de se positionner pour une domination agro-numérique depuis le ciel. Parallèlement, des entreprises agroalimentaires bien connues telles que Bayer, Yara et John Deere se réinventent en tant que **fournisseurs de données complètes** et combinent les données et les capacités biotechnologiques dans des stratégies bio-numériques (ETC Group, 2019a). Au fil du temps, ce ne sera peut-être pas l'informatique en nuage, le matériel, le réseau ou la couche interstellaire qui dominera la chaîne alimentaire numérique, mais plutôt les sociétés de gestion d'actifs opaques qui tirent toutes les ficelles en arrière-plan. Et comme les diverses formes de regroupement d'entreprises continuent d'apparaître à un rythme soutenu, d'ici 2045, les grandes entreprises seront encore plus grandes et plus puissantes qu'aujourd'hui.

ENCADRÉ 8

De la table à la ferme: Les plateformes de commerce électronique font leur entrée dans le monde de la production alimentaire



- Baidu (le «Google chinois») collabore avec la start-up MCFLY dans le secteur de l'agriculture intelligente pour fournir des technologies d'imagerie hyperspectrale qui sont ensuite intégrées à des drones pour détecter et analyser des parasites et des maladies sur le terrain (Global Drone Uav, 2018);
- Le plus grand détaillant chinois, JD.com, collabore avec Mitsubishi Chemical pour construire la plus grande «usine à plantes» au monde en utilisant la culture hydroponique (Neo, 2019), ainsi que pour développer une technologie de reconnaissance faciale des porcs pour une meilleure gestion des exploitations agricoles et lancer une «communauté de développement de l'agriculture intelligente» (JD Corporate Blog, 2018);
- Amazon collabore avec les plus grandes coopératives agricoles d'Inde et traite les données pour le système Climate Fieldview de Bayer, actuellement utilisé sur plus de 60 millions d'hectares;
- Alibaba et Tencent, qui a récemment lancé ses serres autonomes gérées par l'IA (Tencent, 2020), s'associent à de petites entreprises agricoles en Chine pour adapter la production alimentaire aux préférences des citoyens (ChinaPotion, 2020);
- La méga-corporation de jeux en ligne NetEase élève désormais des cochons biologiques avec de la musique apaisante et les met aux enchères sur le site de commerce électronique de la société, Kaola (qui a récemment fusionné avec la plateforme TMall d'Alibaba) (Juan, 2019).



TENDANCE N°1.

Des écosystèmes conçus avec précision et l'internet des objets de l'agriculture

Des algorithmes sont utilisés pour déterminer les conditions de croissance de chaque mètre carré fertile sur terre, les cultures et le bétail sont adaptés (et modifiés) pour répondre à ces conditions, et les écosystèmes sont conçus à partir de données pour un rendement optimal. Des tracteurs et des drones robotisés pour la pulvérisation et la surveillance (un sorte d'«internet des objets de l'agriculture») sont déployés aussi vite que les infrastructures physiques et numériques le permettent.

Au cours des prochaines décennies, les entreprises agroalimentaires se livreront à une vive concurrence pour l'utilisation des nouvelles technologies (de l'IA qui progresse rapidement à la numérisation de la vente de gros) afin d'accélérer le déploiement de **systèmes de production de précision «intelligents face au climat»**. D'ici 2045, espèrent-ils, tous les aspects de l'agriculture auront été révolutionnés (et monétisés). Les algorithmes seront capables de déterminer avec précision les conditions de croissance de chaque zone fertile de la planète, les cultures seront adaptées (et modifiées) à ces conditions, les écosystèmes seront conçus pour une performance optimale, et il sera désormais possible de cartographier, détecter, séquencer, traiter et agir sur les données tout au long de la chaîne alimentaire.

L'IA cartographie déjà chaque kilomètre carré de la planète (y compris chaque centimètre carré de terre agricole) pour le sol, les nutriments, l'humidité et l'ensoleillement, et combine le tout avec des ensembles de données génomiques massives pour proposer



des agroécosystèmes «intelligents face au climat», conçus par l'IA et construits à partir de l'ADN (Oak Ridge National Laboratory, 2019). Des algorithmes seront également déployés pour adapter les mutations génétiques des cultures ou les pulvérisations d'ARNi à des environnements de culture spécifiques (Tencent, 2020), tandis que les entreprises semencières et agrochimiques investiront dans de nouvelles **techniques d'édition génomique** qui utilisent des informations de séquence numérique et la synthèse assistée par ordinateur¹⁹. L'augmentation massive de la modélisation des données environnementales, biologiques et agricoles ouvrira également la voie à la manipulation des processus à l'échelle des écosystèmes (ainsi qu'à la géo-ingénierie du climat). La modification à l'échelle de l'écosystème fait déjà son chemin dans le domaine à travers l'**ingénierie des microbes**, via l'altération du microbiome agricole et humain, et le **forçage génétique**. Il s'agit d'une technologie qui vise à diffuser rapidement des traits génétiquement modifiés, transformant des populations et des écosystèmes entiers. (ETC Group, 2018c). En modifiant les systèmes de cette manière, plutôt que des aliments spécifiques, l'industrie pourrait contourner l'opposition du public, puisque techniquement, ce n'est plus le produit dans l'assiette qui est «modifié» (voir encadré 9).

ENCADRÉ 9 *Biotech sans OGM*



Les 25 dernières années ont été marquées par un mouvement mondial soutenu contre l'utilisation des aliments génétiquement modifiés. Aujourd'hui, l'industrie biotechnologique recherche activement des approches technologiques qui permettent de contourner la résistance des consommateurs en évitant techniquement la définition des OGM, ce qui permet d'écarter l'étiquetage et la surveillance. Attendez-vous à voir d'importants flux d'investissements dans des stratégies biotechnologiques qui ne modifient pas l'ADN du produit alimentaire lui-même, mais qui modifient des éléments des agroécosystèmes comme l'écosystème du sol, les insectes ou les mauvaises herbes. La préférence commerciale et réglementaire ira à d'autres innovations biotechnologiques qui n'incorporent pas délibérément d'ADN modifié dans le produit final vendu aux consommateurs. Les stratégies de génie génétique prétendent «sans OGM» comprennent des approches telles que la «transformation transitoire» et les pulvérisations d'ARNi, qui permettent à un composé ou à une molécule d'envahir et d'inhiber le fonctionnement du gène d'un organisme pour une durée limitée. Ce procédé est supposé ne pas modifier son ADN héréditaire. Les cultures de racines velues, la biosynthèse et les stratégies de sélection basées sur les mégadonnées telles que le TILLING (Identification à haut débit de mutation ponctuelle) sont d'autres exemples d'approches biotechnologiques que l'industrie peut essayer de faire passer auprès des législateurs comme «sans OGM» (Slade et al., 2005). Les entreprises de biotechnologie déploient déjà ces arguments pour exempter les organismes génétiquement modifiés des réglementations existantes sur les OGM.

Les nouvelles technologies présentent également les **systèmes de gestion agricole entièrement automatisés et numérisés** comme des solutions viables pour les entreprises agroalimentaires. Les robots fermiers, les drones pour la pulvérisation et la surveillance, et les tracteurs autonomes, tous liés dans un «internet des objets agricoles» (Meola, 2021), font déjà partie des systèmes alimentaires (The Economist, 2017). Avec les entreprises agroalimentaires qui se tournent vers le ciel pour de nouveaux investissements, et les producteurs qui câblent leurs équipements pour la transmission de données, les ensembles complets de services d'agriculture à distance seront de plus en plus commercialisés auprès des agriculteurs et vendus comme solution aux menaces climatiques, aux infestations de parasites et à la pénurie de main-d'œuvre en milieu rural. Les géants de l'agroalimentaire présentent déjà leurs plateformes d'agriculture numérique comme la clé de l'agriculture «régénératrice», puisqu'elles sont censées pouvoir surveiller (et donc échanger) le carbone dans le sol.

Dans l'économie post-pandémie, la **surveillance étroite des données** du système alimentaire sera vendue comme une solution qui présente des avantages en matière de sécurité alimentaire et de santé, permettant à la fois de suivre la «propagation» des maladies zoonotiques et de gérer les épidémies. Ce discours convient aux mastodontes des secteurs de la volaille et de l'élevage qui adoptent déjà les mégadonnées, l'IA et l'internet des objets pour réduire la main-d'œuvre et maximiser les bénéfices. Les agriculteurs et les travailleurs seront également confrontés à un autre type de surveillance et de contrôle à cause des **fintech** (voir encadré 10).

En réponse aux demandes de **solutions** locales et à **plus petite échelle**, les entreprises de machines agricoles pourraient commercialiser leur ensemble de mégadonnées, de capteurs et de machines en les présentant comme la réponse aux petits centres de production diversifiés (comme les petites exploitations et les étangs de pisciculture). Au lieu de planteuses géantes automatisées et de moissonneuses robotisées roulant sur d'énormes champs, certains prétendent que ces machines pourraient être décomposées en **essaims de petits robots** plantant différentes cultures et variétés dans des sols et des terrains différents. XAG et DJI, tous deux leaders mondiaux en technologie de drones, développent actuellement des véhicules utilitaires agricoles autonomes et des robots agricoles multifonctionnels équipés de caméras hyperspectrales conçus pour sillonner de petites propriétés foncières (et pour éviter les réglementations naissantes sur les drones) (Bloomberg News, 2019).

Les ensembles complets de services d'agriculture à distance seront de plus en plus commercialisés auprès des agriculteurs et vendus comme solution aux menaces climatiques, aux infestations de parasites et à la pénurie de main-d'œuvre en milieu rural

ENCADRÉ 10

Sans liquide et sans pouvoir: les agriculteurs à la frontière de la fintech



CROWDE, une plateforme mobile de financement participatif, permet aux utilisateurs d'investir à partir d'un dollar dans des milliers d'exploitations agricoles en Indonésie. Mais au lieu d'argent liquide, les agriculteurs reçoivent des outils, des semences et des engrais que CROWDE achète à un tarif inférieur auprès des fournisseurs agricoles. Les producteurs perdent ainsi le contrôle des choix de production (Thomson Reuters Foundation, 2018). Au Mexique, le crédit et les subventions destinés aux familles rurales les plus pauvres sont désormais octroyés par le biais de dépôts électroniques accessibles uniquement dans certains magasins (qui sont également des banques), où elles achètent des intrants, des biens de consommation, des téléphones portables et des paquets de données. Si l'agriculteur demande de l'argent liquide, la banque lui propose une carte de crédit de ce même magasin. Le paiement et les intérêts sont ensuite déduits des subventions publiques²⁰.



TENDANCE N°2.

Couloirs logistiques, conflits liés aux ressources et nouvelle géopolitique des données

Livrer la sécurité alimentaire à la merci des réseaux numériques et des éventuels problèmes de données est une perspective qui inquiète les gouvernements et les mouvements alimentaires. Le sort des agriculteurs inquiète tout autant. Ils sont contraints de quitter leurs terres pour les «villes intelligentes» et les villages 2.0, ou réduits à de simples cultivateurs pour la vente en ligne. Mais cet avenir «adapté aux changements climatiques» et «sans risque» attire de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, qui décident de mettre terres, ressources et données entre les mains de ceux qui fournissent les technologies et proposent d'acheter leurs récoltes à l'avance.

Ainsi, les puissants gouvernements et leurs entreprises porte-drapeau sont en mesure d'utiliser les réseaux logistiques pour contrôler les ressources et les approvisionnements alimentaires à travers de vastes couloirs économiques. Contrairement aux précédents accords de libre-échange (ALE) qui ont ouvert de nouveaux marchés, les ALE des années 2020 et 2030 servent principalement à sécuriser l'accès aux ressources, à protéger les droits d'exploitation des données par les entreprises, et à geler les réglementations défavorables. Étant donné que la nourriture est considérée comme un atout stratégique, une nouvelle vague d'accaparement des terres, des océans et des ressources se profile, et les goulets d'étranglement du commerce international deviennent de plus en plus militarisés.

Équipés de tous les avantages technologiques de la 4^e révolution industrielle, les nouveaux mastodontes de l'agriculture bio-numérique seront certains de pouvoir bouleverser le secteur agricole au cours des 25 prochaines années. Mais la vitesse de déploiement de l'agriculture de précision gérée par l'IA dépendra de la vitesse de développement des **infrastructures physiques et numériques**. Pour cela, il faut que les États deviennent des alliés dans cette entreprise, et que leurs ressources soient fortement mobilisées. Bien que certains gouvernements s'inquiètent de la perspective de mettre la sécurité alimentaire à la merci de systèmes de données étrangers, cet avenir

«à l'épreuve du climat» et «sans risque» proposé pourrait finalement suffire à convaincre les pays à revenu faible ou intermédiaire de céder leurs terres, leurs ressources et leurs données.

Les paysans, dont les terres acquièrent une nouvelle valeur maintenant qu'elles sont plus facilement accessibles aux équipements agricoles robotisés, sont vulnérables à de nouveaux **accaparements de terres**. Pour faciliter l'agrégation des terres, ils continueront d'être forcés à s'installer dans des villes intelligentes, des banlieues, ou dans des variantes des villages ruraux «Taobao» d'Alibaba, qui sont actuellement promus à l'étranger dans le cadre de l'initiative de la «Nouvelle route de la soie» (Jingwen, 2020). Les agriculteurs qui restent sur les terres sont réduits à de simples **cultivateurs pour la vente en ligne, dépossédés de tout pouvoir**. Les travailleurs deviennent également plus vulnérables et sont de plus en plus déqualifiés, «augmentés» ou remplacés. En d'autres termes, la «solution agricole» prônée depuis longtemps par des acteurs puissants est accélérée par la numérisation des campagnes.

Pendant ce temps, les entreprises agroalimentaires n'auront guère de mal à obtenir le soutien de leurs gouvernements nationaux. La Chine et la Russie ont été les plus explicites quant à leurs objectifs, mais **de nombreuses nations puissantes considèrent désormais la nourriture comme un atout stratégique** plutôt que comme une marchandise standard (Paskal, House & Furrie, 2011). Qui plus est, elles ont compris les avantages géopolitiques du contrôle des ressources et de l'approvisionnement alimentaire sur de vastes zones. Au cours des 25 prochaines années, les États-Unis et la Chine vont intensifier leurs routes de la soie numériques et physiques (voir l'encadré 11 sur la «Nouvelle route de la soie» de la Chine). D'autres pays leur emboîteront le pas et travailleront main dans la main avec les entreprises porte-drapeau pour s'assurer des ressources par le biais de **couloirs économiques et de projets d'infrastructure de masse fondés sur un «internet de la logistique»**. Les États et les entreprises accorderont également la priorité à l'infrastructure technologique et de données qui sous-tend les «interconnexions de réseaux logistiques», c'est-à-dire l'utilisation de l'automatisation dans les secteurs de la logistique et du transport pour permettre aux marchandises d'être échangées entre les systèmes de manutention

locaux et mondiaux plus efficacement et sans intervention humaine. Grâce au partage de données par blockchain et à d'autres logiciels et matériels, les interconnexions de réseaux logistiques promettent de maintenir la nourriture (et d'autres produits de base) en mouvement automatique vers les marchés riches face aux perturbations sociales, au changement climatique ou aux pandémies.

La rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine, ainsi que la concurrence pour le contrôle physique et numérique des artères commerciales du monde vont **accélérer la concentration de l'agro-industrie** des deux côtés du Pacifique. Cargill et ADM ont déjà formé Grainbridge, une coentreprise dont l'objectif est de fournir une plateforme technologique commune aux céréaliers nord-américains (Cargill, 2019). Dans le même temps, grâce aux dernières extensions de la Nouvelle route de la soie chinoise, de vastes régions du Kazakhstan et du Pakistan se sont engagées dans la production agroalimentaire de haute technologie destinée à l'exportation vers la Chine.

Dans les années et les décennies à venir, un grand nombre de **pays émergents rejoindront les anciennes puissances** dans la lutte pour le contrôle de la nourriture et des terres agricoles. Le centre de gravité mondial est déjà en train de se déplacer : le commerce Sud-Sud représente désormais un quart du total des flux commerciaux agricoles (Lee, Bellman & Hepburn, 2019). Selon les prévisions, le Brésil devrait dépasser l'UE et les États-Unis en tant qu'exportateur agricole d'ici 2030 (Lee, Bellman et Hepburn, 2019), tandis que l'Asie (ainsi que des pays comme le Mexique et le Nigeria) est en passe de devenir le nouveau moteur des importations agricoles. La domination anglo-américaine sur le commerce des produits de base, déjà remise en cause par les nouveaux concurrents chinois, sera de plus en plus érodée au cours des prochaines décennies ²¹.

*Le commerce
Sud-Sud représente
désormais 1/4
du total des flux
commerciaux
agricoles*



ENCADRÉ 11

L'expansion du complexe agro-industriel chinois à travers la Nouvelle route de la soie



De grandes parties de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe pourraient être reconfigurées en zones de production et de distribution majeures par le plan de méga-infrastructure de la Chine, la Nouvelle route de la soie (NRS). Cela conduirait à une augmentation du contrôle de la Chine sur les terres agricoles dans le monde. Le modèle de croissance axé sur les infrastructures de la NRS implique l'appropriation de vastes zones de terres et leur transformation en couloirs économiques, au détriment des moyens de subsistance et des systèmes agricoles traditionnels²².

En Asie centrale, le Kazakhstan est le point de convergence des projets agricoles chinois, avec des infrastructures déjà en place. Les investisseurs chinois considèrent le pays comme une nouvelle source de blé, de sucre, de viande et d'huile végétale. De leur côté, les investisseurs kazakhs voient dans la Chine un marché pour les exportations agricoles telles que le bœuf, le blé et les produits laitiers. La Chine développe également une «route de la soie numérique» (RSN) parallèlement à la NRS. La RSN est un important programme d'aide technologique, d'investissement et de mise à niveau des infrastructures numériques pour les pays clients utilisant du matériel chinois. La Chine a l'intention d'inclure l'Afrique de l'Ouest dans la NRS. Le Sénégal sert de tremplin à l'industrie chinoise dans toute l'Afrique de l'Ouest.

La domination croissante de la Chine dans l'agro-industrie mondiale risque d'entraîner une reconcentration de la production et de la distribution alimentaire mondiale, et de définir les marchés d'importation et d'exportation des produits de base, poussant ainsi les agriculteurs, les pêcheurs, les populations forestières et les communautés rurales en marge de la société. Ses investissements sont de plus en plus menés par le secteur privé. En effet, les entreprises chinoises investissent 43 milliards de dollars dans la production agricole hors de Chine (GRAIN, 2019a). Cette tendance pourrait s'accroître avec des accords bilatéraux tels que le corridor économique Chine-Pakistan (CPEC). Depuis 2015, le CPEC relie la Chine au Baloutchistan par des routes, des voies ferrées et d'autres infrastructures. Le plan à long terme consiste à remplacer l'agriculture traditionnelle pakistanaise par une agriculture haute technologie, des systèmes de commercialisation et un complexe agro-industriel à grande échelle.

La dérégulation des marchés sera une condition de base pour les couloirs logistiques du futur, et la **libéralisation des échanges** continuera d'être exigée par les entreprises. Mais contrairement aux accords de libre-échange (ALE) qui ont ouvert de nouveaux marchés au début du XXI^e siècle, les ALE des années 2020 et 2030 serviront principalement à garantir l'accès aux ressources, à protéger la propriété des données des entreprises et à geler toute réglementation défavorable (liée aux nouvelles technologies génétiques, par exemple).

De gros contrats régionaux sont déjà en préparation. L'**accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)**, aujourd'hui ratifié par la plupart des gouvernements, vise à créer un marché libéralisé unique pour les biens et les services en Afrique. Dans le même temps, 15 grandes économies de la région Asie-Pacifique ont signé le plus grand accord commercial du monde, le **Partenariat régional économique global (RCEP)**, en novembre 2020. Ces accords commerciaux, ainsi que d'autres, peuvent limiter la capacité des gouvernements à protéger les systèmes alimentaires locaux et à agir sur les changements climatiques, tout en permettant aux acteurs du pouvoir régional d'exporter leur modèle agricole d'entreprise, ou d'**externaliser les émissions et la destruction de l'environnement** dans d'autres parties du monde, une tendance bien engagée (voir encadré 12).

ENCADRÉ 12

Externalisation des émissions dans les pays du Sud



La politique agroalimentaire sera de plus en plus régie par la politique du carbone et du climat. Toutefois, les déclarations de réduction des émissions de carbone pourraient n'être en réalité que des actes de délocalisation du carbone. Près de 30 % des engrais synthétiques finissent par se retrouver dans des produits exportés, et près de la moitié est utilisée pour l'alimentation du bétail. Ce phénomène déplace ainsi de plus en plus les dommages causés par le ruissellement des engrais de l'Europe et de l'Amérique du Nord (qui reçoivent les protéines) vers l'Amérique latine (qui hérite de la pollution) (Acción por la Biodiversidad, 2020; Heinrich Böll Foundation & Friends of the Earth Europe, 2014). La moitié des émissions d'oxyde nitreux (265 à 298 fois plus puissant que le CO₂) provient des engrais de synthèse répandus dans trois pays (Chine, Inde et États-Unis) (Ramankutty et al., 2018). Les émissions de méthane (produites à partir de la fermentation entérique du bétail) proviennent d'Inde, d'Afrique subsaharienne, du Brésil

et de l'Europe occidentale, et environ 60 % du méthane (provenant du riz) est émis par l'Inde, la Chine et le Vietnam. Entre 72 et 80 % des émissions totales du secteur agricole proviennent du bétail (Bowles, Alexander et Hadjikakou, 2019; Springmann et al., 2018a) et/ou de leur fourrage. Les animaux sont élevés en Amérique du Sud et consommés dans les pays du Nord. Les émissions de la NRS (voir encadré 11) ne semblent pas être comptabilisées de manière cohérente ni par la Chine ni par les destinataires de sa générosité.

L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur²³ devrait stimuler le commerce des principaux produits agricoles de base ayant un impact sur le climat. En important des produits à base de soja et de l'éthanol bon marché afin d'atteindre leurs objectifs en matière de changement climatique, les politiques des États européens peuvent provoquer l'accaparement de terres et l'augmentation de la déforestation dans des pays tels que le Brésil, l'Équateur et le Pérou, ce qui causerait une plus grande destruction du climat (Illegal Deforestation Monitor, 2019). GRAIN, par exemple, estime que l'accord UE-Mercosur entraînera une augmentation de 50 % des exportations de bœuf vers l'Europe, de 60 % pour le riz, et de 540 % pour d'éthanol. L'accord pourrait ainsi faire augmenter les émissions du Mercosur de 34 % (GRAIN, 2019b). De même, l'accord sapera les moyens de subsistance des petits agriculteurs des deux côtés, engendrant un «nivellement par le bas» en termes de prix au départ de la ferme, et aggravant la dette et la faillite dans les zones rurales (GRAIN, 2019b). Étant donné que les données deviendront un élément clé de l'agriculture et que l'infrastructure numérique internationale s'agrandira au point d'absorber un cinquième de l'électricité mondiale, la délocalisation de grandes quantités de données agricoles et génomiques vers des paradis de données moins chers et moins exotiques deviendra une autre forme de délocalisation des émissions de carbone (et de colonialisme des données). La plupart des nouveaux ALE comprennent des chapitres sur le commerce numérique et la circulation des données qui faciliteront cette démarche.

Mais la négociation n'est pas la seule voie qui existe. Ce que les gouvernements appellent aujourd'hui (pour la forme) une «urgence climatique» les poussera à agir de manière agressive bien avant 2045. Des tactiques plus affirmées seront utilisées par les gouvernements et (de plus en plus) les entreprises afin d'obtenir le **contrôle des ressources pour la production de denrées alimentaires**. En Asie, environ 9,6 millions d'hectares de terres agricoles, soit une superficie équivalente à celle du Malawi ou de la Hongrie, ont été transférés des communautés rurales à des sociétés étrangères au cours de la dernière décennie (notamment au Cambodge, en Indonésie et au Laos). Ces tendances, qui touchent également l'Australie, sont susceptibles de s'intensifier dans le cadre de l'accord commercial RCEP (GRAIN, 2019c).

L'Afrique est également une cible majeure pour les **accaparements de terres agricoles à grande échelle**, avec plus de 420 transactions réalisées entre 2000 et 2016 pour un total de dix millions d'hectares (Goedde, Ooko-Ombaka & Pais, 2019). Si, dans de nombreux cas, les terres ont été détenues plutôt que développées, les changements climatiques sont susceptibles d'accélérer la quête de terres (et d'eau) étrangères par les gouvernements pour produire de la nourriture pour leurs populations, comme le font déjà les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au Soudan (Schwartzstein, 2019).

L'**accaparement des îles et des océans** est également susceptible de s'intensifier, puisque les pays cherchent à consolider leur influence, leurs chaînes d'approvisionnement alimentaire et leurs réseaux mondiaux d'approvisionnement et de distribution. Dans la région de la mer Rouge, les conflits autour des poissons et des autres ressources marines menacent la riche biodiversité (Kleinhaus et al., 2020). Pendant ce temps en mer de Chine méridionale, qui possède une biodiversité marine parmi les plus riches de la planète, la Chine construit des pistes d'atterrissage, des ports et d'autres installations sur des îles et des récifs contestés dans le but apparent d'établir des bases militaires (Ives, 2016). Des conflits autour des ressources marines éclatent déjà en Asie du Sud et du Nord-Est, en Amérique centrale et du Sud, et au large de la Corne de l'Afrique (Bergenas, 2016). Ils pourraient s'intensifier dans le Pacifique, région qui abrite certains des stocks de thon les plus abondants du monde (Banque mondiale, 2016). Étant donné que les changements climatiques font payer un lourd tribut aux récifs coralliens et aux stocks de poissons, ces conflits risquent d'augmenter, réduisant encore la capacité des petits pêcheurs à se nourrir et à nourrir leurs communautés.

Si les pays et les entreprises parviennent à s'appropriier les ressources, ils devront néanmoins faire face à une volatilité extrême. Les **chocs d'offre, les flambées de prix et les pénuries alimentaires** risquent de devenir monnaie courante, car les années à venir vont voir plusieurs tendances s'affronter. Un certain nombre de **maladies zoonotiques et d'origine alimentaire**, provenant notamment de la chaîne alimentaire industrielle (et plus particulièrement des élevages industriels), sont susceptibles de proliférer au cours des années et décennies à venir. Comme la COVID-19, les futures pandémies risquent de

Les chocs d'offre, les flambées de prix et les pénuries alimentaires risquent de devenir monnaie courante, car les années à venir vont voir plusieurs tendances s'affronter

perturber les chaînes d'approvisionnement locales (territoriales) et mondiales (IPES-Food, 2020a). L'utilisation continue d'antibiotiques pour le bétail est également susceptible de donner naissance à des **superbactéries résistantes aux antibiotiques**, un phénomène qui se produit déjà dans les fermes du monde entier (Harvey, 2019). Comme indiqué dans la partie 1, les **incendies de forêt, les sécheresses et les inondations** devraient se produire avec une telle régularité que des régions entières seront confrontées à des changements irréversibles de la végétation, à des pertes de terres fertiles et de sols arables, et à une réduction de la capacité de production alimentaire, voire à des «mauvaises récoltes simultanées de plusieurs greniers à blé». C'est-à-dire que plusieurs régions de production clés pourraient s'effondrer ensemble.

Ces crises accentueront la pression sur les «goulets d'étranglement» critiques du commerce alimentaire international, à savoir les plaques tournantes des réseaux mondiaux de distribution/logistique alimentaire décrits ci-dessus. La concentration croissante de la production de cultures de base dans une poignée de pays (Clapp, 2017), associée à la hausse continue du commerce international des grandes cultures²⁴, exerce une pression accrue sur les points de jonction où transitent quotidiennement d'importants volumes de produits de base (comme les couloirs maritimes tels que le canal de Panama et le détroit de Malacca²⁵, les infrastructures côtières et les infrastructures de transport intérieur dans les régions exportatrices de cultures). Des interruptions à ces points de passage stratégiques pourraient entraîner des pénuries d'approvisionnement et des hausses de prix, constituant un «risque sous-évalué» pour la sécurité alimentaire (Wellesley, Walsh & Tucci, 2017). Les conséquences seraient particulièrement graves pour les régions fortement dépendantes des importations, comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et les pays pauvres présentant des vulnérabilités structurelles. Le Japon et la Corée du Sud sont également menacés, car ils dépendent fortement des importations de denrées alimentaires qui transitent par un, deux ou trois points de passage.

Les réponses politiques risquent de devenir de plus en plus populistes et autoritaires. Les **restrictions à l'exportation et la fermeture des frontières** pourraient rapidement devenir la norme, dépassant de loin les mesures prises en réponse à la COVID-19. Les goulets d'étranglement eux-mêmes pourraient devenir **de plus en plus militarisés**. Et plutôt que de s'engager à relocaliser leurs chaînes d'approvisionnement, les grands acteurs préféreront **créer de nouvelles voies d'approvisionnement mondiales**. Avec un tel enjeu, rien ne pourra se mettre en travers de leur chemin (pas même les barrières de glace). Pékin, par exemple, cherche à s'implanter au Groenland afin de s'assurer un accès au passage de l'Arctique et de réduire la vulnérabilité de ses réseaux de marchandises face aux goulets d'étranglement actuels. Entre-temps, les commerçants eurasiens espèrent que la voie navigable E40 (une route maritime intérieure de 2 000 kilomètres reliant la mer Noire à la Baltique) dépassera les obstacles politiques et écologiques et se concrétisera.



TENDANCE N°3.

Hyper-nudging (hyper-influence), régimes personnalisés et nouvelles frontières de l'expérience alimentaire

En aval, du côté du consommateur, les données collectées à partir des activités en ligne sont combinées avec les métadonnées générées par l'utilisation de portefeuilles numériques, de services de restauration automatisés et d'autres activités quotidiennes. La mise en relation de ces sources de données ouvre de nouvelles possibilités pour suivre, cibler avec précision, et modifier subrepticement les habitudes alimentaires des consommateurs tout en refaçonant les modes d'alimentation. L'industrie agro-alimentaire investit de plus en plus de ressources dans de nouvelles versions du consumérisme durable et éthique. Les citoyens, quant à eux, sont livrés à eux-mêmes au milieu de chaînes d'approvisionnement de plus en plus opaques et d'un flot incessant d'informations.


Les reconfigurations technologiques et géopolitiques décrites ci-dessus se répercuteront sur la chaîne alimentaire au cours du prochain quart de siècle. L'industrie agroalimentaire et ses nouveaux acteurs rivaliseront pour **transformer tous les aspects de l'expérience alimentaire** et étendre leur portée à de nouvelles frontières dans les pays du Sud. Une série d'évolutions, de la pénétration massive des téléphones portables à «l'internet des objets», en passant par les portefeuilles numériques et l'automatisation du secteur de la restauration, rendront cette possibilité de plus en plus réaliste.

La perturbation est clairement au menu. Les plus grands fabricants de produits alimentaires et de boissons du monde sont confrontés

à de multiples défis, qu'il s'agisse des **consommateurs qui fuient les aliments ultra-transformés** au profit d'options alternatives plus saines et moins chères, ou de l'émergence de géants de la distribution qui garnissent leurs rayons de produits de marque d'enseigne tout en maximisant les ventes de produits alimentaires en ligne.

Suite aux **ventes sans précédent enregistrées par les détaillants en ligne** au cours des six premiers mois de la crise sanitaire, l'industrie alimentaire voit l'année 2020 comme un tournant. Pendant les périodes de confinement, environ 28 % des Européens vivant en milieu urbain ont eu recours aux achats en ligne pour faire leurs courses, et plus de 80 % des nouveaux cyberacheteurs prévoient de garder cette habitude (Ecommerce News, 2020). Les bonds des États-Unis et de la Chine dans le domaine du commerce électronique ont été encore plus prononcés, tout comme la transformation de marchés du commerce électronique auparavant peu dynamiques. Les ventes en ligne ont bondi de 66 % au Brésil en 2020. En Inde, elles devraient tripler d'ici 2024 pour atteindre 100 milliards de dollars (rapport Bloomberg, 2021). Et à l'instar de l'internet des objets agricoles décrit dans la première tendance, il existe un marché en pleine expansion destiné aux **robots conçus pour remplacer les travailleurs du secteur alimentaire**, et répondre à la demande croissante de services de restauration ultrarapides. Comme le dit ce tout nouveau leader du marché: «Cuisines robotisées, cuisine dirigée par des robots, robots cuistots, cuisine de précision, robots autonomes dotés de l'intelligence artificielle, restaurants entièrement robotisés, robots-serveurs, robots comestibles... ce n'est que le début.»²⁶

La possibilité d'**extraire des données et de suivre les comportements aux multiples nœuds de la chaîne** aide l'industrie alimentaire à cultiver de nouveaux marchés de croissance. La demande grandissante de repas prêts à consommer, de boissons et d'une grande variété de produits de grande consommation (produits qui se vendent rapidement à un coût relativement faible) a contribué au développement rapide des magasins de proximité en Asie et en Amérique latine au cours de la dernière décennie (Kantar, 2019). Les produits **snacking** et à **base d'aliments fonctionnels**, destinés aux célibataires, aux femmes actives et aux étudiants, représentent désormais 50 % de la consommation quotidienne moyenne d'aliments et de boissons aux États-Unis (Hartman Group, 2016). Le marché mondial du snacking

50% 
*Consommation
quotidienne
moyenne
d'aliments et de
boissons snacks
et de "snacks
fonctionnels"
aux États-Unis*

devrait croître de 5,34 % par an d'ici 2025. La majeure partie de cette expansion a lieu dans la région Asie-Pacifique (Mordor Intelligence, 2020).

Les cultures alimentaires traditionnelles et non occidentales représentent un obstacle à l'expansion mondiale de l'offre de l'industrie alimentaire. Toutefois, grâce aux ALE, des entreprises commerciales voient désormais le jour et les **aliments ultra-transformés** se répandent sur de nouveaux marchés dans les pays du Sud, provoquant dans leur sillage une montée en flèche des taux d'obésité et de maladies non transmissibles²⁷. Alors que les stratégies nutritionnelles locales sont perturbées et que les connaissances culinaires et alimentaires s'érodent, les entreprises, elles, sont en mesure d'exercer «une domination absolue aux points de vente» (GRAIN, 2015). En raison de la stagnation des salaires et de l'allongement des horaires de travail, les populations à faible revenu des pays du Nord et du Sud deviennent de plus en plus dépendantes de la malbouffe bon marché et sont souvent coupées de leur propre culture alimentaire.

Les prochaines décennies verront également les nouvelles protéines devenir un marché en expansion et un domaine d'intérêt croissant pour les investisseurs, les entreprises alimentaires et les décideurs politiques. Les deux «solutions» proposées aux impacts environnementaux liés à l'élevage, la **viande cultivée en laboratoire** et les **substituts de viande**²⁸, deviendront également une source de croissance et de perturbation potentielles du marché au cours des décennies à venir. D'ici 2045, l'issue la plus probable est la création d'un **nouveau marché des protéines** où les conditionneurs de viande établis comme Tyson et Cargill avalent ou s'associent à des start-ups de produits «ultra-transformée» comme Just Foods et Impossible Foods²⁹. Ces nouveaux géants des protéines vont promouvoir la vente en gros d'une large gamme de produits protéinés provenant de différentes sources (et souvent mélangés³⁰), tout en conservant leur monopole et en répondant à tous les marchés de niche³¹.

Mais la viande n'est pas la seule chose que l'on introduit dans les laboratoires des centres-villes. Au vu des risques croissants de rupture de la chaîne d'approvisionnement, les **plans de «villes intelligentes»** incluront de plus en plus de cultures hydroponiques en intérieur,

Les prochaines décennies verront également les nouvelles protéines devenir un marché en expansion et un domaine d'intérêt croissant pour les investisseurs, les entreprises alimentaires et les décideurs politiques

de «fermes verticales» automatisées énergivores et gourmandes en nutriments, et de **bioréacteurs** pour la production d'ingrédients alimentaires. Certains bioréacteurs utilisent des microbes génétiquement modifiés nourris avec du méthane ou des cultures cellulaires pour fournir des protéines, des huiles et des arômes de haute qualité «fabriqués localement» ou «artisanaux» à l'industrie des aliments transformés.

Les marchés de niche de ce type sont peut-être sur le point de proliférer. Au cours des vingt-cinq prochaines années, l'industrie alimentaire va proposer un éventail toujours plus large de stratégies de «**nutrition personnalisée**» aux consommateurs les plus riches des pays du Nord et du Sud. Les **régimes à la mode** ne sont pas nouveaux, mais se répandent désormais rapidement sur les réseaux sociaux. Les «influenceurs» parlent de l'alimentation comme d'une perte de temps, les icônes de la Silicon Valley adoptent de nouveaux régimes radicaux (Mahdawi, 2019), et l'orthorexie (trouble de l'alimentation caractérisé par une obsession malsaine pour les aliments sains) est en augmentation (NEDA, s.d.). Parmi les exemples on peut citer le régime Optavia de Medifast, basé sur des «collations»; le *régime Limonade* dont la devise est «dites adieu à la nourriture solide pendant 20 jours»; les régimes extrêmes qui restreignent les glucides; les régimes de type «snack» basés sur des prises alimentaires fréquentes pour accélérer le rythme métabolique; Soylent (une boisson protéinée artificielle); les régimes *paléo* et *cétogène* à forte consommation de viande. Les consommateurs sont encouragés à adopter ces régimes et à prendre leur santé en main sur la base de promesses de performances physiques et mentales améliorées.



Parallèlement à ces produits diététiques, on voit apparaître une nouvelle génération de **gadgets et d'applications d'assistants IA** conçus pour suivre les habitudes alimentaires, les indicateurs biologiques et l'activité physique. À l'heure actuelle, les smartphones peuvent compter les pas, mesurer la distance de marche, la fréquence cardiaque, les heures de sommeil et le temps passé devant des écrans. La phase suivante de «l'assistance numérique» (Baum, 2018) repose sur le fait de soulager l'utilisateur de la «charge cognitive» nécessaire pour subvenir à ses besoins lorsqu'il s'agit de manger, et de confier aux assistants intelligents le soin de l'aider à «atteindre la consommation parfaite de nourriture en analysant des facteurs tels que l'information génétique de l'utilisateur, son âge, son histoire personnelle et familiale, son humeur, son profil gustatif, ses besoins énergétiques, ses valeurs, les impacts environnementaux, les coûts et d'autres conditions externes» (Allen, 2017; Greatist, s.d.). Avec l'avènement de «l'internet des objets», ces moniteurs de données seront intégrés aux appareils de cuisine, aux emballages, aux bacs de recyclage et aux poubelles. Certaines entreprises cherchent même à surveiller le système digestif des clients (voir encadré 13).

ENCADRÉ 13 *Pilules malveillantes*



Selon le concept du *biohacking*, notre corps est un système qui peut être optimisé grâce à des coachs numériques et des dispositifs comestibles. Une fois les données recueillies auprès de nos organes, des recommandations nutritionnelles personnalisées peuvent nous être proposées (Faguet, 2017). Les entreprises qui investissent dans les technologies de biohacking affirment qu'elles veulent servir les gens en répondant aux besoins individuels. À cette fin, ils développent des gadgets tels que des «capteurs ingérables», qui sont comme des pilules remplies de bactéries lumineuses transgéniques voyageant dans nos intestins pour mesurer la température, l'acidité, la présence de molécules médicales et les saignements d'estomac (Molteni, 2018). Les données sont envoyées à nos smartphones et aux entreprises de biohacking. Les entreprises à l'origine de ces technologies disent vouloir passer «des transactions aux relations» en «faisant la promotion d'aliments qui se marient bien aux bactéries». Ils espèrent ainsi «construire une base plus large de clients fidèles» (Institute for the Future & Bill and Melinda Gates Foundation, 2018).

Ces tendances s'accompagneront d'un éventail sophistiqué de techniques visant à inciter les consommateurs à adopter des comportements et consommer des produits spécifiques. La même infrastructure de données qui alimente l'agriculture numérique permettra à «l'internet des objets» de communiquer des données à la maison et à l'extérieur, ce qui permettra aux détaillants alimentaires de mieux exploiter les données des consommateurs, de remarquer leur proximité et d'essayer de prévoir leur comportement en matière de consommation alimentaire. Les urbanistes des «villes intelligentes» se réjouiront eux aussi de se tourner vers les géants des mégadonnées pour qu'ils interviennent et apportent leur soutien dans la gestion de la livraison de nourriture dans et à travers la ville, tout en récoltant toujours plus de données sur la mobilité et la consommation. On s'attend à ce que plus de 92 % de la population mondiale possède un téléphone portable d'ici 2024 (Dea, 2020), ce qui permettra aux entreprises de façonner les préférences d'un grand nombre de clients auparavant inaccessibles. Parallèlement, la fintech a des implications majeures tant pour les consommateurs que pour les agriculteurs. Dans la mesure où les objets connectés à Internet permettent d'exécuter automatiquement des transactions (par le biais de «contrats intelligents» pré-programmables, en utilisant des jetons et des crypto-monnaies), l'autonomie des individus en matière d'achats alimentaires pourrait être érodée, et les chaînes alimentaires de plus en plus financiarisées (Mooney, 2018).

Les «nudges» (influences) qui seront rendus possibles par ces développements sont divers : coupons électroniques traditionnels, produits en vente au point d'enregistrement électronique, reconnaissance de l'historique d'achat et des réseaux sociaux d'un consommateur afin de proposer de nouveaux produits en fonction de ses goûts, de son style de vie et de ses revenus. Tout ce qu'il faut pour cela, ce sont des acheteurs munis de cartes de débit/crédit et connectés à Internet, bien que dans certains cas des capteurs montés en rayon puissent suffire (Howard, 2021). Walmart, Amazon Fresh, Costco, Freshdirect, LocalHarvest, ShopFoodEx, GoBIO, Safeway et mySupermarket sont déjà bien avancés dans leur quête du «nudge» parfait (Fisher, 2021). L'**hyper-nudging** (hyper-influence), qui associe les mégadonnées à la science comportementale, est un outil qui pourrait permettre aux entreprises alimentaires d'exercer un contrôle accru sur les consommateurs et les marchés grâce à l'analyse prédictive de la vente au détail (voir encadré 14).

ENCADRÉ 14

L'hyper-nudging: la prochaine étape dans la captation des consommateurs



Les détracteurs des plateformes de données se concentrent souvent sur le côté «surveillance» du capitalisme numérique, mais le compagnon sinistre de Big Brother est l'hyper-influence. La numérisation de masse dans tous les domaines de l'économie rend les êtres humains non seulement traçables mais aussi plus malléables, car ils émettent continuellement des flux de «métadonnées» qui en disent long sur leurs intérêts, leurs motivations et leurs faiblesses. L'hyper-nudging (parfois appelé «segmentation psychographique») est une pratique qui combine délibérément les mégadonnées et les sciences comportementales pour modifier les comportements individuels et collectifs (Yeung, 2016). Les entreprises alimentaires cherchent depuis longtemps à manipuler le désir des consommateurs par le biais du marketing de masse. Désormais, la grande quantité de données détenues sur les individus ouvre la voie à des stratégies de manipulation individualisées gérées par l'IA. La persuasion peut être automatiquement adaptée en fonction des profils psychographiques, c'est-à-dire programmée et ciblée avec précision en fonction des émotions, des déclencheurs et des profils psychologiques de chaque individu, non seulement sur le lieu de vente, mais aussi par le biais des réseaux sociaux, des environnements numérisés et de «l'internet des objets».

Des stratégies controversées d'hyper-nudging ont récemment été exposées dans le domaine politique. Citons par exemple le tristement célèbre micro ciblage psychologique du comportement de millions d'électeurs lors des élections présidentielles américaines de 2016 et du référendum britannique sur le Brexit orchestré par Cambridge Analytica. Notons toutefois que ces mêmes entreprises ont également des clients dans l'ensemble de l'industrie alimentaire et des boissons. Cette approche de la persuasion, souvent invisible, fondée sur la «personnalisation de masse» est également mise en œuvre pour le compte d'opérateurs commerciaux. Au cours des prochaines décennies, ces techniques constitueront la tendance la plus importante, et la moins discutée, en matière d'influence du consommateur final. Les entreprises qui recourent à l'hyper-nudging pour modifier les comportements peuvent établir des tendances et construire des environnements entiers où les individus penseront et agiront «davantage comme des consommateurs et moins comme des citoyens, ce qui menace davantage les groupes d'individus et de communautés désirant reprendre le contrôle d'un paysage alimentaire monopolisé par le secteur privé» (Carolan, 2018).

L'hyper-nudging promet d'abord un contrôle précis des marchés futurs grâce à l'analyse prédictive, puis la manipulation des données de vente détail et autres. La génération exponentielle de données est considérée comme la prochaine grande nouveauté pour les marchés (notamment les marques d'achat en ligne et par abonnement), avec un taux de croissance annuel de 11,7 % depuis 2017 (Carolan, 2018). En raison de son invisibilité et de son potentiel de contrôle, l'hyper-nudging peut ouvrir la voie à l'extinction de certains systèmes alimentaires et à la domination d'autres.

CONCLUSIONS:

Failles et contradictions d'un avenir mené par l'agro-industrie

Une incertitude considérable entoure chacune de ces tendances. Mais il est clair que les entreprises agroalimentaires (et peut-être aussi les gouvernements) planifient, à leur manière, un avenir fait de perturbations environnementales, de bouleversements sociaux et d'opportunités technologiques, que ce soit en sécurisant les couloirs économiques, en concevant des agroécosystèmes, ou en orientant le comportement des consommateurs. La somme totale de ces évolutions sera loin d'être suffisante pour ramener la planète et ses systèmes alimentaires dans un espace de fonctionnement sécurisé. Certaines tendances telles que la numérisation rapide, outre leurs implications en termes d'équité et de dignité sociale, auront elles-mêmes des effets néfastes sur l'environnement (énergie, extraction de ressources, utilisation de l'eau, etc.)

Les voies de l'innovation ne sont manifestement pas vraiment motivées par l'urgence des crises du climat et de la nature, ou par les besoins de la plupart des acteurs du système alimentaire, mais par la recherche de nouvelles applications et de nouveaux marchés de croissance (ainsi que de nouvelles justifications) pour les dernières avancées en matière de science des données et de biologie moléculaire. Les principaux acteurs s'efforcent d'éliminer les facteurs vulnérables (comme les personnes et les sols) des chaînes d'approvisionnement, de protéger des populations spécifiques des impacts climatiques ou sanitaires les plus sévères grâce à de vastes complexes agro-industriels «à l'épreuve des chocs», et de délocaliser les dommages environnementaux de la production industrielle de marchandises. Plutôt que de promouvoir de profonds changements de comportement et un sens de la responsabilité collective, les entreprises alimentaires invitent les consommateurs privilégiés à renoncer à la maîtrise de leur alimentation et à adopter des solutions personnalisées «influçables», tout en continuant à éroder les cultures alimentaires existantes et à homogénéiser le régime alimentaire de millions de personnes. Étant donné que les industries mettent de côté le maintien de l'humanité dans un espace de fonctionnement sécurisé, elles consacrent davantage de ressources à la création de nouvelles

Étant donné que les industries mettent de côté le maintien de l'humanité dans un espace de fonctionnement sécurisé, elles consacrent davantage de ressources à la création de nouvelles facettes de durabilité

facettes de durabilité. Les citoyens, déjà bombardés «d'infox», sont livrés à eux-mêmes au milieu de chaînes d'approvisionnement de plus en plus opaques et d'un éventail vertigineux d'offres mettant en avant la durabilité et le «clean label». L'agriculture «intelligente face au climat», «fondée sur la nature», numérique et améliorée par le génie génétique pourrait être commercialisée avec succès comme une solution «favorable aux pauvres» auprès des petits agriculteurs, tout en renforçant l'emprise des méga-entreprises sur les technologies, les ressources et les futures décisions agricoles.

Dans ce contexte, la capacité des populations les plus pauvres à produire ou à se procurer de la nourriture sera mise à mal sur tous les fronts. La libéralisation du commerce (et en particulier du commerce numérique), qui vise à ouvrir les marchés des services et de la livraison de produits alimentaires, pourrait perturber les rares sources d'aliments nutritifs accessibles à de larges pans de la population (réseaux locaux de subsistance, marchés territoriaux, stands d'alimentation de rue, etc.) Dans un contexte de menaces climatiques croissantes, de perte de biodiversité et de migrations massives, ces systèmes d'approvisionnement locaux sont susceptibles d'être fragiles et très vulnérables aux chocs extérieurs. L'approvisionnement alimentaire en ligne peut s'avérer fragile à d'autres égards, puisque les individus dépendraient de produits transformés de qualité inférieure et de l'aide alimentaire, c'est-à-dire de régimes alimentaires manquant cruellement de diversité et de micronutriments.

Mais ces tendances ne sont pas inéluctables. Les entreprises et les gouvernements pourraient se trouver confrontés à de puissantes boucles de réaction bien avant 2045. Premièrement, **les entreprises agroalimentaires sont divisées en interne**, et ne sont pas aussi sûres de leurs propres réponses qu'elles peuvent le laisser entendre publiquement. Les technologies et tendances décrites ci-dessus reflètent les aspirations des plus grands adeptes des mégadonnées. Mais ces stratégies ne profitent pas de la même manière à tous les secteurs d'activité, et de nombreux acteurs du secteur privé refuseront de se plier à ce scénario. Les divisions risquent de s'accroître entre les entreprises à mesure que les écosystèmes refusent d'être domptés, que les individus refusent d'être poussés, que les agriculteurs piratent leur matériel, que les technologies fonctionnent mal, que les risques

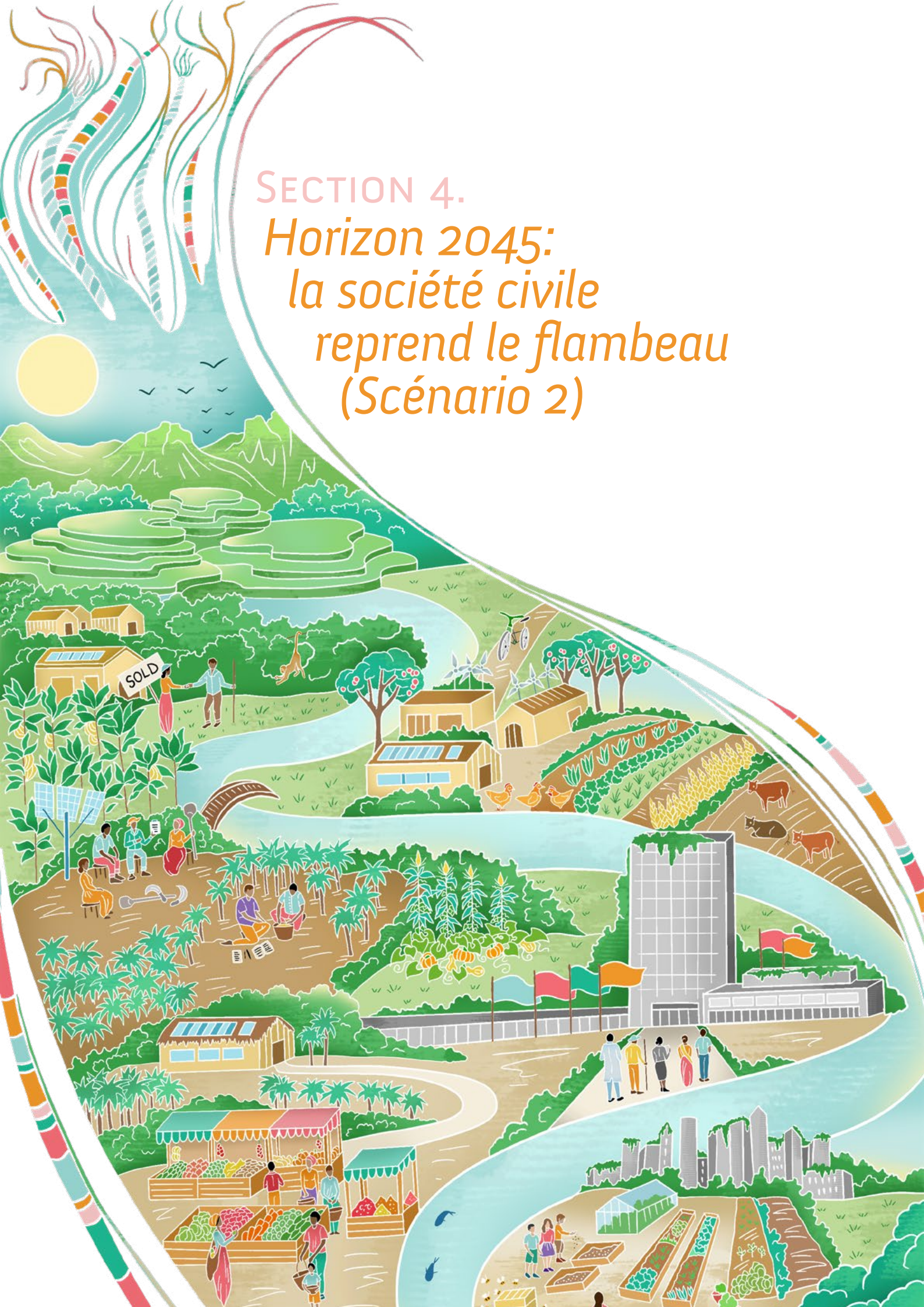
augmentent et que les points de basculement environnementaux et sociaux apparaissent.

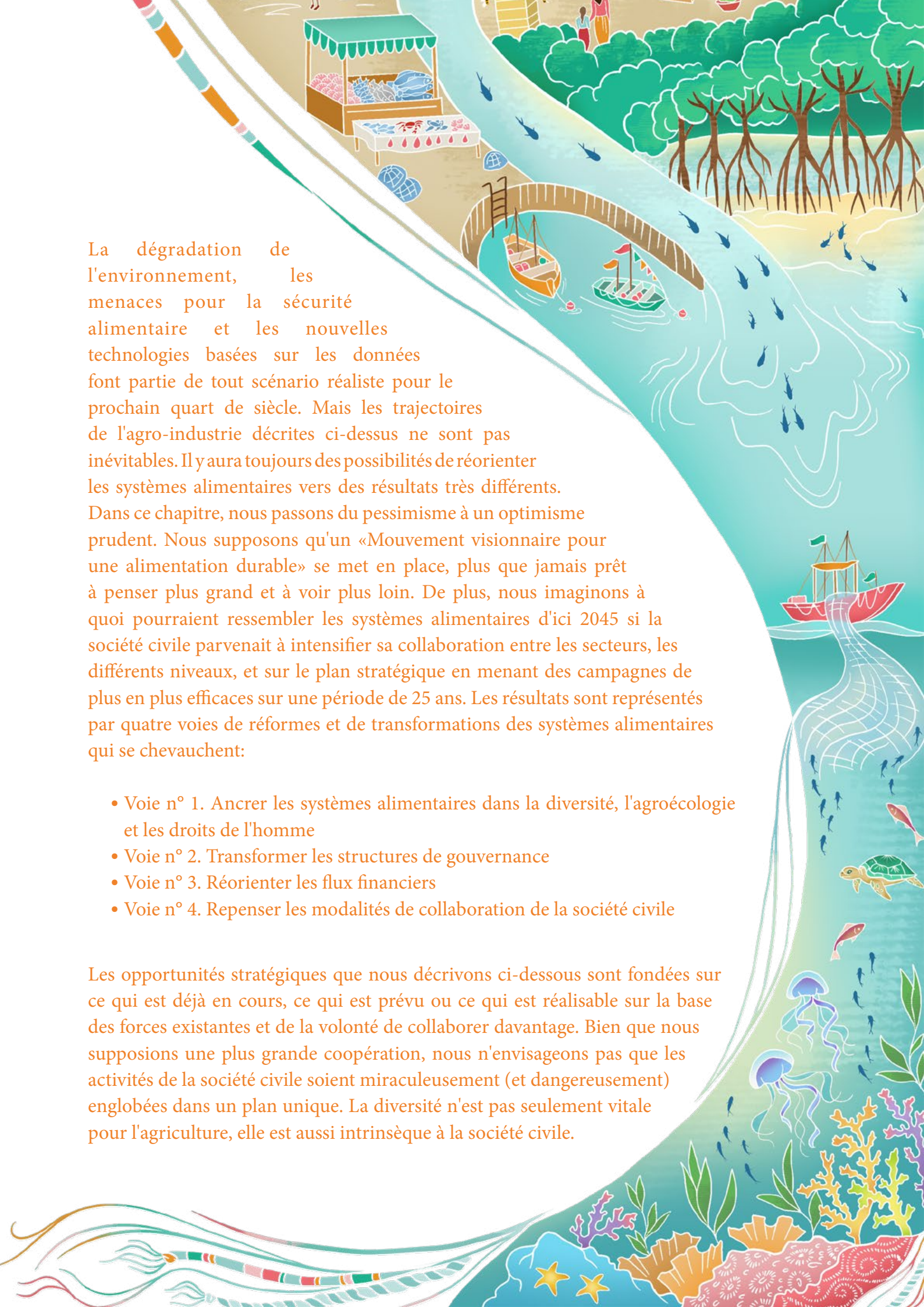
Deuxièmement, les systèmes agroalimentaires de demain, qui dépendront des données, pourraient se trouver bloqués par les **limites et les vulnérabilités de l'infrastructure de données** elle-même. Les coûts élevés, et pour la plupart cachés, de l'énergie, de l'eau et de l'extraction de minerais liés au redimensionnement de l'Internet pourraient freiner les systèmes alimentaires numériques et exposer au grand jour leurs promesses creuses d'un développement à «faible teneur en carbone». En outre, les cyberattaques délibérées, les défaillances inattendues de l'IA, la rupture du flux de données aux «goulets d'étranglement numériques» du réseau d'information mondial, et les pannes de serveur pourraient provoquer des pénuries alimentaires et mettre en évidence les vulnérabilités des chaînes alimentaires numériques.

Troisièmement, les **points de basculement sociaux pourraient être déclenchés** avant 2045, voire avant que les points de basculement environnementaux ne soient atteints. Cela dépend de la mesure dans laquelle les sociétés peuvent tolérer des inégalités flagrantes sans se diviser. Si une rupture sociale se produit, elle sera certainement rapide et imprévisible, provoquant des changements soudains dans les relations de pouvoir et rendant impossible le maintien du statu quo.

Dans la partie 4, nous explorons comment la société civile pourrait résister à ces tendances, y répondre, et potentiellement les inverser au cours du prochain quart de siècle. Nous aborderons également la façon dont les problèmes dans les systèmes alimentaires bio-numériques et hyper-industrialisés de demain peuvent être utilisés afin de faire pression pour un type différent de transformation.

SECTION 4.
*Horizon 2045:
la société civile
reprend le flambeau
(Scénario 2)*





La dégradation de l'environnement, les menaces pour la sécurité alimentaire et les nouvelles technologies basées sur les données font partie de tout scénario réaliste pour le prochain quart de siècle. Mais les trajectoires de l'agro-industrie décrites ci-dessus ne sont pas inévitables. Il y aura toujours des possibilités de réorienter les systèmes alimentaires vers des résultats très différents. Dans ce chapitre, nous passons du pessimisme à un optimisme prudent. Nous supposons qu'un «Mouvement visionnaire pour une alimentation durable» se met en place, plus que jamais prêt à penser plus grand et à voir plus loin. De plus, nous imaginons à quoi pourraient ressembler les systèmes alimentaires d'ici 2045 si la société civile parvenait à intensifier sa collaboration entre les secteurs, les différents niveaux, et sur le plan stratégique en menant des campagnes de plus en plus efficaces sur une période de 25 ans. Les résultats sont représentés par quatre voies de réformes et de transformations des systèmes alimentaires qui se chevauchent:

- Voie n° 1. Ancrer les systèmes alimentaires dans la diversité, l'agroécologie et les droits de l'homme
- Voie n° 2. Transformer les structures de gouvernance
- Voie n° 3. Réorienter les flux financiers
- Voie n° 4. Repenser les modalités de collaboration de la société civile

Les opportunités stratégiques que nous décrivons ci-dessous sont fondées sur ce qui est déjà en cours, ce qui est prévu ou ce qui est réalisable sur la base des forces existantes et de la volonté de collaborer davantage. Bien que nous supposions une plus grande coopération, nous n'envisageons pas que les activités de la société civile soient miraculeusement (et dangereusement) englobées dans un plan unique. La diversité n'est pas seulement vitale pour l'agriculture, elle est aussi intrinsèque à la société civile.

Lorsque nous parlons du «Mouvement pour une alimentation durable», nous faisons référence aux activités collectives et aux stratégies générales des *mouvements* alimentaires, qui resteront divers et indépendants, même si nous espérons que leurs stratégies soient de plus en plus alignées. Dans les voies décrites ci-dessous, nous examinons comment cette collaboration pourrait s'intensifier au cours des années et des décennies à venir dans le cadre de diverses luttes liées entre elles à travers différentes périodes et à plusieurs niveaux, avec un spectre toujours plus large d'acteurs s'identifiant à un mouvement global pour une alimentation durable.

Les voies ne sont pas développées de manière exhaustive. Nous fournissons des exemples et des perspectives, mais ces quelques pages ne peuvent pas englober toute la variété de luttes et de visions pour l'avenir des systèmes alimentaires dans le monde. Bien que nous présentions des opportunités clairement définies, cela ne signifie pas que les progrès peuvent être micro-gérés jusqu'en 2045. Ces voies devront être non seulement ouvertes, pavées et exploitées par chaque allié, mais aussi mesurées parallèlement à d'autres luttes.

VOIE 1.

Ancrer les systèmes alimentaires dans la diversité, l'agroécologie et les droits de l'homme

Au cours des années 2020, les systèmes alimentaires basés sur la diversité font preuve de résistance face aux chocs. Les marchés territoriaux continuent de s'étendre, et les régimes alimentaires se rapprochent de choix éthiques et sains. Pourtant, ces tendances restent vulnérables à un climat instable, à des impératifs politiques contradictoires, à des technologies entraînant l'exclusion et à la récupération par une industrie agroalimentaire agressive, axée sur les données et centrée sur le consommateur. Fort d'un consensus clair sur la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, le Mouvement pour une alimentation durable va de l'avant: il défend les droits des marginalisés et amplifie leurs voix grâce à des processus inclusifs, promeut des systèmes diversifiés et agroécologiques, contribue à l'essor des marchés alternatifs et à l'évolution vers des régimes alimentaires sains et durables.

Étant donné qu'une attention particulière est accordée à la résilience et que des efforts précoces sont déployés pour défendre et rétablir la diversité des cultures et du bétail, les agriculteurs continuent de se tourner vers l'agroécologie. Les pays du Sud, notamment, diversifient leurs choix alimentaires, améliorent leur nutrition et, avec une rapidité surprenante, inversent la tendance en matière de consommation de viande transformée, de produits laitiers industriels et d'aliments bon marché. Parmi les populations plus aisées, la tendance à consommer «moins de viande, mais de meilleure qualité» et des aliments entiers non transformés se poursuit dans les années 2020 et 2030, au point qu'une majorité de consommateurs adoptent des régimes flexitariens ou végétariens. Entre-temps, une série de défaillances économiques accroît la sensibilité des consommateurs (et donc des gouvernements) aux salaires, aux conditions de travail, et aux droits des travailleurs du secteur agricole et alimentaire. Au fil du temps, leurs syndicats en expansion gagnent plus de droits, de respect et d'influence aux tables de négociation.

Malgré l'absorption de marques locales et artisanales et la conquête opportuniste de marchés de niche, les plus grands transformateurs

alimentaires du monde continuent de perdre de leur force sur le marché et de leur influence politique. Aux niveaux national et international, les systèmes adaptés au climat et axés sur un commerce équitable contrôlé par les communautés et les producteurs réduisent considérablement les profits des commerçants intermédiaires de produits de base, et saisissent une part toujours plus importante du commerce transfrontalier. Rattrapées par les préoccupations des consommateurs en matière d'alimentation saine et sûre, les chaînes de restauration rapide traditionnelles sont en difficulté, tandis que les vendeurs ambulants de nourriture et les marchés de producteurs gagnent du terrain.

OPPORTUNITÉ N°1

Renforcer la résilience par la diversité et l'agroécologie

Au cours des années 2020, le chaos climatique et la perte de biodiversité continuent de dévaster la productivité agricole. Bien qu'initialement convaincantes, les solutions de l'agro-industrie, des pollinisateurs par drone à l'ingénierie des écosystèmes, sont dépassées par les systèmes agricoles diversifiés. Une importance croissante est accordée aux sols sains³², aux diverses variétés de cultures et races de bétail, ainsi qu'aux écosystèmes aquatiques et agricoles dynamiques. Les nouvelles terres agricoles étant difficiles à trouver, la restauration et la régénération des terres arables restantes deviennent une priorité.

Pour de nombreux petits producteurs alimentaires dans le monde, la réponse logique consiste à renforcer la résilience par la diversité. Malgré les risques bien documentés, les années 2020 et 2030 verront la diversité des espèces poursuivre son dangereux déclin dans les systèmes alimentaires industriels (voir encadré 15). En revanche, les peuples autochtones et les paysans font une fois de plus preuve d'une capacité d'innovation et d'adaptation rapide³³: ils préservent les paysages naturels et entretiennent un large éventail de cultures et d'espèces sauvages apparentées grâce à la multiplication des banques de semences communautaires, aux collections vivantes, et aux échanges entre pêcheurs et agriculteurs des écosystèmes voisins. Au cours des années 2020, d'importants progrès sont réalisés dans l'expansion des écoles d'agroécologie, d'abord en Amérique latine, puis en Afrique et en Asie (La Via Campesina, 2019).



Pour de nombreux petits producteurs alimentaires dans le monde, la réponse logique consiste à renforcer la résilience par la diversité

Dans les années 2020, d'autres types de systèmes agroécologiques se répandent. D'ici la fin de la décennie, de nouveaux **outils** largement accessibles **pour mesurer la santé des sols, la séquestration du carbone et la biodiversité**, un avantage collatéral de «l'agriculture de précision», permettront d'identifier les systèmes de production réellement durables. Parallèlement, les connaissances écologiques traditionnelles liées aux systèmes alimentaires sont de plus en plus reconnues et revitalisées. Étant donné que la COVID-19 et les épidémies suivantes font dévier les pays en développement de la trajectoire des ODD, les gouvernements accordent de plus en plus d'attention à l'agroécologie pour concilier les objectifs de lutte contre la faim et la pauvreté, et de préservation de l'environnement.

Mais les politiques nationales mettent du temps à changer, et certains ne sont pas prêts à attendre. Conscients du fait que les agriculteurs disposent déjà d'un grand nombre d'outils, les gouvernements des provinces et des États, en collaboration avec les coopératives agricoles et les universités, mettent en place des **programmes régionaux de grande envergure** pour s'assurer que les agriculteurs obtiennent les semences qu'ils souhaitent, des intrants biologiques et des services de conseil en agroécologie. Face à l'explosion des carences en micronutriments³⁴, la volonté de **re-diversifier les régimes alimentaires** renforce le soutien des gouvernements à l'agroécologie. Au cours du prochain quart de siècle, les efforts combinés de nombreux acteurs et alliés de mouvements alimentaires, notamment les agriculteurs, les pêcheurs, les mouvements sociaux, les chefs cuisiniers, les responsables des marchés publics et les décideurs politiques, permettront de remettre au goût du jour les aliments traditionnels et les systèmes de connaissances traditionnelles qui les sous-tendent, en s'appuyant sur des campagnes de longue date de la société civile et sur des victoires historiques (voir encadré 16). Les aliments remis au goût du jour comprennent les cultures mineures à haute tolérance au climat/maladies et à haute valeur nutritionnelle³⁵, et des espèces de poissons sous-évaluées.

Les prochaines décennies verront l'agroécologie progresser également dans les pays industrialisés et les systèmes agricoles. Les petites et moyennes exploitations des pays du Nord perdent patience face aux coûts élevés des intrants, aux faibles prix à la production et aux

subventions gouvernementales mal utilisées (qui leur permettent à peine d'atteindre le seuil de rentabilité). La perturbation de l'environnement mine davantage la productivité et les bénéfices: au milieu de la décennie, **l'adoption de l'agroécologie devient une nécessité économique**³⁶. Dans les années 2030, la réforme des subventions fait encore évoluer les incitations économiques en faveur de la production industrielle de produits de base (Voie 3). Les campagnes de la société civile visant à réorienter les dépenses en recherche et développement du secteur public (Voie 3) et à lutter contre les technologies entraînant l'exclusion (Voie 2) portent également leurs fruits: de nouvelles **plateformes à accès libre, à but non lucratif et appartenant à des coopératives** permettent aux agriculteurs agroécologiques du monde entier de gérer et de bénéficier de données satellitaires, d'informations sur la chaîne d'approvisionnement et le marché, sur les moissonneuses automatiques et les petits drones pour un suivi complémentaire des champs.

Au fil des décennies, ces acquis sont constamment menacés d'un retour en arrière. Mais les mouvements alimentaires mondiaux sont de plus en plus unifiés. Suite aux conférences de Nyéléni de 2007 et 2015, la souveraineté alimentaire n'est plus considérée comme un concept réservé aux producteurs, mais comme une vision unificatrice pour divers groupes de la société civile (voir encadré 4). Les prochaines éditions de Nyéléni renforcent cette vision, et deviennent un tremplin pour les campagnes visant à développer un **protocole négocié s'appuyant sur le Traité de la FAO sur les semences (TIRPAA)** et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. L'accord qui en résulte définit les conditions de l'échange de semences et de races (y compris au-delà des frontières) tout en protégeant l'intégrité de la recherche paysanne, dont l'accès et le partage des bénéfices, et la gestion des enregistrements de données numériques.

En parallèle, le Mouvement pour une alimentation durable poursuit son travail tout au long des années 2020, en défendant l'agroécologie et en renforçant son ancrage politique (Voie 2). Un plaidoyer inlassable est la garantie pour que les victoires parfois symboliques de la décennie précédente, des symposiums sur l'agroécologie de la FAO³⁷ à la publication d'un rapport du Groupe d'experts de haut

La souveraineté alimentaire n'est plus considérée comme un concept réservé aux producteurs, mais comme une vision unificatrice pour divers groupes de la société civile



niveau sur le sujet (HLPE, 2019), se traduisent par des changements significatifs dans la structure et le financement du système alimentaire multilatéral.

Bien qu'il y ait des progrès, l'érosion des limites planétaires se poursuit et les menaces du scénario de l'agro-industrie ne disparaissent pas. Dans les années 2030, une version édulcorée de «l'agriculture régénératrice» a été intégrée par les principaux transformateurs et détaillants alimentaires du monde. La récupération et la distorsion font peser des risques sur la solidarité de la société civile, et il existe une menace réelle que les mouvements alimentaires se divisent et perdent l'initiative. Mais les dialogues intersectoriels sur l'agroécologie, qui s'appuient sur les discussions actuelles entre les groupes et les communautés d'agriculteurs, de pêcheurs et les populations autochtones (KNTI & WFFP, 2017), aident à établir des relations de cause commune entre les secteurs, le long de la chaîne, et entre ceux qui se désignent comme régénérateurs, permaculteurs, biodynamiques ou biologiques. Ils le font en abordant, et non en ignorant, les questions fondamentales (y compris les éléments liés à la race, à l'ethnie et au genre) auxquelles sont confrontés les travailleurs de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie alimentaire. La coopération avec les mouvements syndicaux, dont des dialogues sur le travail et la dignité dans le cadre des transitions agroécologiques, s'avère particulièrement essentielle pour élargir leur base de soutien.

ENCADRÉ 16

Remettre au goût du jour les cultures et les régimes alimentaires traditionnels: exemples sur 3 continents



- Depuis la fin des années 1990, les écoles coréennes servent un menu traditionnel composé de fruits et légumes, de kimchi et de viandes maigres assortis d'une variété de céréales et de légumineuses. Ce menu est également faible en sel, huiles et graisses. Une enquête réalisée en 2010 a révélé que la moitié des adultes sud-coréens suivait ce régime traditionnel, 40 % suivaient un régime de type méditerranéen, et seulement 10 % avaient un régime «occidental», contre 35 % en 1998 (Greenberg & Deckelbaum, 2016).
- En 2000, six communautés quechua de la région andine du Pérou ont créé le «Parque de la Papa» (parc de la pomme de terre) pour assurer la survie de milliers de cultivars traditionnels de pommes de terre qui avaient été éliminés avec l'essor de la production de masse. Les tubercules avaient été conservés dans une collection de culture de tissus et, grâce à la collaboration de nombreuses parties prenantes, environ 410 variétés autochtones de pommes de terre ont été réinstaurées par les communautés qui les ont cultivées pendant des milliers d'années (Argumento, 2020). Entre-temps, le gouvernement péruvien cherche à inscrire la cuisine traditionnelle péruvienne à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO (Andina, 2019).
- L'Afrique du Sud, comme une grande partie du continent, possède un patrimoine riche en cultures autochtones hautement nutritives et en régimes alimentaires basés sur un éventail de légumineuses, de noix, de céréales, de fruits et de légumes. Pourtant, une transition rapide vers des régimes alimentaires de type occidental est à l'origine de l'obésité. En réponse, des mouvements dynamiques dirigés par des chefs développent une cuisine fusion utilisant des ingrédients et des recettes autochtones, dont certaines furent perdues pendant la période de l'apartheid (Teagle, 2018). Parallèlement, les gouvernements de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) se sont engagés à promouvoir davantage les régimes alimentaires autochtones dans le cadre de grandes stratégies de lutte contre l'obésité³⁸.

OPPORTUNITÉ N°2

Défendre les droits humains, les droits de la nature, et renégocier le contrat entre l'État et la société



Le prochain quart de siècle sera marqué par la dégradation de l'environnement et la perte continue de l'accès à la terre et aux ressources, exposant un grand nombre de populations à des menaces systématiques sur leurs moyens de subsistance et leur capacité à produire, et à se procurer de la nourriture. Les conséquences de la COVID-19 se font sentir tout au long des années 2020. Les réponses par défaut des gouvernements et des entreprises (banques alimentaires, production, transformation et livraison automatisées, surveillance par les données à chaque nœud de la chaîne) ne font qu'aggraver ces conséquences. Un nombre croissant de personnes souffrent de la faim, de l'extrême pauvreté, de la perte de leurs moyens de subsistance et de la migration urbaine forcée.

Au cours des 25 prochaines années, les **droits humains** deviendront plus que jamais la boussole guidant les mouvements alimentaires, la base de la remise en cause des modèles économiques injustes, et un outil juridique pour la défense de la société et de l'environnement. L'indivisibilité des droits politiques (de protester et de s'organiser), des droits économiques (à la nourriture, à l'eau et à la terre), et des droits sociaux et culturels devient évidente face aux menaces existentielles qui pèsent sur les communautés productrices de denrées et bien d'autres.

Certaines des premières batailles de la prochaine décennie concerneront les **protections et les droits fondamentaux**. Dans le sillage des chocs de la COVID-19 liés à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance, les OSC se battent pour des services publics réformés et revitalisés, et exigent des mesures audacieuses pour lutter contre l'insécurité économique et les inégalités. Les transferts conditionnels en espèces restent la réponse privilégiée par de nombreux gouvernements, et offrent un certain soulagement à court terme. Cependant, ces systèmes permettent également aux employeurs de maintenir des salaires bas, de pérenniser les subventions aux entreprises et de normaliser la surveillance systématique des portefeuilles numériques et des prestations de sécurité sociale.

Les droits humains deviendront plus que jamais la boussole guidant les mouvements alimentaires

Dans les années 2020, les vagues de pandémies régionales et mondiales, associées aux mauvaises récoltes dues au climat, suscitent l'indignation des citoyens et incitent la société civile à exiger, et à obtenir, des droits équitables fondés sur les droits humains. Parmi ces droits on retrouve une forme de revenu «universel de base»³⁹, accompagné essentiellement de garanties en termes de confidentialité numérique.

Les gouvernements prennent enfin au sérieux «l'économie des services à la personne». Ainsi, les nouveaux droits contribuent à alléger la **double charge des tâches productives et reproductives à laquelle sont confrontées** de nombreuses personnes (le plus souvent les femmes). Après avoir obtenu des résultats importants au niveau national, de vastes coalitions d'acteurs sociaux élargissent le champ de bataille (des pays industrialisés aux Nations unies) en luttant pour les mêmes principes fondés sur les droits humains, non seulement dans le domaine de l'aide étrangère, mais aussi dans toutes les initiatives mondiales.

Dans les années 2020, les **droits des travailleurs** restent un point sensible. L'indignation grandit face aux conditions épouvantables dans lesquelles vivent les travailleurs migrants des champs et de l'industrie alimentaire. Compte tenu de la nouvelle prise de conscience des «travailleurs essentiels» suite à la pandémie de COVID-19, les grèves mènent à la syndicalisation, puis à l'adoption de lois. À la fin de la décennie, les droits des travailleurs sont garantis dans de nombreux pays par une série de lois nationales et renforcés par des traités internationaux.

Mais cela ne suffit pas: dans les années 2030, les mouvements alimentaires redoublent d'efforts pour que les États consacrent un **droit universel aux ressources (terre, semences, eau, culture) et à une production dirigée par les populations**, compte tenu de l'expansion des complexes agro-industriels et de l'automatisation de masse. Le soutien aux droits des peuples autochtones à leurs terres (et à leurs déplacements) au-delà des frontières imposées par la colonisation est généralisé au sein de la société civile. Dans les systèmes alimentaires et au-delà, le travail et le contrôle des ressources (dont la terre et les données) deviennent un cri de ralliement moral commun.

Une vision globale du travail, des soins, du «buen vivir» et des droits qui est partagée et défendue par les mouvements alimentaires

Dans les années 2030, ces luttes se fondent sur une **vision globale du travail, des soins, du «buen vivir» et des droits** qui est partagée et défendue par les mouvements alimentaires. Les droits étant au centre des préoccupations, les gouvernements sont contraints de lier la prochaine série d'objectifs de développement («Programme 2045») à un nouvel accord financier entre les pays du Nord et du Sud⁴⁰. Les pays riches subissent des pressions de tous bords. D'une part, la société civile se fait de plus en plus entendre et travaille en réseau à l'échelle mondiale. Elle collabore, entre autres, avec les mouvements pour le climat, la biodiversité, la justice raciale et sociale, qui travaillent tous en étroite collaboration avec les mouvements alimentaires. D'autre part, dans les années 2020, les niveaux de faim et de pauvreté stagnent, voire augmentent à certains endroits. Enfin, leurs corridors d'approvisionnement font face à de plus en plus d'instabilité. Ils finissent par céder. L'accord prévoit l'annulation ou la restructuration de la dette⁴¹, un financement accéléré de la lutte contre les changements climatiques (considéré *de facto* comme des «dédommagements»⁴² par certains), et un nouveau pacte sur les migrations (environnementales). Chacune de ces composantes est imparfaite et, comme le souligne la société civile, elles arrivent peut-être trop tard. Mais une nouvelle logique est établie, et la société civile dispose d'un ancrage plus fort pour faire pression en faveur de systèmes alimentaires justes.

Les mouvements alimentaires ne commettent pas l'erreur de faire confiance aux objectifs de développement international et poursuivent une série de stratégies parallèles. Grâce aux nouveaux outils de collaboration (Voie 4), **des liens s'établissent entre les communautés situées aux deux extrémités des vastes couloirs d'exportation** et des «routes de la soie numériques». Leurs luttes font la une des journaux dans les pays d'origine des gouvernements et des entreprises qui les exproprient. La pression des citoyens et des consommateurs fait avorter les projets les plus contestés.

Les outils juridiques deviennent une partie essentielle de l'arsenal de résistance, et une illustration de voies plus positives à suivre. Face à la montée de l'autoritarisme dans les années 2020, les mouvements alimentaires, en collaboration avec des alliés de la société civile de tous horizons, renforcent les stratégies juridiques et les mécanismes de

Les outils juridiques deviennent une partie essentielle de l'arsenal de résistance

soutien pour défendre les **droits civils et politiques des communautés, des syndicats et des organisateurs de mouvements**. Des outils juridiques sont également déployés pour défendre la nature. En s'appuyant sur les victoires encourageantes déjà obtenues en 2020⁴³, les mouvements alimentaires travaillent avec des organisations de base et des alliés dans d'autres secteurs pour accorder des **droits à la nature** et bloquer les développements nuisibles par le biais de recours juridiques. En 2030, grâce à un observatoire juridique soutenant ces initiatives, les «nouveaux animistes» auront réussi à établir des droits pour les rivières, les bassins versants, les écosystèmes et la planète. Les coalitions de la société civile font reculer les droits des entreprises, tels que le statut de personne morale, et repoussent les tentatives de certains gouvernements, municipalités et organisations environnementales d'utiliser la personnalité juridique de la nature pour affirmer leur autorité sur les droits des peuples autochtones et des paysans.

Une série d'autres voies juridiques pour la protection des droits sont explorées⁴⁴, des **médiateurs aux mécanismes nationaux et régionaux de défense des droits** en passant même par des **traités et protocoles sous-utilisés ou inexploités des Nations unies**, comme le Traité de 1978 sur la modification de l'environnement (Convention ENMOD)⁴⁵. Bien que de nombreuses OSC considèrent le travail juridique comme intrinsèquement long, chronophage et coûteux, elles découvrent que les questions administratives posées par les agences des Nations unies à la **Cour internationale de justice** peuvent être approfondies pour faire progresser l'agroécologie ou limiter l'hégémonie de l'agro-industrie. Par ailleurs, ces questions peuvent être tranchées relativement vite et à un coût minimal. Fin 2020, la société civile cherche également à étendre le mandat du **Conseil des droits de l'homme** afin de poursuivre les violations flagrantes de ces droits dans les systèmes alimentaires. La **Cour pénale internationale (CPI)** constitue une autre voie potentielle, bien que la société civile et de nombreux gouvernements se méfient de ses partis pris et de ses lacunes. Néanmoins, le mouvement s'amplifie et, dans les années 2040, **la famine, la faim, la malnutrition, la mauvaise santé et la dégradation de l'environnement constituent des infractions pénales** qui peuvent être portées devant le Conseil des droits de l'homme (ou une Cour pénale internationale restructurée).

OPPORTUNITÉ N°3

Accélérer le passage à des chaînes d'approvisionnement territoriales et à un consumérisme éthique



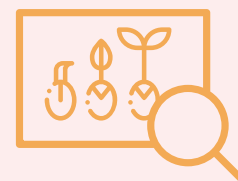
La mise en place de systèmes agroécologiques diversifiés (Opportunité n° 1) et la garantie de moyens de subsistance justes pour les communautés agricoles (Opportunité n° 2) dépendent d'un changement majeur des marchés alimentaires et des habitudes alimentaires des consommateurs. Au cours des années 2020, une série de tendances convergentes ouvre des possibilités sans précédent de relocalisation et de refonte des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

En 2021, les **marchés territoriaux** sont déjà la norme pour de nombreux petits producteurs et consommateurs dans les pays du Sud. Si ces derniers prennent des formes diverses, ils sont rarement dominés par des acteurs privés internationaux. Les **marchés intentionnellement agroécologiques** représentent une niche encore petite, mais qui est en plein essor. Ils se caractérisent par des liens plus étroits avec les consommateurs, des chaînes d'approvisionnement plus courtes (avec moins d'intermédiaires), et une collaboration fondée sur des engagements partagés en matière de durabilité et d'équité (FAO & INRA, 2018). Parallèlement, les **programmes de marchés publics** (par exemple, les programmes de repas scolaires) soutiennent également les petits producteurs locaux, comme les programmes gérés par l'État au Brésil et en Inde (De Schutter, 2014).

Une série de tendances convergentes ouvre des possibilités sans précédent de relocalisation et de refonte des chaînes d'approvisionnement alimentaire

ENCADRÉ 17

Marchés territoriaux



Les «marchés territoriaux» sont «les marchés clés sur lesquels opèrent les petits exploitants dans les zones rurales, périurbaines et urbaines, et qui permettent de nourrir la majeure partie de la population mondiale». Ce concept fait référence aux aliments produits, transformés, échangés et consommés au sein de systèmes alimentaires locaux, régionaux et/ou nationaux. «Ils peuvent être informels, formels, ou quelque part entre les deux. À des degrés divers, ils ont tous des liens avec les organismes publics compétents et l'État par le biais de la collecte des impôts ou des investissements publics. Les marchés territoriaux permettent de conserver, de redistribuer et de restituer une plus grande part de la richesse créée aux producteurs et aux économies locales», contrairement aux chaînes mondiales officielles. Ils impliquent et soutiennent également d'autres acteurs à petite échelle sur le territoire, tels que les commerçants, les transporteurs, les transformateurs et les coopératives. Les femmes sont des acteurs clés des marchés territoriaux. (Voir CSM, 2016).

Tout au long des années 2020 et 2030, grâce à une nouvelle priorité accordée à la résilience et un soutien accru des municipalités et des régions, les AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) et d'autres initiatives de chaînes d'approvisionnement courtes fleurissent. La production alimentaire des communautés et des ménages se développe, et les coopératives de producteurs et de consommateurs sont en plein essor. Les **marchés territoriaux deviennent plus agroécologiques** (en termes de produits vendus et des valeurs qui les sous-tendent). Les rapports sur l'exode urbain en réponse à la pandémie se confirment. Cette migration urbaine-rurale modifie les économies agricoles et alimentaires locales dans les villes et les campagnes, et renforce finalement les marchés territoriaux basés autour des villes secondaires et des communautés plus éloignées.

Face à de nouvelles perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales dues aux pandémies et au climat, les petits exploitants du Sud continuent à rétablir des liens avec les clients locaux et à soutenir les livraisons locales pendant les confinements (IIED, 2020). Et alors que les gouvernements commencent à prendre conscience de la menace de la COVID-19 pour la sécurité alimentaire, les **jardins communautaires et domestiques**, qui rivalisent déjà avec les jardins de la victoire du siècle dernier (Brimm, 2020), continuent de fleurir

et apportent aux individus des options alternatives pour accéder à des aliments frais. En 2045, environ 25 % de la consommation mondiale de petit bétail et de fruits et légumes est assurée par les fermes urbaines et les ménages, et 25 % supplémentaires par les systèmes d'approvisionnement alimentaire régionaux⁴⁶.

Ces évolutions sont facilitées sur le terrain par les groupes communautaires et les organismes de base populaire, et renforcées par les batailles politiques menées à l'échelle mondiale. Après s'être emparé du programme de résilience post-COVID, la société civile travaille tout au long des années 2020 pour soutenir les marchés territoriaux et le processus politique de l'ONU visant à «relier les petits exploitants agricoles aux marchés» (CSM, 2016). Les mouvements alimentaires font écho à ce travail au PAM, où des progrès sont réalisés pour recentrer les achats d'aide alimentaire sur la production locale et durable (Opportunité n° 8).

Dans ce nouvel environnement, les entreprises risquent le boycott si elles ne peuvent pas prouver que leurs produits proviennent d'une source durable et sont commercialisés de manière équitable



© Alex Hudson

Au cours des années 2020, ces tendances convergent vers une **explosion des achats éthiques, biologiques et «locaux» parmi les populations plus aisées**. Elles s'inscrivent dans le prolongement des tendances positives de la décennie précédente (voir encadré 18). Dans ce nouvel environnement, les entreprises risquent le boycott si elles ne peuvent pas prouver que leurs produits proviennent d'une source durable et sont commercialisés de manière équitable. Une pression s'exerce sur les marchés mondiaux pour que les multinationales fassent preuve de «diligence raisonnable» pour tous les produits agricoles importés. En 2045, la montée du consumérisme éthique et les réglementations concomitantes portent leurs fruits. Les petits producteurs affirment que la moitié de l'offre de l'industrie alimentaire est issue du commerce équitable.⁴⁷

ENCADRÉ 18

Le consumérisme éthique en hausse



- Le nombre de végétaliens dans certains pays a doublé chaque année jusqu'à 2020;
- Les dépenses de consommation «éthique» ont presque quadruplé au cours des deux dernières décennies (Smithers, 2019);
- En 2018, les ventes mondiales de produits biologiques avaient dépassé les 100 milliards de dollars par an. Le nombre de terres agricoles biologiques a augmenté de plus de deux tiers dans l'UE entre 2009 et 2019 (Willer et al., 2020), et de près de 45 % au Canada sur une période similaire (SimFRUIT, 2019);
- En 2018, les recettes générées par les produits de Fairtrade International ont atteint près de 10 milliards de dollars, soit une valeur qui a plus que triplé en dix ans (Coppola, 2021);
- Avec une couverture croissante dans toutes les régions du monde, on estime aujourd'hui à plus de 3 millions le nombre de programmes d'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP);
- Aux États-Unis, les ventes directes de la ferme au consommateur ont plus que doublé en valeur entre 2012 et 2017 (USDA, 2012);
- Dans une bataille perdue d'avance face aux nouveaux arrivants, les plus grandes entreprises de biens de consommation ont vu leurs résultats d'exploitation chuter de 6,1 % à 2,6 % entre 2007 et 2019 (Evans, 2020). Certaines enquêtes indiquent qu'un tiers des consommateurs britanniques achètent davantage d'aliments produits localement (Ewing-Chow, 2020).

Parmi les populations plus aisées, la **tendance visant à renoncer à la viande et aux produits laitiers** se poursuit également (bien qu'à un rythme progressivement décroissant) jusqu'à ce qu'environ 38 % de la population des pays riches s'identifie comme végétalienne ou végétarienne. Avec 50 % de personnes supplémentaires se déclarant flexitariennes, ces changements de régime s'étendent à 80 % des personnes appartenant à des groupes de population (plus riches) qui consommaient auparavant beaucoup de viande. La réduction de la consommation de viande rouge et de viande transformée permet à elle seule de réaliser environ 250,8 milliards de dollars d'économies par an en matière de santé au niveau mondial (Springmann et al., 2018b).

ENCADRÉ 19 *Végétariens, végétaliens ou flexitariens? Telle sera la question*



Une étude de 2019 indique qu'environ 13 % des individus, soit 1 milliard de personnes, dans le monde (mais surtout en Inde) se considèrent comme végétariens ou végétaliens. En Allemagne, qui compte 81 millions d'habitants, 9,3 millions (11,5 %) de la population se considère comme végétaliens ou végétariens, et leur nombre augmente de plus de 800 000 par an. Si cette tendance se poursuit, 42 % des Allemands auront un régime à base de plantes d'ici 2045. Si l'Allemagne peut être considérée comme globalement représentative des pays industrialisés riches, alors d'ici 2045, 550 à 630 millions de personnes seront végétariennes ou végétaliennes. Compte tenu de la nécessité d'améliorer la nutrition (y compris les protéines) dans les pays du Sud, ainsi que de l'évolution probable de la classe moyenne vers le végétarisme, il est possible qu'un quart de la population des pays Sud, soit 2 milliards de personnes, devienne végétarienne d'ici 2045. De nombreuses autres personnes se tourneront vers le flexitarisme. Même en mettant de côté le risque très réel de récupération par l'agro-industrie, cette tendance positive reste insuffisante pour répondre à nos menaces sanitaires et environnementales en 2045 (Hagen & Masser, 2019).

Le dégoût pour la viande provenant de l'élevage industriel renforce la production durable et locale de produits issus de la pêche et de l'élevage, ainsi que de cultures à plus forte teneur en protéines. Mais cette situation suscite également l'intérêt des sociétés de capital-risque pour la **viande de laboratoire**, les **substituts de viande** et les **immenses jardins hydroponiques**, car les start-ups prévoient une baisse des coûts de production. Bien que les aliments «*du laboratoire à l'assiette*» soient présentés comme des solutions saines, «*intelligentes face au climat*» et abordables pour répondre aux problèmes de carences en protéines et autres carences nutritionnelles, leur uniformité génétique et les exigences de production en matière d'hyperstérilité maintiennent les coûts et les risques de maladie à un niveau élevé. Craignant d'importantes pertes financières, les investisseurs et les start-ups font pression sur les gouvernements pour qu'ils accordent des subventions et réorientent la recherche publique afin de résoudre leurs problèmes d'ordre privé. Au départ, certaines des plus grandes organisations environnementales approuvent ces nouveaux aliments, mais elles finissent par capituler devant l'opposition généralisée des consommateurs. Les défenseurs de la santé luttant contre les aliments ultra-transformés, les groupes de défense des droits des travailleurs, les petits pêcheurs, les aquaculteurs, les pasteurs, les éleveurs de bétail et les partisans d'une alimentation (conventionnelle) à base de plantes expliquent les dangers qu'il y a à placer l'approvisionnement alimentaire futur entre les mains de quelques entreprises agroalimentaires et géants de la technologie. Grâce à cette campagne intersectorielle efficace, la société civile parvient à empêcher la commercialisation à grande échelle de nouveaux substituts de viande et de produits laitiers sur les marchés mondiaux.

Partout dans le monde, des politiques pour un **environnement alimentaire** sain, réclamées depuis longtemps par des groupes de la société civile⁴⁸, sont progressivement adoptées au cours des années 2020 et 2030, renforçant ainsi l'évolution vers des achats alimentaires sains, durables et éthiques. Au fil du temps, elles se traduisent par des changements significatifs dans les règles d'urbanisme et de commercialisation, le zonage, l'octroi de licences, les marchés publics et d'autres politiques qui influencent le régime alimentaire des individus et les options qui leur sont offertes.

Bien que les aliments «du laboratoire à l'assiette» soient présentés comme des solutions saines, «intelligentes face au climat» et abordables, leur uniformité génétique et leurs exigences de production maintiennent les coûts et les risques de maladie à un niveau élevé

Associés à des campagnes d'éducation du public menées par la société civile, ces efforts favorisent la sensibilisation et l'intérêt du public pour les aliments produits localement, durablement et de manière éthique, et ont des répercussions sur l'ensemble du système alimentaire.

L'agro-industrie, qui voit les choses en grand, s'empresse d'imiter et de racheter les nouvelles entreprises innovantes qui desservent les marchés locaux, et de mettre en place de nouvelles stratégies pour capter les consommateurs (voir partie 3). Mais en 2045, les **entreprises ne peuvent plus se cacher derrière des marques privées**. Armés de blockchains publiques sophistiquées, ainsi que d'applications de vérification des faits, de comptabilisation des coûts réels et de transparence, les consommateurs sont en mesure de distinguer rapidement trois catégories basiques d'entreprises: les entreprises alimentaires bio-numériques à coûts externes élevés et aux pratiques inchangées ("A-corps"), les entreprises «tenues juridiquement de prendre en compte l'impact de leurs décisions sur leurs travailleurs, leurs clients, leurs fournisseurs, la communauté et l'environnement» ("B-corps", de marque déposée⁴⁹), et les entreprises durables, coopératives, qui comptabilisent les coûts réels et fonctionnent dans le cadre de l'économie solidaire ("C-corps"). L'impact collectif de ces tendances signifie qu'au cours du prochain quart de siècle, allant de 2021 à 2045, les dix premiers détaillants perdront une part de marché annuelle d'environ 248 milliards de dollars⁵⁰.

VOIE 2.

Transformer les structures de gouvernance

Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021 sert de «cygne gris» pour les OSC. Les origines controversées du sommet, combinées à la pandémie, font que les organisations de la société civile contestent non seulement le processus, mais se méfient également des résultats d'un événement (potentiellement) virtuel. Le sommet n'est qu'un pion dans la manœuvre des entreprises visant à prendre progressivement le contrôle du programme multilatéral. Après leur 75^e anniversaire respectif, les Nations unies et les institutions de Bretton Woods sont fondamentalement remises en question et potentiellement restructurées en un nouveau système gouverné, en apparence, par les États, le secteur privé et la société civile, mais fonctionnant en réalité sous un nouveau bilatéralisme État-entreprise.

Au fil des années, le Mouvement pour une alimentation durable riposte et impose sa vision d'une reconfiguration fondamentale de gouvernance. S'appuyant sur le programme des «systèmes alimentaires», les OSC proposent une restructuration totale du système multilatéral de mise en œuvre des politiques, des programmes alimentaires et agricoles. Cela inclut la réunification des organismes ayant leur siège à Rome (y compris l'intégration du CGIAR), l'expansion des processus de gouvernance régionale, et le développement de systèmes budgétaires, électoraux et d'évaluation transparents.

Face à des crises semi-permanentes, la société civile plaide avec succès en faveur de réponses d'urgence (aux niveaux national et communautaire). Cela implique un certain nombre d'actions interconnectées: suspendre les règles commerciales, résister à la concentration de l'agro-industrie, exiger l'évaluation des technologies agricoles, et promouvoir l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et les marchés territoriaux. Ces mesures sont renforcées par la multiplication de conseils de politique alimentaire, d'assemblées délibérantes, et d'autres modèles avec la participation accrue des mouvements sociaux, des peuples autochtones et des ONG. Bien qu'elles aient d'abord été présentées dans le sillage du Sommet sur les systèmes alimentaires, avec peu d'adhésion de la part des gouvernements, ces propositions finissent par bénéficier des lacunes du sommet, et un format de négociation se met en place.

Au fil du temps, les tensions vont et viennent entre, d'un côté, les OSC qui s'engagent à travailler avec les gouvernements et les institutions intergouvernementales et, de l'autre, des mouvements sociaux représentant les populations touchées. Ces mouvements sociaux œuvrent aux côtés d'ONG alliées qui sont à la tête de leurs propres formes de gouvernance, et qui font pression pour des changements plus profonds. Les espaces intersectoriels à plusieurs niveaux permettent, la plupart du temps (mais pas toujours), aux acteurs internes et externes du Mouvement pour une alimentation durable de coordonner leurs stratégies.

OPPORTUNITÉ N°4

Revoir, réformer et reconfigurer les agences des Nations unies chargées des questions relatives à l'alimentation

En octobre 2020, le monde a célébré le 75^e anniversaire de la création des Nations unies. Au milieu d'une pandémie, d'une crise mondiale des moyens de subsistance, et de la transition de pouvoir la plus tumultueuse des temps modernes au sein d'une superpuissance, cet anniversaire est passé presque inaperçu. On peut dire que l'événement le plus important a eu lieu un an plus tôt, à l'occasion du 75^e anniversaire de la conférence de Bretton Woods et de la mise en place, après la guerre, de l'infrastructure financière mondiale: la Banque mondiale, le FMI et l'ancêtre de l'OMC⁵¹.



© United Nations Photo

Parmi ces événements marquants, la gouvernance mondiale a pris un autre tournant important: le Forum économique mondial de Davos et le Secrétaire général des Nations unies ont signé un mémorandum d'accord promettant une coopération plus étroite et préparant le terrain pour un Sommet mondial sur les systèmes alimentaires en 2021. Selon les OSC, il s'agit du tout premier sommet organisé par le secteur privé (voir encadré 20). Cette nouvelle est tombée peu après les propositions visant à fusionner les 15 centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) en une seule entité juridique (voir encadré 21). Cette manœuvre constitue, *de facto*, la plus grande prise de contrôle de biens publics agricoles internationaux jamais réalisée.

ENCADRÉ 20

Le Sommet sur les systèmes alimentaires: une prise de contrôle hostile de la gouvernance des systèmes alimentaires?



En décembre 2019, l'ONU a officiellement annoncé le lancement du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 dans le but de «sensibiliser la population mondiale, et de parvenir à des engagements et des actions internationales qui transforment les systèmes alimentaires pour non seulement résoudre la question de la faim, mais aussi pour réduire les maladies liées à l'alimentation et guérir la planète» (Nations unies, 2020). Une note conceptuelle diffusée lors du Forum politique de haut niveau à New York en 2019 indique que le Forum économique mondial (FEM), officiellement enregistré en tant qu'association d'entreprises, participera à l'organisation du sommet. Il a également été annoncé que Agnes Kalibata, présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), serait l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le sommet. Ces développements ont suscité une condamnation générale du sommet par les groupes de la société civile (IPC, 2020). Cette décision a également suscité des inquiétudes quant à un début de prise de contrôle du programme multilatéral par les entreprises, et une tentative d'écarter le Comité des Nations unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) récemment réformé, que les gouvernements considèrent comme «la plateforme internationale et intergouvernementale la plus inclusive» (De Schutter & Yambi, 2020; Global Policy Forum, 2020; IPC, 2020; Karamichalis, 2019). En octobre 2020, 550 organisations avaient cosigné une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU décrivant la gouvernance et le leadership derrière le sommet.

Malgré tous les défauts des institutions multilatérales, les OSC sont unies dans leur volonté d'éviter la mainmise des entreprises sur les Nations unies et leurs organismes ayant leur siège à Rome (RBA). Cette volonté s'exprime en premier lieu par des mobilisations en marge du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021. Les OSC sont d'abord déstabilisées par ce «cygne gris» au cœur de la gouvernance mondiale. Mais elles se regroupent rapidement, s'appuyant sur des décennies de mobilisations «internes-externes» soutenues, et parviennent à remettre en question l'objectif du sommet, ainsi qu'à réduire certaines de ses ambitions. Au cours des années suivantes, la société civile profite du vide laissé après le sommet pour faire pression en faveur de ses propres réformes de gouvernance. Le Sommet sur les systèmes alimentaires est un rappel clair de l'héritage problématique de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974: la division des fonctions de gouvernance des systèmes alimentaires en diverses agences. Le Mouvement pour une alimentation durable plaide en faveur des «**RBA 3.0**»: **une restructuration et une réunification des organismes ayant leur siège à Rome**, associées à des mesures visant à relier les différents niveaux de gouvernance (en s'appuyant sur les conférences régionales du CSA), et à promouvoir une prise de décision plus participative.

Avant les années 2030, la société civile a déjà plaidé en faveur de réformes par le biais d'examens des RBA (ainsi que du CGIAR). Ces examens mettent en évidence les inégalités du mécanisme de financement de l'ONU (notamment les distorsions institutionnelles créées par le financement de projets désignés par rapport aux contributions obligatoires des membres). Ils soulignent également les faiblesses et l'opacité de la bureaucratie des Nations unies, la corruption au niveau des États dans les processus électoraux institutionnels, et les nombreuses possibilités de collaboration plus coordonnée (et moins coûteuse).

Les mouvements alimentaires ont également trouvé des alliés influents. L'efficacité des OSC lors du sommet et à son lendemain **renforce leur influence auprès des diplomates des RBA**, ce qui leur permet d'entreprendre diverses démarches indépendantes ou autorisées en vue de la réforme des RBA. Dans le prolongement des discussions qui ont débuté en marge du sommet, les OSC travaillent avec certains

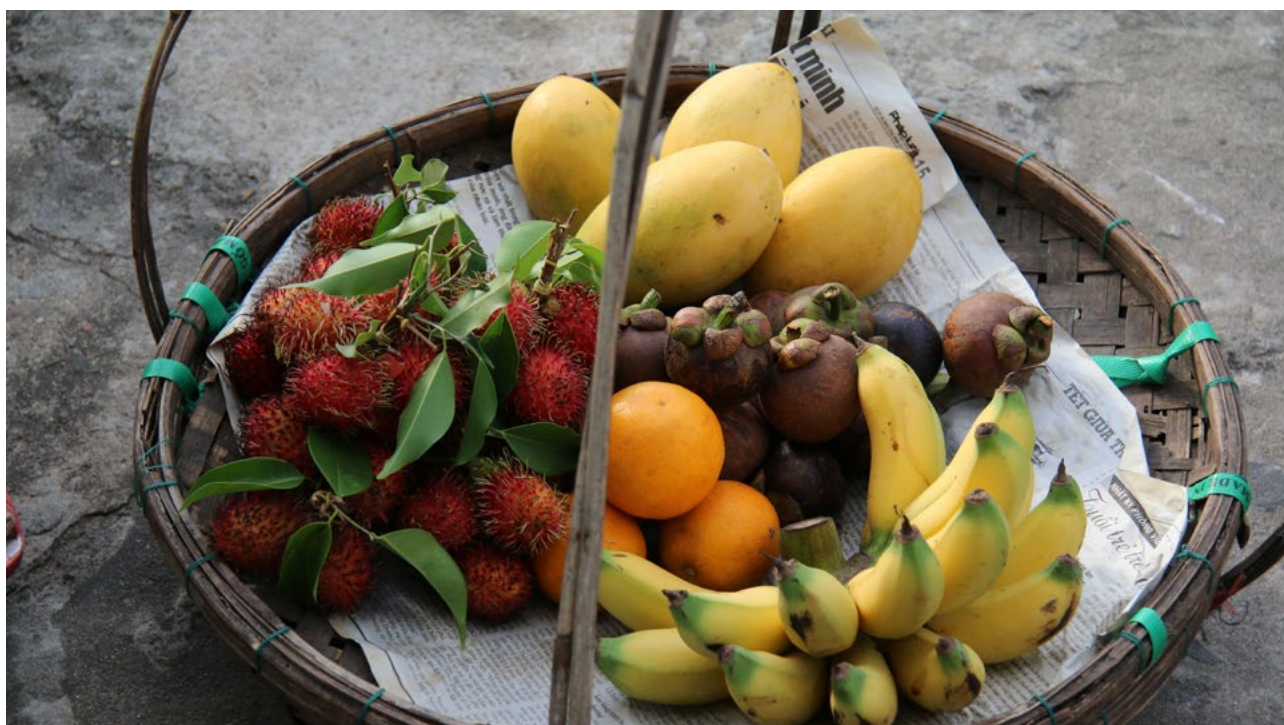
Les OSC sont unies dans leur volonté d'éviter la mainmise des entreprises sur les Nations unies et leurs organismes ayant leur siège à Rome

gouvernements et d'autres organisations pour faire reculer la prise de contrôle des 15 centres du CGIAR et la captation concomitante des biens publics de la recherche agricole (voir encadré 21).

Vers la fin des années 2020, les conclusions des examens externes des RBA sont brandies par les OSC et les gouvernements amis pour demander la convocation d'un **Congrès mondial de l'alimentation plus inclusif**. Bien qu'il ne s'agisse pas, là encore, d'une réussite totale pour la société civile, le Congrès mobilise le soutien à la réforme des RBA et élève la position du CSA.

Avant la fin de la décennie, la société civile influence également l'élection des chefs d'agence à Rome et dans d'autres parties de l'appareil onusien. Grâce à une meilleure planification prospective, un large éventail de groupes partagent des informations et tirent parti de relations avec des initiés pour mettre en avant les candidats favorables (et examiner minutieusement ceux qui le sont moins) aux moments opportuns.

Dans les années 2030 (si ce n'est avant), ces évolutions ont préparé le terrain pour les changements les plus considérables en matière de gouvernance mondiale depuis la renaissance du CSA en 2009.



Les réformes qui s'ensuivent permettent de réunir les trois organismes existants sous l'égide d'un Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) rajeuni et très inclusif, qui devient *de facto* l'organe directeur. Elles permettent également de réaligner le CGIAR avec les autres organismes, ce qui en fait le quatrième RBA, et de transformer les centres du CGIAR en système de recherche régional des RBA 3.0⁵². Entre temps, l'élaboration des politiques est décentralisée et démocratisée grâce à de nouveaux forums régionaux du CSA qui facilitent des dialogues «menant à Rome⁵³». Des groupes de travail interinstitutionnels et non hiérarchiques sont relancés et les assemblées délibérantes sont généralisées. Enfin, un Conseil numérique des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture voit le jour au sein du «nouveau Forum de Rome».⁵⁴

Ces réformes permettent de faire passer des discussions internationales (sur l'agroécologie, les marchés territoriaux, la réforme agraire et la numérisation) dans la sphère nationale à des endroits où il n'était pas possible de les organiser soit parce que la société civile n'en avait pas la capacité, soit parce que les gouvernements n'y étaient pas enclins. Elles contribuent également à lancer des dialogues internationaux et nationaux autour des réalités locales et des enseignements tirés (voir Opportunité n° 7), ainsi qu'à combler le fossé entre les OSC travaillant aux niveaux local et mondial. La restructuration rend également logique, et urgente, l'adaptation des différentes configurations de la société civile. Dans les années 2030, les débats organisés dans les RBA sont marqués par les interventions coordonnées et puissantes des mouvements alimentaires.



Les stratégies présentées ci-dessus, ainsi qu'une série d'autres approches possibles pour réformer les RBA sont décrites en détail à l'annexe 2.

ENCADRÉ 21

CGIAR unique: un processus qui rétrécit l'indépendance de la recherche agricole



Depuis sa création au plus fort de la «révolution verte» en 1971, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et ses 15 centres internationaux de recherche agricole (CIRA) ont facilité la distribution de variétés végétales à haut rendement ou à forte capacité d'adaptation pour une poignée de cultures majeures, notamment en Asie et en Amérique latine. Avec 8 000 scientifiques et techniciens et près de 800 000 variétés de plantes cultivées par les paysans dans ses 11 banques de semences, le CGIAR est un élément majeur du paysage de développement agricole. La restructuration en cours, si elle est menée à terme, changera fondamentalement le mode de fonctionnement du CGIAR et risque d'exacerber ses plus grandes faiblesses. Le processus du «CGIAR unique» (IPES-Food, 2020b) lancé par la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), la Banque mondiale et les gouvernements américain et britannique, vise à fusionner les 15 CIRA juridiquement indépendants (implantés dans 14 pays) en une seule entité juridique, un seul conseil d'administration et une présence opérationnelle unifiée. Cela impliquerait également une augmentation du budget de 850 millions à 2 milliards de dollars par an, avec un pouvoir d'allocation des fonds fermement concentré au sommet. La proposition de restructuration a été imposée et accompagnée de menaces de coupes budgétaires en cas de refus des centres individuels. Les gouvernements et les instituts agricoles des pays du Sud, qui sont censés être les principaux bénéficiaires du CGIAR, n'ont pas été suffisamment consultés. Certains ne sont pas au courant de la fusion; d'autres s'y opposent. Les principaux bailleurs de fonds et l'agro-industrie, eux, y sont favorables. Les points de vue des agriculteurs, de la société civile et des chercheurs publics des pays du Sud n'ont pas été sollicités. En conséquence, le «CGIAR unique» abandonnerait la pratique historique du CGIAR consistant à développer ce que l'on appelle le «germoplasme amélioré» pour les principales cultures proposées aux programmes de recherche nationaux, et développerait plutôt des variétés finies de neuf cultures (tout en fixant les conditions de leur distribution par pays et par région). Bien que ce changement de politique soit décrit comme étant «consultatif» (entre un CGIAR unique et des programmes nationaux), les chercheurs du secteur public à court de financement, en particulier en Afrique, se voient effectivement proposer une offre qu'ils ne peuvent pas refuser. Dominé par la BMGF, ce passage au CGIAR unique, c'est-à-dire de l'amélioration du germoplasme à la diffusion de produits, se concentre sur le déploiement massif de technologies de mégadonnées et d'ADN numérique qui exclue tout le monde sauf les plus grands chercheurs du secteur public et les entreprises multinationales de semences/chimie. Non seulement le concept de «CGIAR unique» accorde une place moins importante à la recherche agricole nationale et régionale, mais il compromet également la recherche transdisciplinaire, adaptée au contexte et dirigée par les agriculteurs, qui est nécessaire pour mettre en place des systèmes alimentaires résilients et durables.

OPPORTUNITÉ N° 5. *Lutter contre l'impunité des entreprises et le solutionnisme technologique*



Au début des années 2020, les affrontements très médiatisés entre l'agroécologie et l'agriculture de précision «intelligente face au climat» attirent l'attention sur un **flot grandissant de technologies agricoles (axées sur les données)**, et sur la nécessité de suivi et de réglementation. La maîtrise de la numérisation des systèmes alimentaires, comme les changements climatiques, appelle une réponse rapide et décisive. Les risques liés aux nouvelles technologies bio-numériques font la une des journaux lorsque les infrastructures de données déployées dans les systèmes alimentaires commencent à dysfonctionner. La société civile est bien placée pour saisir ces occasions. Depuis 2015, les OSC ont mis en place des plateformes régionales d'évaluation des technologies en Amérique latine, en Afrique et en Asie afin de réaliser des évaluations multisectorielles des technologies émergentes⁵⁵.

À partir des années 2020, le Mouvement pour une alimentation durable fait pression pour qu'une **nouvelle génération de traités de l'ONU⁵⁶ et de lois nationales limite les technologies dirigées par les entreprises** et mette fin à l'impunité de ces dernières. Premièrement, les efforts sont intensifiés pour promouvoir les lois nationales et un **Traité des Nations unies sur l'évaluation des technologies (ou protocole, selon le cas)**, afin d'identifier, de surveiller, de réglementer, voire de rappeler les technologies qui sont largement considérées comme dangereuses ou défaillantes. Au premier plan de cette discussion figurent les risques liés aux mégadonnées en termes d'atteinte à la résilience, à la dignité, à la vie privée, et de transformation des économies au détriment des petits agriculteurs et des travailleurs de l'alimentation. Deuxièmement, la pression s'accroît au Conseil des droits de l'homme pour conclure les négociations en cours sur un **traité contre le pouvoir des entreprises** (un «Traité contraignant sur les entreprises⁵⁷»), en s'appuyant sur la Campagne mondiale pour mettre fin à l'impunité des entreprises⁵⁸. Troisièmement, la société civile accélère le travail effectué sur plusieurs fronts pour faire avancer la **politique antitrust et la politique de la concurrence** par le biais d'initiatives onusiennes, régionales et nationales portées par l'influence croissante du mouvement New Brandeis en Europe et en Amérique du Nord (Khan, 2018).

Les efforts s'intensifient afin d'identifier, de surveiller, de réglementer, voire de rappeler les technologies qui sont largement considérées comme dangereuses ou défaillantes

Pour accélérer les progrès, les OSC s'associent à des alliés institutionnels choisis. En 2020, des discussions étaient déjà en cours entre la société civile, certains gouvernements et des secrétariats bienveillants au sein du CSA, de la CNUCED, de l'OIT et du CDH sur la faisabilité de divers traités et protocoles pour contrer le pouvoir des entreprises. La coopération intersectorielle des OSC au lendemain du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires accélère ce dialogue et crée de nouvelles opportunités pour les années 2020. La résistance de l'UE aux plateformes de mégadonnées trouve un écho dans la nouvelle administration américaine. Dès 2021, les discussions internationales entament un processus menant à des accords mondiaux en matière d'antitrust, de fiscalité et de fusions et acquisitions, qui se propagent des entreprises plateformes à tous les secteurs économiques. Étant donné que les États de l'OCDE sont divisés, les opportunités sont mises en avant aux niveaux national et régional avec le soutien d'un petit nombre d'États engagés, et souvent sans l'appui officiel des Nations unies.

En l'espace d'une décennie, ces négociations discrètes aboutissent à une série de traités/protocoles visant à limiter l'impunité des entreprises, notamment un accord juridiquement contraignant sur la concurrence (ainsi que des protocoles sur la fiscalité transnationale et l'évaluation des technologies), et un traité connexe affirmant la suprématie des droits de l'homme sur les droits des actionnaires (négocié par le Conseil des droits de l'homme). Bien que ces accords ne soient ratifiés que par quelques dizaines de pays, les entreprises mondiales risquent de perdre l'accès à des marchés importants et sont contraintes de modifier leurs pratiques internationales pour se conformer aux règles régionales. C'est pourquoi les entreprises font pression sur les États de l'OCDE pour qu'ils adhèrent à ces accords dans le but d'en affaiblir les dispositions. Les OSC considèrent néanmoins que les résultats sont positifs, et travaillent avec certaines régions et sous-régions pour riposter avec des protocoles plus robustes.

À travers ces débats, les protections spéciales accordées aux investisseurs sont également visées. Dans les années 2030, de grandes coalitions de la société civile contraignent les gouvernements à supprimer les clauses concernant le règlement des différends entre investisseurs et États («RDIE») dans les accords commerciaux, et

réclament une plus grande transparence dans les différents forums régissant les investissements étrangers, tout en faisant progresser leurs campagnes contre les DPI (droits de propriété intellectuelle).

En parallèle, le Mouvement pour une alimentation durable intensifie **les actions en justice contre les entreprises** en s'appuyant sur les dizaines de milliers de procédures judiciaires en cours contre Bayer (et sa holding récemment acquise, Monsanto)⁵⁹. Bayer et d'autres géants de l'agroalimentaire survivent aux poursuites judiciaires des années 2020, y compris aux règlements de recours collectifs s'élevant à plusieurs milliards de dollars. Mais même les affaires qui sont techniquement perdues par les plaignants s'avèrent bénéfiques en termes de relations publiques⁶⁰, et conduisent finalement à la cession de certains actifs et au recul des plus grands excès de la concentration des entreprises.

ENCADRÉ 22

Remettre en question le pouvoir des entreprises: diverses tactiques pour le changement



Si le Conseil des droits de l'homme semble s'occuper des négociations les plus larges, touchant à tous les aspects de l'impunité des entreprises, la société civile ne doit pas mettre ses œufs dans le même panier. Il existe au moins huit autres moyens, dont certains sont développés ci-dessus, par lesquels les mouvements alimentaires et d'autres alliés pourraient défier le pouvoir des entreprises:

- 1. Critères ESG:** À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'Union européenne et les États-Unis sont en train d'élaborer des législations et des règlements exigeant des entreprises, des banques et des groupes d'investisseurs qu'ils rendent compte régulièrement de leur respect des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG). Après avoir créé un précédent au niveau national, les OSC pourraient demander aux agences de l'ONU (et aux partenariats de l'ONU avec les entreprises) d'améliorer leur conformité ESG.
- 2. Accord mondial sur la fiscalité:** De nombreux gouvernements nationaux, ainsi que l'UE et l'OCDE, étudient de nouvelles législations et de nouveaux traités qui permettraient de prévenir le recours aux paradis fiscaux offshore, et garantiraient des niveaux d'imposition équitables et plus élevés. La nouvelle administration américaine a signalé à l'UE et à l'OCDE sa volonté de parvenir rapidement à un accord sur le contrôle des paradis fiscaux et sur l'élaboration d'un régime fiscal international pour les entreprises de haute technologie.

3. **Comptabilisation des coûts complets:** Les exigences actuelles en matière d'audit contournent la divulgation complète d'informations, offrant aux entreprises une échappatoire fiscale et faisant peser la charge du contrôle sur les OSC et les gouvernements. Cette initiative politique populaire peut jouer à la fois sur le plan national et international.
4. **Pratiques commerciales restrictives:** Ce concept a été utilisé par la CNUCED pour englober un large éventail de stratégies commerciales douteuses (prix de transfert, cartels, etc.). Il pourrait trouver un soutien politique au niveau national et à l'ONU.
5. **Fusions et acquisitions:** La CNUCED dispose d'une loi type peu efficace qui pourrait être renforcée et négociée. De nombreux gouvernements reconnaissent que leurs règles en matière de fusions et d'acquisitions doivent être mises à jour. Il existe également de bonnes raisons de réglementer les rachats d'entreprises au niveau mondial par le biais d'un traité international.
6. **Intégration verticale:** Si les efforts visant à réformer la politique nationale de concurrence ou à établir un traité international sur les fusions et acquisitions sont lents (ou si les résultats sont inadéquats), il peut être plus facile de modifier les réglementations ou de sécuriser un accord international autour des risques d'intégration verticale (lorsque l'agro-industrie se déplace vers le haut et/ou le bas de la chaîne alimentaire, mettant ainsi en péril la sécurité alimentaire).
7. **Plateformes et gestion numérique:** Les préoccupations publiques et politiques relatives aux plateformes technologiques et à la gestion des mégadonnées figurent en bonne place dans le programme des gouvernements nationaux et des organismes régionaux. Bien que la société civile soit largement exclue de ces négociations, il existe de nombreuses raisons pour lesquelles les gouvernements pourraient accepter la participation des mouvements alimentaires. Le développement actuel d'un conseil sur les mégadonnées ou d'un organe chargé des données agricoles offre une opportunité importante.
8. **Évaluation des technologies:** Les préoccupations croissantes de la population et du monde politique concernant les blockchains, les crypto-monnaies, les mégadonnées, ainsi que l'automatisation devraient permettre d'établir de nouvelles réglementations nationales et des traités régionaux ou internationaux en s'appuyant éventuellement sur l'initiative de la CNUCED et du Forum des Nations unies sur la science et la technologie pour l'innovation. Une forte participation de la société civile à l'évaluation des technologies reste toutefois essentielle.

OPPORTUNITÉ N°6

Vers un engagement international sur les urgences alimentaires



Depuis des décennies, la société civile ne cesse de mettre en garde contre la menace qui pèse sur la sécurité alimentaire lorsque des restrictions sont imposées aux petits agriculteurs par le biais d'accords commerciaux, de barrières commerciales, de droits de propriété intellectuelle et de lois sur les semences. En 2020, nombre de ces préoccupations ont atteint leur paroxysme lorsque la COVID-19 a exposé au grand jour les **principales faiblesses de la chaîne d'approvisionnement** en touchant pratiquement tous les pays et toutes les régions. Au cours des années 2020, en réponse aux perturbations persistantes liées au climat et aux maladies, les États industrialisés s'efforcent de réduire leur vulnérabilité face aux matières premières et d'élargir leurs corridors d'approvisionnement (voir partie 3). Pendant ce temps, les accords, contrats et traités commerciaux empêchent les gouvernements et les communautés des pays du Sud de se préparer et de répondre aux urgences alimentaires. Dans toutes les régions, les entreprises agroalimentaires (et les grandes entreprises technologiques avec lesquelles elles sont de plus en plus étroitement liées) font pression pour faire en sorte que la détection détaillée basée sur les données et l'agriculture numérique/de précision à grande échelle soient les meilleurs (ou les seuls) moyens d'augmenter rapidement la production et de prévenir les urgences.

En réponse, le Mouvement pour une alimentation durable se tourne vers les **stratégies de réduction des risques de catastrophes** et les **protocoles d'urgence en matière de sécurité alimentaire**⁶¹. Les groupes de travail de la société civile mettent en avant les cadres existants (voir l'encadré 23), identifient les points de conflit et commencent à élaborer des lois types garantissant que la sécurité alimentaire soit placée au-dessus d'autres considérations commerciales ou politiques, notamment les accords commerciaux, les contrats fonciers et les dispositions réglementaires⁶². La société civile utilise une conférence sectorielle de l'UNDRR sur la sécheresse de 2021/2022 comme tremplin pour s'appuyer sur le cadre de Sendai et intensifier les discussions autour de nouveaux protocoles relatifs aux catastrophes.

ENCADRÉ 23

Directives d'urgence: le cadre de Sendai et d'autres cadres mondiaux



La préparation aux catastrophes est un sujet qui figure au programme des discussions de la FAO et du PAM depuis un certain temps. En 2015, le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) a obtenu l'accord de 160 pays en faveur de son plan directeur mondial pour la réduction des risques de catastrophe: le cadre de Sendai. L'UNDRR y énonce certaines priorités, procédures et outils pour la préparation aux situations d'urgence nationales, mais n'aborde pas les politiques, protocoles ou traités relatifs à la réglementation, aux échanges ou au commerce qui pourraient être avancés ou suspendus en cas de crise. Outre l'UNDRR, il est probable que la plupart des agences et programmes spécialisés des Nations Unies aient développé des directives ou des processus d'urgence. Presque par définition, la CCNUCC et le PAM ont été créés pour faire face à l'insécurité alimentaire et à d'autres crises. La FAO et le PAM ont notamment élaboré des directives et des listes de contrôle, mais là encore, elles ne tiennent pas compte des traités internationaux ou des considérations réglementaires nationales. Des discussions informelles ont eu lieu dans le cadre de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO et du traité sur les semences qui lui est étroitement associé (TIRPAA), mais elles n'ont abouti à aucun engagement international.

Étant donné que les urgences alimentaires deviennent plus courantes, plus intenses et plus longues dans les années 2020, les gouvernements commencent à envisager des mesures qui pourraient entrer en conflit avec la législation, les contrats ou les traités existants. En parallèle, des négociations internationales sont lancées via la CCNUCC, le CSA, la Conférence de la FAO ou l'un de ses comités.

À la fin de la décennie, des lois types sont reprises par des gouvernements bienveillants. Lorsqu'une crise alimentaire survient, les géants de l'agro-industrie sont pris au dépourvu et on observe un élan soudain pour accélérer les négociations internationales. Cela conduit à des propositions d'**engagement international sur les urgences alimentaires** soit sous la forme d'un accord d'urgence sur l'agriculture, soit sous la forme d'un pacte des Nations unies qui s'appuie sur les accords nationaux négociés précédemment.

Compte tenu des préoccupations croissantes concernant la propriété intellectuelle et les bénéfices des entreprises, ainsi que des souvenirs vivaces de la lutte pour garantir l'accès universel aux vaccins COVID-19, le processus bénéficie d'un élan politique.

Puisque l'OMC est en déroute et que de nombreuses **grandes nations commerçantes se recentrent sur l'autosuffisance stratégique** (dont l'UE, les États-Unis, la Chine, l'Australie), le traité est adopté, et certains pays et régions choisissent d'y joindre des protocoles qui supplantent les règles commerciales⁶³. L'agro-industrie tente de remettre en cause les accords, mais au cours des années 2030, les OSC convainquent les gouvernements que **la durée de la crise est indéterminée et que les dispositifs d'urgence doivent rester en place**.

Cependant, dans un contexte où les corridors d'approvisionnement opaques sont gérés par l'IA, cela ne suffit pas à garantir la sécurité alimentaire de toutes les populations. De nouvelles batailles s'engagent pour savoir **si le code informatique prévaut sur les lois et règlements nationaux**. Ces batailles, qui font toujours rage dans les années 2040, exigent des mouvements alimentaires qu'ils développent continuellement leurs capacités techniques et leurs collaborations.

OPPORTUNITÉ N°7

Mettre en œuvre des politiques alimentaires, des conseils de politique alimentaire et de nouvelles formes de participation citoyenne

Lorsqu'elles élaborent des stratégies pour le prochain quart de siècle, les OSC s'appuient sur les avancées majeures des décennies précédentes en termes d'**implication directe des citoyens dans la gouvernance des systèmes alimentaires locaux et nationaux**. Dans le monde entier, les mouvements alimentaires ont initié et participé à des assemblées délibérantes⁶⁴, à des jurys de citoyens/agriculteurs⁶⁵, à des assemblées populaires, à des sociétés d'entraide (réapparues dans le sillage de la COVID-19), et à des conseils de politique alimentaire. Certains sont en place depuis de nombreuses années et exercent une influence significative, voire une autorité réglementaire. Au début des années 2020, ce qui avait commencé dans quelques villes, municipalités et pays gagnait en popularité à plusieurs niveaux dans le monde.



Du Brésil au Kenya en passant par la Suède et le Canada, la société civile a réussi à faire pression sur les gouvernements nationaux, les États ou les provinces pour qu'ils mettent en place des politiques alimentaires et des comités ou conseils multisectoriels pour les gouverner.

Tout au long des années 2020, les OSC de base populaire continuent à construire des espaces de gouvernance alimentaire démocratique dans les villes, les régions et les pays du monde entier, permettant d'engranger victoire sur victoire. Grâce à des systèmes de distribution et d'approvisionnement publics de plus en plus locaux et au renforcement des coopératives (voir Opportunité n° 3), les systèmes alimentaires territoriaux et les chaînes d'approvisionnement courtes prennent racine dans un nombre croissant de villes, de régions et de provinces. Ces liens économiques contribuent à poser les fondements des organes de gouvernance alimentaire locaux, et vice versa.



Au cours des années 2020, ces efforts s'accélérent par des échanges de plus en plus systématiques **au niveau local**: les communautés qui luttent pour une gouvernance alimentaire démocratique locale s'appuient sur l'expérience de l'ICLEI, du C40, du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan et d'autres réseaux expérimentés. Les codes de conduite sont élaborés pour encourager des efforts similaires dans le monde entier, tout en reconnaissant que les systèmes de gouvernance diffèrent selon les pays et les régions.

Les OSC à vocation internationale considèrent les initiatives locales comme une incarnation de la souveraineté alimentaire et comme les **interlocutrices** naturelles de l'**architecture de gouvernance alimentaire régionalisée** qu'elles tentent de mettre en place (voir Opportunité n° 4). Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de systèmes alimentaires durables au niveau infranational renforcent également les arguments en faveur d'une voix plus forte des communautés et des gouvernements locaux dans les négociations sur le climat⁶⁶.

Dans les années 2030, les nouveaux processus délibératifs du CSA (voir Opportunité n° 4) sont liés à d'autres espaces de gouvernance mondiale, ce qui **permet aux expériences locales d'alimenter les directives internationales** pour le développement de processus et d'organes de gouvernance alimentaire inclusifs. Lorsque les gouvernements adoptent ces lignes directrices, ils contribuent à soutenir les initiatives délibératives et à empêcher l'accaparement par les entreprises. Les OSC parviennent généralement à établir la primauté des mouvements sociaux et des populations les plus à risque et marginalisées pour qu'ils fassent partie des organes nationaux et extranationaux.

Dans le monde entier, les mouvements alimentaires ont initié et participé à des assemblées délibérantes, à des assemblées populaires, à des sociétés d'entraide et à des conseils de politique alimentaire

ENCADRÉ 24

La pensée multilatérale: Tirer parti des espaces intergouvernementaux sous-utilisés et sous-évalués



Le système multilatéral regorge de forums intergouvernementaux, dont les comités, les COP et les traités. Ils sont souvent assez accessibles à la société civile, puisque des réunions sont organisées régulièrement aux niveaux mondial et régional. Leurs mandats se chevauchent, ce qui permet aux OSC de porter dans un autre forum une question qui a été bloquée dans un organe. Le biopiratage de lignées de cellules humaines autochtones, par exemple, a été abordé dans le cadre de la Convention sur la biodiversité et non du Conseil des droits de l'homme. Les structures multilatérales qui semblent manquer de ressources ou ne pas être pertinentes aujourd'hui peuvent, si les circonstances s'y prêtent, devenir une force motrice demain (le CSA a été mis sur une voie de garage de 1974 à 2008). La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et s'accompagne d'un avertissement: le système multilatéral peut parfois s'avérer être un cimetière où les OSC viennent enterrer leurs budgets, leur innocence et leur crédibilité. Tout engagement avec un organisme multilatéral peu connu nécessite une planification d'entrée et de sortie minutieuse, collective et stratégique.

- 1. Conférences régionales (comme les réunions régionales de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement):** La FAO et de nombreux autres organismes multilatéraux organisent des conférences régionales qui vont de simples cocktails chics à des organes de décision qui alimentent les politiques mondiales. En général, la société civile peut y participer. Les réunions régionales ne se contentent pas d'aborder les dossiers internationaux, mais peuvent servir de tremplin pour les réformes politiques régionales et nationales.
- 2. Banques multilatérales de développement (BMD):** La Banque mondiale et les banques régionales de développement, sous la pression des communautés autochtones et du Sommet de Rio de 1992, ont établi des procédures de règlement des différends accessibles aux communautés concernées. Près de 1 100 dossiers ont été ouverts depuis 1994. Une étude de près de 400 cas montre que les procédures ont eu une valeur limitée pour les communautés, mais ont parfois provoqué des changements de politique à long terme au sein même des banques. Certains éléments des procédures se sont avérés utiles (accès aux ressources et à l'information, etc.) et pourraient devenir un modèle pour un meilleur suivi et pour des mécanismes de règlement des différends entre les RBA et le CGIAR (Park, 2020).

- 3. Cour internationale de justice ou «Cour mondiale» (CIJ):** Au-delà des différends frontaliers, la Cour mondiale joue un rôle important en répondant aux questions des organes de l'ONU en matière de juridiction, de mandat, de procédures et de bien d'autres sujets encore. La Cour s'efforce de répondre dans un délai de 12 mois et ses décisions sont rarement ignorées (les centres du CGIAR ont un jour proposé que la Cour rende un avis sur la propriété intellectuelle des variétés végétales, mais leurs bailleurs de fonds ne l'ont pas vu de cette façon). L'accès à la Cour dépend des règles de chaque organisme, et le potentiel de la société civile a été sous-évalué.
- 4. Commission du Codex Alimentarius:** Elle est organisée conjointement par la FAO et l'OMS à Rome. Les décisions de la Commission ont du poids à l'OMC pour des considérations relatives à la sécurité alimentaire interprétées au sens large. Bien qu'elle soit difficile d'accès pour la société civile, sa complexité peut cacher des opportunités.
- 5. Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD):** Fruit négligé du Programme Action 21, la Convention est importante pour les pasteurs et autres communautés autochtones, et ses décisions pourraient avoir un impact sur les producteurs paysans des régions semi-arides. Étant donné qu'elle a été politiquement sous-estimée, elle constitue un vide de pouvoir qui pourrait être comblé.
- 6. Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales (SLNG):** Créé par les agences des Nations unies au milieu des années 1970, avec des bureaux à Genève et à New York, ce petit organisme souffre de ressources limitées et de négligence institutionnelle. Pourtant, il a joué un rôle essentiel dans les premiers travaux de la société civile sur les préparations pour nourrissons, les pesticides et les semences. Plus récemment, le SLNG a apporté un soutien à la campagne visant à créer le Forum des Nations unies sur la science, la technologie et l'innovation. Avec un soutien stratégique, il pourrait améliorer l'efficacité des OSC, réduire les coûts de transaction et fournir des informations essentielles.
- 7. Fonds commun des Nations unies pour les produits de base (UNCFC):** Instauré par la CNUCED dans les années 1970, le Fonds a vu le jour grâce à la mobilisation des OSC qui se sont battues pour sa création. Il est destiné à aider les pays dépendant des exportations de produits de base à se diversifier, en soutenant potentiellement les producteurs et en encourageant les marchés locaux. Il est actuellement très faible.

8. Traité sur la modification de l'environnement (ENMOD): Ratifié par les principaux gouvernements dans les années 1970, le traité vise à empêcher l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires (c'est-à-dire la géo-ingénierie). Des efforts timides ont été faits pour étendre son mandat aux pesticides et aux déversements toxiques. Les liens directs entre le traité, l'Assemblée générale des Nations unies et la Cour mondiale pourraient en faire une option incontournable pour répondre à l'urgence climatique.

9. UNDRR (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes): Bien qu'il soit perçu comme offrant un service plutôt qu'exerçant une fonction normative, le Bureau pourrait s'avérer important dans le cadre de la collaboration avec les gouvernements locaux et nationaux et/ou mobiliser la CCNUCC, la FAO et d'autres organismes pour qu'ils s'engagent dans des débats politiques controversés.

VOIE 3.

Réorienter les flux financiers

Dans les années 2020, les échecs des systèmes alimentaires industriels stimulent la résistance du public et encouragent l'action des gouvernements. Le soutien à la transformation des systèmes alimentaires s'accélère malgré la concurrence et la menace constante de récupération. La combinaison des urgences climatiques, des épidémies liées à l'alimentation, des risques et des défaillances technologiques signifie que les nouvelles ressources ne sont pratiquement plus disponibles. Mais tous ces facteurs suscitent également des appels sans précédent à la réorientation des flux financiers existants.

Conscient de la tendance de l'agro-industrie (partie 3), le Mouvement pour une alimentation durable se concentre sur trois domaines: i) les objectifs simples (c'est-à-dire, les cibles les plus facilement atteignables) comme les lignes budgétaires administratives et pour la recherche; ii) l'objectif plus délicat des principales subventions aux produits de base; iii) les «externalités» et revenus des entreprises qui ne sont pas imposés ou qui ne le sont pas assez. L'interaction complexe entre les objectifs «simples» et «difficiles» signifie que les progrès sont irréguliers et inégaux.

Une étape relativement simple pour certains s'avère impossible pour d'autres. Dans le meilleur des cas, les nouvelles taxes sur la malbouffe améliorent la santé et réduisent les dépenses de soins de santé, mais la manne fiscale risque toujours d'être recyclée en nouvelles formes de subventions à l'agro-industrie et à l'industrie alimentaire.

Néanmoins, l'opposition à ces tendances et la dynamique d'action augmentent. Il en va de même pour les sommes d'argent récupérées. Chaque victoire affaiblit également le pouvoir de pression de l'agro-industrie et son influence en matière de politique alimentaire. Le point d'équilibre maintenu grâce à vingt-cinq années de collaboration entre les OSC (travaillant avec des universitaires progressistes, des secrétariats multilatéraux et certains gouvernements) contribue à remettre en question un système alimentaire industriel dont les défaillances structurelles et technologiques le rendent toujours plus vulnérable face aux crises en cascade. En 2045, le Mouvement pour une alimentation durable réaffecte au moins 4 100 milliards de dollars de coûts annuels de la chaîne alimentaire industrielle (dont les coûts sanitaires et environnementaux) soit dans le soutien direct à la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, soit pour réduire les dommages. La société civile parvient également à réduire de 75 % les émissions de gaz à effet de serre provenant de la chaîne industrielle. Ces avancées sont complétées par des formes de redistribution des richesses au sein des régions du monde et entre elles (comme indiqué dans les Voies 1 et 2), ainsi que par des mesures radicales visant à définancieriser les systèmes alimentaires.

OPPORTUNITÉ N°8

Réorienter les lignes budgétaires de R&D et du domaine technique vers des systèmes alimentaires durables



Aujourd'hui, certains fonds publics sont farouchement gardés (voir ci-dessous), mais d'autres sont à peine connus de la plupart des acteurs du système alimentaire. Dans de nombreux pays⁶⁷, les lignes budgétaires consacrées à la recherche, à l'administration et à la technique, entre autres, suscitent relativement peu d'attention et de débat politique. Au cours des années 2020, la société civile cible ces pots de financement, en commençant par la FAO et le FIDA où l'on estime qu'un tiers des dépenses peut être réaffecté discrètement par des chefs d'agence et des fonctionnaires bienveillants. On pourrait parler de réussite si environ 1 milliard de dollars par an été réorienté vers les petits pêcheurs, les pratiques agroécologiques et d'autres formes de soutien essentielles à la production alimentaire durable.

Dans les années 2020, la société civile vise également l'aide alimentaire. Enhardi par son prix Nobel et sous le feu des projecteurs, le PAM accepte également d'intensifier son approvisionnement local durable (visant un objectif de 90 % d'ici 2030 au plus tard) sans trop de réticence⁶⁸. En conséquence, 640 millions de dollars supplémentaires sont réorientés vers les agriculteurs des pays en développement, afin d'aider les petits exploitants à continuer à produire ou à passer à une production durable.

Parallèlement, la société civile cible les flux d'aide douteux qui subventionnent les missions commerciales, facilitent les investissements étrangers dans le secteur des industries extractives, ou font progresser les objectifs géopolitiques des donateurs, c'est-à-dire les formes résiduelles «d'aide liée», canaux par lesquels les donateurs se sont historiquement déchargés des excédents de produits manufacturés ou agricoles. «One», une ONG créée par Bono, a récemment estimé qu'environ 10 % du budget de l'aide étrangère britannique tombait dans cette catégorie et devrait être réalloué à des fins véritablement bénéfiques⁶⁹. En appliquant cette logique à l'ensemble des pays de l'OCDE, au moins de 10 milliards de dollars d'aide bilatérale pourraient être réattribués à des systèmes alimentaires durables.

On pourrait parler de réussite si environ 1 milliard de dollars par an été réorienté vers la production alimentaire durable

Vers la fin des années 2020, des sommes encore plus importantes sont récupérées, car les mouvements alimentaires accentuent la pression sur les budgets de recherche importants (et souvent peu visibles). Les dépenses publiques consacrées à la R&D agroalimentaire, qui s'élèvent actuellement à environ 38 milliards de dollars par an⁷⁰, sont de plus en plus examinées à la loupe, en particulier les projets de recherche agricole des donateurs dans les pays du Sud. Rien qu'en 2020, trois rapports distincts ont souligné l'incapacité des principaux donateurs bilatéraux et mondiaux à apporter un soutien suffisant aux projets agroécologiques dans les pays en développement (Biovision, IPES-Food, & IDS, 2020; CIDSE, 2020; Vermeulen & De Schutter, 2020). Étant donné que la COVID-19 entraîne des difficultés économiques et exerce une pression importante sur les ressources publiques dans les années 2020, toutes les dépenses font l'objet d'un examen plus approfondi. La société civile utilise cette situation à son avantage en pointant du doigt le gaspillage que représentent les projets habituels, qui contribuent peu à la réalisation des ODD. Les mouvements alimentaires trouvent plusieurs donateurs bilatéraux prêts à repenser leurs stratégies de développement agricole⁷¹, et les convainquent de réorienter une grande partie de leur financement vers des projets agroécologiques menés par des instituts de recherche et des OSC dans les pays du Sud.

Après avoir résisté avec succès à la tentative de prise de contrôle par les entreprises/philanthro-capitalistes des centres internationaux de recherche agricole dans les années 2020 (le «CGIAR», Voie 2),



la société civile parvient à convaincre les gouvernements bienveillants d'user de leur influence, en tant que principaux contributeurs à son budget, pour **réaligner le CGIAR sur le programme agroécologique** qu'ils ont adopté dans le cadre de leur propre aide bilatérale. La société civile s'associe également aux partisans de la réduction des coûts au sein de l'organisation. Ensemble, ils permettent de transférer une partie des dépenses administratives du CGIAR, qui représenteraient 40 % de son budget, vers des fonds destinés aux projets. Ces actions accélèrent une tendance qui, à terme, place au moins la moitié du budget (425 millions de dollars) dans le camp positif.

Dans les années 2030, les dépenses nationales de recherche agricole commencent également à changer, car les décideurs se méfient des tendances de l'agro-industrie. Ils sont également conscients de la méfiance croissante du public à l'égard de ces tendances et de ces technologies, et frustrés par l'inefficacité d'investissements étroitement ciblés sur la productivité agricole. La réussite dans ce domaine dépend fortement de la politique et des pressions aussi bien nationales que locales. La situation sera différente pour chaque pays et chaque camp, mais il n'est pas irréaliste de penser qu'environ 19 milliards de dollars (soit environ la moitié du budget annuel du secteur public national) puissent passer dans la colonne positive au cours du prochain quart de siècle. Une grande partie de l'argent restant serait tenue à l'écart de l'agro-industrie et ne serait plus déployée dans le seul but d'attirer les IDE et de stimuler la croissance du PIB.

Au cours des années 2020 et 2030, la société civile attire également l'attention sur les **fonds de pension** (un autre type de flux de financement peu visible), ce qui entraîne le désinvestissement de certains (pas tous) organismes pratiquant l'accaparement des terres et d'autres pratiques néfastes⁷². Les bases militaires se vident à mesure que les alliés du Mouvement de la paix parviennent à **réduire les dépenses pour l'armée**. Comme convenu préalablement avec les gouvernements, les «épées» sont transformées en «socs», les ordonnances foncières sont levées, et les terres exemptes de toxines sont cédées aux paysans et aux organisateurs locaux des marchés territoriaux. Les ministères de la défense acceptent également de passer des contrats avec des paysans producteurs pratiquant l'agroécologie pour nourrir le personnel militaire.

OPPORTUNITÉ N°9

Revoir les principales subventions aux produits de base



Dans la perspective de 2021, les flux financiers les plus difficiles à réorienter sont les principales subventions aux produits de base. Environ 720 milliards de dollars de subventions aux producteurs sont versés chaque année⁷³. Une part remarquable revient aux grandes industries du sucre, du tabac, du coton, de l'huile végétale et des biocarburants. La plupart de ces secteurs bénéficient également de tarifs d'importation spéciaux, de quotas et d'autres protections commerciales. En outre, les subventions à la pêche représentent à elles seules un montant estimé à 35,4 milliards de dollars (Sumaila et al., 2019), dont 18 à 20 milliards de dollars ont été classés comme «néfastes» par l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les océans. Il s'agit notamment des subventions au carburant des chalutiers (Thomson, 2019).

L'objectif de la société civile pour le quart de siècle à venir sera de transférer la plus grande partie possible de l'argent issu de l'agriculture et de la pêche industrielle à forte intensité d'intrants vers la production alimentaire durable. Depuis la création de l'OMC il y a 25 ans, un large éventail d'OSC travaillant dans différents secteurs se sont réunies pour opposer une résistance efficace aux subventions et au commerce. De nouveaux fronts s'ouvrent dans les années 2020 avec la même force et la même ampleur, en s'appuyant sur les travaux intersectoriels en matière d'alimentation, de commerce et de climat. Avec le temps, les groupes de pression approfondissent également leur collaboration avec les organisations d'agriculteurs, de pêcheurs, de travailleurs alimentaires, et avec les associations de consommateurs, formant ainsi un front commun en faveur de la réforme des subventions, de la fixation de prix équitables et de salaires décents⁷⁴. Cela permet à la société civile de dépeindre les grandes subventions aux produits de base comme une menace pour l'agriculteur/pêcheur moyen (via le dumping de produits subventionnés à bas prix sur les marchés mondiaux) et une aubaine pour les multinationales de l'agroalimentaire. Les consommateurs s'engagent également, car ils sont désormais capables de reconnaître que ces bénéficiaires sont des «A-corps» (Voie 1).

Sur les 720 milliards de dollars producteurs subventions versées chaque année, une part remarquable revient aux grandes industries du sucre, du tabac, du coton, de l'huile végétale et des biocarburants

En raison de l'approche de points de basculement environnementaux, d'une augmentation de l'obésité, et de l'exploitation des travailleurs dans les plantations, les bateaux de pêche et les fermes industrielles, ces efforts portent leurs fruits d'ici la fin des années 2020. Les subventions pour le carburant des chalutiers sont les premières visées. Il s'agit d'une mesure réclamée par des coalitions d'ONG environnementales, de petits pêcheurs, d'aquaculteurs et bien d'autres. Elle bénéficie également d'un large soutien du public. Les secteurs du cacao, du sucre et de l'huile de palme sont les prochains à voir leur financement réduit. Les subventions à l'élevage intensif⁷⁵, déjà remises en cause au début de la décennie, le sont davantage à la suite de campagnes incessantes de la société civile. La sensibilisation du public, suscitée par la COVID-19, aux conditions de travail dangereuses dans les chaînes d'approvisionnement en viande et en poisson permet de faire pression sur les consommateurs.



© UN Women

Les opportunités de réforme au niveau mondial sont poursuivies en parallèle par la société civile. Étant donné que la flambée des prix des denrées alimentaires et la volatilité des échanges commerciaux sont en passe de devenir un phénomène courant dans les années 2020, le Mouvement pour une alimentation durable souligne **l'urgence pour les pays en développement de diversifier leur agriculture** et leurs économies. Tirant sur les mêmes ficelles qu'en 2009 pour relancer le CSA, les OSC profitent du prochain échec des systèmes alimentaires mondiaux pour faire pression en faveur de la recapitalisation du **Fonds commun des Nations unies pour les produits de base** avec un mandat renouvelé pour soutenir la diversification de ces produits. Il s'agit de soutenir financièrement la diversification des cultures et du bétail (et l'abandon des produits de base vulnérables aux chocs de prix), de renforcer la recherche agricole et de soutenir les coopératives alimentaires locales.

La société civile fait également monter la pression sur les bailleurs de fonds du développement agricole. Certaines cibles sont hors de portée: les philanthro-capitalistes et leurs partenariats public-privé se servent de la crise climatique pour canaliser davantage de fonds vers la numérisation et l'amélioration de la productivité des principaux systèmes de (mono)culture. Toutefois, l'agroécologie produit des résultats probants, et l'investissement (modeste) des fonds de relance post-COVID-19 dans les chaînes d'approvisionnement courtes commence à porter ses fruits. D'autres pots de financement entrent ainsi en jeu. Dans les années 2030, une poignée de **fonds mondiaux** (comme le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds vert pour le climat) et de **donateurs bilatéraux** détournent **leurs investissements des approches de la «nouvelle révolution verte» au profit de l'agroécologie**. D'autres pourraient leur emboîter le pas. Ces tendances sont renforcées par la transition rapide du PAM vers des achats locaux durables (voir Opportunité n° 8).

Ce chemin est truffé de complexités, et **chaque «victoire» marque le début d'une nouvelle bataille**. Alors même que les subventions sont retirées à l'industrie agroalimentaire, le Mouvement pour une alimentation durable doit mener une bataille tout aussi difficile pour les réaffecter à de meilleures fins.

L'investissement dans la transition agroécologique menée par les petits exploitants fait face à la concurrence d'une série d'autres priorités: assurer de nouveau l'autosuffisance dans des secteurs stratégiques, réorienter l'aide au développement vers les priorités nationales de la période post-COVID, et mettre en place des infrastructures de données pour une agriculture «intelligente face au climat».

La société civile doit tout de même faire face à la dure réalité du contexte: **la suppression des subventions injustes dans les pays riches ne profite pas nécessairement aux pays du Sud⁷⁶**, en tout cas pas immédiatement. La société civile redouble d'efforts pour travailler efficacement dans tous les secteurs et sur de multiples fronts, qu'il s'agisse de sensibiliser au gâchis et aux injustices des subventions conventionnelles ou de susciter l'engouement autour des marchés territoriaux. Cette démarche permet de s'assurer que la fin des subventions aux grandes entreprises agricoles marque également le début de nouveaux modes de rémunération des petits exploitants agricoles durables dans les pays du Nord et du Sud.

En dépit des risques et des incertitudes, il est raisonnable de s'attendre à ce qu'entre 2020 et 2045, deux tiers des subventions mondiales aux producteurs, soit environ 470 milliards de dollars, soient à saisir. Même si la moitié des subventions aux producteurs est détournée à d'autres fins (voir ci-dessous), cela pourrait quand même rapporter environ 235 milliards de dollars d'aide annuelle aux marchés territoriaux et à l'agroécologie.

OPPORTUNITÉ N°10

Taxer la malbouffe et mettre fin à l'évasion fiscale des entreprises

Les arguments en faveur de la taxation de l'industrie agroalimentaire, de ses produits les plus préjudiciables pour la santé, et de ses impacts les plus polluants ne feront que se renforcer au cours du prochain quart de siècle. Le point d'entrée le plus évident est la **taxation de la malbouffe**. La société civile a toujours pris les devants et joué un rôle central dans la formation de l'opinion publique au cours des changements qui ont eu lieu dans un nombre croissant de pays. Le Chili en est un exemple éloquent. La consommation de boissons sucrées a chuté de près de 25 % dans les 18 mois qui ont suivi l'adoption d'une série de réglementations en 2016, notamment des restrictions publicitaires sur les aliments malsains, des étiquettes d'avertissement sur le devant des emballages et l'interdiction de la malbouffe dans les écoles. En 2014, le Mexique a adopté une taxe de 10 % sur la vente de boissons sucrées, entraînant une baisse de 12 % des ventes à la fin de l'année. En octobre 2020, l'État mexicain d'Oaxaca a interdit la vente de malbouffe aux enfants (BBC News, 2020). Le Pérou, l'Uruguay et Israël ont adopté des mesures similaires à celles du Chili, et le Brésil devrait leur emboîter le pas (Jacobs, 2020).

Forts de ces réussites, et face aux nouveaux efforts de l'agro-industrie pour trouver de nouveaux marchés pour les aliments transformés (voir partie 3), les mouvements alimentaires déploient des **stratégies de campagne préalablement élaborées** et enchaînent les victoires dans toutes les régions du monde dans les années 2020. Ce faisant, ils dégagent de nouvelles recettes fiscales, portent un coup dur aux bénéfices de l'agro-industrie⁷⁷ (et donc à sa capacité à fixer les priorités), et réalisent des économies considérables dans le domaine de la santé. Ramener à zéro la consommation mondiale de boissons gazeuses et d'autres aliments ultra-transformés pourrait rapporter, selon les estimations, 1 620 milliards de dollars par an en termes de réduction des dépenses de santé. Une réduction de 75 % de la tendance mondiale pourrait tout de même rapporter jusqu'à 1 220 milliards de dollars (van Nieuwkoop, 2019).



les effets de la taxation de la malbouffe :

25%
baisse de la consommation en 18 mois au Chili



12%
baisse des ventes en 12 mois au Mexique



Grâce à l'avantage du précurseur, les mouvements alimentaires sont en mesure de faire face à une concurrence féroce et de réclamer environ la moitié des recettes de ces nouvelles taxes pour les investissements dans des systèmes alimentaires durables et sains. Consciente des risques de revirements de politiques, la société civile investit une énergie considérable dans la lutte pour le réinvestissement des recettes, et plaide de manière convaincante en faveur de **programmes de prévention complets en matière de santé publique**, impliquant des organisations communautaires de base⁷⁸.

Vers la fin des années 2020, de nouveaux liens sont établis avec les **mouvements faisant la promotion de la fiscalité environnementale**. Par ailleurs, les consommateurs sont en mesure de voir les «coûts réels» de l'agriculture industrielle sur leurs applications et se demandent pourquoi les autorités publiques ne taxent pas ces «externalités» (Voie 1). Les taxes qui s'ensuivent – sur le CO₂, les toxines, les emballages plastiques et les déchets alimentaires – sont parfois négligeables. Mais, comme pour les subventions, les premiers à prendre l'initiative d'imposer des changements similaires à leurs partenaires commerciaux déclenchent une cascade de réformes et une nouvelle norme mondiale.

Encouragé par ces réussites, le Mouvement pour une alimentation durable se tourne vers un objectif aux bénéfices presque incalculables: mettre fin à l'évitement et à l'évasion fiscale des entreprises. On estime que 40 % des bénéfices imposables des entreprises multinationales ne sont pas payés chaque année, ce qui représente un manque à gagner de 200 milliards de dollars par an, dont environ 67 milliards de dollars par an pour les pays en développement⁷⁹. Des pratiques telles que les prix de transfert⁸⁰ sont monnaie courante dans le secteur agroalimentaire (voir encadré 25). Dans le même temps, les nouveaux arrivants dans le secteur alimentaire, comme Amazon, sont en mesure d'exercer un immense pouvoir coercitif (et de recourir à l'intelligence artificielle) afin d'éviter une imposition équitable⁸¹.

ENCADRÉ 25

L'évitement fiscal des entreprises dans le secteur agroalimentaire



Des scandales récents ont révélé que des multinationales de l'agroalimentaire utilisent toute la gamme des techniques d'optimisation fiscale pour protéger leurs bénéfices. Par exemple:

- Une enquête menée en 2011 a révélé que des négociants mondiaux en céréales comme Cargill et Bunge avaient recours à des «opérations triangulaires» pour leurs exportations en utilisant des sociétés écrans dans des pays tiers pour éviter des millions de dollars de taxes en Argentine (Associated Press, 2011);
- MHP, l'un des plus grands producteurs de volaille d'Europe, a pu échapper à tout impôt sur les sociétés sur ses 3 milliards de dollars de bénéfices annuels, grâce à des remboursements d'impôts dans son pays d'origine (Ukraine), et à la localisation de sa société mère dans des paradis fiscaux (Luxembourg puis Chypre) (Counter Balance, 2020);
- Karuturi Global, une multinationale implantée en Inde et premier producteur mondial de roses coupées, a eu recours à des erreurs de prix de transfert pour priver le gouvernement kenyan d'environ 11 millions de dollars d'impôt sur les sociétés (Tax Justice Network, 2013);
- L'agro-industrie et les trafiquants de stupéfiants ont régulièrement recours au blanchiment d'argent et à d'autres systèmes d'évasion fiscale au Brésil, en Colombie, au Mexique, au Guatemala et aux États-Unis. Souvent décrit comme la stratégie de la «vache en papier», ce bétail imaginaire est acheté et vendu, voire exporté à l'étranger. Dans un cas, un troupeau de 450 000 bovins a été vendu et abattu à plusieurs reprises (De Sanctis, 2017).

Les progrès en matière d'optimisation et d'évasion fiscale des entreprises exigent de **nouveaux niveaux de campagnes intersectorielles et internationales** (dont une coordination constructive avec des gouvernements nationaux et une liaison avec des secrétariats des Nations unies et des universitaires bienveillants). En 2021, de nombreux gouvernements avaient déjà atteint un point de basculement sur cette question. Le nouveau président américain promettait de doubler les impôts sur les bénéfices étrangers des entreprises situées dans les paradis fiscaux, et d'augmenter d'un tiers l'impôt sur les sociétés (Nutall, 2020). Les décideurs politiques sont encouragés à agir par l'humeur de l'opinion publique: dans les années 2020, la patience à l'égard des entreprises qui acceptent les renflouements post-COVID sans payer leur part d'impôts s'amenuise⁸². Le schisme qui se dessine

entre les “A-corps”, les “B-corps” et les “C-corps” (Voie 1) convaincre certaines entreprises d'accroître leur transparence fiscale afin de renforcer leur crédibilité éthique et locale. Vers la fin des années 2020, la réticence des entreprises et les changements politiques retardent encore la prise de mesures drastiques en matière d'impôt sur les sociétés, ou atténuent les mesures post hoc. Lorsque des progrès concrets sont réalisés, ils déclenchent des cercles vertueux: ils apportent de nouvelles recettes dans les caisses de l'État et limitent le pouvoir des entreprises en matière de lobbying et de corruption des gouvernements.

En parallèle, les mouvements alimentaires s'engagent dans une stratégie plus large sur la façon de **définancieriser les systèmes alimentaires**. Pour ce faire, ils construisent des ponts toujours plus solides avec les mouvements de lutte pour la justice financière et la justice économique. Au cours des années 2020 et 2030, les mouvements alimentaires sont parmi les plus ardents défenseurs des taxes sur les transactions transfrontalières, et de mesures sévères contre les investissements spéculatifs dans les produits de base, les investissements dans les fonds d'actions qui contribuent à la concentration des entreprises, et les flux d'IDE nuisibles. Ils s'opposent également farouchement aux investissements des fonds spéculatifs privés et des fonds de pension dans les terres agricoles (Morril, 2019). Ces stratégies s'avèrent déterminantes pour accélérer la réforme des systèmes alimentaires.

Les mouvements alimentaires s'engagent dans une stratégie plus large sur la façon de définancieriser les systèmes alimentaires

ENCADRÉ 26

Autres méthodes de financement



Dans le monde entier, un certain nombre de méthodes de financement alternatives permettent de fournir des crédits et des ressources à l'agriculture durable (souvent à petite échelle), et de libérer les agriculteurs des contraintes des options de financement classiques:

- **Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP):** Parfois aussi appelés «partage des récoltes», les AMAP permettent aux consommateurs de s'abonner à la récolte d'une ferme ou d'un groupe de fermes donné. Bien qu'il existe une grande diversité d'arrangements parmi les plus de 3 millions d'AMAP dans le monde, les paiements des paniers de nourriture sont souvent dus plusieurs mois avant le début de la saison agricole afin de faciliter la trésorerie des agriculteurs et de partager les risques. L'agriculture écologique est la norme, comme l'illustre la vision de l'Alliance CSA de l'Afrique de l'Est, à savoir «une productivité accrue, la sécurité alimentaire, et la rentabilité des exploitations et des systèmes agricoles durables» (FAO, n.d.).
- **Fiducies foncières:** Les fiducies foncières visent à supprimer les obstacles à l'accès aux terres agricoles auxquels sont confrontés les nouveaux agriculteurs, les jeunes et les agriculteurs immigrés. Elles reçoivent des dons, achètent, conservent et protègent des terres qui peuvent être mises à la disposition des agriculteurs selon différentes modalités. Certaines organisations, telles que l'Agrarian Trust aux États-Unis, exigent que les agriculteurs aient recours à des pratiques biologiques.
- **Financement participatif (dons et prêts):** Les plateformes de financement participatif permettent aux individus (ou aux groupes, organisations, entreprises, etc.) de contribuer au financement d'activités et d'initiatives spécifiques. Il existe un nombre croissant de plateformes proposant des projets liés à l'alimentation. La plateforme américaine Barnraiser, par exemple, se consacre spécifiquement au financement de l'agriculture durable. Elle a collecté plus de 2 millions de dollars, avec une contribution moyenne de 12 000 dollars par projet. Il existe également des plates-formes de financement participatif basées sur des prêts. De petites sommes d'argent sont prêtées à un agriculteur dans un but précis (comme l'achat d'une vache), à rembourser à une date/étape déterminée.

- **Finance sociale:** La finance sociale mobilise des capitaux privés pour obtenir des résultats sociaux et environnementaux, notamment pour des initiatives d'agriculture durable. Certaines voix de la société civile s'élèvent contre la finance sociale, et les avantages (ou non) de cette approche pour les initiatives de mouvements alimentaires. Ces critiques résident souvent dans les détails, comme les questions de garantie, de taux d'intérêt et de normes de durabilité.
- Parmi les autres approches émergentes, citons le concept de **Slow money (investissement socialement responsable)**, la «**finance solidaire**» et les **coopératives de travailleurs et de communautés**.

ENCADRÉ 27

Plus que la somme de ses parties? Estimation des avantages financiers du Mouvement pour un alimentation durable



Estimer les avantages financiers cumulés du Mouvement pour une alimentation durable pour les personnes et/ou la planète peut s'avérer être une perte de temps. Le fait que les gouvernements soient persuadés de pouvoir mettre fin aux subventions à l'agroalimentaire, de taxer la malbouffe ou d'éliminer les paradis fiscaux ne garantit pas que l'argent sera réorienté à des fins durables. La possibilité de faire passer les dépenses publiques «négatives» d'aujourd'hui dans la colonne «positive» de demain dépend de la force des efforts de sensibilisation de la société civile, de sa capacité à maintenir le cap et à suivre les résultats, ainsi que de nombreux autres facteurs. Le fait qu'avec le temps une taxation réussie de la malbouffe devrait entraîner une baisse de la consommation de malbouffe (et donc des recettes fiscales) complique encore les choses. En outre, l'aide au développement à l'étranger (c'est-à-dire, les dédommagements) continuera d'affluer au cours des prochaines décennies. Mais toute augmentation réelle des transferts totaux des pays du Nord vers les pays du Sud est susceptible de provenir d'investissements dans les «biens publics mondiaux» plutôt que de l'aide en soi, avec des implications (pour les transferts économiques totaux et pour la durabilité) difficiles à prévoir. De même, les mesures sévères à l'encontre des paradis fiscaux et la restructuration des relations fiscales entre les pays ne sont que de la poudre aux yeux et n'offrent aucune garantie d'équité.

Néanmoins, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'un mouvement capable de provoquer des changements significatifs dans les politiques et les pratiques ait la force et l'endurance nécessaires pour diriger une part importante des bénéfices vers la souveraineté alimentaire. En tenant compte de ces mises en garde, voici quelques estimations approximatives:

- D'ici 2045, **41 milliards de dollars** de dépenses annuelles du secteur public en faveur des RBA (dont le CGIAR), de l'aide internationale à l'agriculture et au développement rural, et de la R&D agricole du secteur public pourraient être transférés d'activités contre-productives ou d'activités administratives inefficaces à de meilleures fins.
- Un total de **1 100 milliards de dollars** de dépenses annuelles actuelles, dont une super-taxe de 25 % sur l'industrie mondiale de la «malbouffe» et des boissons, et une réduction de 75 % des subventions à l'agro-industrie, pourrait également être restitué aux gouvernements.
- Enfin, une **réduction** massive de **3 000 milliards de dollars** de dommages annuels causés à la santé et à l'environnement par le gaspillage alimentaire et «l'opulence» (surconsommation dans les sociétés riches) serait non seulement une aubaine incroyable pour les individus et la planète, mais offrirait une plus grande flexibilité financière à tous les niveaux de gouvernement. Cette estimation suppose une baisse de 85% de la surconsommation, mais seulement une baisse de 80% des autres pertes alimentaires (qui seront plus difficiles à contrôler avec la crise climatique).

En somme, le Mouvement pour une alimentation durable devrait être un avantage majeur pour les petits producteurs de denrées alimentaires et les populations marginalisées, tout en réduisant simultanément les dommages causés à la santé et à l'environnement au niveau mondial. Cette réduction pourrait s'élever à une **valeur totale de plus de 4 100 milliards de dollars**. Plus largement, ces réorientations financières auront un impact incalculable sur la sauvegarde des limites planétaires (notamment la biodiversité, le sol et l'eau), et **réduiront les émissions de GES de l'agriculture industrielle d'au moins 75 %** (et, par conséquent, les émissions totales de la planète de 23 à 35 %).

VOIE 4.

Repenser les modalités de collaboration de la société civile

Afin de transformer la gouvernance, de modifier les flux financiers et de faire progresser les systèmes alimentaires alternatifs, la société civile doit plus que jamais miser sur la collaboration. Cependant, le chemin qui mène de 2021 à 2045 est parsemé de nids de poule, de politiques et de détours. Les rivalités de longue date, les priorités divergentes et la concurrence pour le financement ne disparaissent pas. Pourtant, de nombreuses collaborations fructueuses sont déjà en train de devenir des tendances qui, au fil des années, aident à surmonter certains de ces défis.

L'aggravation des crises sociales et environnementales crée un espace politique dont les OSC se saisissent pour poursuivre leur collaboration. Le développement et la diffusion de nouveaux outils et de nouvelles approches organisationnelles permettent à un large éventail de groupes alliés de synchroniser leurs calendriers (mais pas nécessairement leurs programmes), de tirer la sonnette d'alarme sur les crises émergentes et d'obtenir un soutien international pour leurs luttes localisées. Le fait de collaborer de manière plus stratégique permet également aux mouvements d'avoir un impact sur les espaces de gouvernance de plusieurs manières: en partageant, transposant et traduisant rapidement les informations, en surveillant les chaînes de produits de base, en bloquant celles qui commettent des excès, ainsi qu'en intégrant des impératifs communs à long terme dans leur travail. Les collaborations autour des données deviennent de plus en plus cruciales (qu'il s'agisse du partage et de la collecte des données par la société civile ou du blocage de la prise de contrôle des données par l'industrie). Au fil du temps, diverses OSC se regroupent régulièrement en consortiums pour atteindre des objectifs ciblés (à court, moyen et long terme). Ces initiatives persuadent un nombre important d'investisseurs de s'engager dans des relations pluriannuelles basées sur des programmes.

En 2045, les modalités de collaboration des OSC ont considérablement évolué, de même que leur rôle dans la prise de décision. Après avoir intégré la société civile selon leurs propres conditions dans les années 2020, les gouvernements et l'industrie se voient obligés de négocier avec la société civile en tant que véritable troisième force dans les années 2030. Elle devient un allié précieux de la bonne gouvernance et un ennemi efficace du capital international dans les années 2040. Dans certains pays, les gouvernements institutionnalisent le soutien aux OSC (comme les aides fiscales déjà accordées aux organisations dans certains pays aujourd'hui). La gouvernance avec la société civile devient la norme. Parallèlement à cette institutionnalisation, certains groupes se séparent pour garantir un programme plus autonome. Le Mouvement pour une alimentation durable maintient une tension dynamique entre liens institutionnels et organisation plus radicale.

OPPORTUNITÉ N°11

Faire de la collaboration intersectorielle la norme

Au cours des années à venir, les mouvements alimentaires s'efforcent de surmonter les obstacles à la collaboration et de **faire de l'élaboration de stratégies intersectorielles la norme**. Pour ce faire, ils s'appuient sur les réseaux qui avaient déjà entamé d'intenses collaborations en 2021⁸³. Il existe différents degrés d'alignement sur la politique et les valeurs, et même dans les cas où l'alignement est idéal, les tensions abondent. Parmi les exemples on retrouve des différences significatives dans les montants de financement (et les déséquilibres de pouvoir associés), en particulier entre les grandes ONG et les mouvements sociaux des populations directement touchées. Cette situation est, à son tour, liée à la politique de représentation à la fois entre les ONG et les mouvements sociaux, et au sein des mouvements sociaux et des autres formations de la société civile (qui sont souvent eux-mêmes très hétérogènes). Dans les années 2020, il devient impératif que chaque personne participant à des stratégies de changement ait cette situation à l'esprit. Le Mouvement pour une alimentation durable s'efforce de s'attaquer aux questions de pouvoir et de privilège liées à la race, à la classe, au genre et à d'autres formes d'oppression qui abondent au sein des mouvements. Il tente également de naviguer à travers des différences politiques et des tactiques difficiles.



Le Mouvement pour une alimentation durable s'efforce de s'attaquer aux questions de pouvoir et de privilège liées à la race, à la classe, au genre et à d'autres formes d'oppression qui abondent au sein des mouvements

L'avenir de la gouvernance mondiale en jeu, et le **Sommet des systèmes alimentaires 2021 accélère les convergences de la société civile**⁸⁴. Le Forum social mondial thématique de 2021 devient une autre occasion de collaboration. Dans chaque cas, les mouvements alimentaires travaillent avec d'autres mouvements sociaux pour faire passer des messages clés sur l'importance de la gouvernance participative et la prise de contrôle des systèmes multilatéraux par les entreprises. À mesure que les systèmes alimentaires se numérisent, les activistes de l'alimentation durable apprennent rapidement des luttes des militants de la justice numérique, et vice versa. Ils accentuent également leur collaboration avec les mouvements pour la justice climatique et environnementale.

Dans les années 2030, le sentiment d'un objectif commun encourage les OSC, les fondations et les réseaux à synchroniser leurs calendriers (des réunions annuelles de conseils d'administration aux calendriers des conférences) afin de faciliter les dialogues intersectoriels, la planification stratégique et les possibilités de cofinancement. Par conséquent, le Mouvement pour une alimentation durable est en mesure d'établir un **modèle (relativement) cohérent de rassemblements locaux et mondiaux**.

Ces rassemblements planifiés stratégiquement deviennent biennaux



aux niveaux régional et mondial, et s'ajoutent ou remplacent les conférences régulières des bailleurs de fonds/réseaux. Ils servent à échanger des idées, à suivre les progrès, à s'engager auprès de décideurs et de secrétariats réactifs, et à mettre à jour les stratégies, y compris les collaborations avec d'autres secteurs d'OSC. Toutes ces initiatives prévoient des modalités de coopération en ligne sécurisées, multilingues et efficaces pour venir à bout d'un monde de surveillance numérique, de confinements liés aux pandémies et de déplacements sous contrainte carbone.

Mais les progrès restent fragiles. Des tensions persistent entre les mesures de survie d'urgence (face à la multiplication des crises) et une stratégie à plus long terme. La collaboration transversale au sein des mouvements alimentaires et entre les mouvements s'accompagne de coûts de transaction, ce qui suscite des inquiétudes quant à son avantage pour les OSC les mieux dotées en ressources et les plus proches du pouvoir. Même lorsque la collaboration est fructueuse, les efforts visant à coordonner et à tirer parti de réunions nationales et internationales déjà financées nécessitent une planification et une organisation considérables. Le passage à des processus de gouvernance en ligne, «multipartites», plutôt qu'à des négociations en personne, crée de nouveaux défis pour l'instauration de la confiance. En 2045, des progrès significatifs sont réalisés, mais la recherche d'une **collaboration plus étroite est toujours en cours** et fait l'objet de négociations constantes.

OPPORTUNITÉ N°12

Développer de nouveaux outils pour bloquer les chaînes de produits de base des entreprises et saper les négociations à huis clos



Les OSC sont conscientes des tendances géopolitiques tant au niveau mondial qu'au sein des pays où elles opèrent. Mais la plupart des OSC ne sont pas en mesure d'accorder une attention particulière aux tendances en matière de concentration de l'agro-industrie, de logistique commerciale ou de technologies nouvelles et émergentes, et ce malgré leurs énormes implications pour les mouvements alimentaires.

Au début des années 2020, le **partage intensif d'informations** est donc considéré par les OSC comme une condition préalable à l'amélioration de la puissance intellectuelle collective de la société civile et à la remise en question des trajectoires des entreprises avant qu'il ne soit trop tard. Reconnaisant que l'opposition aux multinationales de l'agroalimentaire est à haut risque, très médiatisée et multisectorielle, les mouvements alimentaires partagent et étendent leurs activités de surveillance des entreprises en travaillant d'abord avec des alliés proches, puis en s'adressant à des OSC progressistes dans pratiquement tous les autres secteurs. Compte tenu du fait que les entreprises agroalimentaires renforcent leurs plateformes et portent l'intégration horizontale à de nouveaux niveaux, la logique d'une large collaboration devient évidente.

Parallèlement, les avantages d'une surveillance conjointe et d'un partage d'informations sur les activités des entreprises deviennent de plus en plus évidents pour les **consommateurs, les producteurs et les travailleurs**. Lorsque l'expansion de l'élevage entraîne la déforestation et l'appropriation des terres, les communautés autochtones, par exemple, entrent en contact avec les travailleurs du secteur agricole et de l'alimentation préoccupés par les mêmes entreprises. Ensemble, ils informent les organisations locales de consommateurs et de santé sur les **stratégies pour «bloquer les chaînes»**. De même, les producteurs de produits de base et les travailleurs du secteur se mettent en relation avec les consommateurs pour **mettre fin aux conditions de travail des enfants et de travail forcé**, ainsi que pour garantir de meilleurs

Le partage d'informations s'intensifie pour contester les trajectoires des entreprises avant qu'il ne soit trop tard

prix, des salaires décents et lutter contre les produits synthétiques de remplacement. Les réussites encouragent les producteurs et les travailleurs à s'attaquer à des clivages de longue date.

Dans les années 2030, les mouvements alimentaires utilisent également des outils numériques pour surmonter les obstacles techniques et de capacité empêchant l'élaboration de stratégies communes et la mise en place d'actions à plusieurs échelles. Une **plateforme «Agripedia»** contribue à faciliter les flux d'informations sur les produits, les entreprises et les engagements (comme sur la gestion responsable des ressources marines, les plantations de palmiers à huile, l'élevage industriel, le travail des enfants). Inspirée de Wikipédia (ou plutôt de Wikileaks), la plateforme sert également à tester la véracité des promesses des entreprises en matière de blockchains pour suivre le mouvement des mangues du Mexique au Minnesota, ou des tomates de l'Italie au Royaume-Uni⁸⁵. Ces liens de communication expérimentaux entre producteurs et consommateurs ont un impact considérable. Ils débouchent sur des rapports portés à la connaissance du public, diffusés au bon moment et axés sur les bons produits et les bonnes entreprises. Ils contribuent également à améliorer les procédures de suivi du Conseil numérique international de la FAO pour l'alimentation et l'agriculture récemment créé (voir Opportunité n° 4).

Pendant ce temps, de **nouveaux algorithmes d'analyse de documents et des applications de communication** permettent aux organisateurs de la société civile de décoder (c'est-à-dire de «traduire») les textes de négociation et d'identifier qui dirige et domine les négociations (par gouvernement, secteur, région, genre, etc.). Travaillant une fois de plus avec des collaborateurs informaticiens bienveillants, les mouvements alimentaires développent et déploient également des outils pour **connecter les communautés et les organisations concernées aux salles de conférence et aux textes de négociation**, des mairies jusqu'aux assemblées des Nations unies. Dans la mesure où ces outils s'affinent dans les années 2020 et 2030, ils permettent à un plus grand nombre d'OSC de suivre les négociations ou d'y participer, et d'apporter de la transparence à toute une série de forums.

OPPORTUNITÉ N°13

Créer de nouveaux partenariats pour financer la transformation du système alimentaire sur 25 ans



La stratégie des entreprises visant à mettre en place des gouvernements multipartites passe également par la captation des organisations de la société civile. Depuis le début du siècle, les fondations plus technocratiques (parfois appelées «philanthro-capitalistes») ont cessé de financer les autres pour se financer elles-mêmes. Conscientes de ce potentiel, les entreprises ont commencé à créer leurs propres organismes philanthropiques internes, tant dans les pays du Nord que du Sud, en finançant directement des initiatives en faveur des priorités des actionnaires.

Au cours des années 2020, les mouvements alimentaires doivent résister au piège des philanthro-capitalistes d'un côté, et des klepto-philanthropes de l'autre. C'est pourquoi ils décident de mettre les donateurs bilatéraux et les fondations progressistes au défi d'envisager de nouvelles formes de collaboration et de responsabilité. Ils transmettent également un nouveau sentiment d'urgence. Le déploiement rapide de l'IA par les entreprises agroalimentaires, l'apparition de systèmes alimentaires basés sur des données et le dépassement des limites planétaires semblent indiquer que les gains réalisés par les mouvements alimentaires sont insuffisants et trop tardifs. Le message est clair: les niveaux actuels de financement accordés au coup par coup, les aides à court terme octroyées sur la base de «problématiques» en silos établies de longue date, et les objectifs «SMART» sont synonymes d'échec. La société civile et ses bailleurs de fonds alliés doivent conclure un nouvel accord.

Ces messages sont repris par les nombreux responsables des agences bilatérales et des fondations philanthropiques déjà engagés dans le changement des systèmes alimentaires et pleinement conscients de leurs limites institutionnelles. Toutefois, **ils ont besoin d'aide pour faire passer les messages aux décideurs de leurs propres organisations**, qui ne sont peut-être pas conscients de l'ampleur du handicap que leurs règles représentent pour le progrès.

Les niveaux actuels de financement accordés au coup par coup et les aides à court terme octroyées sur la base de problématiques établies en silos sont synonymes d'échec

Dans les années 2020, les donateurs bilatéraux et philanthropiques passent de subventions de projets à court terme à des **cycles de financement de cinq ans, doublent leur financement des systèmes alimentaires** au moins tous les dix ans, et s'ouvrent aux **initiatives expérimentales, spéculatives, intersectionnelles et de renforcement de la préparation**. Plus important encore, ils sont prêts à mettre la main à la poche et à faire usage de leur influence pour **catalyser des changements financiers et politiques plus importants**. Ces efforts jouent un rôle essentiel dans la consolidation des actions de la société civile décrites dans ce rapport, et donc dans la réorientation de ressources considérables, auparavant affectées aux systèmes alimentaires industriels (voir encadré 27).

Étant donné que de nouvelles ressources et modalités de financement apparaissent, les mouvements alimentaires insistent pour que le **travail de base** soit amplifié et, dans la mesure du possible, qu'il bénéficie d'un soutien direct. Les activités de «balayage de l'horizon» et de planification à long terme, ainsi que le soutien des coûts de transaction (là encore à tous les niveaux) bénéficient d'un appui. Et, bien que le financement de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural soit évidemment au cœur du Mouvement pour une alimentation durable, les bailleurs de fonds sont également encouragés à soutenir le travail connexe de leurs alliés dans d'autres secteurs. La société civile souligne la fermeture des espaces démocratiques, mais elle insiste également sur la nécessité de financer les défenseurs des droits, les garde-fous et le journalisme indépendant.

SECTION 5.

Conclusions: la durabilité alimentaire est-elle à portée de main?

Si l'on compare le scénario optimiste de la partie 4 aux tendances pessimistes du *statu quo* agro-industriel de la partie 3, il est clair que les choses pourraient aller dans les deux sens. Et ce sera probablement le cas, au moins les premières années. Dans ce contexte, les OSC seront confrontées à une série de choix difficiles.

Premièrement, un Mouvement pour une alimentation durable s'accompagne d'**opportunités incertaines et de coûts de transaction non quantifiables** (c'est-à-dire le temps et les ressources consacrées à la création de partenariats et à l'élaboration de stratégies communes). Aussi importantes que soient les avancées stratégiques et logistiques, la participation au travail intersectoriel des mouvements alimentaires mettra inévitablement à rude épreuve les ressources humaines des OSC. En outre, notre vision d'une transformation menée par la société civile (en particulier la Voie 2) mise sur l'importance des processus internationaux. Les campagnes mondiales sont parfois opaques (impliquant des stratégies « internes ») et nécessitent une négociation quotidienne du pouvoir et des intérêts. Elles peuvent également bouleverser les priorités ou détourner le temps et les ressources d'objectifs extérieurs urgents, laissant les OSC suivre le rythme du programme des Nations unies plutôt que le leur. Ceci à un moment où la COVID-19 a souligné le besoin crucial de donner la priorité au travail communautaire/local.

Deuxièmement, **les quelques voies interconnectées que nous avons mises en évidence ne sont aucunement synonymes de réussite**. Du changement climatique à la réglementation et au démantèlement des grandes entreprises technologiques, les mécanismes gouvernementaux et multilatéraux semblent généralement mal équipés pour relever les défis complexes du monde et sont vulnérables aux caprices d'acteurs puissants. S'attaquer à la force la plus puissante de la planète, les multinationales (dont les nouveaux géants de l'agriculture numérique), implique également des coûts de transaction élevés et aucune garantie de réussite. La confrontation est parfois considérée comme un stratagème négatif qui prive de ressources des projets plus positifs. Les recours juridiques constituent également une arme à double tranchant. Ils peuvent aussi bien aboutir à des décisions susceptibles de changer la donne, que devenir un gouffre d'argent et de temps.

Troisièmement, la combinaison d'un lobbying acharné et de processus gouvernementaux et intergouvernementaux opaques signifie que les **victoires obtenues risquent d'être seulement temporaires**. Les attaques contre les principales subventions, par exemple, susciteront des réactions immédiates et soutenues de la part de l'agro-industrie (y compris des géants de l'informatique, des entreprises financières et d'autres nouveaux acteurs puissants du secteur). Un scénario de gouvernance fragmentée, dans lequel les pays préfèrent se replier sur eux-mêmes plutôt que de conclure des accords mondiaux, accroît la vulnérabilité à ces attaques. Comme décrit dans la partie 2, même les institutions qui ont vu le jour grâce à l'impulsion de la société civile peuvent être démantelées. Le CSA pourrait être le prochain sur la liste. Les principaux États de l'OCDE remettent en question, sous-financent et sapent le comité réformé, tandis que le secteur privé utilise les procédures durement acquises par les OSC pour soutenir sa propre représentation et faire obstacle à une véritable participation des mouvements sociaux.

Quatrièmement, **plusieurs des stratégies décrites ci-dessus risquent d'être récupérées par d'autres acteurs**. Le travail sur les marchés territoriaux, notamment, peut être détourné par des entreprises mondiales. L'exemple de la bière en est un cas édifiant. Trois brasseries mondiales ont effectivement pris le contrôle des entreprises et des ventes de bière commerciale dans le monde, y compris des centaines de brasseries dites artisanales que de nombreux consommateurs considèrent comme des entreprises locales. Les définitions des solutions « agroécologiques », « régénératrices », « équitables », « intelligentes face au climat » et « fondées sur la nature » risquent toujours d'être captées et déformées. Face au déclin de leurs parts de marché, les plus grands acteurs peuvent toujours déployer des budgets colossaux de marketing et de lobbying pour manipuler les marques, la publicité, les réglementations et les arrêtés locaux afin de protéger leurs intérêts. Une autre tactique consiste à récupérer la société civile elle-même. Même si les OSC s'engagent dans les processus de gouvernance mondiale, le risque d'alliances verticales hâtivement construites entre les gouvernements, les agences de l'ONU et une société civile artificielle persiste (comme par exemple l'Alliance pour l'action alimentaire du WEF) (WEF, 2020). Ce genre de situation force les véritables mouvements sociaux à défendre leur rôle et leurs espaces existants plutôt que d'exercer leur propre influence. Quand bien même le danger de récupération serait toujours présent, la solution ne peut pas être de ne jamais prendre le risque.

Cinquièmement, même si elles sont exécutées avec la plus grande rapidité, **ces stratégies pourraient ne pas suffire à ramener l'humanité dans un espace de fonctionnement sécurisé.** Il faudrait réduire les émissions de GES de 7,6 % par an d'ici à 2030 pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C (ONU Environnement, 2019). De même, les entreprises énergétiques devraient réduire leur production d'un tiers avant 2040 afin de contenir le réchauffement sous 2 °C. Dans ce contexte, il est compréhensible que les OSC décident de transférer les ressources vers des luttes de première ligne pour la survie et la réponse aux crises.

Sixièmement, **un Mouvement pour une alimentation durable risque d'être entraîné dans des guerres culturelles.** La tristement célèbre « doctrine Breitbart », selon laquelle la politique découle de la culture, a été prise très au sérieux par les nationalistes autoritaires de ces dernières décennies, qui ont utilisé les émotions culturelles comme une arme par le biais d'une segmentation psychographique pour transformer l'environnement politique, en particulier en Amérique du Nord. Les mouvements alimentaires d'aujourd'hui, enracinés dans des décennies de projets contre-culturels et des siècles de cultures rurales et ouvrières, sont prêts à être exploités par les entreprises et les acteurs politiques. Les acteurs équipés de matériel informatique et numérique peuvent créer des sous-cultures instantanées afin de saper l'organisation politique en activant et en exploitant les émotions culturelles liées à la nourriture⁸⁶.

En dépit de ces risques et incertitudes, **les arguments en faveur d'un Mouvement pour une alimentation durable restent convaincants.** Ce mouvement ne nécessite pas l'adoption de stratégies de défense à court terme contre l'accaparement des terres qu'il faudrait ensuite sacrifier au profit de campagnes en faveur d'un nouveau traité international. L'idée n'est pas de faire en sorte que tout le monde parle le même langage, mais d'encourager tous les acteurs à s'écouter les uns les autres et à traduire leurs idées en un puissant plan d'action vers 2045. Le mouvement pousse les groupes de la société civile à fixer de multiples objectifs et actions sur une feuille de route pour 25 ans, et à garder cette vue d'ensemble à l'esprit, que ce soit en plein cœur de campagnes de grande envergure, face à un effondrement environnemental et social potentiellement rapide, ou face à l'imposant programme du secteur privé.

La mise en place de travail collaboratifs dès maintenant pourrait permettre d'éviter le sabotage d'une COP importante sur le climat ou la biodiversité dans cinq ans. La prévoyance face à l'expansion prévue d'une chaîne de produits agroalimentaires ou à la montée en puissance de nouveaux acteurs du bio-numérique pourrait permettre aux défenseurs des droits de mettre un terme à l'accaparement des ressources. Dans les chaînes d'approvisionnement dématérialisées, numérisées et hyper-connectées de demain, les frontières entre action mondiale, locale et en ligne pourraient être de plus en plus floues.

Par ailleurs, **l'inaction n'est plus un choix**. En supposant que même une petite partie de la partie 3 soit exacte, les années et décennies à venir seront marquées par de nouvelles pressions pour affaiblir la coopération multilatérale initiées par des acteurs se cachant derrière les écrans de fumée de la gouvernance multipartite. En outre, de la « Zoombification » des processus en ligne causée par la COVID-19 à la prise de contrôle algorithmique *de facto* de l'économie par les géants des données, il se peut que nous entrions déjà dans une ère particulièrement opaque pour le levier de la société civile au niveau mondial. Dans les années à venir, il se peut que d'autres espaces soient cédés, que des entreprises comblent le vide, et que même les espaces de gouvernance semi-fonctionnels d'aujourd'hui ne soient plus disponibles.

Les choses commencent déjà à bouger et il est clair que **2021 représente un tournant majeur pour les systèmes alimentaires**. Aucune des initiatives spécifiques décrites ci-dessus ne reflète complètement les possibilités qui s'offrent à nous aujourd'hui. La planète est témoin d'une pandémie sanitaire mondiale qui entraîne une crise alimentaire. Crise provoquée au moins en partie par l'urgence climatique et écologique, et par l'incapacité de l'industrie (pas seulement de l'agroalimentaire, mais aussi de la santé et des technologies de l'information) à reconnaître ou à relever les défis auxquels l'humanité est confrontée. Au cours des 12 à 24 prochains mois (en fonction de la pandémie, de son développement, ainsi que de la crise alimentaire et de la catastrophe économique qui les accompagnent), les OSC participeront à des conférences essentielles sur les systèmes alimentaires, la nutrition, le climat et la biodiversité. Ces événements seront relégués en toile de fond par l'arrivée de nouvelles technologies et de la volonté d'instaurer un nouveau bilatéralisme entre les entreprises et les gouvernements. Et comme le GIEC et l'IPBES nous en ont avertis, ce qui se passera au cours de cette décennie sera probablement décisif pour empêcher l'emballement du changement climatique et ralentir la sixième extinction de masse.

Les coûts de transaction ne peuvent être réduits à zéro, pas plus que les risques de récupération ou de domination par des organisations plus importantes ou des acteurs politiques. Cependant, **les obstacles à la participation peuvent être abordés sans plus tarder**, puisqu'il s'agit d'une partie intrinsèque du processus. On peut dire que le développement de nouvelles modalités de collaboration (Voie 4) est la seule partie non négociable de ce qui est décrit ci-dessus.

Il manque beaucoup de choses au tableau que nous avons brossé dans ce rapport, et les auteurs demeurent insatisfaits. Nous avons reconnu, sans y répondre, les menaces permanentes du nationalisme xénophobe, du racisme, du patriarcat, de l'accaparement des terres, de la dégradation des sols, de la destruction de la diversité et de l'effondrement du climat. De même, nous n'avons pas abordé toute la complexité des relations entre la société civile et les gouvernements. Le rapport oppose la société civile aux entreprises tout en ne s'intéressant que superficiellement aux formes d'entreprises alternatives (coopératives, sociétés de travailleurs, etc.) qui offrent des visions différentes de l'avenir du secteur « privé ». En réalité, **les OSC, les mouvements sociaux, les gouvernements et le secteur privé pourraient tous être transformés** au cours des décennies à venir. Ces changements structurels profonds sont évoqués dans les voies susmentionnées, mais le temps, les ressources et notre imagination ont, jusqu'à présent, limité notre capacité à les explorer pleinement.

Ce rapport aura échoué s'il ne nous incite pas tous à aller plus loin dans nos capacités collectives à réimaginer le changement. Nous espérons que les lecteurs s'inspireront du message principal du rapport : **la société civile dispose d'un potentiel inexploité colossal pour instiguer un changement profond et transformateur**, à condition qu'elle soit de plus en plus organisée, proactive et tournée vers l'avenir.

Il est dit que les changements fondamentaux de la structure des entreprises et des systèmes d'oppression ne sont possibles qu'« après la révolution ». Pourtant, la *force irrésistible* de l'énergie sociale s'oppose à l'*objet inébranlable* du pouvoir des entreprises et des cultures historiques d'oppression. L'histoire montre que lorsque les individus sont contraints par la nécessité ou animés par l'occasion à saisir, ils peuvent s'adapter presque du jour au lendemain. Les guerres, les embargos, les coups d'État et les catastrophes naturelles peuvent transformer les modes de production et de consommation, et donner naissance à de nouveaux réseaux de communication et de coopération. Les vastes changements que la société a connus en s'adaptant à la COVID-19, changements qui auraient pu sembler exagérément optimistes il y a seulement un an, montrent que, demain, tout est possible.

Notes

- 1 Plus de 25 % du travail agricole dans le monde est effectué par des travailleurs migrants (Bello, 2020a).
- 2 Campagne nationale: “Gente é pra brilhar não pra morrer de fome” («Les gens doivent briller et non mourir de faim»).
- 3 Grâce à la mobilisation en faveur de l’UNDROP et à son adoption réussie, on observe une réappropriation du terme «paysan» (bien qu’il ait des connotations différentes dans diverses parties du monde et qu’il soit encore utilisé de manière péjorative par certains). Dans ce rapport, nous utilisons ce terme délibérément, comme le font d’autres personnes promouvant la «repaysanisation» (voir, par exemple, van der Ploeg, 2018).
- 4 Le rapport complet du CREPPA peut être consulté à l’adresse suivante: www.ipes-food.org/pages/LongFoodMovement
- 5 L’érosion des sols touche déjà 3,2 milliards de personnes. En effet, 33 % des terres agricoles dans le monde sont modérément à fortement dégradées, ce qui entraîne une baisse de 23 % de la productivité terrestre dans le monde (voir Loconto, Jimenez & Vandecandelaere, 2018).
- 6 En Inde, au Népal et dans de nombreux autres endroits, les forêts sont également protégées par des milliers de communautés villageoises (voir Agarwal, 2010b).
- 7 Plus de 2 milliards de personnes vivent d’ores et déjà dans des pays soumis à un stress hydrique élevé, et environ 4 milliards de personnes connaissent une «grave pénurie d’eau pendant au moins un mois de l’année» (voir Nations unies, 2019a).
- 8 40 % des défenseurs des droits humains tués en 2019 (selon les informations communiquées au Mémorial international des défenseurs des droits humains) travaillaient sur les droits fonciers, les droits des peuples autochtones et les droits environnementaux (Front Line Defenders, 2020).
- 9 Aujourd’hui, les acteurs non étatiques les plus puissants peuvent être des fondations philanthro-capitalistes, des organisations religieuses fondamentalistes ou des armées informelles qui ont plus de pouvoir que certains gouvernements. Les sociétés à but lucratif créent de plus en plus des fondations d’entreprise. De même, certaines OSC adoptent parfois le modus operandi des multinationales en développant des plateformes intersectorielles, en acquérant des concurrents, en gérant des programmes de plusieurs millions de dollars, et en établissant des partenariats avec les gouvernements et les entreprises.
- 10 L’OIT estime que l’esclavage moderne a augmenté de 18% ces dernières années. Selon l’indice mondial de l’esclavage, 45 millions de personnes sont victimes d’esclavage moderne aujourd’hui. Voir: <https://www.globallslaveryindex.org>.
- 11 La création du Forum social mondial a été menée par des mouvements sociaux tels que La Via Campesina, et a illustré la capacité de la société civile à s’auto-organiser du niveau local au niveau mondial, et dans tous les secteurs de la justice sociale. Le mouvement Dalit, par exemple, a développé des liens étroits avec le MST (le Mouvement brésilien des sans-terre) grâce aux événements du FSM à Porto Alegre, ce qui lui a donné une plus grande force politique en Inde, comme l’explique Smith, 2016.
- 12 Tout comme les lois ont un potentiel préfiguratif selon lequel «les constructions juridiques façonnent nos capacités mêmes à imaginer des possibilités sociales ou politiques», la société civile, par le biais du CSA réformé et du MSC, travaille activement à la construction d’une architecture de gouvernance agroalimentaire mondiale susceptible de soutenir la souveraineté alimentaire (voir McCann, 2006).
- 13 Sur 24 entreprises considérées comme des leaders sociaux responsables au milieu des années 1980, seules trois sont restées intactes à la fin du siècle (voir Giridharadas, 2018; O’Toole, 2019).
- 14 Le Cercle autochtone, qui travaille avec le projet canadien People’s Food Policy, a créé un septième principe, «La nourriture est sacrée» (voir Sécurité alimentaire Canada, 2015).
- 15 Pour en savoir plus sur l’agroécologie, voir FAO (n.d.); IPES-Food (n.d.)
- 16 Dans les années 1840, les cultures de pommes de terre et de seigle en Belgique ont toutes les deux été mauvaises. Dans les années 1880, les cultures de café et de canne à sucre de Java ont été touchées par la maladie, la peste bovine a décimé le bétail, le marché d’exportation du sucre de l’île s’est effondré, et Java n’a pas pu importer de riz de ses voisins. Les criquets et la chenille légionnaire ravagent aujourd’hui les cultures africaines.

- 17 L'implication est que l'automatisation sera programmée dans la génétique des êtres vivants (y compris pour la production alimentaire), qui seront traités davantage comme des machines biologiques et des serveurs internet vivants (voir Basnet & Bang, 2018).
- 18 Une «licorne» est une start-up privée dont la valorisation est supérieure à un milliard de dollars.
- 19 Corteva Agriscience serait le plus grand propriétaire de brevets sur la technique génétique CRISPR et ses applications dans le monde. La société est déterminée à faire en sorte que «cette technologie soit pleinement adoptée dans l'agriculture». Syngenta, Bayer et BASF détiennent également des parts importantes de propriété intellectuelle dans les applications agricoles de la technique d'édition génomique CRISPR, que ce soit par le biais de licences ou de brevets.
- 20 Témoignages de The Maize Network à Mexico, réunion zoom du 6 novembre 2020.
- 21 Pendant des décennies, toutes les grandes entreprises de négoce de matières premières qui dominent la production, la transformation, le transport, le financement et le commerce des denrées alimentaires étaient basées aux États-Unis ou en Europe. L'entrée de la société chinoise COFCO dans le commerce mondial des produits de base, et l'acquisition plus tôt de Smithfield Foods par WH Group (anciennement Shuanghui) pour s'implanter dans le secteur de la transformation de la viande, constituent un défi évident à la domination anglo-américaine des marchés alimentaires mondiaux.
- 22 Au Laos, un projet ferroviaire (initié avant la NRS mais intégré ensuite à celle-ci) accapare les terres de plus de 4 400 familles d'agriculteurs, qui sont déplacées sans compensation. De nombreuses familles ont attendu leur indemnisation pendant plus de deux ans, et certaines ont été contraintes de migrer vers les pays voisins pour trouver du travail après avoir perdu leur exploitation (voir Radio Free Asia, 2019).
- 23 Le bloc Mercosur est composé de l'Argentine, du Paraguay, du Brésil et de l'Uruguay.
- 24 La production de maïs, de blé, de soja et de riz, souvent non destinée à la consommation humaine, est de plus en plus concentrée. La nature du commerce mondial a également changé. Des produits tels que l'huile de palme, les jus de fruits et certains produits transformés enregistrent l'expansion la plus rapide, le commerce des boissons non alcoolisées connaît une croissance annuelle de 8 % ou plus, tandis que les exportations traditionnelles telles que le blé et le café se développent à un rythme plus lent, environ 2 % par an.
- 25 Les principaux goulets d'étranglement sont le canal de Panama et le détroit de Malacca, qui sont importants pour relier les marchés occidentaux et asiatiques, les détroits turcs (en particulier pour le blé), et d'autres aux États-Unis, au Brésil et dans la mer Noire. La dépendance à l'égard des nœuds stratégiques dans les détroits turcs serait en augmentation en raison de la croissance des exportations de la région de la mer Noire, notamment pour le blé. La mer Noire, la mer Baltique et le canal de Suez relient les continents et pourraient également constituer des goulets d'étranglement critiques à l'avenir.
- 26 Annonce par «Food by Robots», «une entreprise pionnière qui vise à créer une rupture en repensant, en fabricant des prototypes, en concevant et en promouvant l'automatisation collaborative dans le secteur de l'hôtellerie» (cf <https://www.foodbyrobots.com>).
- 27 Dans les années 1990, l'afflux d'aliments transformés provenant des zones de libre-échange en Amérique latine a entraîné une augmentation constante de l'obésité au Chili, en Argentine, au Paraguay, au Mexique et en Amérique centrale. Tendances mondiales de l'indice de masse corporelle, de l'insuffisance pondérale, du surpoids et de l'obésité de 1975 à 2016: une analyse groupée de 2 416 études de mesure menées auprès de 128,9 millions d'enfants, d'adolescents et d'adultes (voir NCD Risk Factor Collaboration (NCD-RisC), 2017; PAHO, 2019).
- 28 Les imitations de viande, ou substituts de viande, désignent de nouveaux produits d'origine végétale dérivés de levures, de bactéries ou d'algues, génétiquement modifiés pour produire des composés qui imitent la teneur en protéines et d'autres qualités de la viande, des produits laitiers ou des œufs par un processus de fermentation industrielle fermée.
- 29 Impossible Foods a lancé un «Impossible Burger» en 2016. Le burger a été développée grâce à un investissement total de 372 millions de dollars provenant de sources telles que Google Ventures, Bill Gates, Li Ka-shing et la banque d'investissement UBS, basée en Suisse (voir ETC Group & l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, 2019).
- 30 L'une des plus grandes tendances est celle des produits «mélangés», dans lesquels les grands conditionneurs de viande mélangent de la viande transformée avec des matières végétales de remplissage bon marché et les vendent à prix fort aux consommateurs qui ont décidé de «réduire leur consommation de viande».

- 31 Il existe déjà au moins 25 start-up spécialisées dans les substituts de viande aux États-Unis, en Europe, en Israël et au Japon.
- 32 La santé des sols est déjà une priorité essentielle au niveau de l'UE: la Commission européenne a identifié «la santé des sols et l'alimentation» comme l'un des cinq domaines de missions de la politique européenne de recherche pour l'après-2020 (voir Commission européenne, 2021).
- 33 Sans l'aide des énergies fossiles ou des communications électroniques, les cultures et les espèces d'animaux d'élevage ont été transférées et adaptées à travers les océans et les continents entre les saisons de culture ou entre les générations d'agriculteurs. Aujourd'hui comme par le passé, les paysans et les éleveurs se tournent vers leur propre sélection et échange de cultures et de bétail pour maintenir la diversité génétique et s'adapter aux conditions changeantes.
- 34 Environ 2 milliards de personnes manquent actuellement de micronutriments essentiels, comme le fer ou les vitamines, pour leur croissance et leur santé (Hunter et al., 2019; IPBES, 2019).
- 35 Parfois décrites à tort comme négligées ou sous-utilisées, ces cultures et espèces sauvages apparentées se trouvent souvent dans les jardins des ménages et/ou sont protégées par les communautés pour des usages spécifiques.
- 36 Les preuves de la viabilité économique de l'agroécologie en Europe sont de plus en plus nombreuses (voir par exemple van der Ploeg et al., 2019).
- 37 De 2014 à 2018, le dialogue mondial de la FAO sur l'agroécologie s'est invité à deux symposiums internationaux et six symposiums régionaux auxquels ont participé 170 pays. Le dialogue mondial a été suivi par l'Initiative de passage à l'échelle supérieure de l'agroécologie de la FAO, qui vise à accompagner et à soutenir les processus nationaux de transition vers l'agroécologie.
- 38 Les 16 pays de la SADC ont pris ces engagements lors d'un dialogue avec la FAO en 2019 (voir FAO, 2019).
- 39 Le Togo, par exemple, a introduit une forme de revenu universel ultrabasique à la mi-2020 en réponse à la COVID-19. Ce système, qui relie un portefeuille électronique au téléphone portable, compte déjà 1,3 million d'inscrits et a permis d'envoyer de l'argent à 500 000 personnes dans la seule région du Grand Lomé, au Togo (capitale) (Duflo & Banerjee, 2020).
- 40 Les auteurs reconnaissent que la division Nord/Sud pourrait avoir des répercussions différentes en 2045, tout en supposant qu'elle aura encore une certaine pertinence (à la lumière des hiérarchies de pouvoir, d'influence et de richesse profondément ancrées).
- 41 «Les pays en développement ont déboursé plus de 4 200 milliards de dollars rien qu'en paiements d'intérêts depuis 1980. Il s'agit d'un transfert direct d'argent aux grandes banques de New York et de Londres, à une échelle qui éclipse l'aide qu'ils ont reçue pendant la même période» (Hickel, 2017).
- 42 Autrefois considérés comme irréalistes, les dédommagements gagnent du terrain sur le plan politique. En effet, le sujet est débattu au Parlement belge et promis par certaines universités. Les dédommagements des entreprises pour les crimes contre l'humanité de la Seconde Guerre mondiale et les mesures prises par certains gouvernements (comme la France) et musées pour rapatrier des objets culturels ont ouvert le débat. Les estimations de l'ampleur des dommages subis vont de plusieurs centaines de milliards de dollars à plusieurs milliers de milliards de dollars.
- 43 Deux initiatives juridiques ont le vent en poupe: de l'Équateur au Bangladesh, les villes et les gouvernements nationaux revendiquent les droits des rivières, des bassins versants et des écosystèmes. Par ailleurs, les actions collectives intentées par des communautés et des enfants, qui accusent les gouvernements de mettre en danger leur vie et leurs moyens de subsistance par leur inaction face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité, sont entendues avec bienveillance par les tribunaux du monde entier.
- 44 Basé sur l'UNDRIP et l'UNDROP.
- 45 La Convention ENMOD a déjà été ratifiée par la plupart des principaux gouvernements. Lorsque la Convention ENMOD est invoquée, le Secrétaire général de l'ONU est tenu de convoquer une réunion de ses États membres dans les 40 jours suivant la plainte. Les gouvernements ont déjà essayé d'élargir ce traité pour mettre à l'ordre du jour les décharges de déchets toxiques et les pesticides. Les questions de climat et de biodiversité pourraient y trouver leur place. Des avocats et des groupes de la société civile ont étudié la Convention ENMOD au cours des dernières années afin de comprendre comment elle pourrait être déployée dans le contexte actuel.
- 46 Cette hypothèse se fonde sur le fait que des villes de diverses régions du monde ont déjà connu une croissance rapide de l'agriculture urbaine. À Cuba, par exemple, l'agriculture urbaine (pratiquement sans produits chimiques) a prospéré et fournit désormais jusqu'à 70 % des légumes frais dans les grandes villes du pays (voir Altieri, 2016).

- 47 Toutefois, des recherches récentes indiquent que la capacité de contrôle des intermédiaires et des exploitations agricoles du commerce équitable est loin d'être suffisante, et qu'il y a de nombreuses défaillances et distorsions majeures. Cette situation a été exacerbée par le fait que les plus grands transformateurs et détaillants alimentaires du monde ont adopté leur propre marque équitable, avec encore moins de transparence et des résultats bien plus discutables. Néanmoins, le soutien impressionnant dont bénéficie le commerce équitable indique clairement que les consommateurs sont prêts à payer plus pour un commerce plus juste, et qu'il appartient à la société civile et aux régulateurs gouvernementaux de demander des comptes à l'agro-industrie.
- 48 La stratégie «de la ferme à la table» de l'UE fait référence aux environnements alimentaires grâce aux actions de sensibilisation et de plaider de la société civile.
- 49 La certification «entreprise B» (ou «B-corps») est décernée par un «Laboratoire B» («B Lab») aux enseignes à but lucratif qui ont prouvé qu'elles accordaient de l'importance à la transparence, à la responsabilité, et qu'elles tenaient compte des questions sociales et environnementales dans leurs activités. Il existe actuellement 3 500 entreprises certifiées «B-corps» dans environ 70 pays. Elles sont spécialisées dans un large éventail de domaines, dont la mode, l'alimentation, les boissons et la finance. Parmi les entreprises alimentaires ayant obtenu la certification «B-corps» on retrouve Danone, Bledina, Ben & Jerry's, Seventh Generation et Valrhona.
- 50 Sur la base des chiffres de 2018 (voir ETC Group, 2019a).
- 51 Ces anniversaires tombent en 2019 pour les institutions de Bretton Woods (le FMI, la Banque mondiale et l'OMC), et en 2020 pour l'ONU.
- 52 Les Comités et Commissions de la FAO (par ex.: sur les forêts, les produits de base, l'agriculture, les pêches et les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture) se réunissent généralement tous les deux ans pour examiner les travaux passés, adopter de nouveaux programmes de travail, et examiner les budgets ainsi que les résolutions spéciales. Dans le cadre d'une fusion RBA 3.0, les centres du CGIAR pourraient être affectés à la supervision des comités ou commissions existants les plus pertinents.
- 53 Ces orientations ont déjà été proposées dans la dernière évaluation du CSA (voir CSA, 2017).
- 54 Parallèlement au lancement du processus du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, le gouvernement allemand a présenté des propositions à la FAO en vue de la création d'un Conseil numérique international pour l'alimentation et l'agriculture, afin de devancer d'autres initiatives de fondations philanthropo-capitalistes.
- 55 Ces initiatives ont rassemblé des fournisseurs d'aliments, des syndicats, des scientifiques, des ONG spécialisées et des universitaires, renforçant ainsi leur capacité à influencer le Mécanisme de facilitation technologique des Nations unies et la plateforme Science et technologie pour l'innovation (STI) établie par le secrétaire général à la suite de la Conférence Rio+20 (voir ETC Group, 2019b).
- 56 La société civile dispose d'au moins huit instruments de négociation pour limiter l'agro-industrie transnationale: Projet de code de conduite des sociétés transnationales; Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale de l'Organisation internationale du travail; Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales; Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives de la CNUCED; Projet de Normes sur la responsabilité des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'Homme; Cadre des traités bilatéraux d'investissement; Pacte mondial des Nations unies; Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.
- 57 Voir par exemple les appels à un traité contraignant lancés par les Amis de la Terre (Friends of the Earth International, 2020).
- 58 La Campagne mondiale pour mettre fin à l'impunité des entreprises rassemble déjà plus de 250 OSC nationales et internationales. Elle fait simultanément avancer un Traité international des peuples pour soutenir les mouvements et les communautés qui résistent au pouvoir des entreprises et plaide en faveur d'un traité contraignant du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour réglementer les entreprises, mettre fin aux violations des droits de l'homme et garantir l'accès à la justice pour les communautés affectées.
- 59 Un grand nombre des actions en justice en cours contre Bayer concernent les effets des produits Monsanto sur la santé, du Sri Lanka à l'Australie, en passant par la France et les États-Unis. Certaines de ces affaires ont connu un succès extraordinaire (voir, par exemple, le Tribunal international Monsanto, 2019; US Right to Know, 2021).

- 60 Les gagnants peuvent aussi être des perdants. Dans les années 1970, Nestlé a gagné un procès concernant ses préparations pour nourrissons, mais les mobilisations de l'opinion publique ont abouti à une décision de l'OMS contre les préparations pour nourrissons. Plus récemment, Monsanto a réussi à poursuivre les agriculteurs en justice pour l'utilisation de ses semences brevetées, mais est devenu un paria médiatique et a depuis été racheté par Bayer.
- 61 Il est peu probable que les protocoles décrits ici permettent de répondre aux urgences alimentaires résultant de guerres, d'occupations et d'autres situations de conflit.
- 62 En pratique, cela pourrait signifier plusieurs choses: mettre de côté tous les obstacles réglementaires liés au marché et aux DPI qui empêchent les petits fournisseurs de denrées alimentaires d'élever, de conserver, d'échanger ou de commercialiser des cultures, des poissons et du bétail (en accordant une attention particulière à l'accès aux marchés territoriaux); suspendre tous les obstacles au marché (y compris le statut de personne morale) qui mettent en péril le bien public; garantir que les femmes et les jeunes aient accès à la terre et aux ressources, ainsi qu'à la formation. Cela pourrait également vouloir dire qu'il n'y aurait plus d'obstacles juridiques ou réglementaires à la diversification alimentaire, et que l'accès aux marchés serait stable et équitable, conformément aux impératifs existants dans le cadre de l'UNDRP.
- 63 En vertu des règles commerciales actuelles et des règles de l'OMPI, un État peut accorder des licences obligatoires qui ont pour effet de suspendre les brevets dans l'intérêt public. De même, les États peuvent invoquer des raisons de sécurité nationale pour bloquer les importations ou les exportations. Il existe également d'autres dispositions du Codex Alimentarius qui permettent à l'État d'intervenir pour assurer la sécurité publique. Dans la plupart des cas, il n'est probablement pas nécessaire de s'opposer frontalement à l'OMC ou à d'autres accords de libre-échange.
- 64 Plutôt que d'avoir des présentations ou des débats unilatéraux, les assemblées délibérantes permettent aux personnes ayant des points de vue différents de faire valoir leurs arguments et de répondre aux questions de l'auditoire, que ce soit au cours d'une seule réunion ou d'une série de réunions. Les assemblées sont organisées par la société civile et toujours présentées comme des «manifestations parallèles», dans le jargon des Nations unies.
- 65 Ces processus ont eu un impact important sur les politiques, qu'il s'agisse du jury d'agriculteurs maliens (LECID) qui a stimulé un débat national sur les OGM et retardé leur introduction dans le pays, ou des communautés d'agriculteurs qui ont donné des conseils sur la façon d'allouer les ressources locales en Ouganda par le biais de sondages délibératifs (Bryant, 2009; Fishkin et al., 2017).
- 66 Voir la déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat (IPES-Food, 2021).
- 67 À quelques exceptions près. Citons, à titre d'exemple, les allocations fédérales de recherche qui ont été rudement contestées par les OSC aux États-Unis.
- 68 En 2019, le PAM, qui dispose d'un budget d'achat de denrées alimentaires de 1,6 milliard de dollars, achetait la moitié des denrées alimentaires au niveau local (Division de la chaîne d'approvisionnement, 2019). Le PAM s'est déjà engagé à aller plus loin, mais le principal obstacle semble être la résistance d'un seul pays, les États-Unis, ce qui en fait une cible très plausible pour les campagnes de la société civile (Park, 2019).
- 69 Cela semble être peu probable dans l'immédiat dans des pays comme le Royaume-Uni, où l'on prévoit de réduire l'aide étrangère.
- 70 L'estimation donnée par Pardey et al. (2018) est de 38,8 milliards de dollars, mais nous en avons soustrait la part de la R&D internationale (1,7 %) pour obtenir une estimation de la R&D nationale totale.
- 71 La Suisse, la France et l'Allemagne font partie des pays qui ciblent de plus en plus l'agroécologie dans leurs politiques de développement agricole (Biovision, IPES-Food & IDS, 2020).
- 72 Le Financial Times (édition américaine) du 17 janvier 2021 note que les nouvelles réglementations de l'UE exigeront, entre autres, que les critères ESG soient mis en place par les fonds de pension.
- 73 Selon l'OCDE, entre 2016 et 2018, les politiques agricoles de 53 pays ont permis de générer un total de 705 milliards de dollars par an pour leurs secteurs agricoles. Les trois quarts de ce soutien, environ 528 milliards de dollars par an, ont été transférés aux producteurs individuels. Les 53 pays à l'étude représentent près des trois quarts de la valeur ajoutée brute agricole mondiale. Nous estimons le total des transferts/subventions agricoles directs aux producteurs à l'échelle mondiale à environ 700 milliards de dollars par an (OCDE, 2019).
- 74 La National Family Farm Coalition américaine, entre autres, souligne que l'antidote le plus efficace aux subventions et à l'énorme pouvoir des grandes entreprises de produits de base est une réglementation garantissant des prix équitables aux agriculteurs (National Family Farm Coalition, 2020).

- 75 Les fonds de la politique agricole commune de l'UE peuvent être utilisés par les États membres pour fournir des paiements «couplés» par tête de bétail (voir IPES-Food, 2019).
- 76 Bien qu'elles représentent des sommes moins importantes, les subventions aux produits de base dans les pays du G-77 ont souvent bénéficié directement ou indirectement aux négociants ou aux transformateurs multinationaux de produits de base. Il est donc peut-être encore plus urgent de réorienter ces ressources vers des petites exploitations durables produisant pour les marchés locaux.
- 77 À l'échelle mondiale, les ventes de boissons gazeuses représentent un montant estimé à 646,6 milliards de dollars, et les ventes de confiseries et de produits de grignotage, la somme colossale de 1 200 milliards de dollars (Statista, 2019).
- 78 Des études ont montré que les recettes fiscales et les économies réalisées sur les dépenses de santé doivent être réinvesties dans des mesures positives visant à promouvoir des régimes alimentaires sains et durables, afin de garantir un ensemble d'interventions cohérentes, efficaces et politiquement acceptables (Wright, Smith & Hellowell, 2017).
- 79 Estimations tirées de Cobham, 2019.
- 80 Le concept de «prix de transfert» désigne les pratiques auxquelles les entreprises multinationales peuvent avoir recours pour réduire leurs obligations fiscales en transférant leurs bénéfices vers des juridictions à la fiscalité avantageuse, comme par exemple en surfacturant les transactions entre les différentes branches d'une même entreprise.
- 81 Le siège d'Amazon se trouve à Seattle, la troisième ville des États-Unis qui enregistre le plus grand nombre de sans-abris. En 2018, Amazon a repoussé une proposition du conseil municipal de Seattle concernant une taxe en faveur des populations sans-abri visant les plus gros employeurs de la ville. L'entreprise a interrompu ses projets de construction et a menacé de délocaliser une partie de sa main-d'œuvre locale. La taxe a été rejetée, privant ainsi les projets en faveur des sans-abri de 53 millions de dollars par an. Un an plus tard, Amazon a fait un don unique de 5 millions de dollars à des organisations caritatives pour les sans-abri. En tant qu'entreprise technologique, Amazon est également en mesure de réduire ses obligations fiscales en amortissant une grande partie de ses revenus sous forme de crédit d'impôt recherche (CIR) (voir Lobo, 2020).
- 82 Voir l'exemple de Virgin Atlantic (Stupples, 2020).
- 83 Dans des secteurs tels que: le commerce, le climat et l'alimentation, la concentration des entreprises multinationales, les défis du multilatéralisme, l'agroécologie, les conseils et coalitions en matière de politique alimentaire, les approches de type «nouveau Pacte vert», l'évaluation des technologies régionales, et les convergences plus larges des mouvements sociaux.
- 84 Les membres du CIP pour la souveraineté alimentaire et du CSM développent actuellement des stratégies pour aborder la question du Sommet.
- 85 Les informations transmises via des blockchains régies par des entreprises privées sont circonscrites par ces entreprises et vulnérables au piratage (voir Bas Van Leeuwen, 2020).
- 86 Le nationalisme, par exemple, est une force culturelle qui peut saboter les alliances internationales entre les mouvements qui luttent pour l'alimentation et l'agriculture par-delà les frontières. Les présupposés patriarcaux, coloniaux et de suprématie blanche concernant les détenteurs de l'expertise ou de la légitimité dans le système alimentaire peuvent être cyniquement exploités à travers des propositions d'alimentation et d'agriculture «durables». Lorsque des écologistes radicaux (qu'il s'agisse de guerriers végans ou de paléo-primitivistes) se divisent et s'opposent sur les valeurs alimentaires au nom de la santé de la planète, les alliances politiques peuvent éclater, mais les entreprises de marketing peuvent toujours engranger des profits et des victoires politiques des deux côtés de ces combats.

ANNEXE 1.

Glossaire des tendances technologiques: les nouveaux termes technologiques que les mouvements alimentaires doivent avoir à l'œil

Agriculture cellulaire et cultures de racines velues – L'agriculture cellulaire est la démarche qui consiste à cultiver des ingrédients alimentaires de grande valeur dans des cultures cellulaires souvent axées sur les cellules souches. L'accent est mis sur la «viande in vitro» cultivée en laboratoire et sur d'autres protéines artificielles destinées à remplacer les protéines animales, mais la technologie est également utilisée pour cultiver des cellules végétales cellulaires, telles que les cellules de baies, comme source de nourriture. Les cultures cellulaires se prêtent à de nouvelles approches de génie génétique, comme les «cultures de racines velues», où une cellule racinaire est infectée par une bactérie du sol, modifiée ou non, puis cultivée pour produire des arômes, des parfums et des composés alimentaires.

Agriculture, pêche, sylviculture de précision/numérique, et internet des objets – L'agriculture «de précision» ou «numérique» désigne un système de production fondé sur les données, dans lequel un mélange de données environnementales et de données sur le terrain (provenant de capteurs et de l'Internet) oriente les décisions agronomiques telles que la plantation et l'application de pesticides. Outre les outils/logiciels numériques permettant de cartographier et de surveiller l'exploitation agricole, les agriculteurs numériques peuvent également intégrer des drones, des «robots agricoles», des capteurs et d'autres éléments d'automatisation de l'exploitation mis en réseau dans un «internet des objets agricoles». Des stratégies similaires axées sur les données pour la pêche et la sylviculture de précision utilisent également des modèles de données et la cartographie en combinaison avec l'automatisation pour augmenter l'extraction des ressources naturelles ou gérer les écosystèmes sensibles.

Biointelligence et biofonderies – La biointelligence décrit la collecte à grande échelle de données génomiques numériques pour former des systèmes d'IA, ainsi que l'application connexe de l'IA pour concevoir de nouveaux systèmes génétiquement modifiés (par exemple, par la biologie synthétique ou l'édition génomique). Les installations qui réalisent la conception et la construction automatisées de nouveaux organismes synthétiques sont souvent appelées «biofonderies».

Biologie synthétique et biosynthèse – La biologie synthétique marque la nouvelle frontière de l'invention biotechnologique dans laquelle les séquences génomiques sont conçues par ordinateur. Ensuite, l'ADN synthétique ou l'édition génomique sont utilisés pour «programmer» des organismes vivants. Les micro-organismes de production tels que les levures, les algues et les bactéries sont génétiquement modifiés pour produire par biosynthèse des composés à haute valeur, généralement dans des systèmes de fermentation en grandes cuves similaires à la production d'éthanol. Ces microbes modifiés à croissance rapide, qui se nourrissent de sucre ou de gaz naturel, peuvent produire des arômes et des ingrédients synthétiques, des protéines et des graisses, des produits agrochimiques, des médicaments vétérinaires, des aliments pour poissons et pour animaux, etc.

Blockchain, crypto-monnaies et contrats intelligents – Une blockchain est une base de données numérique ou un registre de transactions qui existe et qui est modifié simultanément sur plusieurs ordinateurs en réseau, afin d'effectuer des transactions numériques automatisées «de confiance». Bien qu'elle ait des utilisations beaucoup plus larges, la blockchain est surtout connue comme la technologie qui permet de créer des crypto-monnaies (des jetons numériques enregistrés sur la blockchain) qui peuvent être échangées directement entre individus sans qu'une institution intermédiaire de confiance ne vérifie la transaction, imitant ainsi l'échange de monnaie physique entre individus. Les contrats intelligents sont des programmes courts codés dans la blockchain qui permettent à des dispositifs automatisés d'échanger des crypto-monnaies ou d'effectuer d'autres transactions entre eux dans des conditions convenues, là encore sans intermédiation humaine.

Capteurs agricoles – Utilisation de la technologie des capteurs numériques dans l'agriculture. De petits capteurs sont installés et connectés par internet (c'est-à-dire l'internet des objets) pour assurer une surveillance en temps réel du sol, de l'eau, des parasites, de la santé du bétail, etc.

Communication moléculaire et nanobionique – La communication moléculaire consiste à coder des données sur des molécules, en particulier des molécules biologiques comme l'ADN ou les phéromones, puis à exploiter des mécanismes naturels pour distribuer et traiter cette version moléculaire des données. Par exemple, l'envoi de messages à distance par phéromone ou le stockage de bibliothèques d'informations numériques dans de l'ADN synthétique. La technologie naissante de la nanobionique végétale y est étroitement liée. Les chercheurs ont conçu des nanoparticules de détection qui sont absorbées par les plantes, lesquelles détectent les changements environnementaux et transmettent les données à des appareils numériques tels que les smartphones. Dans un scénario futur, les plantes nanobioniques pourraient surveiller les sols et l'eau, puis transmettre des données numériques à des plateformes électroniques.

Édition génomique, CRISPR – Les techniques d'édition génomique, telles que CRISPR CAS9, TALENS ou «Prime editing», sont des approches de génie génétique qui modifient l'ADN d'un organisme de manière héréditaire. Les techniques d'édition génomique utilisent des enzymes ciblées qui coupent, puis suppriment ou remplacent de petits segments de la molécule d'ADN à un rythme de développement plus rapide que les approches «transgéniques» plus lentes et moins ciblées du passé. Les organismes peuvent être rapidement «édités» simultanément en plusieurs points du génome, ce qui permet des modifications assez complexes et importantes du fonctionnement génétique, y compris la création de «modifications génétiques».

Expression transitoire, pulvérisations d'ARN interférents (ARNi), organismes modifiés de façon transitoire (TMO) – La modification transitoire décrit des techniques dans lesquelles du matériel génétique est introduit dans un organisme pour détourner des fonctions cellulaires, mais qui ne sont pas intégrées et transmises aux générations futures. L'exemple le plus marquant est celui des pulvérisations d'ARNi : de courts brins d'ARN modifié (la molécule génétique messagère qui transcrit l'ADN) sont pulvérisés sur une culture pour que cette plante (ou des insectes) exprime artificiellement des composés. Cela donne lieu à des TMO dont la génétique est modifiée, mais uniquement dans la génération actuelle. Les TMO sont également utilisés comme plateforme de production de produits naturels. Les feuilles de tabac notamment sont infectées de manière transitoire par des bactéries du sol modifiées afin que les feuilles commencent à produire artificiellement de nouveaux composés.

Ferme verticale – Les fermes verticales ou d'intérieur sont des environnements de culture alimentaire à technologie intensive qui peuvent être déployés dans les villes et les villages, généralement installés dans une structure existante. Les fermes verticales font généralement appel à des technologies de culture hydroponique artificielle (sans sol), de recyclage des nutriments et de l'eau, ainsi qu'à un haut degré de surveillance numérique et d'automatisation.

Fintech – Mot valise composé de «finance» et «technologie». Ce terme désigne le secteur technologique qui applique de nouveaux logiciels, dispositifs, applications et processus au domaine financier. Il s'agit notamment des crypto-monnaies, des prêts et des transactions numériques, des registres numériques, des investissements et des transactions automatisés, etc.

Génétique active, forçage génétique et agents horizontaux d'altération génétique de l'environnement (HEGAA) – Stratégies de génie génétique permettant de surmonter les barrières naturelles de la reproduction, dans lesquelles les nouveaux traits modifiés sont activement relâchés dans l'environnement pour potentiellement se propager. L'un de ces exemples est le forçage génétique, qui consiste à modifier génétiquement un organisme pour qu'il transmette cette caractéristique de manière héréditaire. Les modifications génétiques, en particulier celles appliquées aux espèces à reproduction rapide (insectes ou nématodes, par exemple), peuvent se propager rapidement dans la nature et dans les agroécosystèmes, transformant des populations et des écosystèmes entiers.

Ces modifications peuvent également être utilisées pour accélérer et orienter la sélection végétale. Les HEGAA en sont un autre exemple. Un insecte peut être modifié pour porter un virus génétiquement modifié dans l'environnement, qui à son tour modifie génétiquement les organismes avec lesquels il entre en contact.

Génomique environnementale, métagénomique, microbes et microbiome – Le microbiome décrit la communauté de microbes qui se trouvent réunis en un même lieu. Qu'il s'agisse des microbes du sol d'un champ ou des microbes résidant dans la peau, les organes et les cavités du corps humain, ces microbes régulent une grande partie des fonctions essentielles dans l'agriculture comme dans le corps. La modification du microbiome peut altérer la santé et les résultats agricoles. La métagénomique consiste à séquencer la génétique de populations microbiennes entières, puis à les reconstituer numériquement à l'aide d'outils bio-informatiques et à étudier leurs interactions, leurs fonctions et leurs relations. Son essor a permis aux scientifiques de décrire la manière dont des communautés microbiennes spécifiques sont construites et de proposer de modifier le microbiome à différents niveaux d'intervention, y compris à l'aide de nouveaux «micro-organismes» manufacturés. La génomique environnementale utilise tous les niveaux de données sur la biodiversité (données génomiques et environnementales confondues) pour concevoir de nouveaux organismes génétiquement modifiés et des interventions ciblées pour l'agriculture.

Géo-ingénierie, élimination du dioxyde de carbone (CDR), gestion du rayonnement solaire (SRM), bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS), modification des conditions météorologiques – La géo-ingénierie désigne la modification intentionnelle à grande échelle du système et des processus terrestres, tels que le système climatique ou les cycles de l'azote et de l'eau à l'échelle planétaire. La plupart des développements en matière de géo-ingénierie sont axés sur la lutte contre le réchauffement dû au changement climatique anthropique, par le biais de deux approches: premièrement, la SRM, par laquelle les géo-ingénieurs tentent de renvoyer la lumière du soleil vers l'espace (en plaçant par exemple des particules dans l'atmosphère ou en augmentant la réflectivité des nuages, des mers, de la terre et du ciel); deuxièmement, la CDR, par laquelle les géo-ingénieurs utilisent des moyens mécaniques et biologiques pour éliminer les gaz à effet de serre de l'atmosphère. La BECCS est l'une des techniques de réduction des émissions de gaz à effet de serre étroitement liée à l'agriculture. Elle consiste à cultiver la biomasse, dont la biomasse végétale, puis à la transformer en biocarburants ou en électricité, tout en captant les gaz à effet de serre qui en résultent et qui sont censés être séquestrés. La modification du temps (comme la suppression des nuages orageux) est aussi parfois considérée comme de la géo-ingénierie.

Hyper-nudging – L'hyper-nudging décrit l'utilisation délibérée de grands ensembles de données (sur les consommateurs et leur comportement d'achat par exemple) combinés au profilage psychographique et aux algorithmes d'IA pour concevoir et mettre en œuvre des «nudges» (coups de coude parfois imperceptibles) en vue de modifier le comportement d'un individu de manière ciblée. Cette méthode s'applique également aux régimes alimentaires, aux habitudes d'achat, aux attitudes culturelles envers la nourriture, etc.

IA explicable (XAI) – Désigne les méthodes et techniques d'application de la technologie de l'IA qui permettent aux utilisateurs humains de comprendre les résultats du processus. Il diffère du concept de «boîte noire» commun à l'apprentissage automatique, où même les concepteurs ne peuvent expliquer pourquoi l'IA est parvenue à une décision spécifique.

Imprimantes alimentaires et bio-impression – Une imprimante alimentaire est un dispositif qui construit couche par couche un aliment transformé fini en utilisant des techniques de fabrication supplémentaires telles que les buses de pulvérisation ou l'impression 3D. Les bio-imprimeurs construisent des structures semblables à des tissus qui imitent les tissus naturels. Par exemple, l'impression de cultures cellulaires artificielles avec un échafaudage et des nutriments ajoutés pour créer de fausses viandes.

Intelligence artificielle (AI), apprentissage automatique (ML) et apprentissage profond (DL) – Utilisation d'algorithmes programmés et évolués pour repérer des modèles, faire des prédictions et prendre des décisions de conception. En apprentissage automatique et profond, les ordinateurs utilisent des circuits électroniques calqués sur les circuits neuronaux du cerveau pour traiter les entrées de données et s'auto-entraîner à trouver des modèles utiles pour la prise de décision.

Nanotechnologie, nanoparticules et nanomatériaux – La nanotechnologie désigne l'ingénierie de la matière à l'échelle du nanomètre (l'échelle des atomes et des molécules), et l'exploitation des propriétés quantiques inhabituelles de la matière à cette échelle. Les nanoparticules sont de petits morceaux de matériaux à l'échelle nanométrique qui présentent de nouvelles propriétés et peuvent se déplacer librement dans le corps et l'environnement en raison de leur taille minuscule. D'autres matériaux sont décrits comme des nanomatériaux lorsqu'ils présentent un ou plusieurs aspects à l'échelle nanométrique. Les revêtements de surface ou les nouvelles formes moléculaires, notamment, sont appelés nanomatériaux.

Nouveaux pesticides (dégradateurs de protéines, biosurfactants et nanoémulsions) - Les composés dégradant les protéines sont des molécules qui agissent en ciblant des protéines très spécifiques dans les cultures et les insectes, puis provoquent leur dégradation par l'organisme. Cette technique peut potentiellement être utilisée pour prévenir la résistance aux herbicides, ainsi que pour cibler les mauvaises herbes et les insectes d'une autre manière. Les surfactants (matériaux tensioactifs) sont une classe de produits chimiques largement utilisés dans l'agrochimie. Ils sont généralement synthétisés à partir du pétrole mais sont de plus en plus développés à partir de microbes (dont des microbes génétiquement modifiés), ce qui donne des biosurfactants. Les entreprises reformulent également leurs produits agrochimiques sous forme de nanoémulsions. Il s'agit de minuscules gouttelettes de produit chimique de taille nanométrique dans de l'huile, dont l'activité est accrue, qui adhèrent mieux aux surfaces des plantes et qui sont mieux absorbées par les cellules.

Nutrition personnalisée, nutriginomique et régimes génomiques – Les partisans de la nutrition personnalisée et de la nutriginomique affirment que la collecte de grandes quantités de données génomiques humaines et alimentaires (et d'autres données personnelles) peut permettre l'élaboration de régimes personnalisés afin d'optimiser les régimes en fonction de la composition génomique ou du microbiome du consommateur. En théorie, les aliments peuvent être génétiquement modifiés pour s'adapter au profil génomique du consommateur ou de ses microbes résidents.

Robots agricoles (Ag-robots) – Utilisation de robots autonomes (y compris des essaims de robots) dans la production agricole, principalement dans les champs, pour le désherbage, la pulvérisation de produits agrochimiques, la cueillette, la récolte et la surveillance des cultures.

Scanners alimentaires – Un appareil qui utilise la technologie de balayage optique et l'IA pour donner une analyse en temps réel des nutriments d'un aliment, dont les allergènes, les toxines, etc.

Sélection par l'IA/Identification à haut débit de mutation ponctuelle (TILLING) – TILLING est un exemple de mélange d'anciennes techniques de mutagenèse avec les nouvelles techniques de séquençage de l'ADN et les mégadonnées pour sélectionner rapidement les mutations qui conduisent à un phénotype prédit. Plus généralement, les sélectionneurs génomiques utilisent des systèmes d'IA pour prédire les mutations génomiques vers lesquelles ils veulent se diriger.

Synthèse organique assistée par ordinateur (CAOS) – Les chimistes appliquent la CAOS à la conception de composés synthétiques. Dans cette approche, les logiciels d'apprentissage automatique et d'analyse de mégadonnées proposent de nouvelles voies de traitement chimique pour transformer des substances d'ingrédients peu coûteux en composés à haute valeur ajoutée, y compris des denrées alimentaires.

ANNEXE 2.

Les chemins menant la réforme des agences de l'ONU basées à Rome: Du Circo Massimo au Foro Romano?

Les neuf initiatives suivantes - classées de la plus modeste à la plus importante - sont des propositions que les partenaires de la société civile pourraient développer en vue de la réforme des organismes ayant leur siège à Rome («RBA 3.0» - voir Opportunité n° 4). Selon les circonstances (dont les cygnes gris), les neuf peuvent évoluer de manière séquentielle, simultanée ou spontanée. Chaque petit pas rend les autres plus faciles à réaliser. La réussite dépend de l'état de préparation: un accord préalable sur l'objectif et les paramètres de chaque initiative, et un processus compris pour faire avancer les initiatives au fur et à mesure que les opportunités se présentent.

1. Assemblées délibérantes: Les négociateurs locaux, nationaux et internationaux connaissent bien les «manifestations parallèles», dont le plus grand avantage est d'offrir aux diplomates pressés des déjeuners gratuits. Leur objectif est soit d'assurer les relations publiques de l'organisation, soit de promouvoir des perspectives unilatérales sur un sujet de négociation. En plus de ces événements conventionnels, la société civile pourrait organiser et accueillir des assemblées délibérantes réunissant les personnes les plus touchées par la question avec des universitaires et (éventuellement) des représentants du gouvernement qui pourraient fournir des documents d'introduction partagés à l'avance, et répondre aux questions des participants à la conférence. Lorsque les observateurs du secteur agroalimentaire sont reconnus comme ayant des conflits d'intérêts, ils ne sont pas invités à fournir d'informations. Avec une acceptation croissante, un processus délibératif plus complet, tel qu'il a été utilisé dans de nombreux pays, pourrait être développé.

2. Groupes de travail informels transversaux: Au début de ce siècle, la FAO a permis ou encouragé la formation de groupes de travail du personnel multisectoriel intéressés par des sujets aussi bien généraux que spécifiques. Les groupes de travail étaient informels, se réunissaient habituellement à l'heure du déjeuner et s'auto-organisaient sans hiérarchie. Le résultat était mitigé: certains groupes ont été hiérarchisés; d'autres ont dé péri. Certains, quant à eux, ont produit des idées intéressantes qui ont trouvé leur place dans les programmes et les négociations. En poussant ce concept un peu plus loin, la société civile pourrait proposer que ces groupes de travail soient transversaux aux RBA et au CGIAR, incluent des personnes intéressées issues de la société civile, et se réunissent pendant les heures normales de bureau. Des représentants du gouvernement pourraient également être invités, le cas échéant.

3. Outils de participation: Pour faciliter la participation éclairée de la société civile et des autres observateurs qui ne connaissent pas les procédures de l'ONU ou qui ne peuvent pas assister à une réunion en personne, la société civile pourrait fournir des ressources numériques de plusieurs manières: en facilitant l'interprétation dans des langues autres que celles de l'ONU, en déchiffrant les textes de négociation et les implications de chaque amendement, en surveillant la dynamique du pouvoir dans la salle de conférence par l'identification des orateurs, en programmant les interventions, etc. Ce service présenterait sans doute un intérêt pour les négociateurs eux-mêmes.¹

4. Sélection transparente des chefs d'agence: Bien que les procédures de sélection/élection du chef d'agence diffèrent pour chacune des RBA et le CGIAR, elles consistent toutes en des processus de nomination. Il y a parfois une campagne agressive, une présentation publique, et une décision ou un vote final. La société civile a la possibilité de participer activement à toutes ces étapes, à l'exception de la dernière. Elle pourrait proposer un site web spécifique et indépendant, examiner les candidats potentiels, organiser des présentations et des débats, voire suggérer des critères d'emploi. Une telle initiative est plus facile à lancer lorsque la réélection d'un titulaire est assurée. Cela permet aux gouvernements et aux secrétariats de se familiariser avec le processus au moment où un changement de direction est probable.

5. Conférences régionales biennales de la FAO: Longtemps considérés comme sans intérêt pour les programmes et les politiques, les rassemblements régionaux réunissent néanmoins les ministres régionaux de l'agriculture et un nombre croissant de représentants de la société civile. La société civile pourrait renforcer sa pertinence en préparant des documents de synthèse et en organisant des réunions nationales préalables avec les gouvernements intéressés, ainsi qu'en organisant des assemblées délibérantes et des manifestations parallèles lors de leurs conférences. L'objectif principal serait de convertir les réunions semestrielles en un processus national, régional et mondial, ouvert aux RBA et au CGIAR. Certaines régions sont déjà très ouvertes à la participation de la société civile. Cette initiative renforcerait considérablement les positions des OSC, tout en convertissant une structure coûteuse et peu pertinente en une plateforme de participation régionale plus forte aux questions mondiales.

6. Évaluations régulières par des agences externes indépendantes: Actuellement, les évaluations externes des RBA et du CGIAR sont sporadiques et ne surviennent que lorsqu'elles sont directement financées par une ou plusieurs sources externes. La société civile pourrait, de manière relativement peu coûteuse, organiser régulièrement des évaluations complètes ou des méta-évaluations de chacune des RBA, qui seraient réalisées et présentées avant les événements majeurs ou les élections. Ces évaluations pourraient impliquer les gouvernements de toutes

¹ Toutefois, dans la nouvelle réalité des négociations en ligne, il existe également un besoin urgent d'outils et de modalités permettant à la société civile de ne pas rester éternellement muette, transformée en «Zombies», dans les salles et les réunions Zoom.

les régions, le Secrétariat et les syndicats du personnel, ainsi que les utilisateurs finaux. Elles seraient probablement très bien lues par les gouvernements et très influentes dans la définition de l'orientation future d'une organisation.

7. Procédures de résolution des conflits: Le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales de développement disposent tous de procédures de résolution des conflits permettant aux communautés affectées par les décisions ou les projets des banques de demander réparation. En principe, les communautés ont le droit d'accéder aux informations bancaires et peuvent recevoir un soutien financier pour le processus de négociation. Plusieurs centaines de cas ont été présentés depuis les années 1990, et les examinateurs estiment qu'ils ont eu un certain impact sur les activités bancaires à long terme, même s'ils n'ont pas souvent répondu aux préoccupations immédiates des communautés. D'ailleurs, les communautés sont également en mesure de demander réparation pour des dommages environnementaux qui ne les concernent pas directement. La société a de grandes chances de réussir à faire valoir collectivement des procédures de résolution des conflits par le biais des RBA. Cependant, il serait important d'étudier l'historique des communautés et des banques afin d'améliorer les procédures.

8. Procédures de participation et de conflit d'intérêts: La société civile pourrait faire pression sur les RBA (individuellement ou collectivement) pour qu'elles négocient et adoptent des dispositions relatives aux conflits d'intérêts qui interdisent l'intervention des entreprises privées et de leurs associations professionnelles ayant des intérêts commerciaux (y compris les actionnaires) dans un point de l'ordre du jour.²

9. Cohérence de la mission des RBA: Chacune des RBA et le CGIAR ont des intérêts qui se chevauchent et sont souvent complémentaires. La société civile, à la suite d'un cycle d'évaluations externes, pourrait lancer un processus d'enquête visant à prévenir le chevauchement des missions et à améliorer l'efficacité en examinant les moyens par lesquels les RBA pourraient s'organiser plus étroitement. Il en résulterait une intégration *de facto* des trois RBA et du CGIAR en une seule organisation dans laquelle le CSA (ou son successeur renforcé) deviendrait l'unique organe directeur du «nouveau Forum de Rome».

² Il existe un précédent au niveau des Nations unies dans le cadre de la CDB, où la société civile a réussi à faire pression pour que les processus d'expertise soient soumis à des exigences en matière de conflits d'intérêts suite aux révélations concernant le lobbying des entreprises. Il existe également un précédent au niveau national : le Canada a dressé un pare-feu entre l'industrie et le processus de révision de son guide alimentaire 2019.

ANNEXE 3.

Le groupe consultatif du Mouvement pour une alimentation durable

Anderson, Molly (USA, Middlebury College) * occupe la Chaire William R. Kenan Jr. d'études alimentaires au Middlebury College (Vermont, États-Unis). Elle est spécialiste de la faim, des systèmes alimentaires et des collaborations multi-acteurs pour la durabilité.

Agarwal, Bina (Inde, Université de Manchester) * est professeure d'économie du développement et de l'environnement à l'université de Manchester (Royaume-Uni). Elle a remporté de nombreux prix, dont le prix international Balzan 2017 et le prix Leontief 2010 pour ses écrits sur les droits fonciers, la sécurité alimentaire, la conservation des forêts et les inégalités entre les sexes.

Belay, Million (Éthiopie, AFSA) * est le fondateur de MELCA - Éthiopie et coordinateur de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA). Il est expert et défenseur de la conservation des forêts, des moyens de subsistance des populations autochtones, et de la souveraineté alimentaire et semencière.

Chappell, Jahi (USA, Southeastern African-American Farmers Organic Network) est le directeur exécutif de SAAFON. Il est également un chercheur-militant qui se concentre sur la souveraineté alimentaire, l'agroécologie, et les politiques agricoles et de sécurité alimentaire aux États-Unis et au Brésil. Il est l'auteur d'un livre primé, *Beginning to End Hunger: Food and the Environment in Belo Horizonte, Brazil and Beyond*.

Clapp, Jennifer (Canada, Université de Waterloo)* est titulaire de la Chaire de recherche sur la sécurité et la durabilité alimentaires mondiales du Canada. Elle est également professeure du Département d'études environnementales et des ressources à l'Université de Waterloo (Canada). Elle a publié de nombreux articles sur la gouvernance mondiale, la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires.

DeClerck, Fabrice (Belgique/USA, EAT/OneCGIAR) a travaillé avec des agriculteurs dans de nombreuses régions du monde en mettant l'accent sur une alimentation saine issue d'une production régénérative. Il occupe deux postes : celui de scientifique principal au sein de l'alliance Bioversity International/Centre d'Agriculture, de Recherche et d'Éducation Tropicales (CATIE), et de directeur scientifique du Forum EAT.

Dillon, Matthew (USA, Clif Bar & Company/Seed Matters) est vice-président du département des relations gouvernementales et de l'impact social chez Clif Bar & Company. Il a auparavant fondé Organic Seed Alliance, qui a lancé les premiers programmes de sélection végétale biologique du pays, et a été nommé au Conseil consultatif national des ressources génétiques de l'USDA.

Escalante, Maria Alejandra (Colombie, **Young Feminists for Climate Justice/Tierra y Libertad**) est une féministe, membre active du mouvement pour la justice climatique et cofondatrice de **TierrActiva Colombia**, une plateforme dirigée par des jeunes qui œuvre pour un changement systématique aux niveaux national et régional.

Felicien, Ana (Venezuela, **Institut vénézuélien de recherche scientifique/Semillas del Pueblo**) travaille à l'Institut vénézuélien de recherche scientifique. Elle fait partie du mouvement national des semences qui a participé au processus de création de la loi nationale sur les semences. Elle collabore avec plusieurs mouvements de souveraineté alimentaire au Venezuela. Elle s'intéresse à l'agroécologie et à la souveraineté alimentaire.

Frison, Emile (Belgique, **ancien directeur de Biodiversity International**)* est un expert de la conservation et de la biodiversité agricole. Après avoir occupé des postes à responsabilité dans plusieurs instituts de recherche mondiaux, il a dirigé pendant dix ans l'organisation mondiale de recherche pour le développement **Biodiversity International**.

Gliessman, Steve (USA, **ex-Université de Santa Cruz**)** est un agroécologiste avec plus de 40 ans d'expérience dans l'enseignement, la recherche et l'étude de terrain. Il est cofondateur et président du conseil d'administration de l'organisation à but non lucratif **Community Agroecology Network (CAN)**. Il est rédacteur en chef de la revue *Agroecology and Sustainable Food Systems*. Auparavant, il était professeur d'agroécologie à l'université de Californie, à Santa Cruz.

Goïta, Mamadou (Mali, **IRPAD /ROPPA**)* est le directeur exécutif de l'Institut de recherche et de promotion des alternatives au développement (IRPAD). Il était auparavant secrétaire exécutif du **ROPPA** (Organisation des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest). Il est membre fondateur de la **COPAGEN** (Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain) et de l'**AFSA** (Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique).

Guttal, Shalmali (Inde, **Focus on the Global South**)* est la directrice exécutive de **Focus on the Global South**. Ses recherches portent sur le développement économique et social, les droits aux ressources communautaires, les droits des femmes, la souveraineté alimentaire, la réforme agraire et la démocratisation de la gouvernance en Asie, notamment dans la région du Mékong et en Inde.

Herren, Hans (Suisse, **Fondation Biovision**)* est président et directeur général du **Millennium Institute USA**, et lauréat du **Right Livelihood Award 2013** et du **Prix mondial de l'alimentation 1995**. Son domaine d'expertise est la recherche et les projets de développement en matière de systèmes agricoles et alimentaires holistiques, intégrés et durables.

Hobbelink, Henk (Pays-Bas, **GRAIN**) a cofondé **GRAIN** en 1990, dont il est aujourd'hui coordinateur. Il est responsable du fonctionnement général de l'organisation, ainsi que des activités de recherche, de rédaction et de sensibilisation.

Lim Li Ching (Malaisie, Third World Network)* est chercheuse en chef au Third World Network. Elle est experte en agriculture durable, biotechnologie et biosécurité. Lim Li Ching a également été l'auteure régionale principale de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD).

Longley, Sue (Royaume-Uni, UITA) est secrétaire générale de l'UITA (syndicat des travailleurs de la chaîne alimentaire), la première femme à occuper ce poste. Avant son élection en 2017, elle a occupé le poste de secrétaire générale adjointe de l'UITA et celui de coordinatrice internationale de l'UITA pour l'agriculture et les plantations.

Patel, Raj (UK/US, Université du Texas)* est professeur agrégé à la Lyndon B Johnson School of Public Affairs de l'Université du Texas, à Austin, et associé de recherche principal à l'Unité des sciences humaines de l'Université de Rhodes (UHURU), en Afrique du Sud. Ses recherches sur l'écologie politique et les systèmes alimentaires ont été largement traduites et enseignées, notamment son livre de 2008 intitulé *Rempli et affamé: La bataille cachée pour le système alimentaire mondial*.

Qualman, Darrin (Canada, ancien membre du Syndicat national des agriculteurs) est un chercheur et écrivain indépendant, auteur de *Civilization Critical: Energy, food nature and the future*. Il a précédemment travaillé pour le Syndicat national des agriculteurs du Canada en tant que directeur de la recherche et secrétaire exécutif (directeur exécutif).

Trujillo-Ortega, Laura (Mexique, Université de Chapingo)** est une spécialiste de l'écologie politique et de l'économie des réseaux alimentaires mondiaux. Elle a cofondé et dirigé les deux premiers programmes de spécialisation en agroécologie et en réseaux agroalimentaires au Mexique, ainsi qu'un programme de doctorat en développement rural à l'université de Chapingo. Elle est actuellement professeure titulaire à l'université de Chapingo et travaille sur la création et l'appropriation de la valeur agroalimentaire le long des réseaux alimentaires mondiaux.

VanGelder, Zoe (US, mouvements de jeunesse) est une ethnographe et une écologiste politique avec plus de dix ans d'expérience dans la recherche, le soutien aux mouvements sociaux agraires, les organisations féministes et les ONG internationales sur une variété d'initiatives.

*Membres actuels du panel d'experts de IPES-Food

**Anciens membres de IPES-Food (membres du panel 2015-2020).

Bibliographie

Accion por la biodiversidad. (2020). *Atlas del Agronegocio Transgénico en el Cono Sur, Acción por la Biodiversidad* [Atlas of transgenic agribusiness in the Southern Cone]. <http://www.biodiversidadla.org/Atlas>.

Agarwal, B. (2010a). *A field of one's own: Gender and land rights in South Asia* (2nd Ed.). Cambridge University Press.

Agarwal, B. (2010b). *Gender and green governance: The political economy of women's presence within and beyond community forestry*. Oxford University Press

Agarwal, B. (2014). Food sovereignty, food security and democratic choice: critical contradictions, difficult conciliations. *The Journal of Peasant Studies*, 41(6), 1247–1268. <https://doi.org/10.1080/03066150.2013.876996>

Agarwal, B (2021, March). Livelihoods in COVID times: Gendered perils and new pathways in India. *World Development*, Volume 139. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X20304393>

Agarwal, B., Anthwal, P., & Mahesh, M. (in press). How many and which women own land in India? Inter-gender and intra-gender gaps, *Journal of Peasant Studies*.

Allen, J. (2017, June 14). *Best diet apps | 10 best apps to help you eat healthy*. Paste Magazine. <https://www.pastemagazine.com/tech/apps/the-10-best-apps-to-help-you-eat-healthy-and-lose/>

Altieri, M. (2016, March 25). *Cuba's sustainable agriculture at risk in U.S. thaw*. The Conversation. <https://theconversation.com/cubas-sustainable-agriculture-at-risk-in-u-s-thaw-56773>

Andina. (2019). *Peruvian food's inclusion on intangible cultural heritage list a bicentennial goal*. <https://andina.pe/ingles/noticia-peruvian-foods-inclusion-on-intangible-cultural-heritage-list-a-bicentennial-goal-741230.aspx>

Argumedo, A. (2020, August 9). *Indigenous peoples hold the past and future of food in their hands*. EcoWatch. <https://www.ecowatch.com/indigenous-peoples-food-2646931604.html?rebelltitem=1#rebelltitem1>

Associated Press. (2011, March 2). *Argentina accuses agribusinesses of tax evasion*. Deseret News. <https://www.deseret.com/2011/3/2/20176679/argentina-accuses-agribusinesses-of-tax-evasion>

Bacon, M-H., & Vandelac, L. (2020). Planetary Boundaries and the Global Agrifood System: The Looming Environmental, Human and Social Crises, Working paper, CREPPA, Université du Québec à Montréal.

Basnet, B., & Bang, J. (2018). The state-of-the-art of knowledge-intensive agriculture: A review on applied sensing systems and data analytics. *Journal of Sensors*, 2018, 1–13. <https://doi.org/10.1155/2018/3528296>

Baum, M. (2018, April 4). *FMI | Seven consumer food trends from “The future of food: New realities for the industry”*. The Food Industry Association. <https://www.fmi.org/blog/view/fmi-blog/2018/04/04/seven-consumer-food-trends-from-the-future-of-food-new-realities-for-the-industry>

BBC News. (2020, August 6). *Mexico obesity: Oaxaca bans sale of junk food to children*. BBC News. <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-53678747>

Begemann, B. (2019, November 27). *The future of farming is today (At least for now!)*. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/bayer/2019/11/27/the-future-of-farming-is-today-at-least-for-now/#4685a89e2702>

Belay, M. (2020). Africa says, “I can’t breathe”: An African civil society perspective on systemic racism. *Common Dreams*. <https://www.commondreams.org/views/2020/06/10/africa-says-i-cant-breathe-african-civil-society-perspective-systemic-racism>

Bello, W. (2020a). *‘Never let a good crisis go to waste’: The COVID-19 pandemic and the opportunity for food sovereignty*. Transnational Institute and Focus on the Global South. https://www.tni.org/files/publication-downloads/web_covid-19.pdf

Bello, W. (2020b). Why the COVID-19 crisis tells us that food sovereignty is an Idea whose time has come. *Focus on the Global South*. <https://focusweb.org/why-the-covid-19-crisis-tells-us-that-food-sovereignty-is-an-idea-whose-time-has-come/>

Bergenas, J. (2018, August). *Like water and oil: Fish as a geostrategic resource*. New Security Beat. <https://www.newsecuritybeat.org/2018/08/water-oil-fish-geostrategic-resource/>

Bhardwaj, G. (2020, October 12). *Exploring chokepoints and food security threats*. Chatham House – International Affairs Think Tank. <https://www.chathamhouse.org/2017/06/exploring-chokepoints-and-food-security-threats>

Biddle, S. (2019, February 2). *“A fundamentally illegitimate choice”: Shoshana Zuboff on the age of surveillance capitalism*. The Intercept. <https://theintercept.com/2019/02/02/shoshana-zuboff-age-of-surveillance-capitalism/>

Biovision, IPES-Food, & IDS. (2020). *Money flows: What is holding back investment in agroecological research for Africa?* http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Money%20Flows_Full%20report.pdf

Bloomberg News (2019, December 23). *China's super farms may help major drone maker double sales*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-12-23/china-s-super-farms-may-help-major-drone-maker-double-sales>

Bloomberg Report. (2021, February 16). Retailers hold onto stores in hopes of surge of shoppers. *Digital Commerce 360*. <https://www.digitalcommerce360.com/article/coronavirus-impact-online-retail/>

Bowles, N., Alexander, S., & Hadjikakou, M. (2019). The livestock sector and planetary boundaries: A 'limits to growth' perspective with dietary implications. *Ecological Economics*, 160, 128–136. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.01.033>

Brent, Z. W., Alonso-Fradejas, A., Colque, G., & Sauer, S. (2017). The 'tenure guidelines' as a tool for democratising land and resource control in Latin America. *Third World Quarterly*, 39(7), 1367–1385. <https://doi.org/10.1080/01436597.2017.1399058>

Brimm, K. (2020, September 3). *The moment for food sovereignty is now*. Civil Eats. https://civileats.com/2020/04/02/the-moment-for-food-sovereignty-is-now/?fbclid=IwAR2HcZDId4-GpFBr7WvCAvx6XMdOFN7592OXWAm2MPkkAJ_LA1hqS3aya0o

Bryant, P. (2009). Deliberative governance: Political fad or a vision for empowerment? In C. Lyall, T. Papaioannou, & M. J. Smith, (Eds.) *The limits to governance: The challenge of policy-making for the new life sciences* (pp. 239-259). Ashgate Publishing, Ltd.

Cargill. (2019). *ADM and Cargill complete agreement launching technology joint venture focused on farmer profitability*. <https://www.cargill.com/2019/adm-and-cargill-complete-agreement-launching-technology-joint>

Carolan, M. (2018). Big data and food retail: Nudging out citizens by creating dependent consumers. *Geoforum*, 90, 142–150. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.02.006>

Carrington, D. (2020a, December 4). *Global soils underpin life but future looks 'bleak', warns UN report*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/environment/2020/dec/04/global-soils-underpin-life-but-future-looks-bleak-warns-un-report>

Carrington, D. (2020b, December 2). *No-kill, lab-grown meat to go on sale for first time*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/environment/2020/dec/02/no-kill-lab-grown-meat-to-go-on-sale-for-first-time>

Centola, D., Becker, J., Brackbill, D., & Baronchelli, A. (2018). Experimental evidence for tipping points in social convention. *Science*, 360(6393), 1116–1119. <https://doi.org/10.1126/science.aas8827>

CFS. (2017). *Making a difference in food security and nutrition*. <http://www.fao.org/3/a-mu231e.pdf>

- China Potion. (2020, August 31). *Why Tencent and Alibaba are “marrying” agricultural giants in China*. Medium. <https://chinapotion.medium.com/why-tencent-and-alibaba-are-marrying-agricultural-giants-2e7909d6aba5>
- CIDSE. (2020). *Finance for agroecology: more than just a dream? An assessment of European and international institutions’ contributions to food system transformation; CIDSE policy briefing*. <https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2020/09/CIDSE-Agroecology-and-Finance-Briefing-Sept-2020-1.pdf>
- Claeys, P. (2015). *Human rights and the food sovereignty movement: reclaiming control*. Routledge.
- Clapp, J. (2017). Food self-sufficiency: Making sense of it, and when it makes sense. *Food Policy*, 66, 88–96. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2016.12.001>
- Clapp, J. (2019). The rise of financial investment and common ownership in global agrifood firms. *Review of International Political Economy*, 26(4), 604–629. <https://doi.org/10.1080/09692290.2019.1597755>
- Cobham, A. (2020). *The Uncounted (1st Ed.)*. Polity.
- Conway, J. M. (2013). *Edges of global justice: The world social forum and its “Others” (Rethinking globalizations) (1st Ed.)*. Routledge.
- Coppola, D. (2021, February 19). *Revenue of fairtrade international products worldwide 2004-2018*. Statista. <https://www.statista.com/statistics/271354/revenue-of-fair-trade-products-worldwide-since-2004/>
- Counter Balance. (2020). *Goosebumps: a tale of tax evasion, public money and a poultry giant*. Counter Balance. <https://counter-balance.org/news/goosebumps-a-tale-of-tax-evasion-public-money-and-a-poultry-giant>
- CSM. (2016). *Connecting smallholders to markets; an analytical guide*. http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1516/cfs43/CSM_Connecting_Smallholder_to_Markets_EN.pdf
- David, T. J., Frantzeskaki, N., Hölscher, K., Pedde, S., Kok, K., Lamperti, F., Christensen, J. H., Jäger, J., & Berry, P. (2018). Positive tipping points in a rapidly warming world. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 31, 120–129. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2018.01.012>
- De Sanctis, F. M. (2017). Money laundering through agribusiness. In F. M. De Sanctis, *International money laundering through real estate and agribusiness* (pp. 25-29). Springer.

De Schutter, O. (2014). *The power of procurement: public purchasing in the service of realizing the right to food*. United Nations Special Rapporteur on the Right to Food, Briefing Note 8 (http://www.srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20140514_procurement_en.pdf).

Dea, S. (2020, September 22). *Forecast number of mobile users worldwide 2020-2024*. Statista. <https://www.statista.com/statistics/218984/number-of-global-mobile-users-since-2010/>

Demaree-Saddler, H. (2018). *ADM, Bunge, Cargill and Louis Dreyfus form partnership*. World Grain. <https://www.world-grain.com/articles/11148-adm-bunge-cargill-and-louis-dreyfus-form-partnership>

Dijkman, J., Leeuwen, B., & van Leeuwen, B. (2019). *An economic history of famine resilience*. Taylor & Francis.

Duflo, E., & Banerjee, A. (2020, July 1). *Coronavirus is a crisis for the developing world, but here's why it needn't be a catastrophe*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/may/06/vulnerable-countries-poverty-deadly-coronavirus-crisis>

Ecommerce News (2020). *The impact of Covid-19 on consumer trends in Europe*. Ecommerce News. <https://ecommercenews.eu/the-impact-of-covid-19-on-consumer-trends-in-europe/>

Elhauge, E. (2019, January 7). *The greatest anticompetitive threat of our time: Fixing the horizontal shareholding problem*. Pro Market. <https://promarket.org/2019/01/07/greatest-anticompetitive-threat-horizontal-shareholding>

ETC Group, & International Union of Food Workers. (2019). *Labgrown meat and other petri-protein industries*. <http://www.iuf.org/w/sites/default/files/2019%20Lab-grown%20meat%20and%20other%20Petri-protein%20industries.pdf>

ETC Group. (2019a). *Plate tech-tonics*. https://etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc_platetechtonics_a4_nov2019_web.pdf

ETC Group. (2019b). *Tech assessments in building global momentum*. <https://www.etcgroup.org/content/tech-assessments-building-global-momentum>

ETC Group. (2018a). *The big bad fix. The case against climate geoengineering*. http://etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc_bbf_mar2018_us_v1_web.pdf

ETC Group. (2018b). *Between black rock and a hard place*. <https://www.etcgroup.org/content/between-blackrock-and-hard-place;>

ETC Group. (2018c). *Forcing the Farm*. https://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc_hbf_forcing_the_farm_web.pdf

ETC Group. (2017). *Who will feed us: The peasant food web vs, the industrial food chain*. <https://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf>

European Commission. (2021) https://ec.europa.eu/info/horizon-europe/missions-horizon-europe/soil-health-and-food_en#what

Evans, J (2020, October 31). *The post-COVID consumer: is back-to-basics shopping here to stay?* Financial Times. <https://www.ft.com/content/ce2b0f65-f98a-49cc-b258-7eb8cc257cc4>

Ewing-Chow, D. (2020, July 31). *COVID-19 has given consumers five new reasons to eat local.* Forbes. <https://www.forbes.com/sites/daphneewingchow/2020/07/30/covid-19-has-given-consumers-five-new-reasons-to-eat-local/#6171d45c3ccc>

Faguet, S. (2017). *I'm 32 and spent \$200k on biohacking. Became calmer, thinner, extroverted, healthier & happier.* Hackernoon. <https://hackernoon.com/im-32-and-spent-200k-on-biohacking-became-calmer-thinner-extroverted-healthier-happier-2a2e846ae113>

Fang, L. (2020, January 18). *The playbook for poisoning the earth.* The Intercept. <https://theintercept.com/2020/01/18/bees-insecticides-pesticides-neonicotinoids-bayer-monsanto-syngenta/>

FAO. (n.d.). *Agroecology knowledge hub.* FAO. <http://www.fao.org/agroecology/overview/en/>

FAO. (n.d.). *Regional CSA Alliances and platforms: information sheet. The Eastern Africa CSA Platform.* <http://www.fao.org/3/bl864e/bl864e.pdf>

FAO, IFAD, UNICEF, WFP, & WHO. (2020). *The state of food security and nutrition in the world (SOFI).* <http://www.fao.org/documents/card/en/c/ca9692en>

FAO. (2019). *Indigenous foods can alleviate nutrition crisis in Southern Africa.* <http://www.fao.org/africa/news/detail-news/en/c/1202340/>

Farsad, N., Guo, W., & Eckford, A. W. (2013). *Tabletop molecular communication: Text messages through chemical signals.* *PLoS ONE*, 8(12), e82935. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0082935>

FIAN. (2020). *Monitoring report on the right to food and nutrition during covid-19.* <https://www.righttofoodandnutrition.org/monitoring-report-right-food-and-nutrition-during-covid-19>

Fisher, S. (2021). *The 8 best online grocery shopping sites in 2021.* Lifewire. <https://www.lifewire.com/groceries-online-3482646>

Fishkin, J. S., Mayega, R. W., Atuyambe, L., Tumuhamy, N., Ssentongo, J., Siu, A., & Bazeyo, W. (2017). *Applying deliberative democracy in Africa: Uganda's first deliberative polls.* *Daedalus*, 146(3), 140–154. https://doi.org/10.1162/daed_a_00453

Food Secure Canada. (2015). *Resetting the table: a people's food policy for Canada.* <https://foodsecurecanada.org/people-food-policy>

Food sovereignty - Newsletter, Bulletin, Boletín. (2007). *Declaration of Nyéléni*. Food Sovereignty. <https://nyeleni.org/spip.php?article290>

Fox, J. (1993). *The politics of food in Mexico: state power and social mobilization (food systems and agrarian change)*. NCROL.

Friends of the Earth International. (2020, November 4). *Despite COVID19 limitations, civil society drives momentum for historic UN binding treaty*. https://www.foei.org/press_releases/united-nations-binding-treaty-human-rights-covid19

Front Line Defenders. (2020). *Front line defenders - global analysis 2019*. https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/global_analysis_2019_web.pdf

Gaventa, J. & McGee, R. (2010). Introduction: Making change happen - citizen action and national policy reform. In J. Gaventa, & R. McGee, (Eds), *Citizen action and national policy reform: Making change happen* (pp. 1–43). Zed Books.

Gaventa, J. & Tandon, R. (2010). Citizen engagements in a globalizing world. In J. Gaventa, & R. Tandon, (Eds.), *Globalizing citizens: New dynamics of inclusion and exclusion* (pp. 3-30). Zed Books.

Gente é pra brilhar. (n.d.). *Gente é pra brilhar* [People are to shine]. <https://genteprabrilhar.org/>

Giridharadas, A. (2018). *Winners Take All: The Elite Charade of Changing the World*. Knopf.

Global Drone Uav. (2018). *Baidu and MCFLY work together to create "UAV precision fertilization" pesticide dosage red*. <https://globaldroneuav.com/news/Baidu-and-MCFLY-Work-Together-to-Create-UAV-Precision-Fertilization-Pesticide-Dosage-Red-3211.html>

Global Industry Analysts (2020). *Global food automation industry*. https://www.reportlinker.com/p05798615/Global-Food-Automation-Industry.html?utm_source=GNW

Global Network on the Right to Food and Nutrition. (2020). *State of the right to food and nutrition report 2020*. <https://www.righttofoodandnutrition.org/state-right-food-and-nutrition-report-2020>

Global Policy Forum (2020). CSO letter with concerns about UN food systems summit. <https://www.globalpolicy.org/home/270-general/53181-csos-letter-on-un-food-systems-summit.html>

Goedde, L., Ooko-Ombaka, A., & Pais, G. (2019, March 20). *Winning in Africa's agricultural market*. McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/industries/agriculture/our-insights/winning-in-africas-agricultural-market>

- GRAIN. (2015). *Free trade and Mexico's junk food epidemic*. <https://www.grain.org/article/entries/5170-free-trade-and-mexico-s-junk-food-epidemic>
- GRAIN. (2019a). *The Belt and road initiative: Chinese agribusiness going global*. <https://grain.org/e/6133>
- GRAIN. (2019b). *EU-Mercosur trade deal will intensify the climate crisis from agriculture*. <https://grain.org/e/6355>
- GRAIN. (2019c). *RCEP trade deal will intensify land grabbing in Asia*. <https://www.grain.org/en/article/6282-rcep-trade-deal-will-intensify-land-grabbing-in-asia>
- Greatist. (n.d.) *The 42 best health and fitness apps*. <https://greatist.com/fitness/best-health-fitness-apps#food-and-nutrition>;
- Greenberg, H., & Deckelbaum, R. (2016). Diet and non-communicable diseases: an urgent need for new paradigms. In M. Eggersdorfer, K. Kraemer, J. Cordaro, (Eds.) *Good nutrition: perspectives for the 21st century* (pp. 105-118). Karger
- Grim, R. (2019, August 27). *A top financier of Trump and McConnell is a driving force behind Amazon deforestation*. The Intercept. <https://theintercept.com/2019/08/27/amazon-rainforest-fire-blackstone/>
- Hagen, D., & Masser, D. (2019). *The history of vegetarianism and veganism: short, concise and easy to digest*. Babelcube Inc.
- Hartman Group. (2016). *As snackification in food culture becomes more routine, traditional mealtimes get redefined*. <https://www.hartman-group.com/newsletters/1622195115/as-snackification-in-food-culture-becomes-more-routine-traditional-mealtimes-get-redefined>
- Harvey, F. (2019, September 19). *Superbug hotspots emerging in farms across globe – study*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/environment/2019/sep/19/superbug-hotspots-emerging-in-farms-across-globe-study>
- Heathcote, Edwin (2020, March 17). *Time to take a stand for the tree*. Financial Times. <https://www.ft.com/content/a8d485f2-6838-11ea-a3c9-1fe6fedcca75>
- Heinrich Böll Foundation, & Friends of the Earth Europe. (2014). *Meat Atlas, facts and figures about the animals we eat*. Heinrich Boell Foundation and Friends of the Earth Europe. https://www.boell.de/sites/default/files/meat_atlas2014_kommentierbar.pdf;
- Hickel, J. (2017, October 6). *Aid in reverse: How poor countries develop rich countries*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2017/jan/14/aid-in-reverse-how-poor-countries-develop-rich-countries>

- HLPE. (2019). *Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition*. <http://www.fao.org/3/ca5602en/ca5602en.pdf>
- HLPE. (2020). *Impacts of COVID-19 on Food Security and nutrition: Developing effective policy responses to address the hunger and malnutrition pandemic*. <http://www.fao.org/3/cb1000en/cb1000en.pdf>.
- Hoey, L., & Sponseller, A. (2018). “It’s hard to be strategic when your hair is on fire”: Alternative food movement leaders’ motivation and capacity to act. *Agriculture and Human Values*, 35(3), 595–609. <https://doi.org/10.1007/s10460-018-9850-z>
- Hook, Leslie (2020, October 28). *The next pandemic: where is it coming from and how do we stop it?* Financial Times Magazine. <https://www.ft.com/content/2a80e4a2-7fb9-4e2c-9769-bc0d98382a5c>
- Howard, P. H. (2021). *Concentration and power in the food system: Who controls what we eat? (Contemporary food studies: Economy, culture and politics)* (2nd ed.). Bloomsbury Academic. <https://doi.org/10.1146/annurev-arplant-042817-040256>
- Hunter, D., de Souza Dias, B., Borelli, T., & Demers, N. (2019). *Including food systems, biodiversity, nutrition and health in the Post-2020 Global Biodiversity Framework: a submission from the Alliance of Bioversity International and the International Center for Tropical Agriculture*. 23rd CBD, Montreal, Canada, 25-29 November. CBD/SBSTTA/23/INF/11., 13p.
- IIED. (2020). *How COVID-19 is impacting and changing East Africa’s agri-food systems*. <https://www.iied.org/how-covid-19-impacting-changing-east-africas-agri-food-systems>
- Illegal Deforestation Monitor. (2019). *Oil palm companies connected to land grabbing, illegal deforestation and industrial pollution in Latin America*. <https://www.jp-pic-jp.org/w/6851-oil-palm-companies-connected-to-land-grabbing-illegal-deforestation-and-industrial-pollution-in-latin-america>
- International Monsanto Tribunal. (2019). *Newsletter*. https://en.monsantotribunal.org/main.php?obj_id=217810026
- Institute for the Future & Bill and Melinda Gates Foundation. (2018). *Good food is good business*. https://www.iftf.org/fileadmin/user_upload/images/ourwork/Food_Futures_Lab/IFTF_Good_Food_is_Good_Business.pdf
- IPBES. (2019). *Global assessment report on biodiversity and ecosystem services. The intergovernmental science-policy platform on biodiversity and ecosystem services (IPBES)*. <https://www.ipbes.net/global-assessment-report-biodiversity-ecosystem-services>

IPC. (2020). *Letter on UN food system summit*. https://www.foodsovereignty.org/wp-content/uploads/2020/03/EN_Edited_draft-letter-UN-food-systems-summit_070220.pdf

IPES-Food. (2019). *Towards a common food policy for the European Union - the policy reform and realignment that is required to build sustainable food systems in Europe*. http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/CFP_FullReport.pdf

IPES-Food. (2020a). *Covid 19 and the crisis in food systems: Symptoms, causes and potential solutions*. Communiqué.

IPES-Food. (2020b). *Open letter | 'One CGIAR' with two tiers of influence?* <http://www.ipes-food.org/pages/OneGGIAR>

IPES-Food. (2021). *The Glasgow food and climate declaration*. <http://www.ipes-food.org/pages/GlasgowDeclaration>

IPES-Food. (n.d.). *Agroecology*. <http://www.ipes-food.org/topics/Agroecology>

Ives, M. (2016). *The rising environmental toll of china's offshore island grab*. Yale E360. https://e360.yale.edu/features/rising_environmental_toll_china_artificial_islands_south_china_sea

Jacobs, A. (2020, February 12). *Sugary drink consumption plunges in Chile after new food law*. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2020/02/11/health/chile-soda-warning-label.html>

JD Corporate Blog. (2018). *JD cultivates new smart agriculture push in China*. <https://jdcorporateblog.com/jd-cultivates-new-smart-agriculture-push-in-china/>

Jingwen, I. (2020). *Taobao villages as a model for the development of e-commerce in Africa. China development brief*. <https://chinadevelopmentbrief.cn/reports/taobao-villages-as-a-model-for-the-development-of-e-commerce-in-africa/>

Juan, C. (2019). *NetEase founder plans fourth china pig farm amid higher pork prices*. Yicai. <https://www.yicaiglobal.com/news/netease-founder-plans-fourth-china-pig-farm-amid-higher-pork-prices>

Kantar. (2020). *Convenience stores grow in Taiwan and the Philippines - Global site - Kantar Worldpanel*. <https://www.kantarworldpanel.com/global/News/Convenience-stores-grow-in-Taiwan-and-the-Philippines>

Karamichalis, N. (2019). *Committee on world food security. Knowledge for policy - European Commission*. https://ec.europa.eu/knowledge4policy/organisation/committee-world-food-security_en#:~:text=The%20Committee%E2%80%A6-

- Keck, M. E., & Sikkink, K. (1999). Transnational advocacy networks in international and regional politics. *International Social Science Journal*, 51(159), 89–101. <https://doi.org/10.1111/1468-2451.00179>
- Khan, L. (2018). The new Brandeis movement: America's antimonopoly debate. *Journal of European Competition Law & Practice*, 9(3), 131–132. <https://doi.org/10.1093/jeclap/lpy020>
- Kleinhaus, K., Al-Sawalmih, A., Barshis, D. J., Genin, A., Grace, L. N., Hoegh-Guldberg, O., Loya, Y., Meibom, A., Osman, E. O., Ruch, J.-D., Shaked, Y., Voolstra, C. R., Zvuloni, A., & Fine, M. (2020). Science, diplomacy, and the Red sea's unique coral reef: It's time for action. *Frontiers in Marine Science*, 7, 1–9. <https://doi.org/10.3389/fmars.2020.00090>
- KNTI, & WFFP. (2017). *Agroecology and food sovereignty in small-scale fisheries*. WFFP.
- La Via Campesina. (2019). *Peasant organisations from 18 African countries take part in an agroecology encounter in Harare*. <https://viacampesina.org/en/peasant-organisations-from-18-african-countries-take-part-in-an-agroecology-encounter-in-harare/>
- LeBaron, G. (2020). *Combatting modern slavery: Why labour governance is failing and what we can do about it* (1st Ed.). Polity.
- Lee, O., Bellman, C., & Hepburn, J. (2020, October 5). *Delivering sustainable food and land use systems: The role of international trade*. Chatham House – International Affairs Think Tank. <https://www.chathamhouse.org/2019/09/delivering-sustainable-food-and-land-use-systems-role-international-trade>
- Linebaugh, K., & Knutson, R. (Hosts). (2020 - Present). *What corporate America can learn from coke's reckoning with race* [Audio podcast episode]. In *The Journal; Gimlet and The Wall Street Journal*. <https://gimletmedia.com/shows/the-journal/z3h4owg>
- Lobo, L. (2020, September 23). *Insight: The real problem with amazon's tax bills*. Bloomberg Tax. <https://news.bloombergtax.com/daily-tax-report/insight-the-real-problem-with-amazons-tax-bills>
- Loconto, A., Jimenez, A. & Vandecandelaere, E. (2018). *Constructing markets for agroecology – An analysis of diverse options for marketing products from agroecology*. FAO. <http://www.fao.org/3/i8605en/I8605EN.pdf>
- Maffi, L. (1999). Linguistic diversity. In D. A. Posey, *Cultural and spiritual values of biodiversity* (pp. 21–22). UNEP
- Mahdawi, A. (2019, February 25). *Extreme fasting: how Silicon Valley is rebranding eating disorders*. The Guardian. https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2019/feb/21/extreme-fasting-how-silicon-valley-is-rebranding-eating-disorders?CMP=Share_iOSApp_Other

- McCann, M. (2006). Law and social movements: Contemporary perspectives. *Annual Review of Law and Social Science*, 2(1), 17–38. <https://doi.org/10.1146/annurev.lawsocsci.2.081805.105917>
- McKeon, N (2015). *Food Security Governance: Empowering Communities, Regulating Corporations*. Milton Park, Abingdon, Oxon ; New York, NY: Routledge.
- Meola, A. (2021, March 2). *Smart farming in 2020: How IoT sensors are creating a more efficient precision agriculture industry*. Business Insider. <https://www.businessinsider.com/smart-farming-iot-agriculture?r=MX&IR=T>
- Migdal, J., Kohli, A., & Shue, V. (1994). *State power and social forces: Domination and transformation in the third world*. Cambridge University Press.
- Molteni, M. (2018, May 25). *Ingestible sensors electronically monitor your guts*. Wired. <https://www.wired.com/story/this-digital-pill-prototype-uses-bacteria-to-sense-stomach-bleeding/>
- Monjane, B. (2020, August 6). *Confronting corporate-driven food systems in the time of COVID-19: Contradictions and potential in South Africa's civil society*. International Research Group on Authoritarianism and Counter-Strategies. https://www.irgac.org/2020/07/22/confronting-corporate-driven-food-systems-in-the-time-of-covid-19-contradictions-and-potential-in-south-africas-civil-society/?fbclid=IwAR3HvYgZXQiGIKleabIt0IXftY6juVvual2-JpwF_OCPCedL5NtCFkC3Tk
- Mooney, C., & Denis, B. (2019, December 21). *Scientists warn of Amazon rainforest 'tipping point' that will turn parts into savanna*. Anchorage Daily News. <https://www.adn.com/nation-world/2019/12/20/scientists-warn-of-amazon-rain-forest-tipping-point-that-will-turn-parts-into-savanna/>
- Mooney, P. (2018). *Blocking the chain – Industrial food chain concentration, big data platforms and food sovereignty solutions*. ETC Group, GLOCON, Inkota and Rosa Luxembourg Stiftung. <https://www.etcgroup.org/content/blocking-chain>
- Moore, Rowan (2019, December 30). *Gardens, waterfalls, parks... what is happening to our airports?* The Guardian. <https://www.theguardian.com/artanddesign/2019/dec/30/airports-gardens-waterfalls-environmental-costs-architects>
- Mordor Intelligence. (2020). *Global snack food market | growth | trends | forecast*. <https://www.mordorintelligence.com/industry-reports/snack-food-market>
- Morrill, C. (2019). *Stopping land grabs by university funds: Farmers and faculties unite*. <https://www.grain.org/en/article/6207-stopping-land-grabs-by-university-funds-farmers-and-faculties-unite>

MSI Integrity. (2020). *Not Fit-for-Purpose: The grand experiment of multi-stakeholder initiatives in corporate accountability, human rights and global governance*. https://www.msi-integrity.org/wp-content/uploads/2020/07/MSI_Not_Fit_For_Purpose_FORWEBSITE.FINAL_.pdf

National Family Farm Coalition. (2020). *Fair prices for farmers*. <https://nffc.net/what-we-do/fair-prices-for-farmers/>

NCD Risk Factor Collaboration (NCD-RisC). (2017). Worldwide trends in body-mass index, underweight, overweight, and obesity from 1975 to 2016: a pooled analysis of 2416 population-based measurement studies in 128·9 million children, adolescents, and adults. *Lancet*, 390(10113), 2627–2642. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(17\)32129-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(17)32129-3)

NEDA. (n.d.). *Orthorexia*. <https://www.nationaleatingdisorders.org/learn/by-eating-disorder/other/orthorexia>

Neo, P. (2019, January 7). 'An entirely new agriculture model': JD and Mitsubishi open largest hydroponic plant factory in China. Foodnavigator-Asia.Com. <https://www.foodnavigator-asia.com/Article/2019/01/07/An-entirely-new-agriculture-model-JD-and-Mitsubishi-open-largest-hydroponic-plant-factory-in-China>

Nuttall, C. (2020, November 5). *Biden's take on tech*. Financial Times. <https://www.ft.com/content/a18c4480-43f0-4a9e-a994-c9c776c67681>

O'Toole, J. (2019). *The Enlightened capitalists: Cautionary tales of business pioneers who tried to do well by doing good* (Illustrated ed.). Harper Business.

Oak Ridge National Laboratory. (2020, January 31). *AI for plant breeding in an ever-changing climate*. Lab Manager. <https://www.labmanager.com/news/ai-for-plant-breeding-in-an-ever-changing-climate-484>

OECD. (2019). *Agricultural policy monitoring and evaluation 2019*. OECD Publishing.

OHCHR. (2020). *COVID-19 crisis highlights urgent need to transform global economy, says new UN poverty expert*. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25858&LangID=e>

Otto, I. M., Donges, J. F., Cremades, R., Bhowmik, A., Hewitt, R. J., Lucht, W., Rockström, J., Allerberger, F., McCaffrey, M., Doe, S. S. P., Lenferna, A., Morán, N., van Vuuren, D. P., & Schellnhuber, H. J. (2020). *Social tipping dynamics for stabilizing Earth's climate by 2050* [Paper presentation]. National Academy of Sciences, Germany. <https://doi.org/10.1073/pnas.1900577117>

PAHO. (2019). *Día mundial de la diabetes* [World diabetes day]. https://www.paho.org/hq/index.php?option=com_content&view=article&id=14780:world-diabetes-day-2018-diabetes-concerns-every-family&Itemid=1969&lang=es

Pardey, P., Alston, J., Chan-Kang, C., Hurley, T., Andrade, R., Dehmer, S., Lee, K., & Rao, X. (2018). The shifting structure of agricultural R&D: Worldwide investment patterns and payoffs. In N. Kalaitzandonakes, E. G. Carayannis, E. Grigoroudis, & S. Rozakis, *From agriscience to agribusiness theories, policies and practices in technology transfer and commercialization* (pp. 13-39). Springer.

Park, K. (2019, December 10). *America's food aid is a giant Boondoggle*. Foreign Policy. <https://foreignpolicy.com/2019/12/10/america-wheat-hunger-great-food-aid-boondoggle/>

Park, S. (2020). *Environmental recourse at the multilateral development banks*. Cambridge University Press.

Paskal, C., House, C., & Furrie, L. (2011). *Ownership, vulnerability and access: Security dimensions of the global food system*. Canadian Security Intelligence Service and Canadian Food Inspection Agency.

Phartiyal, S. (2018, February 2). *Alibaba deepens India push with BigBasket investment*. U.S. Reuter. <https://www.reuters.com/article/us-alibaba-bigbasket/alibaba-deepens-india-push-with-bigbasket-investment-idUSKBN1FM1QW>

Radio Free Asia. (2019). *Chinese railway project in Laos leaves farmers in the lurch*. <https://www.rfa.org/english/news/laos/lao-farmer-railway-01102019160842.html>

Ramankutty, N., Mehrabi, Z., Waha, K., Jarvis, L., Kremen, C., Herrero, M., & Rieseberg, L. H. (2018). Trends in global agricultural land use: implications for environmental health and food security. *Annual Review of Plant Biology*, 69(1), 789–815.

Raworth, K. (2018). *What on earth is the doughnut?* <https://www.kateraworth.com/doughnut/>.

Riding, S. (2021, January 17). *EU rules promise to reshape opaque world of sustainable investment*. Financial Times. <https://www.ft.com/content/87615a23-0105-4210-8e7f-ccf84370656e>

Robson, D. (2019, May 13). *The “3.5% rule”: How a small minority can change the world*. BBC Future. <https://www.bbc.com/future/article/20190513-it-only-takes-35-of-people-to-change-the-world>

Schutter, O., & Yambi, O. (2020, March 26). *The world food systems summit can still be transformational*. Food Tank. <https://foodtank.com/news/2020/03/2021-food-systems-summit-started-on-wrong-foot-it-could-still-be-transformational/>

Schwartzstein, P. (2019). *One of Africa's most fertile lands is struggling to feed its own people*. Bloomberg News. <https://www.bloomberg.com/features/2019-sudan-nile-land-farming/>

Scott, G. (2020). *Blank check company definition*. <https://www.investopedia.com/terms/b/blankcheckcompany.asp>

- Shattuck, A., Schiavoni, C. M., & VanGelder, Z. (2015). Translating the politics of food sovereignty: Digging into contradictions, uncovering new dimensions. *Globalizations*, 12(4), 421–433. <https://doi.org/10.1080/14747731.2015.1041243>
- SimFRUIT. (2019, November 27). *Canada's organic market: Continuous, double-digit growth*. Fruit & Vegetable Magazine. <https://www.fruitandveggie.com/canadas-organic-market-continuous-double-digit-growth-20770/>
- Slade, A. J., Fuerstenberg, S. I., Loeffler, D., Steine, M. N., & Facciotti, D. (2005). A reverse genetic, nontransgenic approach to wheat crop improvement by TILLING. *Nature Biotechnology*, 23(1), 75–81. <https://doi.org/10.1038/nbt1043>
- Smith, J., Byrd, S., Reese, E. & Smythe, E. (2015). *Handbook on world social forum activism*. Routledge.
- Smith, P. (2016). The road to the world social forum: the case of the Dalit movement. In J. Smith, S. Byrd, E. Smythe, & E. Reese, (Eds.) *Handbook on world social forum activism*. Routledge.
- Smithers, R. (2020, September 23). *UK ethical consumer spending hits record high, report shows*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/environment/2019/dec/30/uk-ethical-consumer-spending-hits-record-high-report-shows>
- Springmann, M., Clark, M., Mason-D'Croz, D., Wiebe, K., Bodirsky, B. L., Lassaletta, L., de Vries, W., Vermeulen, S. J., Herrero, M., Carlson, K. M., Jonell, M., Troell, M., DeClerck, F., Gordon, L. J., Zurayk, R., Scarborough, P., Rayner, M., Loken, B., Fanzo, J., ... Willett, W. (2018a). Options for keeping the food system within environmental limits. *Nature*, 562(7728), 519–525. <https://doi.org/10.1038/s41586-018-0594-0>
- Springmann, M., Mason-D'Croz, D., Robinson, S., Wiebe, K., Godfray, H. C. J., Rayner, M., & Scarborough, P. (2018b). Health-motivated taxes on red and processed meat: A modelling study on optimal tax levels and associated health impacts. *PLOS ONE*, 13(11), e0204139. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0204139>
- Statista (2019). *Soft drinks - worldwide | Statista market forecast*. Statista. <https://www.statista.com/outlook/20020000/100/soft-drinks/worldwide>.
- Stickle, W., Hickman, S., & White, C. A. (2019). *Human trafficking: a comprehensive exploration of modern day slavery* (1st Ed.). SAGE Publications, Inc.
- Stockholm Resilience Centre. (n.d.). *Planetary boundaries*. Stockholm University. <https://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries.html>
- Stupples, B. (2020, April 6). *Branson shifts \$1.1 billion galactic holding between tax havens*. Bloomberg.com. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-06/branson-shifts-1-1-billion-galactic-holding-between-tax-havens>

- Suárez, S. M. (2013). The human rights framework in contemporary agrarian struggles. *Journal of Peasant Studies*, 40(1), 239–290. <https://doi.org/10.1080/03066150.2011.652950>
- Sumaila, U. R., Ebrahim, N., Schuhbauer, A., Skerritt, D., Li, Y., Kim, H.S., Mallory, T. G., Lam, V. W., & Pauly, D. (2019). *Updated estimates and analysis of global fisheries subsidies*. *Marine Policy* 109.
- Supply Chain Division. (2019). *Supply chain factsheets | world food programme*. <https://www.wfp.org/publications/supply-chain-factsheets/>
- Tax Justice Network. (2013). *Karuturi guilty of tax evasion*. <https://www.grain.org/fr/article/4698-karuturi-guilty-of-tax-evasion>
- Teagle, A. (2018). *South africa's young chefs are trying to revive a food culture decimated by Apartheid*. Quartz Africa. <https://qz.com/africa/1295068/south-africas-young-chefs-are-trying-to-revive-a-food-culture-decimated-by-apartheid/>
- Tencent. (2020). *Tencent harnesses AI for smart agriculture*. <https://www.tencent.com/en-us/articles/2201057.html>
- The Economist. (2017, April 7). *The future lies in automation*. <https://www.economist.com/special-report/2017/04/06/the-future-lies-in-automation>
- Thomson Reuters Foundation. (2018). *Abandoned by banks, Indonesia's poor farmers turn to crowdfunding*. <https://www.eco-business.com/news/abandoned-by-banks-indonesias-poor-farmers-turn-to-crowdfunding/>
- Thomson, P. (2019). *2019: The year to end harmful fisheries subsidies*. SDG Knowledge Hub | IISD. IISD. <https://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/2019-the-year-to-end-harmful-fisheries-subsidies/>
- Torshizi, M., & Clapp, J. (2019). Price effects of common ownership in the seed sector. *SSRN Electronic Journal*, 1–63. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3338485>
- Tramel, S. (2018). Convergence as political strategy: Social justice movements, natural resources and climate change. *Third World Quarterly*, 39(7), 1290–1307. <https://doi.org/10.1080/01436597.2018.1460196>
- Tramel, S. (2019). The tenure guidelines in policy and practice: Democratizing land control in Guatemala. *Land*, 8(11), 168. <https://doi.org/10.3390/land8110168>
- UN Environment. (2019). *The emissions gap report 2019*. <https://www.unenvironment.org/interactive/emissions-gap-report/2019/>.
- United Nations. (2018). *World water development report 2018: nature-based solutions for water*. <https://www.unwater.org/publications/world-water-development-report-2018/>

United Nations. (2019a). *World Water Development Report 2019: Leaving no one Behind*. <https://en.unesco.org/themes/water-security/wwap/wwdr/2019>

United Nations. (2019b). *Second committee approves resolutions condemning unilateral economic Measures, Promoting benefits of natural plant fibres for sustainable development | meetings coverage and press releases*. <https://www.un.org/press/en/2019/gaef3527.doc.htm>

United Nations. (2020). *About the summit*. <https://www.un.org/en/food-systems-summit/about>

US Right to Know. (2021). *Monsanto roundup & Dicamba trial tracker*. <https://usrtk.org/monsanto-roundup-trial-tracker-index/>.

USDA. (2012). *Census of agriculture contents III USDA, national agricultural statistics service*. https://www.nass.usda.gov/Publications/AgCensus/2012/Full_Report/Volume_1,_Chapter_1_US/usv1.pdf

van der Ploeg, J. D. (2018). From de-to repeasantization: The modernization of agriculture revisited. *Journal of Rural Studies*, 61, 236–243. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2017.12.016>

van der Ploeg, J. D., Barjolle, D., Bruil, J., Brunori, G., Costa Madureira, L. M., Dessein, J., Drąg, Z., Fink-Kessler, A., Gasselin, P., Gonzalez de Molina, M., Gorchach, K., Jürgens, K., Kinsella, J., Kirwan, J., Knickel, K., Lucas, V., Marsden, T., Maye, D., Migliorini, P., ... Wezel, A. (2019). The economic potential of agroecology: Empirical evidence from Europe. *Journal of Rural Studies*, 71, 46–61. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2019.09.003>

van Nieuwkoop, M. (2019). *Do the costs of the global food system outweigh its monetary value?* <https://blogs.worldbank.org/voices/do-costs-global-food-system-outweigh-its-monetary-value>

Vaughan, A. (2019). *Scientists issue wake-up call on dangerous loss of oxygen from oceans*. New Scientist. <https://www.newscientist.com/article/2226511-scientists-issue-wake-up-call-on-dangerous-loss-of-oxygen-from-oceans/>

Vermeulen, M., & De Schutter, O. (2020). *The share of agroecology in Belgian official development assistance: An opportunity missed CRIDHO Working Paper 2020/3* [Paper presentation]. UCLouvain, Belgium.

Watts, J. (2020, November 24). *1% of farms operate 70% of world's farmland*. The Guardian. <https://www.theguardian.com/environment/2020/nov/24/farmland-inequality-is-rising-around-the-world-finds-report>

WEF. (2020). *Food action alliance*. <https://www.weforum.org/projects/food-action-alliance>.

Wellesley, L., Walsh, C. & Tucci, A. (2017). *Exploring chokepoints and food security threats*. Chatham House. <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/exploring-chokepoints-and-food-security-threats>

- White, J. (2019, August 13). *Is Big Soda winning the soft drink wars?* The Agenda. <https://www.politico.com/agenda/story/2019/08/13/soda-tax-california-public-health-000940/>
- Willer, E., Schlatter, B., Trávní, J., Kemper, L., & Lernoud, J. (2020). The world of organic agriculture statistics and emerging trends 2020. https://ciaorganico.net/documypublic/486_2020-organic-world-2019.pdf
- Wolford, W., & French, J. D. (2016). Deconstructing the Post-Neoliberal state. *Latin American Perspectives*, 43(2), 4–21. <https://doi.org/10.1177/0094582x15623766>
- World Bank. (2016). *Tuna fisheries*. <http://pubdocs.worldbank.org/en/102721466580391096/PACIFIC-POSSIBLE-Tuna-Summary-paper.pdf>
- Wright, A., Smith, K. E., & Hellowell, M. (2017). Policy lessons from health taxes: a systematic review of empirical studies. *BMC Public Health*, 17(1), 1. <https://doi.org/10.1186/s12889-017-4497-z>
- Yara (2018). *Yara fertilizer industry handbook*. <https://www.yara.com/siteassets/investors/057-reports-and-presentations/other/2018/fertilizer-industry-handbook-2018.pdf>
- Yeung, K. (2016). ‘Hypernudge’: Big Data as a mode of regulation by design. *Information, Communication & Society*, 20(1), 118–136. <https://doi.org/10.1080/1369118x.2016.1186713>

À PROPOS DE IPES-FOOD



Le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) cherche à éclairer les débats sur la réforme des systèmes alimentaires grâce à des recherches axées sur les politiques et à un engagement direct dans les processus politiques à travers le monde entier. Ce panel d'experts rassemble des scientifiques environnementaux, des économistes spécialisés dans le développement, des nutritionnistes, des agronomes et des sociologues, ainsi que des praticiens expérimentés de la société civile et des mouvements sociaux. Le panel est coprésidé par Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, et Maryam Rahmanian, experte indépendante sur l'agriculture et les systèmes alimentaires.

www.ipes-food.org

À PROPOS DU GROUPE ETC



Le groupe ETC aborde les problèmes socio-économiques et écologiques liés aux nouvelles technologies qui pourraient avoir un impact sur les populations marginalisées du monde. Le groupe étudie l'érosion écologique (y compris l'érosion des cultures et des droits de l'homme), le développement de nouvelles technologies (en particulier agricoles, mais aussi d'autres technologies en lien avec la génomique et la matière), et suit de près les questions de gouvernance mondiale, notamment la concentration des entreprises et le commerce des technologies. Il opère au niveau politique mondial et travaille en étroite collaboration avec des organisations de la société civile (OSC) et des mouvements sociaux partenaires, en particulier en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Le groupe ETC est un collectif de personnes dont les sièges se trouvent au Canada et aux Philippines, et qui compte des collaborateurs au Mexique, au Kenya, en Uruguay, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

www.etcgroup.org